

Université de Montréal

Les médias au Québec et la guerre d'Algérie 1954-1964

Par

Magali DELEUZE

Département d'histoire

Faculté des arts et des sciences

Thèse présentée à la Faculté des études supérieures  
en vue de l'obtention du grade de  
Philosophiae Doctor (Ph.D)  
en Histoire

Août 1998

© Magali Deleuze



D  
7  
U54  
1999  
V.018

Université de Montréal

Les médias au Québec et la presse d'Algérie 1954-1964

Par

MARIE-DÉBORAH

Département d'histoire

Faculté des arts et des sciences

Thèse présentée à la fin de vos études supérieures

en vue de l'obtention du grade de

Philosophie (Sociales) (M.A.)

en histoire

1964

© Université de Montréal



Université de Montréal  
Faculté des études supérieures

Cette thèse intitulée  
"Les médias au Québec et la guerre d'Algérie 1954-1964"

présentée par

Magali Deleuze

a été évaluée par un jury composé des personnes suivantes

Jacques Rouillard .....président du jury  
René Durocher.....directeur de recherche  
Paul Létourneau.....membre du jury  
Susan Mann.....examinatrice externe  
*Denis Moulières*  
.....représentant du doyen

Thèse acceptée le:

## Sommaire

Cette étude fait ressortir l'intérêt que des intellectuels québécois et canadiens ont porté à la guerre d'Algérie entre 1954 et 1964. Les relations extérieures du Québec avec la France, généralement consacrées aux rapports institutionnalisés, laissent de côté les réactions de la population québécoise qui finalement, ne se serait "ouverte" au monde extérieur qu'à partir de la Révolution tranquille, en 1960. Cependant, un groupe de Québécois et de Canadiens anglophones et francophones que nous avons appelé "intellectuels", s'est non seulement intéressé à la guerre d'Algérie comme événement international, mais s'en est aussi inspiré comme exemple théorique dans plusieurs champs d'analyse sur la situation québécoise des années 1950 et 1960.

A partir de 1954, les intellectuels du Québec suivent de loin, comme spectateurs désengagés, les événements qui secouent l'Algérie, département français. Nos statistiques ont permis de montrer que, même restreinte, la présence de la guerre d'Algérie dans les médias n'était pas négligeable à cette époque. Déjà des réactions originales ressortent chez les anglophones qui, loin de profiter de l'événement pour faire un tir groupé contre la France, s'inquiètent pour le prestige de la France et pour son rôle au sein de l'OTAN. Les francophones réagissent globalement en soutenant la France mère patrie et certains en profitent pour y puiser des arguments dans le débat sur l'existence d'une droite et d'une gauche au Québec.

L'intérêt des intellectuels pour la guerre d'Algérie se transforme en inspiration de 1958 à 1960. Les nationalistes et néo-nationalistes québécois analysent l'événement comme une lutte de décolonisation et l'utilisent comme comparaison dans le discours sur le colonialisme au Québec. Les nationalistes d'extrême-gauche y puisent même un de leurs exemples principaux pour expliquer, qu'au Québec comme en Algérie, colonisés et colonisateurs se ressemblent. La guerre d'Algérie a d'ailleurs été un déclencheur dans la rupture de l'Action Socialiste pour l'Indépendance du Québec de Raoul Roy et la gauche libérale québécoise et canadienne qui refusait de soutenir l'indépendance du Québec au même titre que l'indépendance algérienne. Les anglophones et les citélibristes résistent au débat comparatif sur

l'oppression en Algérie et au Québec. Ils s'intéressent plus aux dangers, en Algérie comme au Québec, que les indépendantistes font courir à la démocratie. L'arrivée du général de Gaulle au pouvoir est accueillie de façon mitigée. Les citélibritistes sont sceptiques face à un règlement rapide de la guerre d'Algérie. Une controverse parmi les anglophones fait rage, entre les francophiles soutenant de Gaulle "le sauveur" et ceux pour qui de Gaulle est l'exemple du dictateur, porté au pouvoir par des colons français d'extrême-droite.

L'inspiration que la guerre d'Algérie suscitait aux intellectuels québécois jusqu'en 1960, fait place de 1961 à 1964 à une appropriation. La guerre d'Algérie est au centre d'une partie du débat sur les liens entre la décolonisation et le nationalisme. Les citélibristes acceptent de répondre aux attaques des nationalistes québécois et tentent de démontrer que l'Algérie n'est pas le Québec et que le nationalisme, issu des théories de la décolonisation, n'est pas importable au Québec. Certains anglophones, sans rentrer directement dans la discussion autour de la situation au Québec, dénoncent le nationalisme extrémiste de l'OAS, alors que d'autres sympathisent avec le drame humain de ces Français d'Algérie et ne condamnent pas en bloc les efforts du général de Gaulle. Dans ce contexte la rumeur d'une arrivée massive de pieds-noirs au Québec échauffe les esprits et deux camps se forment, parmi les intellectuels québécois, entre les "pro-pieds-noirs" et les "anti-pieds-noirs". La fin de la guerre d'Algérie en 1962 permet à la France de redorer son image au Québec. Les intellectuels québécois redécouvrent le visage moderne et émancipateur de la France. Cette redécouverte passe par de nombreux axes, dialogue sur le tiers-mondisme entre la gauche française et québécoise, espoir de certains du soutien français à l'indépendance québécoise, refus français et québécois de la violence révolutionnaire. La guerre d'Algérie fait alors partie de la mémoire des intellectuels québécois qui ont, en quelque sorte, redécouvert à travers elle une France plus conforme à leurs nouvelles aspirations. La voie est ouverte pour une politique d'accords franco-québécois en 1963.

## TABLE DES MATIERES

<b>Sommaire</b>	iii
<b>Table des matières</b>	v
<b>Remerciements</b>	ix
Introduction	1
Première partie: Les Québécois et l'Algérie: spectateurs désengagés 1954-1957	38
Introduction	39
<b>I. La guerre d'Algérie et les médias : présentation</b>	40
A- <u>La presse québécoise et l'événement</u>	40
1) Représentativité des revues	41
2) Représentativité des journaux	49
3) Les explications générales	57
B- <u>Rappels des événements algériens: 1954-1957</u>	70
C- <u>Un début d'intérêt pour la guerre d'Algérie</u>	82
Conclusion	86
<b>II. L'Algérie, la guerre de la France "mère patrie"</b>	87
A- <u>Tir groupé anglophone contre la politique française ?</u>	88
1) Risque d'affaiblissement français sur la scène internationale	88
2) La France dans la crise algérienne	95
B- <u>Les francophones défendent la "mère patrie"</u>	102
1) <i>Cité Libre</i> et le soutien à la gauche	103
2) Les nationalistes québécois contre la gauche	107
Conclusion	113

CONCLUSION	114
Deuxième partie: Naissance d'une inspiration 1958-1960	116
Introduction	117
<b>I. L'Algérie à la rescousse des nationalistes</b>	120
A- <u>Le nationalisme ethnique de Laurentie</u>	120
1) "Le Québec aux Québécois"	121
2) Raymond Barbeau et la décolonisation	124
B- <u>Les Québécois "pas plus bêtes que les Arabes"</u>	126
1) René Lévesque et la guerre d'Algérie	126
2) André Laurendeau et l'Algérie	133
3) <i>Liberté</i> et le soutien aux "121"	140
Conclusion	143
<b>II. La Revue Socialiste, l'Algérie et l'oppression du Québec</b>	144
A- <u>Le Québec est une sous-colonie</u>	147
1) Similitudes chez les colonisateurs	147
2) La sous-colonie devenue colonie	149
B- <u>Critique de la "pseudo-gauche"</u>	151
1) Influence de Frantz Fanon	152
2) La rupture avec la pseudo-gauche	157
Conclusion	159
<b>III. Les motivations de la condamnation de la France et du soutien aux Algériens</b>	160
A- <u>Les médias et l'Algérie: présence accrue</u>	160
1) Les revues québécoises et l'Algérie 1958/60	161
2) La télévision et la guerre d'Algérie 1958/60	162

B- <u>Cité Libre et l'Algérie: la nécessaire démocratie</u>	165
1) La démocratie et les Ultras d'Alger	165
2) Le scepticisme face à de Gaulle	172
C- <u>La méfiance anglophone face à de Gaulle</u>	176
1) 1958: état de grâce pour de Gaulle	177
2) La guerre d'Algérie au centre de la controverse anglophone	186
Conclusion	194
CONCLUSION	194
Troisième partie: <b>Appropriation et polarisation autour de l'exemple algérien 1961-1964</b>	196
Introduction	197
<b>I. Le paroxysme du débat autour de la guerre d'Algérie 1961-1964</b>	199
A- <u>Les néo-libéraux et l'Algérie: refus d'une analogie québécoise</u>	201
1) <i>Cité Libre</i> , le nationalisme et la décolonisation	201
2) Le magazine <i>Maclean</i> et l'OAS	211
3) Les anglophones, la France et l'Algérie	219
B- <u>Les nationalistes et l'analogie Québec-Algérie</u>	223
1) Les nationalistes contre l'analyse francophobe de la guerre d'Algérie	224
2) Pour l'indépendance au Québec et en Algérie	228
C- <u>Les Québécois et l'arrivée des pieds-noirs au Québec</u>	235
Conclusion	241



<b>II. La redécouverte de la France à travers la guerre d'Algérie</b>	242
A- <u>Redécouverte de la gauche française</u>	243
1) Les espoirs "français" de la <i>Revue Socialiste</i>	244
2) <i>Parti pris</i> et le tiers-mondisme français	250
B- <u>Redécouverte de la France "moderne"</u>	253
1) L'exposition française de 1963	253
2) La France et le Québec contre la tentation révolutionnaire	256
3) La guerre d'Algérie dans la mémoire québécoise	258
Conclusion	261
CONCLUSION	262
<b>Conclusion générale</b>	264
Liste des tableaux et figures	276
Bibliographie	277

## Remerciements

Cette thèse n'est pas le fruit d'un hasard... je la dédie à ce pays que j'aime et qui m'a fait sienne.

A l'aube de l'an 2000, faire un doctorat est un travail d'équipe même si je suis seule responsable de cette thèse. J'aimerais ici rendre hommage à mes maîtres de la Sorbonne qui ont su me transmettre la passion de l'histoire, Jean Martin, Jean Meyer, Jean Tulard et Dominique Chevallier.

Je veux aussi remercier l'Université de Montréal pour ses bourses de doctorat, ainsi que le département d'histoire qui m'a toujours soutenue financièrement. Qu'il me soit enfin possible de remercier les grands historiens de mon département pour leur accueil chaleureux. Mon directeur de thèse, René Durocher qui, par sa grande culture et sa curiosité historique a su me stimuler et m'aider. Je suis très reconnaissante envers, Pierre Tousignant, Jacques Rouillard, Samir Saul, Lise Gauvin (d'études françaises) et Louis Michel. Je n'oublie pas non plus ceux dont l'amitié m'est précieuse, John A. Dickinson, Louis Lavallée, Paul Létourneau et Claudé Sutto.

Je voudrais remercier les archivistes des différentes bibliothèques, particulièrement Carlos Gomez, archiviste à Radio-Canada, Janice Rosen du Congrès Juif de Montréal et Bernard Robert de l'Université de Montréal.

Enfin, je remercie spécialement mes parents et grands-parents pour leur soutien au long de ces années. Je n'oublie pas non plus la patience de R. Anctil et l'aide de ma grande complice M. Sirois qui, sans peur, a chevauché trois siècles pour relire mes chapitres.

## INTRODUCTION

Les relations franco-québécoises constituent, pour le chercheur qui s'intéresse aux relations internationales, un terrain d'étude fertile. Les Québécois francophones par leur histoire, ont pris l'habitude d'être attentifs aux événements qui marquaient la France "mère patrie" et si certains ont longtemps revendiqué le modèle français beaucoup s'en sont détachés au cours du XX<sup>e</sup> siècle.

"L'institutionnalisation" de l'ouverture du Québec au monde, à partir de 1960, avec le gouvernement de Jean Lesage et le développement des échanges culturels avec la France et d'autres pays francophones, pourraient faire croire qu'avant cette date les Québécois ne s'intéressaient guère aux événements étrangers et vivaient repliés sur eux-mêmes leur "crise d'adolescence". Tout comme les historiens québécois "révisionnistes" ont remis en question la vision folklorique du Québec des années 1950, il faut chercher à mieux connaître et préciser l'histoire internationale du Québec.

On connaît assez bien en général, les relations internationales officielles du Québec avec la France, c'est-à-dire les relations culturelles, gouvernementales, entre l'Etat français et le Québec. Mais, à la lumière de ces études, on pourrait mésestimer le rôle et l'opinion des Québécois vis-à-vis de la France, en considérant que le changement de la politique officielle du gouvernement de Jean Lesage avec l'étranger, lors de la Révolution tranquille, traduirait

"l'ouverture" des Québécois aux autres pays<sup>1</sup>. On risque alors de minimiser le rôle d'une histoire non officielle mais tout aussi dynamique; celle de la population ou celle de groupes qui s'intéressent aux événements étrangers.

En effet, l'essor des communications, de la presse, de la télévision, a contribué au Québec, comme ailleurs, à créer un système de vases communicants dans lequel les idées débordent des frontières et où les intellectuels québécois n'échappent pas à la rencontre de certaines idées "phares" de l'après-guerre. La médiatisation à travers la radio, la télévision, d'événements comme la guerre froide, la création de l'ONU, la décolonisation, etc., rendait accessible aux Québécois une meilleure connaissance des pays étrangers.

Or, en s'arrêtant au cadre des politiques étrangères d'un gouvernement, comme trace de l'intérêt qu'une population porte aux événements étrangers, on pourrait logiquement penser qu'avant 1960, les Québécois ne réagissaient guère aux événements internationaux

---

<sup>1</sup> A l'image de ce que le politologue James I. Gow écrivait: *"La Révolution tranquille fut marquée d'une nouvelle diversité idéologique et de la croissance des mouvements indépendantistes. Pour la première fois les nationalistes québécois avaient des raisons sérieuses de s'intéresser de façon constante en politique internationale, à envisager une position proprement québécoise à la politique internationale. En même temps le gouvernement prônait la notion d'Etat du Québec et prenait des initiatives internationales dont les accords entre le Québec et la France"*, James I. Gow, "Les Québécois, la guerre et la paix 1945-1960", dans Jean-Yves Gravel, éd. *Le Québec et la guerre*, Montréal, Boréal Express, 1974. p.167.

médiatisés ou non. Seuls les événements reliés à la politique étrangère canadienne (le Québec n'étant pas encore "arrivé" sur la scène internationale) semblaient à première vue, intéresser les Québécois. Certains chercheurs vont même plus loin, en indiquant que les événements internationaux qui avaient la chance d'intéresser les Québécois ne devaient, en aucun cas, faire appel au sentiment national canadien, mal perçu par les Québécois. Ces derniers étant condamnés, en 1960, à passer de l'isolationnisme face à l'étranger à un "appétit" international soudain<sup>2</sup>.

Ainsi, une partie de l'historiographie concernant les relations du Québec avec l'étranger, n'échappe pas à la coupure mythique de 1960, pour dater le passage de l'isolationnisme québécois à une certaine ouverture sur le monde, mélangeant politique du gouvernement québécois et histoire des Québécois. On peut donc s'interroger sur les raisons qui poussent certains Québécois à s'intéresser de très près à un événement international tel que la guerre d'Algérie dès 1954?

L'objet de notre thèse vise à répondre à cette interrogation à

---

<sup>2</sup> C'est la thèse du politologue Gérard Bergeron, qui veut que le Québec soit passé, entre 1945 et 1960, d'un provincialisme ou même d'un isolationnisme en matière de politique internationale à un internationalisme, en acceptant toutes les missions du Canada dans les organismes internationaux. Ce passage se faisant directement et sans passer par un certain nationalisme ou patriotisme québécois ou canadien. Voir, Gérard Bergeron, "Le Canada français: du provincialisme à l'internationalisme", dans H. Keenleyside & al, *The Growth of Canadian Policies in External Affairs*, Durham, NC, 1960, pp.99-130.

travers l'étude de la vision et de la réaction des Québécois anglophones et francophones face aux événements et aux débats sur la décolonisation entourant la guerre d'Algérie. Mais avant de préciser notre stratégie de recherche et le détail de notre problématique, il convient de faire le point sur l'état des recherches menées, plus particulièrement, dans les domaines des idéologies au Québec et des relations franco-québécoises des années 1950 et 1960.

De nombreuses études ont été réalisées depuis 1980, sur le Québec et les Québécois des années cinquante et soixante. Les historiens parviennent peu à peu à cerner l'idéologie des Québécois avant et pendant la Révolution tranquille. Ils justifient ainsi la relative "tranquillité" de cette révolution. La relecture de certaines données historiques a permis de relativiser l'idée d'une révolution au Québec en 1960 et d'ouvrir de nouvelles pistes de recherches. Les auteurs<sup>3</sup> s'accordent peu à peu sur l'idée d'une lente évolution, dans les changements sociaux et économiques, depuis le début du XXème siècle<sup>4</sup>.

---

<sup>3</sup> Voir par exemple Paul A. Linteau, René Durocher et al., *Histoire du Québec contemporain*. T 2: Le Québec depuis 1930, Montréal, Boréal Compact, 1989, 834p. et Réjean Pelletier, *Partis politiques et société québécoise: de Duplessis à Bourassa 1944-1970*, Montréal, Québec-Amérique, 1989, 397p. Ici l'auteur montre qu'au sein de l'Union nationale et du Parti libéral, les changements d'orientation commencèrent dès 1945.

<sup>4</sup> Jacques Rouillard, *Histoire du syndicalisme québécois des origines à nos jours*, Montréal, Boréal, 1989, 535p. L'auteur démontre que les années soixante amènent une radicalisation du syndicalisme québécois, bien que les racines de cette évolution soient à chercher bien avant notamment dans les années cinquante.

Jean-Louis Roy<sup>5</sup> fut l'un des premiers auteurs à expliquer que le Québec a connu des changements significatifs avant la Révolution tranquille. La prise en compte des besoins sociaux, le dynamisme syndical, la présence du patronat, le rôle des mouvements coopératifs et les premières réformes de l'éducation, sont issus au moins des années cinquante et en 1960 il y a eu finalement un débordement général des idées de changements. Les auteurs de *l'histoire du Québec contemporain*<sup>6</sup> optent, eux aussi, pour la thèse d'une certaine continuité dans l'analyse de la Révolution tranquille. Ils expliquent la dynamique du Québec sous Maurice Duplessis et prouvent que la révolution est le résultat des évolutions sociales et économiques antérieures.

On remarque que dans tous ces ouvrages, ce sont des réalités sociales, provinciales, économiques, historiques, qui ont créé un univers mental favorable aux bouleversements politiques de la Révolution tranquille. Certains sont encore réticents à admettre l'ampleur de cette évolution idéologique avant 1960. Kenneth McRoberts<sup>7</sup> nuance, par exemple, les interprétations "révisionnistes" des historiens sur la Révolution tranquille. Il est selon lui excessif de penser que Jean Lesage n'a fait que suivre une marche inéluctable vers

---

<sup>5</sup> Jean-Louis Roy, *La marche des Québécois. Le temps des ruptures 1945-1960*, Montréal, Leméac, 1976, 383 p.

<sup>6</sup> Linteau et al., *op.cit.*

<sup>7</sup> Kenneth McRoberts, "Révision des interprétations révisionnistes" dans Robert Comeau, *Jean Lesage et l'éveil d'une nation*, Sillery, PUQ, 1989, pp.318-321.

une révolution, qui se serait faite avec ou sans lui. Il critique, avec Dale Postgate, la vision de Daniel Latouche<sup>8</sup> qui :

*"après avoir analysé attentivement la répartition des dépenses publiques pour la période 1945-1970, soutient qu'en fin de compte ce gouvernement (Jean Lesage) avait la même conception du rôle de l'Etat que les gouvernements précédents"*<sup>9</sup>.

D'autre part, l'histoire des anglophones québécois, généralement évacuée des ouvrages francophones traitant du Québec, se construit de façon dynamique. Ainsi, Michael D. Behiels<sup>10</sup> note une différence de perception, entre anglophones et francophones, de la Révolution tranquille. La plupart des anglophones québécois imaginaient en 1940-1950, que la majorité des francophones étaient toujours des ruraux et que ceux qui "s'urbanisaient" devaient reléguer la langue française au rang de dialecte parlé à la maison, au profit de la langue des affaires: l'anglais. Il précise notamment que pour les anglophones québécois, la Révolution tranquille a été perçue comme la fin d'un ancien régime, la nouvelle ère industrielle et urbaine pouvant enfin s'installer au Québec. Cependant, pour les francophones la révolution symbolisait beaucoup plus qu'une ouverture économique à la modernité. L'auteur démontre que rapidement, la Révolution tranquille a signifié des choses différentes, voire opposées, pour les anglophones et les

---

<sup>8</sup> Daniel Latouche, "La vraie nature de la Révolution tranquille", *Revue Canadienne de science politique*, VII no 3 (sept. 1974), pp.525-536.

<sup>9</sup> Kenneth McRoberts et Dale Postgate, *Développement et modernisation du Québec*, Montréal, Boréal Express, 1983, p.131.

<sup>10</sup> Michael D. Behiels, *Prelude to Quebec's Quiet Revolution*, McGill-Queen's University Press, 1985, 365p.



francophones.

W.D.Coleman explique pour sa part, qu'influencés par les échos des pays du Tiers-monde, les anglophones (historiens et sociologues compris) analysèrent la volonté de changements chez les francophones, comme un désir de modernité, de rupture avec la tradition québécoise<sup>11</sup>. Ronald Rudin<sup>12</sup> va encore plus loin en remettant en question l'idée de richesse et de prospérité chez tous les anglophones québécois jusqu'en 1960 aux dépens des francophones. Il précise que, même si globalement les années d'après-guerre ont profité à la classe moyenne anglophone au Québec, on assiste cependant à une perte de pouvoir de l'élite anglophone avant 1960<sup>13</sup>.

Pour d'autres<sup>14</sup>, les anglophones, minoritaires démographiquement, se sentent majoritaires linguistiquement, culturellement et financièrement, jusqu'en 1960. Après, ils se considèrent comme groupe

---

<sup>11</sup> W.D.Coleman, *The Independence Movement in Quebec 1945-1980*, Univ. of Toronto Press, 1984, 274p.

<sup>12</sup> Ronald Rudin, *Histoire du Québec anglophone 1759-1980*, Québec, IQRC, 1986, 332p.

<sup>13</sup> "Même si la période s'étendant de 1914 à 1961 avait vu l'expansion de sociétés dirigées par des membres de l'élite anglophone de Montréal, se fit jour également, à cette époque, le déclin relatif du pouvoir de cette élite dans l'économie canadienne". Ronald Rudin, *op.cit.*, p.224.

<sup>14</sup> Michael Stein, "Changement dans la perception de soi des Anglo-Québécois", dans Gary Caldwell & Eric Waddell, *Les Anglophones du Québec de majoritaires à minoritaires*, Québec, IQRC, 1979, pp.111-130.

minoritaire et voient avec méfiance les réformes de Jean Lesage<sup>15</sup>. Certains n'hésitent pas à penser que c'est là une des raisons principales pour laquelle les médias anglophones sont passés "à côté" de la Révolution tranquille car cela représentait pour eux un phénomène francophone:

*"Ils (les médias anglophones) n'ont pas compris l'inquiétude qui agitait la communauté francophone. Insistant surtout sur l'agressivité manifestée par les francophones pour affirmer leur identité, ils ont tenté de minimiser la nature des changements et, surtout, ils ont défendu sans relâche les intérêts et les attitudes de leur public non francophone et souvent hostile aux francophones<sup>16</sup>".*

On voit donc que si les historiens s'accordent sur une évolution significative des mentalités au Québec après 1945, le débat est encore ouvert sur les perceptions que les anglophones avaient de la Révolution tranquille et de ses transformations. Rares sont les historiens francophones qui s'intéressent à la comparaison des idéologies et des perceptions de la Révolution tranquille entre Québécois anglophones et francophones. Ceci nous conforte dans l'idée de ne pas écarter les anglophones lors de notre recherche.

Dans l'historiographie des idéologies, le thème de la

---

<sup>15</sup> Le "coup de grâce" au sentiment de supériorité anglophone, viendrait en 1974 avec la loi 22 (qui faisait du français la langue officielle du Québec) qui reléguait, selon les anglophones, l'anglais au rang de langue minoritaire. *Ibid.*, p.116.

<sup>16</sup> David Waters (journaliste et producteur), "Les médias de langue anglaise et le Québec nouveau", dans Gary Caldwell & Eric Waddell, *op.cit.*, p.324

décolonisation (le thème de la décolonisation mondiale après 1945, mais aussi celui de la "décolonisation" du Québec) retient assez peu l'attention des chercheurs du Québec contemporain et lorsqu'il apparaît, il est souvent englobé dans l'étude plus générale de la gauche québécoise.

Bien qu'assez peu d'historiens traitent encore de l'histoire de la gauche au Québec, certains sociologues et politologues ont cependant ouvert quelques pistes dans l'association d'idée, au sein de la gauche québécoise, entre décolonisation du Tiers-monde et décolonisation du Québec. Parmi les rares études historiques sur la gauche québécoise<sup>17</sup> englobant les années 1950 et 1960, le collectif de Robert Comeau et Bernard Dionne dresse un tableau de l'histoire du parti communiste au Québec, de quelques dirigeants et de ses rapports avec les syndicats<sup>18</sup>. Cependant, rien n'est dit sur l'analyse de la décolonisation et le débat autour de la question nationale au sein de la gauche québécoise, et l'étude des années 1930-1940 est beaucoup plus approfondie que celle des années 1950.

---

<sup>17</sup> On peut citer, Andrée Levesque, *Virage à gauche interdit. Les communistes, les socialistes, et leurs ennemis au Québec 1929-1939*, Montréal, Boréal Express, 1984, 186p., et sur l'histoire du syndicalisme québécois, Jacques Rouillard, *op.cit.*

<sup>18</sup> Robert Comeau & Bernard Dionne, *Le droit de se taire. Histoire des communistes au Québec, de la Première Guerre mondiale à la Révolution tranquille*, Montréal, VLB, 1989, 474p.

Le mémoire de Marthe-Francine Tremblay<sup>19</sup> constitue une exception, même si elle n'aborde pas uniquement la décolonisation. L'auteure dresse un portrait intéressant des "vingt années du réveil du Québec" pendant lesquelles les intellectuels prenaient conscience de leur réalité de "colonisés" par rapport aux anglophones. Elle noie, cependant souvent, son analyse des revues (*Parti Pris*, *Cité Libre*, *Liberté*, *Maintenant*), dans une théorisation peu précise<sup>20</sup>.

Quelques sociologues ont également étudié le rapport de la gauche québécoise avec la question nationale et la décolonisation. Marcel Fournier a notamment démontré qu'une des raisons de l'insuccès de l'idéologie communiste au Québec, était un manque d'enthousiasme et donc d'adhésion, des intellectuels Québécois pour l'idéologie marxiste:

*"Ainsi à la fois leur orientation idéologique, leur position sociale dans la société québécoise et leur proximité du pouvoir (politique) ont toujours gardé les intellectuels francophones à distance du mouvement communiste<sup>21</sup>".*

Mais, là encore, peu de place est faite à l'idéologie de la

---

<sup>19</sup> Marthe-Francine Tremblay, *Culture colonisée et ethnocentrisme*, Québec:1950-1970, maîtrise (histoire), UQAM, 1983, 333p.

<sup>20</sup> Par exemple: *"Le bilan des vingt années du réveil du Québec, des quinze années de la Révolution tranquille est désarmant.(...). Curieusement, ceux engagés dans le combat politique ou social sont le moins abattus. Moins enfermés qu'ils sont dans l'effet d'impuissance provoqué par le temps chaque fois, de l'évaluation."* Marthe-Francine Tremblay, *ibid.*, p.329.

<sup>21</sup> Marcel Fournier, *Communisme et anti-communisme au Québec 1920-1950*, Montréal, éd.Albert St-Martin, 1979, p.126.

décolonisation, pourtant soutenue par les marxistes, et de son application au Québec. Cependant, la gauche québécoise ne peut se résumer au parti communiste, beaucoup d'autres courants, souvent très marginaux, développèrent des idéaux socialistes. Le sociologue Gilles Bourque et l'économiste Gilles Dostaler ont étudié l'idéologie socialiste et la décolonisation du Québec<sup>22</sup>. Collaborateur de la revue *Parti Pris* et directeur de la revue *Socialisme québécois*, Gilles Bourque a repris l'idée d'une nécessaire association entre socialisme québécois et indépendance du Québec. Il s'inspirait d'une petite partie de la gauche québécoise pour qui, l'idéologie de la décolonisation ne devait pas s'arrêter aux portes du Québec et que la décolonisation du Québec face aux "Canadiens" faisait aussi partie du projet socialiste<sup>23</sup>. Gilles Bourque, à la fois acteur engagé et chercheur universitaire, analyse de façon marxisante la situation du Québec à la veille de la Révolution tranquille, il n'apporte guère à l'historien de faits précis pour soutenir que l'idéologie de la décolonisation a été une étape marquante dans le développement du nationalisme québécois.

Les ouvrages de science politique sont plus nombreux à consacrer des chapitres à l'idéologie de la décolonisation au Québec, quoiqu'aucune analyse générale n'ait été entreprise.

---

<sup>22</sup> Gilles Bourque et Gilles Dostaler, *Socialisme et indépendance*, Montréal, Boréal Express, 1980, 223p. Voir aussi Gilles Bourque et Anne Legaré, *Le Québec, la question nationale*, Paris, Petite Collection Maspero, 1979, 232p. Gilles Bourque, *L'Etat capitaliste et la question nationale*, Montréal, P.U.M, 1977, 383p.

<sup>23</sup> Bourque et Dostaler, *op.cit.*, pp.101-112.

Ici encore, les politologues étudient en général la gauche québécoise francophone et le thème de la décolonisation. Roch Denis<sup>24</sup> relie, lui aussi, l'idéologie marxiste de lutte des classes et les mouvements nationalistes québécois des années 1950-1960. L'amalgame entre "vrai" nationalisme et socialisme pourrait faire croire que, seuls les socialistes utilisaient alors le thème de la décolonisation dans leur discours<sup>25</sup>. En effet, selon Roch Denis et Luc Racine, les nationalistes québécois issus de la "pseudo bourgeoisie" francophone des années 1950 et 1960, étaient trop dépendants économiquement des États-Unis, pour assurer une vraie décolonisation au Québec et une véritable réflexion sur la condition de "colonisé" des Québécois: "*La bourgeoisie francophone n'a pas et ne peut pas avoir la prétention de se dresser en tant que bourgeoisie nationale*"<sup>26</sup> et donc:

---

<sup>24</sup> Roch Denis, *Luttes des classes et question nationale au Québec*, Montréal, Presses socialistes internationales, 1979, 601p.

<sup>25</sup> Il reprend la thèse opposée à Hubert Guindon, *Tradition, modernité, et aspiration nationale de la société québécoise*, éd. St-Martin, nouvelle édition 1990, 233p, c'est-à-dire que la Révolution tranquille ne fut pas le produit de la bourgeoisie, mais que la bourgeoisie fut le produit de la Révolution tranquille, niant ainsi l'apparition dès l'après Deuxième Guerre mondiale d'une petite bourgeoisie francophone dynamique: "*L'illusion d'une bourgeoisie canadienne autonome est donc définitivement balayée, sur le terrain économique et politique, même si au niveau idéologique, elle va se maintenir à Cité Libre jusqu'au début des années 1960 (...). En 1960, le "maître chez nous" de l'équipe libérale exprime bien ces velléités de lever l'intermédiaire d'Ottawa entre New-York et Montréal*", Roch Denis & Luc Racine, "La conjoncture québécoise depuis 1960" dans *Socialisme québécois*, no 21-22 (avril 1971), p.51.

<sup>26</sup> *Ibid.*, p.51.

*"La bourgeoisie québécoise ne peut ni ne veut aspirer à la libération nationale, l'objectif de cette bourgeoisie, qui sera présenté comme exprimant l'intérêt national, ne peut être que de se sauver comme classe-relais du capital Yankee<sup>27</sup>".*

On comprend donc mieux pourquoi les auteurs n'étudient l'idée de décolonisation qu'à travers le prisme d'une partie de la gauche québécoise. D'autres études font également ressortir l'intérêt, mais aussi le malaise de la gauche québécoise face à la question nationale. Attirés par les thèmes de la liberté, de l'indépendance libératrice, certains *"se sentiront proche du nationalisme de la décolonisation<sup>28</sup>"*. Alors que d'autres, plus marxisants, auront du mal à accepter *"un nationalisme étroit qui sent définitivement trop la droite<sup>29</sup>"*.

Nous pensons, pour notre part, que les nationalistes non socialistes furent tout aussi intéressés par le thème de la décolonisation mais que leur intérêt se manifesta, peut-être,

---

<sup>27</sup> *Ibid.*, p.53.

<sup>28</sup> Bernard Mataigne, *Le mouvement socialiste au Québec 1965-1970*, maîtrise (science politique), UQAM, 1979, p.9.

<sup>29</sup> *Ibid.* Voir aussi chez les politologues pour les débats, au sein de la gauche, entourant l'adhésion ou non à l'option nationaliste indépendantiste: André Lamoureux, *Le NPD et le Québec 1958-1985*, Montréal, éd. du Parc, 1985, 230p.; Bernard Gauvin, *Les communistes et la question nationale au Québec 1921-1938*, Montréal, Presses de l'Unité, 1981, 151p.; L.Le Borgne, *La CSN et la question nationale depuis 1960*, Montréal, éd. Albert St-Martin, 1976, 208p.; A.Vallet, *Marxisme, marxistes québécois et question nationale*, maîtrise (science politique), Udm, 1974, 108p.

différemment. Ainsi, Carole Page<sup>30</sup> est une des rares à avoir intégré à son analyse du thème de la décolonisation, la "droite" québécoise à travers la revue *Laurentie*. Elle ouvre des pistes de recherches en démontrant les liens, que certains intellectuels faisaient, entre la situation coloniale du Québec et les mouvements de décolonisation qui secouèrent l'Europe après 1945. La question irlandaise et la guerre d'Algérie, parce qu'elles concernaient l'Angleterre et la France, étaient, selon ses sources, les exemples les plus proches de la question nationale québécoise. Mais aucune étude ne traite de l'impact de la guerre d'Algérie, et du débat entourant la question, sur les Québécois.

Concernant la guerre d'Algérie et la France, il existe de nombreux ouvrages. Les études récentes mettent l'accent sur la diversité des réactions des intellectuels face à la guerre, au sein parfois d'un même groupe, donnant ainsi lieu à des débats souvent occultés par les historiens. On retiendra plus particulièrement le livre de Jean-Pierre Rioux et Jean-François Sirinelli qui présente un bel exemple de l'étude des réactions d'intellectuels face à la guerre d'Algérie et du rôle de l'événement dans l'évolution de la culture

---

<sup>30</sup> Carole Page, *Décolonisation et question nationale québécoise*, maîtrise (science politique), UQAM, 1978, 154p.



politique française<sup>31</sup>. On peut signaler également, le livre de Marc Heurgon, qui montre le lien direct entre la mobilisation d'une partie de la gauche contre la guerre d'Algérie et la création en 1960 du Parti Socialiste Unifié en France<sup>32</sup>.

L'historiographie concernant l'histoire des relations extérieures du Québec avec d'autres pays et en particulier la France connaît depuis une quinzaine d'années un regain d'intérêt, même si les travaux historiques restent rares. Sylvie Guillaume est une des "pionnières" de l'histoire franco-québécoise et une des rares historiennes à s'intéresser aux relations internationales, habituellement l'apanage des politologues<sup>33</sup>. Elle soutient, en particulier, la thèse d'une différence de perception anglophone et francophone par rapport à la

---

<sup>31</sup> Jean-Pierre Rioux et Jean-François Sirinelli, dir. *La guerre d'Algérie et les intellectuels français*, Bruxelles, éd. Complexe, 1991, 405p, ils démontrent notamment que, contrairement à ce que l'on pourrait penser, les intellectuels français réagirent tardivement (1957) à la crise algérienne. Une sorte de "court-circuit" s'installe alors entre deux générations d'intellectuels (ce qui n'empêche pas les batailles au sein de chaque génération); la vieille génération de républicains laïcs (à la Guy Mollet) qui refusait l'idée d'indépendance nationale et religieuse, et les jeunes intellectuels qui soutenaient l'indépendance algérienne, islamique ou non. Ils soulignent ainsi la richesse de l'histoire des intellectuels et la diversité d'opinion au sein d'un même groupe, indiquant que la séparation traditionnelle droite-gauche est dépassée ici.

<sup>32</sup> Marc Heurgon, *Histoire du P.S.U. La fondation et la guerre d'Algérie (1958-1962)*, Paris, éd. la découverte, 1994, T.1, 444p.

<sup>33</sup> Sylvie Guillaume, *Les Québécois et la vie politique française 1941-1969*, thèse de doctorat, 3ème cycle (histoire), Bordeaux III, 1975, 292p.

France. Basée sur quelques journaux, son étude ne pouvait, par l'ampleur de la période choisie et par le défrichage historique qu'elle devait faire, être exhaustive sur le Québec de l'après-guerre. Sa thèse tend cependant à prouver que les Canadiens et les Québécois commencent dès le début des années cinquante à s'intéresser à la politique étrangère française.

Cette idée est d'ailleurs soutenue par le politologue James I. Gow<sup>34</sup> qui à travers les sondages, les articles de journaux et les interventions à la Chambre des communes, nuance la thèse traditionnelle du désintéressement québécois pour les affaires internationales avant 1960. Mais, il s'arrête aux raisons politiques pour expliquer cette situation.

Quelques années plus tard, l'équipe de Paul Painchaud<sup>35</sup> publiait un des premiers ouvrages sur les relations internationales du Canada et du Québec. Les années 1955-1967 (l'après guerre froide "froide"), étaient considérées comme une période de transition dans les relations du Canada avec l'Europe. Un intérêt timide du gouvernement canadien et plus prononcé du Québec, se manifestait à l'égard de la France. L'hypothèse de l'ouverture internationale du Québec, lors de la Révolution tranquille, était avancée. Les auteurs, grâce aux archives

---

<sup>34</sup> Gow, "Les Québécois, la guerre...", pp. 133-167.

<sup>35</sup> Paul Painchaud dir., *Le Canada et le Québec sur la scène internationale*, Québec, PUQ, 1977, 643p.

diplomatiques et aux ententes franco-québécoises sur l'éducation<sup>36</sup>, soutiennent l'idée d'une relance des relations franco-québécoises en 1961. André P. Donneur<sup>37</sup> impute à la stratégie internationale du Canada, l'ouverture tardive (1968, avec l'arrivée de Pierre E. Trudeau comme Premier ministre du Canada) du Canada à l'Europe et la France. La période 1947-1954 étant une période de "guerre froide" avec l'Europe de l'Est et la période 1955-1967 une ère de transition dans la politique européenne du Canada.

L'historien Luc Roussel a tenté de nuancer la coupure de 1960 pour les relations franco-québécoises<sup>38</sup>. Il a démontré le rôle de la perception de soi dans l'intérêt des Québécois pour l'étranger. Le développement des échanges "culturels", qui dans sa thèse sont surtout des ententes sur l'éducation entre le Québec et la France, est la conséquence de trois facteurs. Le gouvernement québécois cherchait à

---

<sup>36</sup> Louise Beaudoin, "Origines et développement du rôle international du gouvernement du Québec" dans Paul Painchaud, dir., *Le Canada et le Québec...*, pp.441-471, condensé de sa thèse, *Les relations France-Québec, deux époques, 1855-1910, 1960-1972*, thèse DES (histoire), Université Laval, 1974, 105p.

<sup>37</sup> André P. Donneur, "Le système paneuropéen" dans P.Painchaud, dir., *Le Canada et le Québec...*, pp.329-346.

<sup>38</sup> Luc Roussel, *Les relations culturelles du Québec avec la France 1920-1965*, Thèse de Ph.D (histoire), Laval, 1983, 460p.

s'affirmer sans Ottawa sur la scène internationale<sup>39</sup>, le gouvernement français cherchait un allié contre les États-Unis<sup>40</sup> et les Québécois développaient une curiosité dynamique par rapport à l'étranger. Les conditions politiques, mais aussi "mentales" étaient réunies, pour un intérêt québécois renouvelé face à la France.

De leur côté, les politologues précisent les mécanismes et les objectifs de la politique extérieure du Canada et du Québec durant les années cinquante et soixante. Ils insistent sur le rôle stratégique que revêtent les relations extérieures d'un pays ou d'une province et considèrent que l'évolution des relations entre deux pays résulte uniquement d'une volonté politique<sup>41</sup>. Ainsi, dans le cas du Canada, l'attitude positive du gouvernement vis à vis du mouvement de décolonisation de l'après-guerre est à replacer dans la stratégie d'ouverture à l'Est, de nombreux pays décolonisés choisissant l'obédience soviétique. De même, pour expliquer la lenteur du rapprochement franco-canadien dans les années 1950, les politologues

---

<sup>39</sup> A ce sujet la version du diplomate Claude Morin diffère de celle de Luc Roussel. Pour Claude Morin, c'est la confusion entourant un certain nombre d'accords franco-québécois qui contribua à créer le mythe du "pied de nez" à Ottawa. Mais les intentions québécoises n'étaient pas si menaçantes pour le gouvernement fédéral. Claude Morin, *L'art de l'impossible: la diplomatie québécoise depuis 1960*, Montréal, Boréal Express, 1987, 470p.

<sup>40</sup> Thèse soutenue également, avec quelques variantes, par Dale C. Thomson dans *De Gaulle et le Québec*, St-Laurent, Trécarré, 1990, 410p.

<sup>41</sup> Comme par exemple, Paul Painchaud dir., *De Mackenzie King à Pierre Trudeau*, Québec, PUL, 1989, 747p.

insistent particulièrement sur l'élément politique<sup>42</sup>.

Ces différents travaux fournissent le cadre général de l'orientation de notre recherche en indiquant qu'il existe une intensification de l'intérêt canadien et québécois pour les questions internationales après la Seconde Guerre mondiale. Nous pensons cependant que plusieurs facteurs culturels et historiques amènent les Québécois à s'intéresser à la France. L'étude des seuls facteurs politiques pour expliquer les relations internationales et celles entre deux populations est devenue maintenant insuffisante.

Notre questionnement à propos des intellectuels face à la guerre d'Algérie s'inspire des nouvelles études en histoire des mentalités en relations internationales. Les populations sont-elles si passives face aux événements internationaux qu'aucune influence extérieure ne puisse les atteindre? Le Québec des années cinquante, considéré pendant longtemps comme hermétique et d'une grande "noirceur", n'a-t-il bénéficié d'aucune influence idéologique de l'étranger lors de sa Révolution tranquille ?

Les idéologies des intellectuels Québécois, qui se transforment et s'affinent dans les années cinquante et soixante, reprennent peut-être des éléments de certaines idées politiques européennes. A travers

---

<sup>42</sup> L'OTAN, facteur de conflit entre la France et le Canada pendant les années cinquante, est considéré comme le frein majeur du rapprochement franco-canadien. Voir Dale C.Thomson, *op.cit.*, p.103.

Le phénomène de la guerre d'Algérie, nous nous interrogerons donc sur le regard que portaient certains Québécois sur les événements français de l'époque. On sait, en effet, que beaucoup de Québécois cherchaient à la fin des années cinquante à s'émanciper de leurs aînés. Ceci est globalement valable pour les néo-nationalistes et les néo-libéraux. La guerre d'Algérie étant une guerre de libération, nationaliste souvent, et plus ou moins laïque, on imagine que les Québécois nationalistes devaient soutenir la cause algérienne. Mais la réalité ne semble pas s'accorder avec ce présupposé de départ. La réaction que les intellectuels avaient face à l'événement semble bien moins uniforme. Dans le cas des néo-nationalistes, les plus logiquement enclins à être favorables à cette lutte de libération, certains encouragèrent les Algériens, d'autres les critiquèrent et certains restèrent silencieux. La guerre d'Algérie n'a peut-être été qu'un catalyseur pour l'image que les intellectuels Québécois se faisaient de la France.

Il s'agit donc moins de savoir si le conflit algérien représentait une réelle importance sur la scène internationale nord américaine, que de savoir comment et à quel niveau les intellectuels québécois ont réagi. On pourra alors déterminer si il y a eu "appropriation" par les intellectuels québécois de certaines idées entourant le débat autour de la guerre d'Algérie. La réaction de certains Québécois face à la guerre d'Algérie a-t-elle été un révélateur ou un aboutissement de l'évolution de l'attitude des Québécois par rapport à la France après la Deuxième Guerre mondiale ?

Nous avons fait le choix, pour cette étude, de consacrer l'analyse à la mentalité politique d'un groupe de Québécois qui ont réagi, dans ce que l'on pourrait appeler "l'expression organisée". Les médias et les publications en général, constituent le lieu privilégié de cette expression. Nous avons choisi de définir dans un sens large ces intellectuels, notre étude couvrant une période restreinte temporellement, mais étendue quant aux sources, nous ne pouvions utiliser une définition rigide ou restrictive qui aurait écarté les anglophones, les gens peu connus, ceux qui ne rentreraient pas forcément dans le médium par excellence de l'époque: la télévision<sup>43</sup>. Nous avons inclus dans notre étude tout Québécois qui était en mesure (par sa formation ou par son désir personnel) de réagir publiquement, sur une base régulière, à l'événement que constituait la guerre d'Algérie. Cette définition, si imparfaite soit-elle, permet néanmoins d'être opérationnelle pour notre étude.

Donc, il était difficile de garder la notion de profession, telle que présentée par les intellectuels eux-mêmes<sup>44</sup>, car elle aurait écarté trop de monde et nous semblait plus représentative d'une réalité européenne que québécoise.

---

<sup>43</sup> Voir Magali Deleuze, "Une définition historique de l'intellectuel québécois en 1960?", *Cahiers d'histoire*, vol.16, no 1 (printemps 1996), pp.24-33.

<sup>44</sup> *Liberté*, no 26(mars-avril 1963), pp.119-130. Un questionnaire fut envoyé à 53 personnalités canadiennes, sur l'engagement de l'intellectuel, son rôle en politique, sa conception de la démocratie etc. *Ibid.*, p.33.

Ensuite, le fait de réagir publiquement peut paraître restrictif, mais il faut le comprendre dans un sens assez large: les médias, l'université, un meeting, etc. Il est fondamental de pouvoir retrouver une trace de cette réaction pour l'étudier, sinon on retombe dans une définition conceptuelle inutilisable dans une recherche.

La réflexion méthodologique représente une part importante dans notre recherche. L'histoire des mentalités en relations internationales rencontre à l'heure actuelle deux problèmes majeurs. Comment mesurer ou définir des phénomènes qui ressemblent à des attitudes ou des comportements? Ainsi, sur quelles bases historiques, peut-on définir l'image que les intellectuels québécois avaient de la guerre d'Algérie? L'image, acceptée par tous, est une représentation mentale de quelque chose: un événement, un autre peuple, etc. Le flou de la définition permet aux chercheurs de s'orienter avec leur propre définition, qui ne correspond finalement pas forcément à celle des acteurs de l'époque.

D'autre part, comment analyser et expliquer la réaction d'un groupe face à un événement étranger ? Reconnaître une place plus importante aux différents acteurs en relations internationales, c'est aussi souvent s'interroger sur une nouvelle méthodologie qui permet de ne pas "sur-valoriser" un événement tel que la guerre d'Algérie. Mais plutôt, de lui redonner sa place dans les mentalités collectives de



l'époque<sup>45</sup>.

Deux "écoles" d'historiens et de politologues se sont intéressées à la définition de l'image ou de la vision que quelqu'un se fait d'un événement, et à son analyse.

Pour ce que l'on pourrait appeler l'école américaine<sup>46</sup>, l'image se forme par la perception. Trois niveaux permettent de cerner l'image<sup>47</sup>. La ou les valeurs, c'est-à-dire ce qui est commun à beaucoup de gens (une population, un groupe) et ce qui détermine le rang de l'événement par rapport à d'autres. La croyance ensuite, qui amène une réaction, une réponse face à un événement particulier. Enfin, le vécu qui permet de donner un sens à l'information et qui confirme ou non ce que l'on présentait. Donc, l'image que les intellectuels québécois avaient de la guerre d'Algérie dépendrait en grande partie du domaine psychologique. Pour cerner cette image, les chercheurs utilisent des sources quantitatives, les sondages par exemple. Ils créent également

---

<sup>45</sup> Ceci, comme l'indiquait Pierre Milza, *"non pour décrire en soi le fait d'opinion mais de façon à voir comment fonctionne la structure qui englobe temps court et temps long, masses et élites, acteurs divers et décideurs. Bref dans une perspective qui est à la fois celle de l'histoire des mentalités et, plus spécifiquement, celle de notre discipline (les relations internationales)"*. Pierre Milza, "Mentalités collectives et relations internationales", *Relations internationales*, no 41 (printemps 1985), p.109.

<sup>46</sup> Voir les classiques Stuart Oskamp, *Attitudes and Opinions*, Londres, Prentice-Hall International, 1991, 499p., et B. Russett et al., *World Politics*, WH Freeman & Co, 1985, pp. 298-328.

<sup>47</sup> Voir le modèle exposé par D.S. Papp dans, *Contemporary International Relations*, New York, McMillan, 1991, p.125.

de nouvelles sources, en utilisant la méthode structuraliste d'analyse des discours. Cette méthode a l'avantage de relativiser le poids d'un événement lors de son analyse<sup>48</sup>.

De plus, s'interroger sur d'autres facteurs que l'événement en lui-même pour analyser les images, conduit à éviter de vouloir hiérarchiser les origines des perceptions. Le diplomate Claude Morin<sup>49</sup> rappelle le danger de l'interprétation. Le fait même qu'une image peut-être la même pour un groupe ou une population, montre le rôle des déterminants culturels et des préjugés.

Un autre exemple significatif transparait dans la recherche de Jean-Pierre Rogel<sup>50</sup> sur la presse québécoise et l'information sur la politique internationale. L'étude de la presse représente un bon outil pour analyser une partie de l'opinion des élites, l'auteur parvient à cerner des tendances majeures dans l'image que la presse se fait des

---

<sup>48</sup> On étudie la fréquence d'un mot, d'un groupe de mot, ou d'un thème dans le discours. Ces analyses révèlent souvent l'aspect inconscient de la formation et des mécanismes d'un discours, dans le cas des journaux elles permettent de faire ressortir les choix rédactionnels qui eux sont volontaires.

<sup>49</sup> Il signale que l'on donne souvent des intentions précises et hiérarchiques, dans le cas des décisions d'hommes politiques, alors que bien souvent il n'y en a pas ou il y en a trop pour pouvoir déterminer un ordre d'importance. Voir Claude Morin, *L'art de l'impossible...*, pp.1-87

<sup>50</sup> Jean-Pierre Rogel, "La presse québécoise d'information sur la politique internationale" dans *Etudes internationales*, 5, 4, (déc.1974) pp.693-711.

relations internationales. Ces tendances dépendent finalement assez peu des événements. Il existe, de plus selon lui, un clivage entre la présentation anglophone et francophone de l'information internationale. Les francophones sont plus critiques vis-à-vis des États-Unis et plus favorables en général aux petits pays (les pays en voie de développement, par exemple). L'événement n'a pas ici créé l'image que certains Québécois se faisaient de la politique internationale, mais il a révélé un trait de la mentalité politique québécoise.

On voit donc qu'à travers l'étude des sources quantifiables (articles de journaux, sondages etc), on peut nuancer par exemple l'idée traditionnelle d'une élite québécoise internationaliste après 1945.

Des limites existent néanmoins avec cette méthode, qui ont fait écrire à J.Padioleau une critique en règle des méthodes quantitatives<sup>51</sup>. Le problème de "l'opérationnalisation" est un des premiers écueils de cette technique. La science du sondage permet de quantifier et d'expliquer certaines idées. Mais comment être sûr que l'idée générale qui ressort des questionnaires correspond à une réalité? En règle générale, l'interprétation suppose une régularité idéale dans la société, une "norme" absolue mais cette norme n'est pas toujours réaliste, de même que le phénomène de moyenne en mathématique.

---

<sup>51</sup> Jean Padioleau, *L'opinion publique: examen critique, nouvelles directions*, Paris, Mouton éd., 1981, 390p.

Le danger réside, d'autre part, dans une dilution de la matière historique avec les autres disciplines. La majorité des ouvrages traitant d'opinion publique, de perception, sont des productions de science politique ou de psychologie sociale. Les auteurs étudient l'image que se font les intellectuels d'une situation pour mieux déterminer le rôle de ce groupe social en politique. On peut donc facilement se contenter d'un seul type de source, ou d'une seule série de journaux mais cette étude risque fort d'être un amalgame de "*l'histoire des journaux et de celle de l'histoire par les journaux*"<sup>52</sup>.

Un certain nombre de limites rend donc délicate la méthode quantitative en histoire des mentalités contemporaines ce qui explique la réticence de certains historiens à l'utiliser. Nous pensons cependant qu'elle constitue une science auxiliaire de l'histoire indispensable en histoire des relations internationales.

A côté de la méthode américaine, une autre approche plus traditionnelle, s'inspire de la tradition historiographique européenne. Cette méthode se base sur des documents écrits de préférence politiques (archives diplomatiques, mémoires, discours politiques etc). Le rôle de la psychologie intervient assez peu dans les grilles d'analyses des tenants de cette "école". L'événement et sa signification politique priment pour expliquer l'image qu'un peuple ou qu'un politicien se fait

---

<sup>52</sup> Pierre Albert, "Bilan et perspective de l'histoire de la presse" dans *Presse, radio et histoire*, Paris, éditions du CTHS, 1989, T.1, p.8.

d'une situation. Le cas des guerres illustre cette idée, c'est la Deuxième Guerre mondiale et ses conséquences qui brisent l'isolationnisme nord-américain. James I. Gow<sup>53</sup> explique que c'est le cadre politique au Québec de 1945 à 1960, qui est déterminant pour analyser l'évolution des opinions québécoises. Les sources directement reliées à l'événement étant faciles d'accès et abondantes, cela constitue un des avantages de cette méthode. Finalement, un événement international est d'autant plus important pour l'image que se font les populations d'un pays étranger, qu'il est violent (dans la durée, dans les changements).

Mais, les historiens se sont longtemps fiés à la seule image que les intellectuels avaient du Canada sur la scène internationale. Une image d'un pays coincé entre l'URSS et les États-Unis. De nouvelles études<sup>54</sup> relativisent cette vision. De 1947 à 1963, le Canada s'impose comme moyenne puissance et la liste de ses implications internationales s'étoffe (OTAN, ONU, reconnaissance de la Chine, position lors de la crise de Cuba, etc). On sait maintenant que les Canadiens n'étaient pas plus isolationnistes à la fin des années cinquante que les Suédois ou les Danois<sup>55</sup>. L'étude des groupes (comme celui des intellectuels) peut parfois aboutir à une unité dangereuse, on parvient à déterminer une

---

<sup>53</sup> Gow, "Les Québécois, la guerre...", pp.133-167.

<sup>54</sup> John Holmes, par exemple, "Le Canada et la guerre froide" dans Paul Painchaud, dir., *Le Canada et le Québec...*, p.276.

<sup>55</sup> Gow, "Les Québécois, la guerre...", p.160.

vision globale qui ne reflète souvent pas l'hétérogénéité de ce groupe.

Ainsi, malgré tous ses avantages, la méthode classique ne convient pas toujours à l'étude des éléments culturels. La généralisation constitue la limite principale de l'étude des seuls textes politiques. Le danger du refus de chiffrer ou de répertorier des opinions, se retrouve dans la phrase lapidaire: "pour une majorité de Québécois". On ne peut apporter aucune nuance ou proportion à l'image que l'on présente comme reflet de l'opinion générale. De plus, concernant l'histoire contemporaine, les chercheurs ne peuvent écarter de leurs sources tous les documents engendrés par le développement des communications au XXème siècle.

Depuis une dizaine d'années, les historiens des relations internationales cherchent à adapter leur méthodologie à l'objet même de leur recherche. Un mélange entre méthode "européenne" et "américaine" a permis d'obtenir des résultats remarquables. Le croisement et la multiplication des sources représentent actuellement le meilleur compromis méthodologique pour parvenir à des résultats significatifs. Nous avons choisi cette optique pour aborder la vision et la réaction des intellectuels Québécois face à la guerre d'Algérie.

Nous utiliserons un large éventail d'articles de revues. Les revues francophones sont assez bien connues par les historiens, il a donc été facile de choisir un panel qui puisse représenter toutes les

sensibilités politiques: *Cité Libre*, *la Revue Socialiste*, *Parti Pris*, *Laurentie*, *Liberté*, *L'Action nationale*, *Le magazine Maclean*. Il fallait, de plus, choisir des revues qui rentrent dans le cadre temporel 1954-1964 et qui traitent de la guerre d'Algérie; on a donc écarté des revues comme *Socialisme* (1964-1969), *Maintenant* (l'ancienne *Revue dominicaine*), *Combat*, *Relations*, *Le monde ouvrier*, *Le travail*, *Vers demain*, etc., où la guerre d'Algérie n'était pas traitée.

La représentativité de ces sources dépend de la diversité des opinions exprimées ou de la possibilité de les exprimer. La presse québécoise des années soixante était assez diversifiée (de *L'Action catholique* à *Parti Pris*). La guerre d'Algérie n'est, bien sur, pas le seul sujet international à intéresser les intellectuels de l'après-guerre, mais il est souvent présenté dans la presse. De 1960 à 1962, *Cité Libre* consacre 15 articles à la réflexion sur la guerre d'Algérie.

A la lecture de *Cité Libre* ou de *Liberté*, on serait tenté de croire que tous les intellectuels Québécois se sentaient concernés par la guerre d'Algérie, ce qui serait une idée exagérée. Il faut donc comparer ces journaux avec un ensemble d'autres sources médiatiques, pour ne pas leur faire dire plus qu'ils ne contiennent.

Il a été beaucoup plus difficile de choisir des revues anglophones, contrairement à ce que l'on pourrait penser non pas parce qu'elles ne traitent pas du sujet de la guerre d'Algérie, mais parce qu'aucune étude ne les étudie ni ne les répertorie. Il en existe de

plus, assez peu qui sont publiées au Québec, il a donc fallu multiplier les recherches pour déterminer celles qui étaient lues par les anglophones québécois.

Nous avons donc choisi, comme plusieurs autres chercheurs (S.Guillaume par exemple), d'inclure des revues de l'Ontario qui, vu la proximité géographique et manifestement les affinités idéologiques, étaient appréciées par les anglophones québécois. Nous pensons que l'opinion des anglophones de Montréal et de Toronto au sujet de la politique internationale ne présentait pas de différences majeures. Nous sommes cependant conscients que cette "communion de pensée" ne se retrouverait peut-être pas au sujet de la politique canadienne ou encore si l'on utilisait, pour retracer les idées des anglophones québécois, des revues de Vancouver. Il aurait donc été dommage de se priver d'une riche source d'informations parce que ces revues étaient publiées à Toronto et non à Montréal ou ailleurs au Québec. Nous avons donc retenu: *Maclean's*, *The Canadian Forum*, *Canadian Business* (le seul à être publié à Montréal), *Saturday Night*, *The Financial Post*, *International Journal* et *Canadian Commentator*.

Le corpus d'articles de revues anglophones et francophones, à propos de la guerre d'Algérie et de la politique française (dans la mesure où l'article fait référence au problème algérien), s'élève à 99 articles dont 44 en anglais et 55 en français. La littérature politique de l'époque concernant la guerre d'Algérie ou l'utilisation de l'exemple algérien pour soutenir une idée, les quelques émissions de



télévision d'affaires publiques (*Point de mire*) et de radio consacrées au sujet viendront compléter l'analyse. Nous avons cependant dû renoncer à traiter de façon exhaustive les émissions francophones et anglophones de télévision et de radio pour plusieurs raisons. Contrairement à ce que nous pensions, les émissions d'informations concernant la guerre d'Algérie et (ou) la politique française sont très nombreuses, en particulier à Radio-Canada français. Leur contenu analytique est très faible, il s'agit d'informations au jour le jour ou encore de relater un événement précis sans commentaire particulier.

Le traitement statistique aurait été possible mais aurait demandé une énergie disproportionnée face aux résultats espérés (peut-être les mêmes qu'avec les journaux d'informations). De plus, même si le fichier de Radio Canada est bien fourni, des lacunes existent; 70% des émissions de télévision ont été conservées, et 40% des émissions de radio <sup>56</sup>. Les recherches sur l'histoire audiovisuelle du Québec sont encore pleines d'embûches, les archives de Radio Canada en français sont à Montréal et celles en anglais à Toronto et le visionnement est parfois payant. Mais, la richesse de ces fonds nous conforte dans l'idée que leur étude s'avèrera peu à peu essentielle à l'histoire du Québec. Nous avons donc gardé les magazines "à fort contenu" abordant la politique française et la guerre d'Algérie, pour compléter notre analyse qualitative.

---

<sup>56</sup> Ces estimations proviennent de Carlos Gomez, archiviste de Radio-Canada à Montréal.

Certaines limites doivent cependant être soulignées dans l'utilisation des médias pour une étude historique. Une des premières limites de ce type de sources est sa diffusion. Quelle était la réception, par exemple, des émissions de télévision au Québec? Selon Gérard Laurence, 76% des foyers québécois possédaient la télévision en 1957, les émissions diffusées pouvaient donc avoir une influence sur la population en général. Cela représentait surtout une tribune de choix (par sa diffusion et son prestige) pour les intellectuels, mais il ne faut cependant pas surestimer le degré de libre expression à la télévision dans les années cinquante. Bien que Maurice Duplessis ait toujours refusé d'y aller, considérant que c'était le foyer de la contestation gauchiste et libérale, les émissions de Radio-Canada étaient soigneusement préparées et les questions toujours posées à l'avance. Comme rien de bien spectaculaire ou scandaleux ne sortait de Radio-Canada<sup>57</sup>, il est donc nécessaire de connaître le fonctionnement des médias afin de pouvoir comprendre les raisons de la diffusion d'un événement ou d'un débat.

D'autre part, la représentativité des intellectuels qui s'expriment à la télévision ou à la radio présente également certaines limites. En 1960, par exemple, dans les médias québécois il existait une sur-représentation des anti-Duplessistes et de la "gauche" souvent

---

<sup>57</sup> Comme le fait remarquer Gérard Laurence, "Le début des affaires publiques à la télévision québécoise 1952-1957" dans *Revue d'Histoire de l'Amérique française*, no 36 (sept.1982), p.218.

associée à l'équipe de *Cité Libre*<sup>58</sup>. Il faut donc résister à l'envie de généraliser le discours médiatique à celui de tous les intellectuels. Une minorité peut parfois s'exprimer plus violemment, que la majorité. Les médias ont un effet "amplificateur", en quelque sorte, de l'opinion émise et c'est un avantage pour le chercheur dans le cas du "réseau de diffusion" que peut émettre une émission même assez peu regardée, mais c'est une limite pour analyser la tendance générale du discours.

Des limites inhérentes à la technique audiovisuelle doivent aussi être prises en compte. Une émission qui n'est pas en direct, subit une double censure. La censure "normale" de l'émission et celle du montage. Les opinions émises reflèteront souvent, pendant notre période, celle de la chaîne, même si elles vont rarement à l'encontre de celles des téléspectateurs.

Toutes ces limites n'enlèvent cependant pas les avantages à utiliser un matériau qui est souvent très précis. *Le Point de Mire* de René Lévesque sur la guerre d'Algérie donne 1/2 heure de contenu au chercheur sur la façon dont un intellectuel de l'époque voulait présenter l'événement.

Nous élaborerons également une analyse quantitative à partir des journaux francophones: *La Presse*, *Le Devoir*, *Le Soleil*, et anglophones; *The Gazette*, *The Montreal Star*. On reprendra quelques idées de la

---

<sup>58</sup> *Ibid.*, p.235.

méthode utilisée par Jean-Pierre Rogel<sup>59</sup>. Il utilise l'analyse structuraliste pour mesurer la mise en forme de l'information (la place en pourcentage, par exemple, que la nouvelle prend dans le journal) et l'analyse plus empirique de mesure de mise en valeur.

La technique de mise en valeur d'une information dans un journal, telle que définie par Jacques Kayser<sup>60</sup> permet, par sa souplesse et sa simplification possible, de ne pas se lancer dans des quantifications fastidieuses et souvent décevantes. Nous élaborerons un coefficient de Kayser simplifié, qui apportera des nuances à l'idée générale que l'on se fait lors d'une première approche traditionnelle et ces chiffres permettront de faire une comparaison avec la presse anglophone.

Avec cette méthode, Jean-Pierre Rogel a ainsi pu montrer qu'il n'y a pas de grandes différences entre la mise en valeur de l'information internationale par les Québécois anglophones et francophones, mais par contre qu'il y a des différences dans la mise en forme. La presse quotidienne se prête assez bien à ce type de méthode qui à l'avantage de pouvoir créer de nouveaux indicateurs et, comme le souligne Louis Bélanger, *"une des principales difficultés de l'étude des relations internationales du Québec consiste justement à*

---

<sup>59</sup> Jean-Pierre Rogel, "La presse québécoise...", pp.693-711.

<sup>60</sup> Jacques Kayser, *Le quotidien français*, Paris, A.Colin, 1963, 167p. Le coefficient de Kayser reste encore une des meilleures méthodes d'analyse de la presse. Il a réussi à regrouper l'analyse classique de contenu et l'approche plus statistique.

se donner de tels indicateurs<sup>61</sup>".

La première partie de notre étude porte sur les années 1954 à 1957, où les Québécois adoptent une attitude de "spectateurs désengagés" pour reprendre une expression de Raymond Aron<sup>62</sup>, à propos de ce qui n'est encore que la crise algérienne.

Dans un premier temps, il nous est apparu important de présenter la place de l'événement international dans les médias québécois, ainsi que la représentativité des médias choisis, afin de mieux saisir le poids et les limites d'un événement comme la guerre d'Algérie au Québec. Un bref survol des principales étapes de la crise algérienne de 1954 à 1957, et une analyse chiffrée de la couverture de l'événement lors de cette période permettront de mieux délimiter notre sujet.

Dans un deuxième temps, nous tenterons d'analyser ce que la crise algérienne inspirait aux anglophones et aux francophones du Québec. Les médias anglophones se rejoignent-ils dans un "tir groupé" contre la politique algérienne des gouvernements français? Pourquoi les francophones défendaient la France mère patrie? Nous verrons ainsi que dès 1954 la guerre d'Algérie suscitait une attention particulière dans

---

<sup>61</sup> Louis Bélanger "Méthodologie: mesurer la politique extérieure du Québec" dans Louis Balthazar, Louis Bélanger, Gordon Mace, éd. *Trente ans de politique extérieure du Québec*, Québec, éd. du Septentrion, CQRI, 1993, p.39.

<sup>62</sup> Raymond Aron et al., *Le Spectateur engagé*, Paris, Julliard, 1981, 339p.

La presse québécoise et qu'une minorité ne se contentait pas simplement de relater l'événement, mais l'analysait par rapport à la situation québécoise. De plus, l'apparente communauté de pensée au sein des anglophones et au sein des francophones, s'effrite rapidement lorsqu'on cherche les raisons de leurs positions face à la crise algérienne.

La deuxième partie de l'étude comprend la période 1958-1960, où la naissance d'une inspiration prend forme autour du regard que porte certains Québécois sur la guerre d'Algérie. L'événement attire de plus en plus l'attention comme le montre l'analyse quantitative.

Nous verrons d'abord comment la guerre d'Algérie vient à la rescousse des nationalistes québécois dans leur analyse de la situation québécoise. Puis deuxièmement, pourquoi cet événement sert à la gauche québécoise d'exemple dans la théorie de l'oppression des peuples. Nous démontrerons l'importance du débat français autour de la guerre d'Algérie comme référence pour les intellectuels québécois de gauche, lors de cette période où l'on considère souvent que le Québec ne s'est pas encore ouvert sur le monde.

Enfin, un troisième thème ressort de l'analyse de cette période, celui de la critique de la France à travers sa politique algérienne, les raisons de cette critique étant, là encore très différentes, chez les néo-libéraux de *Cité Libre* et chez les anglophones.

La troisième partie de notre étude porte sur l'appropriation et

la polarisation autour de l'exemple algérien au Québec de 1961 à 1964.

Cette appropriation n'est pas uniquement le fait des Québécois nationalistes comme nous le verrons lors du paroxysme du débat québécois autour de l'analogie Québec-Algérie. Nous avons notamment découvert un "dossier pieds-noirs" au Québec où la nouvelle lune de miel France-Québec ne fait pas le bonheur de tout le monde.

Dans un dernier point, nous discuterons de la "redécouverte" de la France par les Québécois, lors de la fin de la guerre d'Algérie. La redécouverte de la gauche française pour certains Québécois et celle de la France "moderne" et émancipatrice pour d'autres, expliquent que la guerre d'Algérie fasse partie de la mémoire québécoise.

PREMIERE PARTIE

**LES QUEBECOIS ET L'ALGERIE: SPECTATEURS DESENGAGES 1954-1957.**



## INTRODUCTION

Une première période, de 1954 à 1957, se dessine assez facilement lors de l'étude des sources concernant l'affaire algérienne. Durant ces années et contrairement à ce que nous pouvions penser, la couverture médiatique de ce qui venait tout juste de devenir "la guerre d'Algérie" était relativement importante<sup>63</sup>, particulièrement chez les anglophones.

Les médias, principalement les revues et les journaux, constituent les principales sources de notre étude entre 1954 et 1957. En effet, aucun livre à notre connaissance, publié entre 1954 et 1957, ne traite de la guerre d'Algérie. Les émissions de radio et les premières émissions de télévision restent axées sur l'information, sauf quelques exceptions et ne fournissent donc guère de contenu à notre analyse.

La date de 1957, qui met fin à cette première période, peut s'expliquer en partie par les événements de la crise algérienne. A partir de 1958, l'affaire algérienne fait partie intégrante de la politique intérieure française, contribuant à ramener le général de Gaulle au pouvoir. Ainsi, ce qui n'était au départ qu'une crise coloniale, devient une crise française. On comprend donc les nouveaux enjeux dès 1958 de cette "crise" qui devient alors une "guerre" pour

---

<sup>63</sup> Nous chiffrerons plus loin cette importance.

la France, et l'intérêt accru des médias français et étrangers face à l'événement.

Il n'en reste pas moins qu'au tout début de la crise algérienne, les médias québécois témoignaient déjà de visions différentes de l'événement. Les anglophones et les francophones réagissent différemment, pour les premiers l'affaire algérienne reflète l'incompétence des différents gouvernements français. Pour les francophones, le lien avec la France "mère patrie" est encore présent et ils évitent souvent de la juger, en déplaçant le débat vers le rôle de la gauche en France et au Québec. Présentons pour commencer la place de la guerre d'Algérie dans les médias.

## I- LA GUERRE D'ALGERIE ET LES MEDIAS: PRESENTATION.

### A. La presse québécoise et l'événement

Le choix d'étudier la réaction des Québécois face à la guerre d'Algérie à travers des médias et des livres peut paraître restrictif au premier abord. Nous avons discuté dans l'introduction de l'aspect "intellectuel" des prises de positions des Québécois face à la guerre d'Algérie et donc du nombre restreint de personnes, au Québec, qui ont réagi à l'événement. Nous avons cependant trouvé un très large éventail

de médias où la guerre d'Algérie était traitée.

### 1) Représentativité des revues

La recherche exhaustive des revues francophones et anglophones qui ont abordé la guerre d'Algérie fait ressortir une grande diversité de publications. Des revues économiques (*Canadian Business*, *The Financial Post*), d'opinions (*The Canadian Forum*, *Canadian Commentator*, *International Journal*, *Cité Libre*, *Laurentie*, *Parti Pris*, *la Revue Socialiste*, *l'Action Nationale*, *Saturday Night*), littéraires (*Liberté*) et "grand public" (*Maclean's*, *le Magazine Maclean*) se sont intéressées à l'événement, ce qui rend l'étude plus significative.

Ainsi la guerre d'Algérie est bien représentée dans un large spectre de publications, mais également dans le nombre d'articles qui lui sont consacrés de 1954 à 1964<sup>64</sup> ainsi que le montre le Tableau 1.

---

<sup>64</sup> Nous n'avons sélectionné que les articles où la guerre d'Algérie était nommée, écartant ceux qui s'intéressaient à la politique française sans aborder directement l'affaire algérienne.

TABLEAU 1: ARTICLES DES REVUES DE 1954 À 1964

	Nombre	Pages
Articles francophones	55	204
Articles anglophones	44	128
Total	99	332

Le nombre total d'articles témoigne d'un intérêt certain pour la guerre d'Algérie, compte tenu de la parution mensuelle ou trimestrielle de la plupart des revues<sup>65</sup>. De plus l'écart relativement faible entre le nombre d'articles francophones et anglophones (11 articles de moins chez les anglophones sur une période de 10 ans), nous encourage à penser que les anglophones, bien que peu représentés en général dans les études sur le Québec, s'intéressaient également à la guerre d'Algérie. L'analyse de contenu de ces articles permettra de déterminer si anglophones et francophones portaient attention à l'événement pour

---

<sup>65</sup> Revues trimestrielles ou biannuelles: *International Journal*, *Cité Libre* (jusqu'en 1960), *Laurentie* (biannuel), *La Revue Socialiste*. Revues mensuelles: *L'Action nationale*, *Canadian Business*, *Canadian Commentator*, *Cité Libre* (après 1960), *Parti Pris*, *The Canadian Forum* et le magazine *Maclean*. Revues hebdomadaires: *Saturday Night*, *Maclean's* (bimensuel), *The Financial Post* et *Canadian Commentator*.

les mêmes raisons<sup>66</sup>.

TABLEAU 2: DÉTAIL DES ARTICLES ANGLOPHONES 1954-1964

Année	Mclean's	Canad. Comm.	The Finan. Post	Canadian Business	The Canad. Forum	Sat. Night	Intern. Journal
1954						1 (1)	
1955						1 (2)	
1956				1 (3)	2 (3)		
1957					2 (3)	1 (4)	
1958			2 (2)	1 (3)	5 (9)		1 (5)
1959						1 (1)	1 (10)
1960	2* (6)**	1 (3)				2 (7)	
1961					1 (2)	2 (5)	1 (10)
1962	2 (11)	1 (3)	1 (1)		1 (1)	3 (4)	1 (10)
1963		2 (6)	2 (2)		1 (3)		1 (8)
1964							
Total	4 (17)	4 (12)	5 (5)	2 (6)	12 (21)	11 (24)	5 (43)

\*: Nombre d'article pour l'année \*\*: Nombre total de pages des articles.

<sup>66</sup> Nous n'avons malheureusement pas de point de comparaison à proposer avec d'autres types d'événements internationaux, les études quantitatives étant effectuées sur la presse quotidienne et non sur les revues.

Le tableau 2 présente le détail des articles concernant l'Algérie, dans les revues anglophones durant la période. Les revues sélectionnées existaient toutes avant 1954<sup>67</sup>, ce qui explique à première vue la régularité, mais aussi le nombre d'articles, en particulier pour une revue grand public comme *Maclean's* qui ne s'intéresse guère, en général, à la politique internationale.

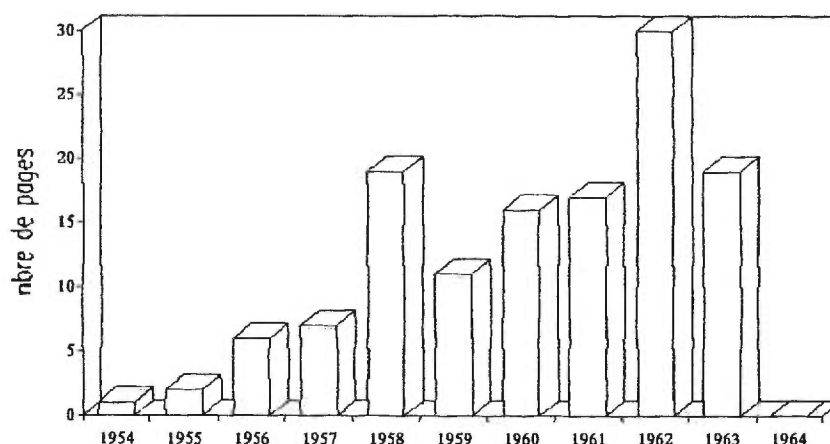
On remarque également que les revues qui publient le moins d'articles à l'événement y consacrent par contre le plus grand nombre de pages<sup>68</sup>. On peut donc s'attendre à ce que le contenu de ces articles dépasse le simple cadre informatif, comme c'est le cas avec les journaux. On peut finalement constater sur la figure 1 une progression quantitative:

---

<sup>67</sup> *Maclean's* est créé en 1896 à Toronto sous le nom de *Busy Man's Magazine* et devient en 1911 *Maclean's* sous la direction de J.B Maclean et H.T.Hunter (Mclean Hunter Ltée), in W. H. Kesterton, *A History of Journalism in Canada*, Ottawa, Carleton University Press, 1984(1967), p.173. *Canadian Business* est créé en 1928 à Montréal sous le nom *Commerce of the Nation: a Magazine for Canadian Business Man*, dans A. Beaulieu & al, *La presse québécoise*, Québec, PUL, T.6, pp. 160-161. *The Canadian Forum* est créé en 1920 à l'Université de Toronto par une coopérative et une maison d'édition (J.M.Dent & Sons), dans "The Canadian Forum", J. L. Granastein, *L'Encyclopédie du Canada*, Montréal, Stanké, 1987, Vol.1, p.295. *Saturday Night* est créé en 1887 par E. E. Sheppard à Toronto, in W. H. Kesterton, *op.cit.*, p.35. *International Journal* est publié par le Canadian Institute of International Affairs créé en 1929 à Toronto. Le *Financial Post* est créé en 1907 par J.B.Maclean à Toronto. L'exception ici est le *Canadian Commentator* créé seulement en 1957 à Toronto (qui deviendra par la suite le *Canadian Comment*) par Marcus Long.

<sup>68</sup> La moyenne de pages par article est la plus forte dans *International Journal* = 8.6, *Maclean's* = 3.4 et *Canadian Business* = 3.

FIGURE 1: NOMBRE DE PAGES PAR ANNÉE DES REVUES ANGLOPHONES



Trois périodes se dessinent particulièrement, 1954-1957: 16 pages (avec 8 articles), 1958-1960: 46 pages (avec 16 articles) et 1961-1963/4: 66 pages (avec 20 articles). Il faut donc chercher ailleurs que dans l'histoire événementielle de la guerre d'Algérie (dont les deux dates marquantes pour l'information internationale sont 1958, avec le retour au pouvoir du général de Gaulle, et 1962 avec l'indépendance de l'Algérie et les Accords d'Evian) les raisons de cette évolution quantitative.

Les données compilées dans le tableau 3, pour les revues francophones, présentent la même régularité dans la parution d'articles concernant la guerre d'Algérie:

TABLEAU 3: DÉTAIL DES ARTICLES FRANCOPHONES 1954-1964

Année	C. Libre	Liberté	Laurentie	Parti Pris	Rev. Soc.	Maclean	Act. Nat.
1954							1952**: 2 (18)
1955	1* (2)						
1956							
1957			1 (20)				
1958	1 (2)		1 (3)				
1959		1 (2)	1 (2)		2 (14)		
1960	4 (9)		1 (30)		2 (3)		
1961	4 (11)		2 (5)		1 (3)	4 (11)	1 (9)
1962	4 (16)	1 (4)			2 (8)	2 (6)	
1963	1 (4)	3 (17)		1 (4)		4 (12)	
1964	2 (9)			3 (12)	3 (13)		
Total	17 (53)	5 (23)	6 (15)	4 (16)	10 (41)	10 (29)	3 (27)

\*: Nombre d'article      \*\*: Nous avons gardé ces articles bien que datant de 1952 pour leur grand intérêt

( ): Nombre de pages total      Grisé: Revue inexistante

Le nombre d'articles est considérable, compte tenu du fait que plusieurs revues n'existaient pas ou plus pendant la période<sup>69</sup>. La période de 1955 à 1963 est en effet propice à une "explosion

<sup>69</sup> Seules les revues *Cité Libre*, créée en 1950 à Montréal par un groupe dont Gérard Pelletier et Pierre E. Trudeau et *L'Action Nationale*, créée en 1917 à Montréal par la Ligue des droits du Français, éditée par *Le Devoir* et dirigée par Omer Héroux et Lionel Groulx, paraissent durant toute notre période. André Beaulieu, *op.cit.*, T.5, p.200. *Liberté* n'est créée qu'en 1959 à Montréal par un groupe dont Jean-Guy Pilon, Jacques Godbout et Michèle Lalonde, *La Revue socialiste* est créée également en 1959 à Montréal par Raoul Roy et s'arrête en 1964, *Parti Pris* est créée en 1963 à Montréal par un groupe dont, André Brochu et Pierre Maheu, *Laurentie* est créée en 1957 à Montréal par l'Alliance Laurentienne de Raymond Barbeau et Pierre Guillemette et s'arrête en 1963. *Ibid*, pp. 122, 129, 296, 70. *Le Magazine Maclean* est fondé en 1961 par l'équipe du *Maclean's* anglophone.



quantitative" de la presse francophone (journaux et revues)<sup>70</sup>, et comme nous pouvons le retrouver sur le tableau 3, l'année 1959 "*marque véritablement un changement de vitesse*"<sup>71</sup> car cinq des revues francophones coexistent pour la première fois depuis 1954<sup>72</sup> ce qui peut expliquer l'irrégularité de notre panel.

Ici par contre le ratio page/article n'est pas aussi marqué que chez les anglophones. En effet les revues qui consacrent le moins d'articles à la guerre d'Algérie y consacrent toujours le plus de pages<sup>73</sup>, mais ce chiffre doit être relativisé par le fait que ces revues ne paraissent pas durant toute la période. Il est donc remarquable de constater, qu'à part *Liberté*, toutes les revues ont publié très régulièrement (souvent tous les ans) des articles sur la guerre d'Algérie et que le nombre de pages, compte tenu des limites soulevées,

---

<sup>70</sup> De 1955 à 1959, 70 nouvelles revues et journaux sont créés par année au Québec (toute catégorie confondue; presse associative, locale, politique, etc.). De 1959 à 1963, la moyenne par année de nouvelles créations atteint 87 (avec un record en 1963 où 114 journaux et revues apparaissent cette année là au Québec). André Beaulieu & al, *op.cit.*, T.9, Avant Propos (a).

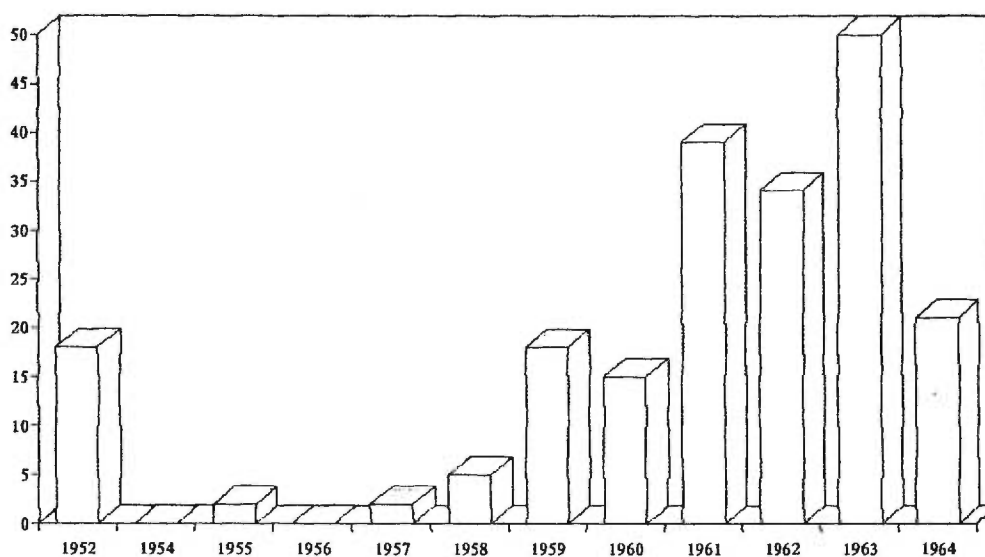
<sup>71</sup> *Idem.*

<sup>72</sup> Il ne s'agit pas ici de tirer des conclusions pour l'ensemble des revues francophones de la période, car d'autres existaient alors mais, ne traitant pas ou trop peu de la guerre d'Algérie, elles n'ont pas été retenues.

<sup>73</sup> La moyenne de pages par article est la plus forte dans *L'Action Nationale* (surtout à cause des articles de 1952, antérieurs à notre période) = 9, *Liberté* = 4.6, *La Revue socialiste* = 4.1 et *Parti Pris* = 4.

est supérieur à celui des anglophones<sup>74</sup>. Cette régularité est accompagnée d'une progression quantitative au cours des années comme l'indique la figure 2:

FIGURE 2: NOMBRE DE PAGES PAR ANNÉE DES REVUES FRANCOPHONES



On retrouve également, et de façon plus prononcée à cause de l'instabilité des revues, trois grandes périodes dans cette évolution: 1954-1957 où seulement 22 pages pour 4 articles (dont 2 articles et 18 pages pour 1952) sont consacrées à l'Algérie, puis 1958-1960 avec 38 pages (13 articles) et 1961-1964 avec 144 pages (38 articles).

<sup>74</sup> En particulier dans des revues comme *Le Maclean* et *Liberté*, qui ne sont pas des magazines politiques.

L'intérêt porté à l'événement n'est donc là encore pas uniquement relié aux événements algériens, puisque les années 1961, 1963 et 1964 totalisent plus d'articles que les dates clés de 1958 ou 1962.

L'ensemble de ces revues, par leur variété et le nombre d'articles présents, témoignent d'une très bonne représentativité de ce que pouvait être la réaction des Québécois face à la guerre d'Algérie.

## 2) Représentativité des journaux

Le choix des journaux n'a pas été guidé par l'exhaustivité, comme pour les revues, mais plus par le tirage et la diversité des opinions de chacun. La guerre d'Algérie est généralement traitée par tous les journaux québécois et canadiens. Notre étude nous obligeait à nous concentrer sur les journaux les plus lus<sup>75</sup> ou les mieux représentés<sup>76</sup> au Québec.

---

<sup>75</sup> Entre 1945 et 1960 les journaux les plus lus au Québec sont 1<sup>o</sup> *La Presse* (plus de 200 000 exemplaires), 2<sup>o</sup> *The Montreal Star* (plus de 150 000), 3<sup>o</sup> *The Gazette* (de 50 à 100 000). Jean de Bonville, *Les quotidiens montréalais de 1945 à 1985*, Québec, IQRC, 1995, p.43.

<sup>76</sup> Nous avons ainsi gardé *Le Devoir*, même si son tirage ne dépassait pas 40 000 en 1960 (André Beaulieu, *op.cit.*, T4, p.328) et *Le Soleil* parce qu'il est publié à Québec et tiré à plus de 120 000 exemplaires en 1960 (André Beaulieu, *op.cit.*, T3, p.11).

Désirant nous intéresser plus au contenu qu'au contenant<sup>77</sup>, nous avons procédé par échantillonnage des différents journaux. Les articles des journaux québécois concernant la guerre d'Algérie proviennent majoritairement des grandes agences de presse internationales (Reuter et l'AFP principalement) et présentent un contenu purement informatif à l'image de toutes les nouvelles internationales des journaux. Il serait donc périlleux de vouloir tirer de ces journaux une analyse valable du contenu des articles à la une sur l'Algérie. La méthode d'analyse de la presse concernant les événements internationaux diffère ainsi de l'analyse que l'on peut appliquer à ces mêmes journaux lors d'un événement touchant le Canada ou le Québec et où l'article contient parfois un contenu original. Nous avons cependant utilisé un certain nombre d'éditoriaux, bien qu'assez rares, sur la guerre d'Algérie dans lesquels on retrouvait une analyse personnelle des événements.

Par contre, la façon dont les journaux ont décidé de présenter l'information, c'est-à-dire la partie où un journal québécois possède une marge de manoeuvre clairement subjective, dans le choix d'inclure ou non une photo, dans le choix d'accorder cinq colonnes à la une ou non, etc., nous est apparue intéressante. Les articles sur la guerre d'Algérie se retrouvant surtout lors des événements clés, nous avons retenu, pour l'échantillonnage, les dates de novembre 1954 (le début

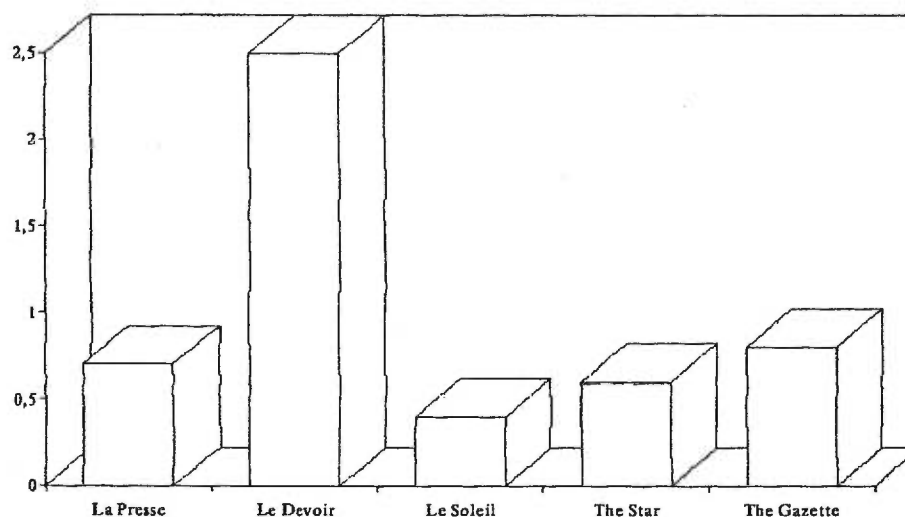
---

<sup>77</sup> On sait que la surface rédactionnelle de ces journaux consacrée à l'analyse ne dépasse pas les 7% en 1965 et que l'information factuelle reste la raison d'être d'un quotidien. Jean de Bonville, *op.cit.*, p.142.

des événements), mai et juin 1958 (le retour de de Gaulle au pouvoir) et mars 1962 (l'indépendance de l'Algérie)<sup>78</sup>. Le but est de procéder à une mise en forme et en valeur des articles, afin de voir si l'importance accordée à l'événement est la même que dans les revues.

FIGURE 3: MISE EN FORME (EN %) DE LA SURFACE DES JOURNAUX CONSACRÉ À LA GUERRE D'ALGÉRIE

(MOYENNE DE 1954-1964) <sup>79</sup>



<sup>78</sup> Nous avons échantillonné la première semaine de novembre 54: 2,3,4,5,6,7,8,11,13 novembre 1954, les deux dernières semaines de mai 58: du 14 au 20 mai, et du 26 au 30 mai 1958, le 5,6,7 juin 1958 (voyage de de Gaulle en Algérie) et la semaine du 19 au 23 mars 1962. Nous avons écarté les dates où l'événement n'était généralement pas traité. Nous avons été très sélectifs, comme dans le choix des articles des revues, ne gardant que ceux qui traitent directement de la guerre d'Algérie et rejetant ceux qui traitaient de la France en général sans faire allusion à l'affaire algérienne.

<sup>79</sup> Le pourcentage a été calculé à partir de tous les articles consacré à l'événement dans le journal en po<sup>2</sup>.

Dans la figure 3 on remarque que la place qu'occupe la guerre d'Algérie dans les journaux est relativement importante. A titre de comparaison, André P. Donneur a évalué à 7,7%<sup>80</sup> le pourcentage consacré par les journaux francophones aux "nouvelles internationales". Or, la guerre d'Algérie occupe, selon la figure 3, de 7 à 33% de ces "nouvelles internationales", ce qui nous semble une mise en forme intéressante vu les faibles répercussions de l'événement sur le Canada.

*Le Devoir* avec une moyenne supérieure à 2,5% attise la curiosité. Ces résultats corroborent ceux de André P. Donneur qui classait en troisième position d'importance les informations sur le monde arabe (où il incluait l'Algérie) et Israël dans les journaux québécois (11% des nouvelles internationales), après les États-Unis et l'Europe<sup>81</sup>. Sans vouloir gonfler nos chiffres, qui restent quand même modestes à l'échelle du journal entier, la guerre d'Algérie possède une place non négligeable, que André P. Donneur avait déjà remarqué dans son étude pourtant très générale :

*"Ce sont les points chauds du globe, les zones de conflits, qui sont les régions du Tiers-Monde les plus couvertes. Le monde arabe, où s'achevait le conflit algérien en 1962, et où en 1962 comme en 1969, se manifestait le conflit avec Israël et l'instabilité politique de la majorité des Etats de la région,*

---

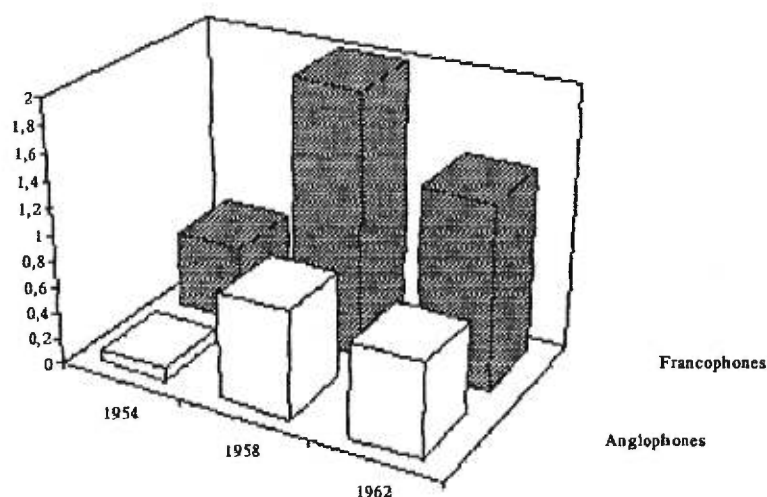
<sup>80</sup> 13,3% pour *le Devoir*, 5,3% pour *La Presse* et 4,5% pour *Le Soleil*. André P. Donneur, "La presse du Québec et les pays étrangers", dans *Etudes Internationales*, vol.II, no3 (sept. 1971), p.413.

<sup>81</sup> Viennent loin derrière en 1962 les sujets sur l'ONU (5%) et l'Amérique latine (8%). André P. Donneur, *loc.cit.*, p.414.

est relativement bien couvert<sup>82</sup>».

La figure 4 fait ressortir la différence de place accordée à la guerre d'Algérie entre journaux anglophones et francophones. Bien qu'intéressés par l'événement, les anglophones y consacrent en moyenne moins de place dans leurs journaux (maximum moyen de 0,8%) que les francophones (maximum moyen de 2%).

FIGURE 4: MISE EN FORME (EN %) ANGLOPHONE ET FRANCOPHONE DE LA PLACE DE LA GUERRE D'ALGÉRIE DANS LES JOURNAUX



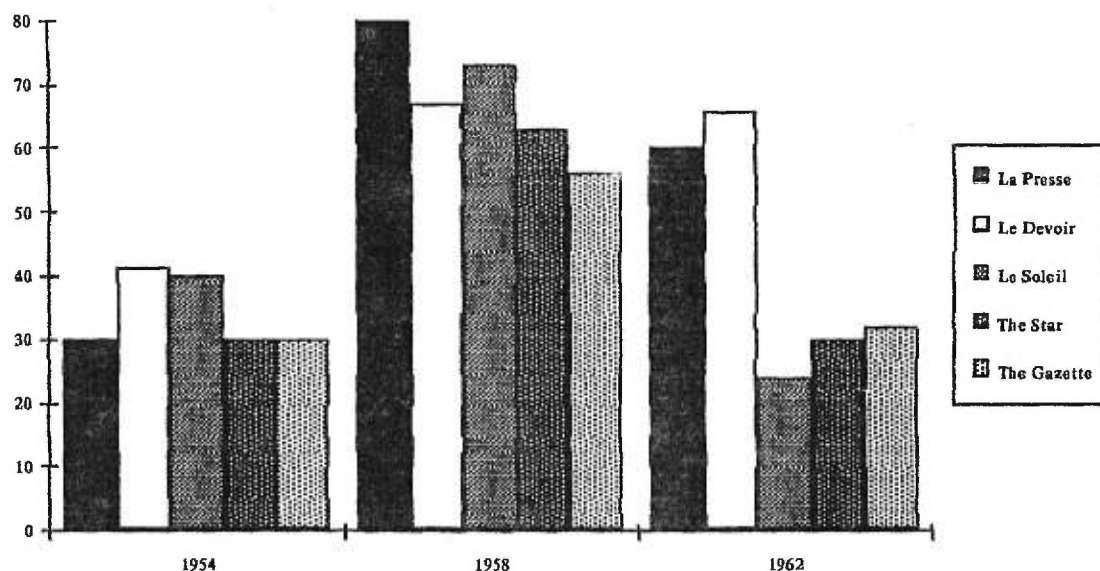
Cette différence ne présente pas de grosse surprise, la presse

<sup>82</sup> André P. Donneur, *loc.cit.*, p.415.

anglophone s'intéressant moins que la presse francophone à la France et aux pays du Tiers-Monde<sup>83</sup>.

La mise en valeur des titres sur la guerre d'Algérie effectuée dans la figure 5 donne par contre des résultats surprenants:

FIGURE 5: MISE EN VALEUR DES TITRES SUR L'ALGÉRIE PAR JOURNAL EN 1954-1958-1962



<sup>83</sup> Les variations majeures sur les pays étudiés dans la partie relations internationales, entre presse anglophone et francophone (en 1973), concernent la France et l'Angleterre. La France constitue 6,5% des nouvelles internationales contre 1,5% chez les anglophones et l'Angleterre constitue 4,1 % chez les anglophones contre 0,8% chez les francophones. Les autres pays ont sensiblement la même place 36-37% pour les États-unis et 16-19% pour l'Europe. Voir Jean-Pierre Rogel, "La presse québécoise et l'information sur la politique internationale" dans *Etudes Internationales*, Vol 5, no4 (déc.1974), p.700.



On constate, grâce au coefficient de Kayser<sup>84</sup> utilisé dans cette figure, une mise en valeur beaucoup plus forte de l'événement comparativement à l'importance de la surface occupée. On sait que le coefficient moyen pour un événement atteint 40-50 points, ainsi en 1961 la presse parisienne à propos de l'Algérie avait un coefficient de 21,4 et la presse provinciale de 33,4<sup>85</sup>. La presse québécoise en 1962 sur le même sujet avait un coefficient égal et même supérieur (pour *La Presse* et *Le Devoir*).

On remarque également une certaine homogénéité dans l'importance consacrée à la mise en valeur, sauf pour l'année 1962 où des écarts existent. Cette régularité de la place de l'événement se retrouve dans les titres et les articles consacrés à l'événement qui étaient toujours en première page et très souvent (70%) à la une des journaux<sup>86</sup>.

---

<sup>84</sup> Nous avons utilisé la formule:  $Mv=E+T+P$ , où E est l'appréciation de l'emplacement (à la une, en tête de colonne etc, 40 points maximum peuvent être accordés), T est l'importance relative et absolue du titrage (nombre de colonne, hauteur, titre prioritaire etc, 40 points maximum peuvent être accordés) et P est l'évaluation de la présentation (illustrations, typographie, répétitions etc, 20 points maximum peuvent être accordés). Voir pour les détails du comptage Jacques Kayser, *Le Quotidien français*, Paris, A.Colin, 1963, pp.153-155.

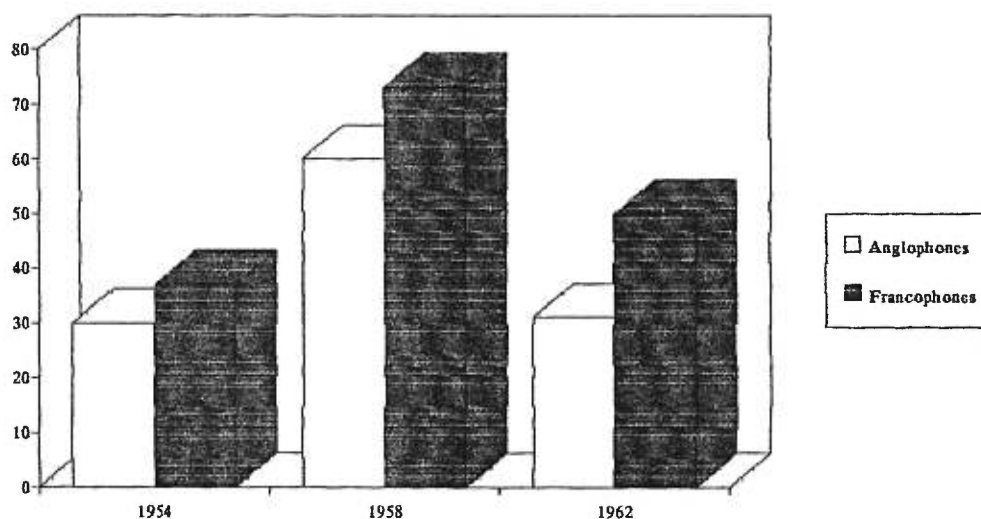
<sup>85</sup> Les quotidiens provinciaux français sont ceux qui mettent le mieux en valeur l'information. Ainsi le discours du 2 octobre 1961, dans lequel de Gaulle parle de l'Algérie obtient 88 au *Républicain Lorrain* contre 69 dans *L'Aurore* et 39 dans *Paris-jour*. Jacques Kayser, *op.cit.*, p.164.

<sup>86</sup> Dans les 130 titres d'articles que nous avons dépouillés, 40 se sont mérités les 40 points de l'emplacement pour être à la une et sur les 8 colonnes du journal. Dans la majorité des cas ils ont obtenu au moins 30 points étant à la une sur 3 à 6 colonnes. De

Ces résultats sur la qualité (la mise en valeur) de l'événement viennent renforcer l'idée d'un intérêt certain des médias pour l'affaire algérienne, et nuancer les indices de mise en forme qui paraissent, pris isolément, relativement insignifiants. Il est clair que la façon dont les médias rapportaient les événements algériens (souvent d'ailleurs sensationnels) dénotait un intérêt particulier de la part des journalistes mais aussi du public.

Un dernier aspect intéressant du dépouillement des journaux concerne la comparaison entre la mise en valeur anglophone et francophone de l'événement de la figure 6.

FIGURE 6: MISE EN VALEUR MOYENNE ANGLOPHONE ET FRANCOPHONE DES TITRES SUR L'ALGÉRIE



plus, l'article accompagnant le titre était en général lui aussi, en première page et situé souvent en tête de colonne à droite (ce qui est la deuxième meilleure place après la tête de colonne à gauche).

Contrairement aux indices de mise en forme, il n'y a pas de grandes différences entre la présentation anglophone et francophone de l'événement. Lorsque les journaux s'intéressent aux événements algériens, ils leur accordent une place importante, même chez les anglophones. Il existe donc une certaine homogénéité anglophone-francophone dans le traitement de l'information, qui n'existe pas dans la surface donnée à l'événement.

La compilation de la mise en valeur et de la mise en forme de la guerre d'Algérie, dans les journaux lus au Québec de 1954 à 1964, fait ressortir plusieurs aspects qu'il faudra tenter d'expliquer. Principalement, une mise en forme très importante dans *Le Devoir* par rapport aux autres journaux, une mise en valeur de l'événement généralement importante (à l'inverse de la mise en forme) et une relative homogénéité de mise en valeur entre francophones et anglophones (à l'inverse de la mise en forme très hétérogène entre francophones et anglophones).

### 3) Les explications générales

Certaines tendances de l'analyse quantitative des journaux peuvent s'expliquer par la structure même de ces journaux et (ou) par le contexte général entourant les médias, principalement dans les années 1950.

Ainsi, la place qu'occupe la guerre d'Algérie en % dans *Le*

*Devoir*, et qui nuance les analyses générales sur les médias québécois<sup>87</sup>, doit d'abord s'expliquer par le cadre structurel du journal. En effet, *Le Devoir* a connu une forte progression de la catégorie politique jusqu'en 1965 et c'est principalement l'aire géographique internationale qui connaît la plus forte progression (il faut attendre 1970/75 pour que la scène québécoise devienne majoritaire dans le secteur politique, comme d'ailleurs dans beaucoup de journaux québécois)<sup>88</sup>.

Il faut donc chercher dans l'analyse générale du journal les raisons de la place de la guerre d'Algérie. Rien ne nous permet d'affirmer ici qu'il y ait eu une prise de position particulière des journalistes du *Devoir* (dans le cadre du *Devoir*, car des journalistes comme André Laurendeau, par exemple, prendront position ailleurs) face à cet événement.

Cependant, la politique rédactionnelle de ce journal peut permettre quelques hypothèses. Tout d'abord, l'arrivée de Gérard Filion à la direction du *Devoir* en 1947 s'est traduite par un renouveau:

---

<sup>87</sup> D'après l'analyse de Jean de Bonville, la mise en forme générale de 1955 à 1965, des divers sujets (politique, sports etc) des journaux montréalais dégagerait une unicité et une cohérence "*les habitudes de travail des journalistes les amèneraient à couvrir les mêmes événements de manière semblable*", Jean de Bonville, *op.cit.*, p.172.

<sup>88</sup> De 1955 à 1965, l'aire "internationale" passe au *Devoir* de 19 à 32% de la surface totale du journal, contre 25 à 31% pour *La Presse* et 38 à 40% au *Star*. *Ibid.*, p.110.

"Dans la présentation et le contenu du journal, afin d'attirer de nouveaux lecteurs, car la clientèle vieillissante du *Devoir* stagne depuis plusieurs années<sup>89</sup>".

Ainsi, c'est à ce moment que le sport fait son entrée par la grande porte au *Devoir*. Cet effort pour rendre la lecture de ce journal plus attrayante, contribuera certainement à privilégier, au niveau international, les événements sensationnels ou intéressants pour le Canada. La guerre d'Algérie, comme nous le verrons plus loin, par ses aspects terroristes, dramatiques et déstabilisants pour le gouvernement français de l'époque, représentait donc une information de choix à mettre à la une<sup>90</sup>.

Egalement, le nombre de pages total du *Devoir* sur-représente souvent l'événement à la une. *Le Devoir*, entre 1954 et 1964 avait de 12 à 16 pages au total, alors que *La Presse* et *The Star* avaient 60 à 70 pages. Leur format était quasiment identique (grand in-folio ou in-folio) donc un titre à la une du *Devoir* couvrant 1/3 de page présentera un pourcentage plus fort englobé dans 16 pages plutôt que dans 60. Même si les rédacteurs du *Devoir* connaissent l'espace de leur journal et pouvaient donc décider de diminuer l'espace accordé à la guerre d'Algérie, cette raison technique peut aussi, en partie, expliquer le

---

<sup>89</sup> *Ibid.*, p.101.

<sup>90</sup> D'ailleurs l'année 1958, catalyseur de tous les ingrédients d'un titre à la une (coup d'Etat en Algérie, changement de gouvernement en France, retour d'un personnage mythique) possède les plus forts pourcentages de surface, jusqu'à 6 à 7,5%.

volume de l'événement.

Finalement, la conjoncture politique générale peut influencer le contenu du *Devoir*. Pierre Godin dresse à grands traits le portrait de la situation des journaux dans les années 1950:

*"La grande presse dort. L'éditorial ne sert plus à exprimer des opinions, mais à paraphraser la nouvelle. L'information devient routinière et les journalistes perdent leur âme et leurs idées. On se réfugie dans la neutralité, l'insignifiance, le silence(...). Duplessis a beau s'asseoir sur le couvercle, l'éclatement survient quand même autour des années 1958-1959<sup>91</sup>".*

Cette situation difficile pour la presse sous le régime de Maurice Duplessis fut particulièrement sensible au *Devoir*. Les autres journaux de l'époque étaient moins critiques vis à vis du gouvernement de Maurice Duplessis. Le journal *La Presse*: *"Comme tous les quotidiens à gros tirage, axés sur les faits divers et les annonces, (La Presse) était devenue un journal terne, à la remorque du parti au pouvoir<sup>92</sup>".*

*The Montreal Star* de John W. McConnell soutient Duplessis, même si son fils saura prendre le virage néo-libéral en 1959, ainsi que la très conservatrice *Gazette* qui évitait l'affrontement avec les Canadiens-français. *Le Soleil*, après avoir résisté aux assauts de

---

<sup>91</sup> Pierre Godin, *La lutte pour l'information*, Montréal, éd. Le Jour, 1981, p.72.

<sup>92</sup> André Beaulieu & al, *op.cit.*, T.3, p.115.

Duplessis durant les années 1940<sup>93</sup>, laisse progressivement de côté son attachement au parti libéral et "*il est devenu organe libéral (sic) avec un petit !!"*"<sup>94</sup>.

Mais au *Devoir*, après une période de relative alliance entre le journal et Maurice Duplessis (de 1944 à 1947), l'arrivée de Gérard Filion en 1947 et surtout de Gérard Pelletier qui décide de s'intéresser aux questions sociales et syndicales, déplait à Maurice Duplessis<sup>95</sup>. L'enquête du *Devoir* sur l'amiantose et sa position lors de la répression policière de la grève de l'amiante en 1949, finissent de déterrer la hache de guerre entre Maurice Duplessis et les journalistes du *Devoir*<sup>96</sup>.

Les années 1940 et le début des années 1950 étaient propices aux informations internationales au *Devoir* car:

---

<sup>93</sup> Mécontents de ne pouvoir acheter *Le Soleil*, qui leur aurait coûté 6 millions de dollars, M. Duplessis et l'Union nationale décident de couper les lucratifs contrats d'impression gouvernementaux au *Soleil*. Pierre Godin, *op.cit.*, p.79.

<sup>94</sup> *Ibid.*

<sup>95</sup> "*Aussi, quand il (Maurice Duplessis) a vu sa proie (Le Devoir) lui échapper et s'installer à la direction une équipe qui ne partageait pas ses idées, il est évidemment devenu furieux et n'a plus cessé de harceler le journal*" Gérard Pelletier cité par Pierre Godin, *op.cit.*, p.81.

<sup>96</sup> Ces sursauts "antiduplessistes" du *Devoir*, avant 1956 ont souvent été négligés par l'historiographie, cristallisée autour du soutien du *Devoir* à l'Union nationale aux élections de 1948, comme l'ont démontré S. Clavette et Robert Comeau dans "grandeur et misère d'un antiduplessisme", *Le Devoir, reflet du Québec du 20ème siècle*, Robert Lahaise & al, Montréal, Hurtubise HMH, 1994, pp. 345-373.

"Pendant trois ans, de 1950 à 1953, ses éditorialistes et chroniqueurs vont parcourir le monde, à tour de rôle. Comme si, à défaut de pouvoir intervenir efficacement sur l'ici, on se repliait sur l'ailleurs pour "voir de quoi le monde a l'air" et s'y comparer"<sup>97</sup>.

L'argument ne tient plus pour les années 1960 où la scène québécoise devient prioritaire et où, cependant, la place de la guerre d'Algérie dans *le Devoir* est toujours singulière. Il faudra chercher ailleurs que dans les explications structurelles ou dans le contexte les raisons de cet intérêt.

Cette "grisaille des quotidiens" comme l'écrit Pierre Godin, ne les encourageait pas, et à fortiori ceux qui étaient dans la ligne de mire du gouvernement, à s'intéresser de près à la politique intérieure québécoise ou canadienne. Les sujets moins brûlants et plus neutres, comme les événements internationaux, étaient favorisés<sup>98</sup>.

Vincent Prince, éditorialiste au *Devoir* à l'époque, évoque aussi le poids du public:

"Si, par hasard, il s'y glissait (dans le journal) un véritable éditorial, c'était sur un cyclone survenu aux Indes, la malaria en Asie, une récolte perdue en Iran, etc. Nous ne voulions pas

---

<sup>97</sup> S.Clavette et Robert Comeau, *loc. cit.*, p.359.

<sup>98</sup> André P. Donneur l'avait déjà remarqué: "L'observation la plus étonnante qu'on peut faire(...) n'est pas tant la diminution relative de la surface internationale (de 1962 à 1969) que la situation d'infériorité dans laquelle se trouvait l'information nationale, par rapport à l'information internationale au *Devoir* et à *La Presse*, en 1962" André P. Donneur, *loc.cit.*, p.413.



*avoir d'idées, de peur de nous aliéner un seul lecteur<sup>99</sup>.*

En effet, la presse québécoise est passée de grands groupes familiaux au début du XX<sup>e</sup>s à des groupes financiers rendant les journaux de plus en plus dépendants de leurs lecteurs et de leurs annonceurs pour leur financement<sup>100</sup>. On comprend mieux, que cela également, puisse influencer le contenu du journal qui doit plaire et attirer le maximum de lecteurs.

Jusqu'en 1958, date de la grève à *La Presse* et à Radio-Canada qui contribuera à renforcer progressivement la liberté d'expression et la syndicalisation dans les journaux:

*"Le nombre de sujets que la presse n'abordait pas était extraordinaire. Par exemple, pas un seul journal ne s'intéressait à l'éducation parce qu'elle était le fief du seul clergé<sup>101</sup>.*

Ceci pourrait donc expliquer, en partie, que l'on puisse consacrer jusqu'en 1958, une place importante à la une à un événement international comme le conflit franco-algérien, alors qu'avec l'arrivée de la Révolution tranquille il devient plus facile de consacrer

---

<sup>99</sup> V.Prince, conférence prononcée le 29 janvier 1964, cité par Pierre Godin, *op.cit.*, p.104.

<sup>100</sup> Jean de Bonville, *op.cit.*, p.32.

<sup>101</sup> Pierre Godin, *op.cit.*, p.95.

davantage de place à la scène locale québécoise<sup>102</sup>.

On serait tenté de penser que dans les journaux, la Révolution tranquille a marqué le début de la grande indifférence face à l'information internationale, mais d'autres médias comme la télévision et les revues, prennent le relais.

Toutes ces raisons, dans un premier temps, ont influencé, directement ou indirectement, *Le Devoir* à consacrer à la guerre d'Algérie une place plus importante que ses concurrents. Mais une fois évacuées ces explications générales, il faudra chercher dans un deuxième temps si, plus précisément pour chaque période, des raisons politiques et personnelles aux journalistes du *Devoir*, ont permis de maintenir jusqu'en 1962 l'intérêt pour les événements algériens.

De plus, la bonne mise en valeur générale de l'événement, peut elle aussi s'analyser dans un premier temps, par des explications générales. L'aspect "sensationnel" de la guerre d'Algérie, signalé plus haut, constitue une des raisons de l'importance accordée à l'événement. Des titres comme "Paris, Alger et Tunis en fièvre" (*Le Devoir*, 26 mai 1958), "Terrorisme en Algérie" (*La Presse*, 2 novembre 1954), "I will run Algeria, De Gaulle" (*The Gazette*, 7 juin 1958) ou "envolées

---

<sup>102</sup> Cette hypothèse est corroborée par les statistiques de Jean de Bonville qui témoignent, de 1945 à 1965, d'une diminution significative de la place de l'aire internationale dans les journaux (*Le Devoir*, *La Presse*, *Montréal-Matin* et *Montreal Star*) de la première à la deuxième et troisième place en 1965 au profit de la scène québécoise ou canadienne. Jean de Bonville, *op.cit.*, p.109.

contremandées (sic) France-Algérie" (*Le Soleil*, 22 mars 1962), ne pouvaient manquer de faire la une et donc d'avoir un indice de mise en valeur fort. Les années choisies pour le dépouillement étant, de plus, des années "chaudes" et remplies d'événements à caractère sensationnel sur la guerre d'Algérie.

Mais cette explication, qui permet de relativiser la qualité de l'information sur l'affaire algérienne, n'éclaircit qu'une partie des données. En effet, l'indice de mise en valeur que nous avons calculé, concerne uniquement la taille et l'emplacement du titre. Or, la taille de l'article à la une consacré à la guerre d'Algérie est englobée dans l'indice de mise en forme et noyée, quasiment, dans les données quantitatives.

Nous considérons cependant, que la taille des articles et leurs places, peuvent rentrer aussi dans l'appréciation de la mise en valeur de l'événement. Un gros titre à la une suivi d'un long article n'aura pas le même impact que le même titre suivi d'un article de quelques lignes. Nous avons constaté que les articles insérés à la une des journaux québécois sur l'affaire algérienne, étaient souvent fournis ou étoffés<sup>103</sup>. Ainsi au *Devoir*, 11 jours sur 26 dépouillés, présentent des articles à la une sur l'Algérie couvrant toute la largeur du

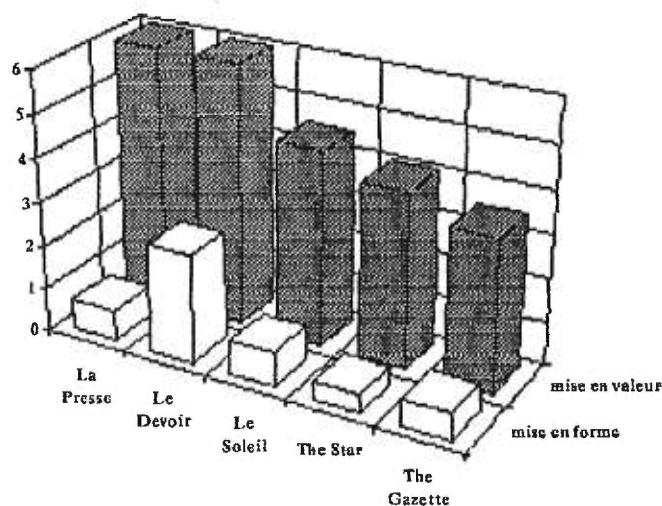
---

<sup>103</sup> Pour reprendre la classification traditionnelle, que Jacques Kayser a utilisé, où un article de moins de 10 lignes correspond à une matière réduite, de 10 lignes à 1/2 colonne à une matière fournie, de 1/2 à 1 colonne à une matière étoffée et plus d'une colonne à une matière développée. Voir, Jacques Kayser, *op.cit.*, p.136.

journal<sup>104</sup>. Par conséquent, presque une fois sur deux *Le Devoir* présente des articles dans lesquels la matière est développée, pour reprendre la classification présentée plus haut. Il s'agit donc d'un intérêt qui dépasse le simple titre sensationnaliste.

Nous avons constaté de plus, avec la figure 7, en comparant la moyenne des indices de mise en forme (articles + titres) et de mise en valeur (titres seuls) de 1954 à 1964 pour l'ensemble des journaux, qu'un manque évident de corrélation apparaissait.

FIGURE 7 : MOYENNE DES INDICES DE MISE EN FORME ET DE MISE EN VALEUR DE 1954 A 1964



(NB: NOUS AVONS CONVERTI EN VALEUR DECIMALE L'INDICE DE MISE EN VALEUR POUR FACILITER LA LECTURE)

<sup>104</sup> Les articles couvraient 5 à 6 colonnes à la une et en 1962, où *Le Devoir* possède 8 colonnes, de 6 à 8 colonnes peuvent être consacrées aux événements algériens.

A l'exception du *Devoir*, où les indices sont tous forts, les journaux qui accordent les articles les plus longs à la guerre d'Algérie n'y consacrent pas forcément les plus gros titres. Par exemple, *Le Soleil* qui vient en deuxième position du classement de la moyenne de mise en forme (avec 0,8% du total du journal) ne vient qu'en troisième position pour la taille de ses titres accordés à l'événement (un indice de mise en valeur de 45, en valeur décimale 4,5 sur la figure 7). On retrouve ce manque de corrélation entre les deux journaux anglophones, *The Star* qui accorde les plus gros titres n'accorde pas les plus grands articles (0,4% du total du journal) à l'inverse de *The Gazette* qui, bien que ce soit elle qui accorde parmi tout le panel les plus petits titres à la guerre d'Algérie (une mise en valeur de 35) accorde une taille à ses articles supérieure à celle du *Star* (0,6% du total du journal).

Il faut donc se méfier de l'argument "sensationaliste" accolé à certains événements internationaux et qui devrait, logiquement, amener un journal à présenter systématiquement un gros titre avec un article plus ou moins étoffé. Dans notre cas, cet argument ne suffit pas à expliquer l'importance accordée aux événements algériens qui, même lorsqu'ils ne font pas le plus gros titre à la une, sont rapportés dans des articles étoffés et parfois développés en première page.

La dernière tendance qui concerne la comparaison francophone-anglophone, fait ressortir une certaine homogénéité entre les deux communautés pour la mise en valeur des titres, alors qu'il existe une

assez forte hétérogénéité dans la place accordée aux articles chez les anglophones et francophones.

Peu d'études ont été réalisées sur la presse québécoise anglophone et peu d'études comparatives entreprises pour généraliser nos résultats. Cependant, nous savons que traditionnellement presse anglophone et francophone possèdent le même type de mise en page de 1955 à 1965. Ainsi *The Star* et *Le Devoir* consacrent chacun quasiment la même place en première page aux titres (25%), aux illustrations (25%) et aux articles (50%) avec, au cours des années 1960, une tendance à diminuer la place des illustrations<sup>105</sup>. On peut donc comprendre le peu de différence entre la mise en valeur des titres sur la guerre d'Algérie entre anglophones et francophones. L'événement étant considéré comme suffisamment important ou sensationnel pour faire la une, il recevra le même traitement dans la mise en page au *Star* ou à *La Presse*.

Par contre, l'écart entre la mise en forme (la place accordée au titre et à l'article) et la mise en valeur chez les anglophones s'explique plus difficilement avec les connaissances générales sur les médias. Même si nous avons démontré plus haut, que les francophones s'intéressaient aux événements internationaux et qu'ils s'y intéressaient de plus en plus dès les années 1940, les journaux anglophones restent les "maîtres" de l'information internationale, par

---

<sup>105</sup> Jean de Bonville, *op.cit.*, p.75.

exemple *The Star* consacre en 1955, 38% du journal à l'aire internationale et en 1965, 41%<sup>106</sup>.

On pourrait donc s'attendre à ce qu'un gros titre sur la guerre d'Algérie soit suivi d'un article développé, au même titre que d'autres informations internationales même s'il ne s'agit pas d'une information sur le Commonwealth ou l'Angleterre. Or, la place en pourcentage que *The Star* et *The Gazette* donnent à l'événement est assez faible malgré la taille du titre (cf. figure 7, p.66). Ici encore, les explications reliées au contexte général ne suffisent pas à expliquer cette différence dans l'espace accordé à l'événement entre anglophones et francophones, des raisons particulières à chaque journal amènent manifestement anglophones et francophones à porter un intérêt différent à la guerre d'Algérie.

La guerre d'Algérie tient donc, de 1954 à 1964 dans la presse québécoise (revues et journaux) une place particulière. L'analyse quantitative des revues et quotidiens fait même ressortir une croissance significative au cours des trois périodes suivantes: 1954-1957, 1958-1960, 1961-1964.

Contrairement à ce que nous pouvions penser, l'intérêt des médias québécois face aux événements algériens n'était pas seulement relié à l'aspect sensationnel ou dramatique de l'information, puisque durant

---

<sup>106</sup> *Ibid.*, p.110.

toute la période, l'affaire algérienne a été largement exposée dans les journaux et analysée dans les revues.

Nous avons également remarqué, à travers les explications contextuelles et techniques qui auraient pu banaliser l'événement dans la presse québécoise, que l'analyse générale s'avérait souvent insuffisante pour justifier la qualité du traitement réservé à la guerre d'Algérie. Il ressort de ces premières constatations que les événements algériens intéressaient de façon particulière certains Québécois, et nous essaierons, pour chaque période, d'en trouver les raisons.

#### B. Rappel des événements algériens de 1954-1957.

Les journaux québécois, de 1954 à 1957, rapportent des informations sur le début de la guerre d'Algérie et sur les atermoiements des gouvernements français de l'époque. Les articles émanant tous, pendant cette période, de l'agence de presse britannique Reuters et de l'agence France Presse utilisée à partir de 1955 par la presse francophone québécoise<sup>107</sup>, le contenu de ces articles reflète ce que presque tous les médias, français ou québécois, véhiculaient jusqu'en 1957, c'est-à-dire la mystique française en Algérie "celle

---

<sup>107</sup> Selon l'étude plus générale de Jean de Bonville, *op.cit.*, p.133.



attachée au nom de la France, à sa Mission, à ses traditions humanistes<sup>108</sup>".

La presse québécoise reprend dans la plupart des cas, sauf à *La Presse* où le sujet est peu couvert en novembre 1954, les informations sur le déclenchement de ce qui n'était en 1954 que des "événements". En effet, "la guerre sans nom"<sup>109</sup> débuta sur la scène internationale dans la nuit du 1er novembre 1954 où une série d'attentats revendiqués par le FLN (Front de libération nationale) et l'ALN (Armée de

---

<sup>108</sup> Pour reprendre les termes d'Anne Simonin, dans "Les Editions de Minuit et les Editions du Seuil, deux stratégies éditoriales face à la guerre d'Algérie" dans Jean-Pierre Rioux & Jean-François Sirinelli, dir. *La guerre d'Algérie et les intellectuels français*, Bruxelles, éd. Complexe, 1991, p.223. Par ailleurs, Mohammed Harbi décrit bien ces croyances mythiques: "*Le mythe colonial a longtemps obscurci les données du problème franco-algérien. Enraciné dans les mentalités collectives, sa fonction était de justifier la domination française par le fait qu'elle apportait la civilisation à un peuple vivant à l'état de proscrit*" *La guerre commence, op.cit.*, p.73.

<sup>109</sup> Expression souvent utilisée pour caractériser la guerre d'Algérie, qui ne devint une "guerre" pour le gouvernement français et les médias que tardivement. Voir, J.Talbott. *The War Without a Name, France in Algeria 1954-1962*. A.Knopf, New York, 1980 et Pierre Rotman et Bertrand Tavernier, *La guerre sans nom, les appelés d'Algérie 1954-1962*, Paris, Seuil, 1992, 305p.

libération nationale)<sup>110</sup> tuèrent au moins 8 personnes.

L'Algérie, colonisée en 1830 par la France de Charles X, devient rapidement "à la fois un royaume arabe, une colonie européenne et un camp français"<sup>111</sup> ce qui satisfait en partie les Français mais, peu à peu, révolte et choque ceux que l'on appelle les indigènes ou les musulmans au XIXème siècle. Les années 1839-1840 furent particulièrement violentes lorsque la France décida de coloniser

---

<sup>110</sup> Le FLN s'est formé à côté d'autres mouvements nationalistes. Pour résumer l'historique de la tendance indépendantiste du nationalisme algérien, l'ENA (l'Etoile nord africaine) fut fondée en 1926 par Messali Hadj, puis elle disparut et devint en 1937 le PPA (Parti du peuple algérien), qui lui-même fut remplacé en 1946 par le MTLD (le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques), Messali Hadj figure marquante du nationalisme algérien dirige jusqu'en 1954 le MTLD. En 1954 le mouvement est dépassé et jugé trop timide et trop lent par la nouvelle génération d'Algériens prêts à utiliser rapidement la violence pour obtenir l'indépendance. Ahmed Ben Bella, Hocine Aït Ahmed et Mohammed Khider dirigent du Caire (où certains se sont réfugiés pour échapper à la justice française) l'insurrection du 1er novembre 1954, et revendiquent le lendemain les attentats signant ainsi la naissance du FLN et de l'ALN. Voir sur le 1er novembre 1954 et sur le nationalisme algérien; Mohammed Harbi, *La guerre commence en Algérie*, Paris, éd. Complexe, 1984, 205p et Benjamin Stora, *Les sources du nationalisme algérien*, Paris, L'Harmattan, 1989, 195p.

<sup>111</sup> Dixit Napoléon III, dans une brochure de 1865 sur l'Algérie, cité par Daniel Rivet "Le rêve arabe de Napoléon III" dans Charles-Robert Ageron, dir, *L'Algérie des Français*, Paris, Point histoire, 1993, p.61.

entièrement l'Algérie et de mater la révolte d'Abd el Kader<sup>112</sup>.

L'Algérie devient à la fois une colonie économique mais également une colonie de peuplement dès 1840, où des Français, des Espagnols, des Maltais, des Italiens, des Juifs s'établirent comme colons (et que l'on appellera plus tard les "pieds-noirs"<sup>113</sup>) et de 110 000 Européens en 1847, l'Algérie passe en 1962 à près d'un million<sup>114</sup>.

Cette colonisation, peu encadrée par les gouvernements français, ne satisfaisait pas au XIXème siècle les colons qui n'appréciaient pas les menaces d'arrêts de la colonisation, les répressions militaires de

---

<sup>112</sup> 1807-1883, principale figure de la lutte algérienne contre la France au XIXème siècle, maître d'une grande partie de l'Oranais et de l'Algérois il déclencha la guerre sainte contre la France en 1840. Chassé d'Algérie, puis du Maroc, il fut emprisonné en France jusqu'en 1852. Il se consacra à l'écriture et fut nommé grand-croix de la Légion d'honneur par Napoléon III.

<sup>113</sup> Charles-Robert Ageron donne une version plus complète du terme "pieds-noirs" que la tradition populaire attribue, entre autres, aux chaussures portées par les Européens. Selon lui, les Européens d'Algérie, de plus en plus nombreux à la fin du XIXème siècle, refusaient le terme "Français" ou "étrangers" et commencèrent à utiliser le nom "Algériens" pour marquer leur appartenance à l'Algérie face à la métropole. Lorsque les musulmans d'Algérie revendiquèrent eux aussi le nom "Algériens", vers la fin du XIXème siècle, *"un jour vint où, par défi, ils (les Européens d'Algérie) se donnèrent la dénomination de pieds-noirs - expression qui désignait jusque là les musulmans - afin de mieux attester leur caractère propre, celui d'Algériens non musulmans"* Charles-Robert Ageron, "Français, juifs, musulmans" dans *L'Algérie des Français*, op.cit., p.108.

<sup>114</sup> Bernard Droz, "Main basse sur les terres", dans *L'Algérie des Français*, op.cit., p.71.

leurs contestations, le danger pour leurs terres des revendications "indigènes". Le rêve de Napoléon III de faire de l'Algérie un "royaume arabe" fédéré à la France en 1863, dans lequel Abd el Kader aurait pu devenir vice-roi<sup>15</sup>, tourna court.

Les indigènes n'étaient pas non plus satisfaits d'un régime qui, non seulement spoliait leurs terres<sup>16</sup>, mais ne leur accordait pas ce que les Juifs avaient obtenu collectivement en 1870 (par les décrets Crémieux), c'est-à-dire la naturalisation française. Les Algériens étaient toujours régis par le système de l'indigénat<sup>17</sup>, les privant du droit de vote et de l'accession à certains postes administratifs (police, diplomatie etc.) bien que, depuis 1848, l'Algérie soit divisée

---

<sup>15</sup> Jean Martin, *Lexique de la colonisation française*, Paris, Dalloz, 1988, p.315.

<sup>16</sup> 40% des terres de l'Algérie furent données aux colons durant une décennie, selon les estimations de Bernard Droz. Ajouter à cela, la forte croissance démographique des Algériens au début du XXème siècle et "le maintien de l'équilibre population/ressources, déjà fragile avant la conquête, devient impossible dans un espace foncier amputé, de moindre qualité et de plus en plus peuplé" Bernard Droz, *loc.cit.*, p.81.

<sup>17</sup> Système de législation administrative et pénale appliqué dans les colonies et plus particulièrement en Algérie, où en 1881 il est étendu à tout le territoire. Corvées, impôts, limitation des déplacements, visent à contrôler les Algériens. En 1928 il est supprimé en Algérie. Voir, Jean Martin, *Lexique de la colonisation française*, Paris, Dalloz, 1988, p.205.

en trois départements français<sup>118</sup>.

Le gouvernement français avait bien essayé en 1865 de leur donner la nationalité française mais, pour obtenir leurs droits civiques, les Algériens devaient renoncer à leur religion. La majorité d'entre eux refusèrent ce qu'ils considéraient comme une insulte à leur culture, et l'écart se creusa un peu plus entre les différentes communautés de l'Algérie. L'insurrection de la Grande Kabylie éclata en 1871, au moment même où les Français devaient assumer leur défaite lors de la guerre de 1870. La politique française d'assimilation en Algérie ne parvient pas à freiner, au début du XXe, la naissance du nationalisme algérien. Ainsi, *Le manifeste du peuple algérien* signé en 1943 par Ferhat Abbas et de nombreux élus musulmans, demandait à la France plus d'autonomie et de participation pour les Musulmans dans la vie politique algérienne. Par conséquent, il ne faut pas chercher ici à exagérer le rôle de ce que certains ont appelé un peu vite une guerre franco-française, relayant au second plan les revendications nationalistes des musulmans algériens<sup>119</sup>.

---

<sup>118</sup> Et que, par conséquent, à l'école "*les petits Arabes et les petits Berbères apprenaient que leurs ancêtres les Gaulois habitaient des huttes en bois. Ils vivaient dans un département français, comme les fils de mineurs du nord de la métropole ou des marins bretons*" Gérard Fleury, *La guerre en Algérie*, Paris, Payot, 1996, p.24.

<sup>119</sup> "*La volonté de fonder une nation prévaut dans les conflits internes et les déchirements(...). Face à l'immobilisme colonial, le rythme du mouvement national s'accélère et s'oriente dans la direction de la violence révolutionnaire. Ni la répression, ni la guerre ne pourront plus le freiner*" Mohammed Harbi, *La guerre commence...*, *op.cit.*, p.99.

L'événement "déclencheur" de la guerre d'Algérie, qui suit en fait, comme on vient de le voir, une longue série d'événements tout aussi importants, éclate le 8 mai 1945. Le PPA de Messali Hadj organisait à Sétif, le jour même de la capitulation de l'Allemagne, une manifestation nationaliste. L'événement tourna vite au massacre européen-algérien et fit plus d'une centaine de morts européens et plusieurs milliers (45 000 selon le FLN) de morts algériens<sup>120</sup>.

La France de la IV<sup>e</sup> République était mal outillée pour faire face à une guerre en Algérie. L'instabilité ministérielle chronique de ce régime, qui aura de 1947 à 1958 dix-huit gouvernements différents, favorisait les alliances éphémères surtout à partir de 1951 où une assemblée, très disparate (modérés, radicaux, socialistes, communistes, etc) sans réelle majorité, est élue<sup>121</sup>. De plus, le début des années 1950 plonge les gouvernements français dans le tourbillon de la décolonisation: en 1951 la crise tunisienne ébranle le protectorat français, en 1953 le Maroc connaît une vague de grèves et de manifestations réprimées énergiquement et en mai 1954 la France essuie une humiliante défaite à Diên Biên Phu qui met un terme à la guerre d'Indochine. L'idée d'une autre guerre en Algérie, "département" français, est donc inacceptable et écartée en 1954 par le gouvernement

---

<sup>120</sup> Fourchette généralement utilisée, voir Yves Courrière, *op.cit.*, p.38, Mohammed Harbi, *La guerre commence...*, *op.cit.*, p.16 et Gérard Fleury, *op.cit.*, p.26.

<sup>121</sup> Voir, Jean-Pierre Rioux, *La France de la IV<sup>ème</sup> République: t.2. L'expansion et l'impuissance 1952-1958*, Paris, Seuil, 1983, 382p.

du socialiste Pierre Mendès France (président du Conseil de juin 1954 à février 1955) qui accorde en juillet 1954 l'indépendance à la Tunisie:

*"Lorsque éclate l'insurrection algérienne de la Toussaint 1954, le réflexe quasi unanime en France est celui de l'indignation devant ce qui apparaît comme un coup gratuit et incompréhensible porté à une appartenance de l'Algérie à la France que personne, au sein des forces politiques organisées, n'entend remettre en cause. A ce moment "l'Algérie française" n'est pas un thème politique, mais une constatation"<sup>122</sup>.*

On comprend donc mieux la volonté, consciente chez certains et inconsciente chez d'autres, à ne voir dans les attentats de novembre 1954 qu'un incident de plus dans l'histoire coloniale de la France. Ainsi, les journaux québécois présentent, avec les mêmes caractéristiques que les médias français<sup>123</sup>, les premiers événements de la guerre d'Algérie. On remarque ainsi que l'apolitisme domine et qu'aucun commentaire n'accompagne les textes des agences de presse française et anglaise. La puissance militaire de la France est soulignée: *"En Algérie, 1000 soldats français déjà envoyés en renfort"* (*Le Devoir*, 3 novembre), *"Troupes françaises dépêchées en Algérie"* (*Le Soleil*, 2 novembre), *"French believed mastering Algeria's Army of God"* (*The Star*, 8 novembre), *"10 000 French carry fight to rebel lair"* (*The*

---

<sup>122</sup> Serge Bernstein, "La peau de chagrin de l'Algérie française", dans Jean-Pierre Rioux, dir. *La guerre d'Algérie et les Français*, Paris, Fayard, 1990, p.202.

<sup>123</sup> Nous avons repris les caractéristiques présentées par Benjamin Stora dans *La gangrène et l'oubli, la mémoire de la guerre d'Algérie*, Paris, La Découverte, 1991, pp.42-45.

Gazette, 10 novembre).

La guerre n'existe pas, l'anonymat des combattants est de mise, tout comme en France, les Algériens sont toujours appelés "rebelles" ou "terroristes": "*Les terroristes tuent 12 personnes en Algérie*" (*Le Devoir*, 2 novembre), "*Offensives à finir contre les rebelles en Algérie*" (*Le Soleil*, 8 novembre), "*French strafe Rebels*" (*The Star*, 4 novembre), "*Long algerian calm broken by terrorist*" (*The Gazette*, 2 novembre). La visite, à partir du 15 novembre 1954, de Pierre Mendès France au Canada contribue à attiser la curiosité des journalistes sur les événements français: "*juste avant son départ pour le Canada, Mendès France fait face à une crise sérieuse*" (*Le Devoir*, 13 novembre).

Le contenu des articles souligne le rôle des soldats français qui pacifient, contre les Algériens qui tuent et terrorisent. Les photos présentent généralement des soldats français ou des paysages de l'est algérien où les attentats furent nombreux. La presse québécoise se fonde en quelque sorte, à travers le traitement qu'elle accorde à la guerre d'Algérie, dans ce qui devient au cours du XXème siècle l'industrie internationale de la presse.

Notre échantillonnage de la presse québécoise ne concernant que l'année 1954. Il nous paraît utile ici de survoler rapidement les événements jusqu'en 1957. En effet, de 1954 à 1957, la guerre d'Algérie s'accélère et les attentats se multiplient. En août 1955 des massacres particulièrement sanglants changent le visage de la guerre:



"Des milliers de paysans armés de couteaux, de haches etc., et persuadés d'un soutien de l'aviation égyptienne, manifestent à la fois leur haine de l'étranger et leur rancœur à l'égard de ceux qui, dans le camp national, condamnent la violence. Bilan: 71 morts Européens et plusieurs algériens. Menée sous l'autorité d'un intellectuel, le Gouverneur général Soustelle, et inspirée de l'idée de la responsabilité collective, la répression fait 12 000 morts. Elle n'épargnera aucune couche de la société musulmane, pas même les alliés de la colonisation<sup>124</sup>".

L'année 1955 représente également "l'internationalisation du problème algérien<sup>125</sup>" car les délégués du FLN ont réussi d'abord à la conférence de Bandoeng (en avril 1955), puis à la dixième session de l'Assemblée générale de l'ONU (en septembre 1955) à présenter leur cause au monde entier et à recueillir l'appui des pays du Tiers Monde. De plus la France "découvre la guerre<sup>126</sup>" à travers les écrits de quelques intellectuels comme François Mauriac avec son "bloc-notes" à *L'Express* ou le livre qui fera scandale, publié par Francis Jeanson et sa femme, *L'Algérie hors la loi*, critique en règle de la politique coloniale française: "nous avons débordé en barbarie les barbares que nous venions civiliser<sup>127</sup>". La situation bascule vers une guerre bien réelle pour le gouvernement français et la France instaure en novembre

---

<sup>124</sup> Mohammed Harbi, *La guerre commence...*, op.cit., p.146

<sup>125</sup> Bernard Droz et Evelyne Lever, *Histoire de la guerre d'Algérie*, Paris, Seuil, 1982, p.85.

<sup>126</sup> A. Horne, *Histoire de la guerre d'Algérie*, Paris, Albin Michel (*A Savage War of Peace*, 1977), 1987, p.239. Son chapitre intitulé "l'intérêt du monde s'éveille" couvre les années 1956 à 1958, mais il doit souvent recourir à de nombreux éléments de l'année 1955 pour justifier son thème.

<sup>127</sup> Colette et Francis Jeanson, *L'Algérie hors la loi*, Paris, Seuil, 1955, p.32.

1955 l'état d'urgence en Algérie.

Les militaires sont chargés de "pacifier" l'Algérie et en 1956 de jeunes Français faisant leur service militaire, les appelés, sont envoyés en Algérie en renfort<sup>128</sup>. Cette jeunesse en guerre, du côté français mais aussi du côté algérien, a contribué à rendre le souvenir de la guerre d'Algérie particulièrement pénible pour les survivants, qui ont actuellement une cinquantaine d'années<sup>129</sup>.

La question algérienne devenait peu à peu l'enjeu central de l'élection des nombreux gouvernements de la IV<sup>e</sup> République. Ainsi, en janvier 1956, Guy Mollet, chef du parti socialiste français (la SFIO), devint président du Conseil et forma un gouvernement pour résoudre "cette guerre imbécile et sans issue"<sup>130</sup>. Un ministère spécial à l'Algérie fut créé et confié au général Catroux, militaire modéré partisan d'une politique de détente. Parallèlement, les premières négociations secrètes du gouvernement français avec le FLN débutèrent. Mais le gouvernement français avait toujours un temps de retard sur

---

<sup>128</sup> Les effectifs atteignent 450 000 hommes de 1957 jusqu'à la fin de la guerre. Bernard Droz, *op.cit.*, p.95.

<sup>129</sup> Cette situation, ainsi que la violence, l'inutilité de la guerre rétrospectivement pour certains, ont rendu très difficile le travail des historiens (souvent acteurs eux-mêmes ou ayant des membres de leur famille impliqués) pour bâtir une histoire de la guerre d'Algérie à partir des témoignages, d'autant plus que certaines archives sont encore inaccessibles aux chercheurs (le délai ayant été repoussé dans certains cas par le président Mitterrand).

<sup>130</sup> Guy Mollet dans le journal *Le Populaire*, cité par B.Droz, *op.cit.*, p.87.

l'évolution en Algérie et, en 1956 et 1957, le temps de la conciliation était bien terminé. L'échec des réformes du nouveau résident en Algérie Robert Lacoste, ainsi que l'expédition française à Suez en novembre 1956 contrastaient avec la détermination et l'organisation de l'ALN<sup>131</sup>.

L'année 1957 s'ouvre sur la bataille d'Alger (de janvier à septembre) où le général Massu est chargé de "nettoyer" et de "pacifier" la ville. Mais les résultats obtenus par les militaires en Algérie ne suffisent plus à contenir une vague de protestation contre la politique de la France. Les premières dénonciations de la torture<sup>132</sup> utilisée par l'armée française commencent à mobiliser les intellectuels français et, sur la scène internationale, la politique des gouvernements français "fantômes"<sup>133</sup> reçoit la critique d'un jeune sénateur américain, John F. Kennedy, qui exhorte les États-Unis à soutenir l'indépendance de l'Algérie<sup>134</sup>.

De 1954 à 1957, la situation en Algérie évolue vers une guerre que les différents gouvernements français semblent incapables

---

<sup>131</sup> L'Armée de libération nationale, suite au congrès de la Soummam en août 1956, fut réorganisée et confiée à un état-major unique dirigé par Belkacem Krim.

<sup>132</sup> Voir Bernard Droz, *op.cit.*, pp.160-161, et Marc Heurgon, *Histoire du P.S.U, la formation et la guerre d'Algérie 1958-1962*, Paris, La Découverte, 1994, p.150

<sup>133</sup> Guy Mollet et son gouvernement ont été renversés en mai 1957 et trois gouvernements se succèdent (Maurice Bourgès-Maunoury, Félix Gaillard, Pierre Pflimlin) jusqu'au retour du général de Gaulle le 1er juin 1958.

<sup>134</sup> A. Horne, *op.cit.*, p.256.

d'endiguer. La réaction de l'opinion publique française fut, selon les dernières recherches<sup>135</sup>, tardive et il faut attendre 1956-1957 pour que les intellectuels français s'intéressent véritablement aux événements et à leurs implications politiques et idéologiques. Cette première période, que nous avons choisie, d'abord par rapport à l'évolution de la réaction des intellectuels québécois face à la guerre d'Algérie, correspond aussi à une périodisation particulière des événements algériens et de leurs échos chez les intellectuels français.

### C. Un début d'intérêt pour la guerre d'Algérie: 1954-1957

La presse, comme on l'a vu précédemment dans la présentation générale s'intéresse, de 1954 à 1957, à l'événement et une quantité non négligeable d'articles de revues, 12% de la quantité totale, paraissent.

Les anglophones viennent en tête pour le nombre d'articles sur l'événement qui totalisent pour ces quatre années 18% de tous leurs

---

<sup>135</sup> Charles-Robert Ageron, "L'opinion française devant la guerre d'Algérie" dans *Revue française d'histoire d'outre-mer*, no 231 (avril-juin 1976), pp.256-285 et surtout Jean-Pierre Rioux et Jean-François Sirinelli (dir.), *La guerre d'Algérie et les intellectuels français*, *op.cit.*, et Jean-Pierre Rioux, *La guerre d'Algérie et les Français*, *op.cit.*

articles, contre 7% pour les francophones. Il nous semble intéressant de préciser que le nombre de pages écrites, de 1954 à 1957, constitue 17% du nombre total de pages de 1954 à 1964. L'analyse quantitative fait donc ressortir un intérêt restreint, mais significatif pour la guerre d'Algérie. Cependant, les sources radiophoniques et télévisuelles se sont avérées décevantes pour la période 1954-1957. En effet, ces émissions font appel à un contenu toujours informatif et similaire à celui des journaux, exception faite de l'émission de radio francophone *La revue de l'actualité* où, en 1957, on interrogea quelques hommes politiques français, de passage à Montréal, sur l'Algérie et la crise française<sup>136</sup>.

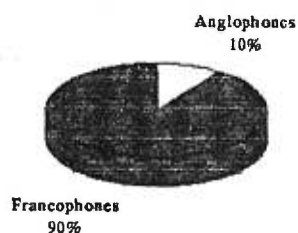
L'étude de la présentation de la guerre d'Algérie, dans les journaux en 1954 (figure 8), fait ressortir la grande différence entre *Le Devoir* et les autres journaux, ainsi que la faible présence de l'événement dans les journaux anglophones à l'inverse des revues anglophones:

---

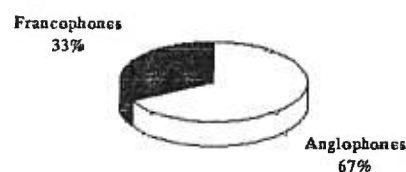
<sup>136</sup> Tels Guy Mollet le 17/04/1957, René Coty le 09/07/1957, Robert Lacoste le 08/10/1957, interrogés pendant une dizaine de minutes par le journaliste A. Guillet sur leurs analyses, très officielles, de la politique du gouvernement français.

Figure 8

**% de la surface des articles de journaux sur l'Algérie en 1954**



**% du nombre d'articles de revues sur l'Algérie 1954-1957**



Il n'est pas excessif de penser, même si aucune étude précise n'a été faite, que c'est dans les années 1950 que le terme "décolonisation du Québec" a commencé à être employé dans le sens moderne, c'est-à-dire décolonisation politique. Jusque là, l'histoire des idéologies au Québec fait surtout référence aux débats entourant la colonisation, le libéralisme, le nationalisme, etc.

Les Québécois n'ont pas, bien-sûr, subitement découvert en 1954 le besoin ou la nécessité de se libérer d'une tutelle, culturelle ou politique, qu'elle soit française ou canadienne-anglaise<sup>137</sup>. Plus précisément, l'interrogation autour du terme "colonie"<sup>138</sup>, si présente dans les années 1960, prend ses racines bien avant la Révolution

<sup>137</sup> La littérature des Canadiens-français regorge de débats autour des thèmes de l'appartenance, de l'origine, des différents aspects de la lutte politique et autres sujets qui s'insèrent dans ce que l'on peut appeler "la question nationale".

<sup>138</sup> Raymond Barbeau, *Le Québec est-il une colonie ?*, Montréal, Ed. de l'Homme, 1962, 158p.

tranquille. R. Giroux remarque, par exemple, que certains intellectuels québécois francophones se désolaient dans les années 1930 de: "l'absence d'un groupe social homogène capable de produire et de proposer un discours idéologique qui permettrait de nous définir autrement que comme des coloniaux intellectuels de la France"<sup>139</sup>.

Même si le groupe sera loin d'être homogène, comme on le verra, les intellectuels s'intéressent à partir des années 1950 au discours de la décolonisation et peut-être, d'abord, à l'idéologie politique de la décolonisation. Le travail des intellectuels québécois de l'entre-deux-guerres<sup>140</sup> et surtout d'un Lionel Groulx, contribuèrent à placer l'idée de Nation et plus encore, la conservation de ses racines françaises, au centre du débat idéologique. Cependant, les prémisses de ce qui sera le grand débat autour du "national" versus "l'international" dans les années 1960, se situent bien avant la date magique de 1960<sup>141</sup>. Ainsi, pour ne citer qu'un article particulièrement significatif, dans un petit éditorial de 1953, l'équipe de *L'Action nationale*, dirigée par André Laurendeau, associait le nationalisme "à

---

<sup>139</sup> Robert Giroux, "Notion et ou fonction de la littérature nationale québécoise 1930-1975", dans *Littérature, histoire, idéologie (Québec-Haïti)*, Université de Sherbrooke, 1980, p.29

<sup>140</sup> Voir la thèse de Catherine Pomeyrols, *Les intellectuels québécois: formation et engagements 1919-1930*, Paris, L'Harmattan, 1996, 537p.

<sup>141</sup> Voir par exemple, Yvan Lamonde, "Conscience coloniale et conscience internationale dans les écrits publics de Louis-Joseph Papineau 1815-1839", *RHAF*, 51-1 (été 1997), pp.3-37.

*un humanisme; nous avons toujours vu en lui le chemin le plus lucide et le plus fécond, à la fois, vers un authentique internationalisme*<sup>142</sup>". Le nationalisme comme idéologie d'après-guerre n'avait pas bonne presse, les souvenirs de l'hitlérisme et de l'holocauste donnaient des armes à ceux qui refusaient toute idéologie nationale. *L'Action nationale* vilipendait ceux qui:

*"avaient une tendance à confondre le nationalisme au Canada français avec certaines entreprises qui, en Europe, se sont couvertes de ce nom, à y voir des figures d'un racisme qu'évidemment, faut-il le répéter, nous abhorrons tout comme eux*<sup>143</sup>".

La nouvelle "droite" québécoise, qu'on appellera aussi néo-nationaliste, représentée par *L'Action nationale* et *Le Devoir*, s'intéresse donc au début des années 1950 à l'internationalisme, peut-être suite à la lecture de la revue française *Esprit*, et se sert, en quelque sorte, de cet argument pour prendre ses distances avec *"un nationalisme qui serait essentiellement réaction, conservatisme et xénophobie*<sup>144</sup>". L'éditorial se termine sur une invitation à méditer la phrase de Jean Jaurès (socialiste français célèbre): *"Un peu d'internationalisme éloigne de la patrie; beaucoup y ramène*<sup>145</sup>"...

---

<sup>142</sup> Editorial de janvier 1953, "Humanisme et patrie", *L'Action nationale*, dans "50 années de nationalisme positif", *L'Action nationale*, no 7-8 (mars-avril 1963), p.775.

<sup>143</sup> *Ibid.*

<sup>144</sup> *Ibid.*

<sup>145</sup> *Ibid.*, p.776.



Les jalons d'une réflexion autour de l'intérêt international sont donc posés à *L'Action nationale* avant la guerre d'Algérie, même si aucune définition n'accompagne le concept "d'internationalisme".

On a donc vu avec l'analyse quantitative qu'un nombre non-négligeable d'articles sur la guerre d'Algérie sont parus au Québec entre 1954 et 1957. Les enjeux de cette guerre sont encore liés à la place et au rôle de la France dans le monde. Il reste à analyser le contenu des textes concernant la guerre d'Algérie de cette période pour expliquer l'intérêt québécois face aux démêlés de la France "mère patrie".

## II- L'ALGERIE: LA GUERRE DE LA FRANCE "MERE PARTIE"

Il n'existe pas vraiment, comme on l'a vu plus haut, de différence marquante dans le traitement de l'événement entre journaux anglophones et francophones (si ce n'est une place plus réduite accordée par *The Star* et *The Gazette*). Les articles de la presse quotidienne en 1954 reflètent plus l'aspect sensationnaliste des débuts de la guerre d'Algérie plutôt qu'un réel effort d'explication de l'événement. Par contre, l'analyse des articles de revues anglophones et francophones démontre dès 1954, une analyse et une présentation très différentes.

A. Tir groupé anglophone contre la politique française ?

Trois des sept revues anglophones étudiées, publient des articles à partir de 1954 sur les événements algériens. Certains se livrent à une critique en règle du gouvernement français, pour des raisons d'ailleurs parfois différentes, d'autres par contre sont beaucoup plus positifs. Les anglophones semblent particulièrement intéressés à la guerre d'Algérie, car elle implique leur allié dans l'OTAN: la France.

1) Risque d'affaiblissement français sur la scène internationale.

Le *Saturday Night*, magazine hebdomadaire de Toronto qui a su se tailler une place de choix chez les lecteurs anglophones partout au Canada et devenir "un magazine d'opinions, souvent critiques, traitant surtout de questions touchant le Canada"<sup>146</sup> s'intéresse à la politique française.

En 1954, avant même les événements de novembre en Algérie, dans la page "Foreign Affairs", les difficultés qui attendent Pierre Mendès-France (élu président du Conseil le 17 juin 1954) sont scrutées à la loupe<sup>147</sup>. Dans cet article, le journaliste présente l'inquiétude des

---

<sup>146</sup> Jack L. Granastein, "Saturday Night", *Encyclopédie du Canada*, Montréal, A. Stanké, 1987, p.1780.

<sup>147</sup> "Decline of France Shakes the World", Willson Woodside, *Saturday Night*, 3 juillet 1954, p.11.

Canadiens face au déclin français sur la scène internationale. Malgré la bonne volonté de Pierre Mendès-France, de nombreux problèmes l'attendent: la guerre indochinoise, l'Afrique du Nord et la question de l'armement européen. Alors que Mendès-France s'apprête à accorder l'autodétermination au Maroc et à la Tunisie et donc à réduire encore le poids de la France dans le monde, le journaliste s'inquiète de l'Europe peu "atlantique" de Mendès-France qui préfère une alliance avec l'Angleterre plutôt qu'avec l'Amérique<sup>148</sup>. On pourrait penser en caricaturant que "*They can't even govern themselves, so how can they expect to govern others?*"<sup>149</sup>. Le journaliste conclut sur le rôle stratégique que joue la France, tant sur le front européen qu'asiatique, au sein de l'OTAN et qu'un déclin de la France aurait des répercussions très graves sur la politique du bloc de l'ouest à laquelle le Canada adhère dans l'OTAN.

Cet article, assez incisif mais relativement visionnaire puisque quelques temps plus tard la France perdra, en effet, les restes de son empire colonial, s'inspire de l'analyse politique traditionnelle des

---

<sup>148</sup> Et l'alliance avec les États-Unis devient fondamentale pour le Canada après 1945: "*Au cours de la Deuxième Guerre mondiale, les États-Unis remplacèrent la Grande-Bretagne comme garant de la sécurité du Canada(...). Cette alliance cadrerait fort bien avec la perception internationaliste qui s'accentuait au Canada et la relation qu'on y faisait entre la sécurité du Canada et la stabilité générale*", J. J. Sokolsky "Le Canada, les États-Unis et l'OTAN: l'histoire de deux piliers" dans *Le Canada et l'OTAN...*, op.cit., pp 86-87.

<sup>149</sup> Willson Woodside, *loc.cit.*

gouvernements canadien et américain<sup>150</sup> sur la situation française. Le journaliste du *Saturday Night* cite un commentaire du correspondant à Paris de la revue américaine le *Christian Science Monitor* qui présentait, de la même façon que le gouvernement américain, la France comme une puissance qui ne cessait de décliner et qui vivait manifestement une crise parlementaire dangereuse.

L'intérêt que manifestent les Canadiens vis-à-vis de la France pendant la guerre froide, s'explique par le nouveau rôle que le Canada veut jouer sur le scène internationale<sup>151</sup>. La participation du Canada à l'OTAN en 1949, rend les Canadiens sensibles à toute forme d'instabilité européenne et renforce "la conscience d'une solidarité de destin avec l'Europe occidentale"<sup>152</sup>. Les problèmes coloniaux de la France intéressent donc les lecteurs du *Saturday Night*, pas tant pour en connaître tous les détails, que pour leurs répercussions sur l'avenir de la France comme allié stable du Canada.

---

<sup>150</sup> Voir pour l'étude de la vision officielle du Canada et des Etats-Unis vis-à-vis de l'OTAN et de la France, J. J. Sokolsky, "Le Canada, les Etats-Unis et l'OTAN..." *loc.cit.*

<sup>151</sup> Voir sur la politique canadienne et l'OTAN; John Holmes, *The Shaping of Peace : Canada and the Search for World Order 1943-1957*, vol 2, Toronto, University of Toronto Press, pp 229-236. "Le Canada et la guerre froide" John Holmes dans *Le Canada et le Québec...*, Paul Painchaud dir., *op.cit.*,. Paul Létourneau dir. *Le Canada et l'OTAN après 40 ans 1949-1989*, Québec, CQRI, 1992, 215p.

<sup>152</sup> Paul Létourneau, "Les motivations originales du Canada lors de la création de l'OTAN" dans *Le Canada et l'OTAN*, P.Létourneau dir. *op.cit.*, p.61

L'année suivante, en 1955, alors que la crise algérienne a éclaté au grand jour, le *Saturday Night* poursuit la même analyse, dans un article un peu plus fourni<sup>153</sup>. Si le journaliste reconnaît que la crise en Afrique se généralise (Afrique du Sud, Afrique de l'est, etc.), il pointe l'Afrique du Nord et en particulier l'Algérie comme l'endroit où "*the most critical events have been taking place*"<sup>154</sup>. L'historique de la politique française en Afrique du nord, dressé dans l'article, souligne les nombreuses contradictions de la politique d'intégration française en Algérie. L'autonomie algérienne représente le compromis que la France devra tôt ou tard accepter. Le journaliste réitère à la fin de l'article, l'enjeu stratégique de la crise sur la France et ses alliés :

*"For this reason (the region is vital to the defense of France and Western Europe) American and British policy towards the French cause in North Africa will have a deep effect on Franco-American relations and the whole of NATO system"*<sup>155</sup>.

Le *Canadian Business*, qui est une des rares revues montréalaises anglophones, donne également une analyse très officielle de la situation à ses lecteurs (des hommes d'affaires, principalement) et ne présente guère d'originalité par rapport aux idées des analystes ontariens. Cependant, un article assez long (4 pages) trace un bilan

---

<sup>153</sup> "Crisis in Africa", Adrian Liddell Hart, *Saturday Night*, 23 juillet 1955, pp.9-10.

<sup>154</sup> *Ibid.*, p.9.

<sup>155</sup> *Ibid.*, p.10.

assez inquiétant de la situation française en 1955<sup>156</sup>, une année, en effet, assez difficile pour le gouvernement français qui voit le FLN représenté à l'ONU et qui ordonne l'état d'urgence en Algérie.

Le journaliste fait un survol de la politique française depuis 1945 et précise que même si quelques idées intéressantes sont nées en France (le plan Schuman et la CECA) "*its unique potentialities are so often cancelled out by the shortcomings of French policies, external as well as internal*"<sup>157</sup>. L'auteur précise qu'il tire son analyse du très sérieux "Canadian Institute of International Affairs". L'analyse des motivations françaises, elle aussi présentée de façon stratégique, laisse peu de place aux enjeux humains de la crise algérienne. Ainsi, la France se cramponne à ses colonies pour essayer de sauver ce qui lui reste de son prestige passé: "*France believes colonies give strength and prestige*"<sup>158</sup> et pour sauver sa stabilité et celle de ses partenaires "*it calls for a willingness on the part of France as a nation to adjust its aspirations to its capacities*"<sup>159</sup>...

Après une année de silence, le *Saturday Night* propose en 1957,

---

<sup>156</sup> "A United France is Needed for a Strong Western Alliance", Edgar McInnis (historien de Toronto), *Canadian Business*, mars 1956, pp.100-104

<sup>157</sup> *Ibid.*, pp.100-101

<sup>158</sup> *Ibid.*, p.103.

<sup>159</sup> *Ibid.*, p.104.

un grand article (4 pages) avec de nombreuses photos sur l'Algérie<sup>160</sup>. Le sous-titre de l'article paraît alléchant pour les lecteurs: "*Canadians have a special concern for French colonial dilemma which is today a dramatic and bitter experience*"<sup>161</sup>. Le journaliste évoque, au début de l'article, que les Canadiens estiment que la France est une des inspirations européennes de leur propre société bi-culturelle, se gardant bien de préciser que c'est la mère patrie de nombreux francophones. La position du journaliste face à l'indépendance de l'Algérie ne semble pas encore claire. Il comprend d'un côté les revendications des musulmans, une des photos montrant "*native living conditions are crowded and miserable. Food is sold from baskets in the Casbah of Algiers*"<sup>162</sup> et il tente un lien avec le Canada qui lui aussi "*is the product of political evolution to independence*"<sup>163</sup>. Mais, d'un autre côté, il essaie de montrer pour la première fois le drame humain des Français qui considèrent l'Algérie comme un département mais qui ont échoué dans leurs tentatives d'intégrer les Arabes dans la vie économique et politique.

Quelques commentaires évoquent, également, le drame des Français d'Algérie installés depuis plusieurs générations dans un pays qui ne semble plus les accepter. Il précise que même si la comparaison est

---

<sup>160</sup> Maxwell Cohen, "Algeria: Pride Without Prejudice", *Saturday Night*, 22 juin 1957, pp.10-11, 36-37.

<sup>161</sup> *Ibid.*, p.10.

<sup>162</sup> *Ibid.*, p.11.

<sup>163</sup> *Ibid.*, p.10

tentante avec les pays du Commonwealth, la situation franco-algérienne présente des aspects très différents. Notamment, la présence d'une forte minorité blanche en Algérie, les pieds-noirs, installés depuis plus de 100 ans et qui ont des intérêts économiques et familiaux dans le pays.

La présentation des scénarios catastrophes qui attendent les Français s'ils s'entêtent à refuser de négocier: "*then impossible choice will have to be made between an Algerian Apartheid, a European withdrawal or a fight to extermination*"<sup>164</sup>, démontre l'importance d'une résolution pacifique du conflit. Mais, les anglophones ne sont pas prêts, ainsi que le gouvernement canadien à la même époque<sup>165</sup>, à intervenir dans cette crise considérant que les membres de l'OTAN doivent se tenir à l'écart des événements.

Mais à la différence du gouvernement canadien, qui a préféré jouer la carte du compromis et de la négociation avec Nasser lors de la nationalisation du canal de Suez en 1956, le journaliste du *Saturday*

---

<sup>164</sup> *Ibid.*, p.37

<sup>165</sup> La politique internationale du Canada, dirigée par Lester B. Pearson (ministre des Affaires extérieures) jusqu'en 1956, repose sur "l'apaisement" aussi bien avec l'URSS que lors de conflits, comme la guerre de Corée en 1950 ou la crise de Suez en 1956. Le Canada tentait de jouer un rôle de médiateur, ce qui valu en 1957 le prix Nobel de la paix à Lester B. Pearson. Cela fut aussi une des raisons de sa chute ainsi que celle du gouvernement canadien de Louis St-Laurent à qui l'opinion publique reprochait de ne pas avoir soutenu l'Angleterre, la mère patrie des Canadiens, lors de la crise de Suez en 1956.



*Night* adopte un ton très critique au sujet du rôle de Nasser dans la révolte algérienne: "Algerian Muslims with Nasser's cruel and cynical guidance have chosen the short and deadly road to independence rather than the longer path to an accommodating sovereignty"<sup>166</sup>.

Au fond, ces articles réagissent plus à la perte de puissance de la France qu'à la guerre d'Algérie comme telle. La guerre d'Algérie ne représente finalement qu'une péripétie de plus, peut-être plus forte que les autres, dans les problèmes coloniaux de la France qui risquent d'ébranler l'OTAN. Les journalistes ne se gênent donc pas pour critiquer le gouvernement français, qui en plus d'être dirigé par des socialistes (Pierre Mendès-France et Guy Mollet) accorde une place trop importante aux communistes à la chambre. C'est principalement pour cette raison, et on a vu la place accordée aux conséquences européennes de la crise algérienne dans ces revues, que certains magazines anglophones couvrent l'événement.

## 2) La France dans la crise algérienne

Une deuxième analyse anglophone de la situation française se retrouve dans le magazine torontois *The Canadian Forum*. Ce magazine, créé en 1920 au sein de l'Université de Toronto, devient vite la revue progressiste généralement de gauche des universitaires et intellectuels

---

<sup>166</sup> Maxwell Cohen, *loc.cit.*, p.37.

anglophones (comme Frank Scott, Eugene Forsey, Ramsay Cook etc.)<sup>167</sup>. Malgré la diversité des opinions émises par les journalistes pigistes<sup>168</sup> au sujet de l'Algérie, il n'y a pas de critique systématique du gouvernement français. Au contraire, on trouve souvent des commentaires encourageants sur la politique de Guy Mollet face à la crise qui ébranle la France. On retrouve d'ailleurs cette relative confiance envers les gouvernants français, en 1954, dans les premiers articles du journal *The Gazette*. Plusieurs articles font état d'un certain optimisme face à la crise qui semble secouer la France en Algérie. Le six novembre 1954, *The Gazette* titre que "French patrols harassing terrorists in Mountains"<sup>169</sup>. Le journal présente également le travail des soldats français plus que la situation de crise qui s'installe en Algérie: "French police seek clues to terrorism in Algeria"<sup>170</sup>.

du Forum

Les trois premiers articles <sup>du Forum</sup> parus en 1956 et 1957, traitent directement de la guerre d'Algérie et de la politique française. Les journalistes soutiennent globalement les revendications des Algériens, comme leurs collègues de revues plus conservatrices. Le drame de

---

<sup>167</sup> Jack L. Granastein, "Canadian Forum", *Encyclopédie du...*, *op.cit.*, p.295.

<sup>168</sup> Ces journalistes ne font pas partie de l'équipe éditoriale régulière de la revue, qui pourrait difficilement se payer des correspondants étrangers, mais ils envoient à l'occasion des textes sur la situation française. Nous savons qu'au moins deux d'entre eux, Jean Laponce et P. van der Esch, envoient leurs textes de Paris.

<sup>169</sup> *The Gazette*, 6 novembre 1954, p.4.

<sup>170</sup> *The Gazette*, 8 novembre 1954, p.2.

l'Algérie qui n'existe pas comme "entité" et qui ressemble à une chose indéterminée qui s'est perdue dans la France<sup>171</sup>, explique que le nationalisme algérien soit considéré comme une forme de trahison par les Français. Ainsi, lorsque les journalistes dressent l'historique de la présence française en Algérie, ils soulignent la différence entre le rêve d'une Algérie française et la réalité assez sordide pour 8 millions d'Arabes<sup>172</sup>. Une des journalistes précise qu'il existe à la fois de l'amitié et de l'incompréhension entre les deux "races" mais que le mépris est venu de la supériorité culturelle que les Français pensaient avoir<sup>173</sup>. Enfin, la situation en Algérie exige un changement rapide: *"in any case, the political status of Algeria will have to undergo changes, and social and economic reforms will have to be carried out"*<sup>174</sup>.

Mais, réduire l'analyse de la réaction des anglophones à leur sentiment anti-français<sup>175</sup> serait ici une erreur. Car loin de condamner la politique des gouvernements français, comme les autres revues le font, le *Canadian Forum* opte pour une attitude beaucoup plus

---

<sup>171</sup> G.H (?), "Algeria: The Problem of Non-Existence", *The Canadian Forum*, mars 1956, p.266.

<sup>172</sup> Doris Febvre, "French opinion and The North African Crisis", *The Canadian Forum*, mai 1956, p.31.

<sup>173</sup> *Ibid.*, p.32.

<sup>174</sup> *Ibid.*

<sup>175</sup> Comme le fait Jean Gobeil, *L'affaire de Gaulle et la presse canadienne*, mémoire (science-politique), Université d'Ottawa, 1969, p.188-189

sympathique face à la politique française. Les efforts des leaders socialistes français pour trouver des solutions sont appréciés : *"Mollet, with the aid of Mendès-France, probably has the best chance, the best opinions and a strong will, out of which a solution could come. If he stays in power."*<sup>176</sup>

Les journalistes saluent en fait le changement de ton de la France qui, à partir de 1956-1957, commence des négociations "secrètes" avec certains Algériens. L'ambiguïté de la situation *"to force a socialist government, elected largely on a platform of peace in North Africa, to carry on its present policy of war"*<sup>177</sup> n'avait d'ailleurs pas échappé à la journaliste anglophone au début de 1956.

En novembre 1957, le politologue Jean Laponce publie un article très favorable au projet de "loi cadre" de Bourguès-Maunoury qui est alors critiqué et refusé en France<sup>178</sup>. Cette nouvelle loi, dont le créateur n'est pas le président du Conseil Maurice Bourguès-Maunoury comme l'article le laisse entendre mais le ministre résident à Alger Robert Lacoste, proposait une sorte de partition de l'Algérie en cinq parties avec une assemblée fédérative. Ce projet socialiste: *"the federal features of the "loi-cadre" had been wanted by the left wing,*

---

<sup>176</sup> G.H, *loc.cit.*, p.267.

<sup>177</sup> Doris Febvre, *loc.cit.*, p.32.

<sup>178</sup> La loi cadre ne sera adoptée que le 31 janvier 1958 et rejetée aussitôt par le FLN.

in particular the Socialists<sup>179</sup>, trouve un écho assez favorable dans l'article:

*"The advantage of a partition of Algeria along racial and territorial lines would be to leave the future open to two different solutions: (a) the setting up of a French speaking Algeria with the Sahara as its hinterland (...), (b) the creation of a Federal Algeria in which Moslems and French settlers would co-govern<sup>180</sup>".*

Le journaliste soutient ce projet de loi cadre, probablement car il émane des socialistes français mais aussi, car il voit en lui un premier pas vers l'indépendance algérienne (ce qui ne sera pas le cas). Il souligne cependant les difficultés qui attendent le gouvernement: *"the main drawback of such a partition plan is that the carving out of purely French-speaking regions is impossible<sup>181</sup>"*, mais le fait que pour la première fois le FLN ait accepté le principe d'une négociation semble encourageant.

Une certaine ambiguïté, entre le soutien au gouvernement français et le soutien aux Algériens que le journaliste appelle encore *"the Algerian rebels<sup>182</sup>"*, persiste dans les articles du *Canadian Forum*. Même si globalement nous savons que la lutte pour la décolonisation entraîne

---

<sup>179</sup> Jean Laponce, "Partition for Algeria", *The Canadian Forum*, novembre 1957, p.175.

<sup>180</sup> *Ibid.*

<sup>181</sup> *Ibid.*

<sup>182</sup> *Ibid.*, p.176.

la sympathie des anglophones<sup>183</sup> et à fortiori des anglophones de gauche, la plus progressiste de nos revues anglophones ne prend pas position clairement en faveur de l'indépendance algérienne entre 1954 et 1957. On peut expliquer cette retenue d'abord par le fait que la guerre d'Algérie est encore un événement récent et l'analyse ne fait que commencer. Mais également par l'idéologie politique de la gauche canadienne qui n'a pas encore "ré-intégré" à son discours la rhétorique marxiste de la décolonisation des peuples<sup>184</sup>. La pacification de l'Algérie et un succès de la politique socialiste française semblent plus importants qu'une hypothétique indépendance algérienne.

D'ailleurs, l'analyse qui ressort du *Canadian Forum* tient peu compte du rôle international de la France, de l'OTAN et des répercussions de la crise algérienne sur le Canada. Les journalistes s'intéressent plus à la politique du gouvernement socialiste et à ses chances de parvenir à une solution rapide. Ainsi, en décembre 1957, un article traite quasi exclusivement de la crise intérieure française<sup>185</sup> et de ses origines, l'Algérie mais aussi les incessants démêlés avec

---

<sup>183</sup> Voir Bernard Wood, "Canadian Policies on North-South Relations", dans Paul Painchaud, dir. *De MacKenzie King...*, op.cit., pp.129-141.

<sup>184</sup> "However, in Canada as in most of the Western world, the appeal of marxism waned during the Second World War, and fell further with the upsurge in the economy and with the extension of Russian influence into Eastern Europe after the War", William Christian et Colin Campbell, *Political Parties and Ideologies in Canada*, Toronto, McGraw-Hill Ryerson, 1990 (1973), p. 219.

<sup>185</sup> Patricia Van der Esch, "Crisis in France", *The Canadian Forum*, décembre 1957, pp.202-203.

les communistes et les poujadistes à l'Assemblée: "*and imposing party discipline so that united front is presented against the Communists and Poujadists when it comes to a vote in the Assembly*"<sup>186</sup>.

Nous remarquons donc le peu d'homogénéité des réactions anglophones face à la guerre d'Algérie, exceptée une certaine sympathie envers les revendications des Algériens. Les revues conservatrices calquent leur analyse sur le discours officiel du Canada face à l'Europe et surtout à l'OTAN et condamnent la politique française en Algérie comme facteur d'instabilité européenne. Les anglophones plus progressistes soutiennent les tentatives du gouvernement socialiste français en Algérie et présentent souvent des analyses plus fouillées de la situation française. Il n'y a donc pas de "tir groupé" anglophone contre la France avant l'arrivée du général de Gaulle au gouvernement. Nous n'avons pas non plus retrouvé d'analyse biaisée de la situation française à cause de l'exemple du Commonwealth<sup>187</sup>. De plus, il existe avant 1958 un intérêt pour la guerre d'Algérie dans les revues anglophones, chacune ayant ses raisons pour s'y intéresser, ce que l'on ne perçoit pas forcément avec l'étude des quotidiens canadiens<sup>188</sup>. A l'inverse des journaux anglophones qui noient en quelque sorte l'information sur la guerre d'Algérie dans le flot des nouvelles

---

<sup>186</sup> *Ibid.*, p.203.

<sup>187</sup> Voir Sylvie Guillaume: "*L'influence du Commonwealth est évidente. Elle ne permet guère d'apprécier l'acuité du problème de la décolonisation dans le cadre français*", dans *Les Québécois et la vie...*, *op.cit.*, p.226.

<sup>188</sup> *Ibid.*, p. 224.

internationales, les revues y accordent une analyse assez régulière.

#### B. Les francophones défendent la "mère partie"

De 1954 à 1957, seulement deux articles de revues francophones traitent de la guerre d'Algérie. Mais ce faible nombre est surtout dû au fait que seulement deux de nos revues (trois avec *Laurentie*, créée en 1957) existent à l'époque. Contrairement aux revues anglophones, il existe une certaine similarité chez les francophones dans leurs réactions face aux événements algériens et aux déboires de la France jusqu'en 1957. Ils soutiennent la France, refusant pour certains de condamner directement les gouvernements français mais le font-ils pour les mêmes raisons?

Les termes "droite" et "gauche", bien qu'européens et peu utilisés en général par les historiens québécois qui se méfient des réalités qu'ils peuvent couvrir au Québec, sont employés très souvent par les intellectuels québécois en 1956 et 1957<sup>189</sup>. Un débat fait rage suite aux écrits de Robert Rumilly sur "l'infiltration gauchiste" dont

---

<sup>189</sup> Ce qui vient confirmer, au moins pour cette période, l'idée qu'émettait Pierre Trépanier; *"De tout cela, on peut conclure qu'il est vain de récuser le clivage droite-gauche en histoire des idées au Canada français: les faits contredisent trop clairement une telle position"*, "Notes pour une histoire des droites intellectuelles canadiennes-françaises à travers leurs principaux représentants 1770-1970", *Les cahiers des dix*, no 48 (1993), p.135.



seraient victimes certaines institutions québécoises<sup>190</sup>. Certains se sentent visés par l'accusation et ripostent dans différentes revues à Robert Rumilly, notamment à *Cité Libre*<sup>191</sup>. Nous pensons que les réactions aux débuts de la guerre d'Algérie, chez les francophones, sont à replacer dans ce contexte de débat autour d'une gauche et d'une droite au Québec.

### 1) *Cité Libre* et le soutien à la gauche

Un seul petit article publié par *Cité Libre*<sup>192</sup> en décembre 1955<sup>193</sup> est consacré directement à l'Algérie. Il ne s'agit pas ici d'un article reportage comme les anglophones le font dans leurs revues, mais plutôt d'une prise de position face à la condamnation internationale de la

---

<sup>190</sup> Robert Rumilly, *L'infiltration gauchiste au Canada français*, Ottawa, édité par l'auteur, 1956, 174 p. Voir sur le débat droite-gauche au Québec un résumé dans Pierre Trépanier, "Notes pour une histoire des droites...", *loc.cit.*, pp.129-135.

<sup>191</sup> Pierre Charbonneau, "Défense et illustration de la gauche", *Cité Libre*, novembre 1957, pp.26-46.

<sup>192</sup> *Cité Libre* est une revue mensuelle créée en 1950 par une équipe de jeunes intellectuels issus du mouvement de la Jeunesse étudiante catholique (JEC). Pierre E. Trudeau et Gérard Pelletier la dirigent. Leur critique du clergé, du nationalisme traditionnel canadien-français et du conservatisme, en ont fait le centre de l'opposition au régime duplessiste. À partir de 1960, l'influence de la revue diminue et les dissensions internes autour du socialisme et du nationalisme au Québec éclatent.

<sup>193</sup> R.B (certainement Réginald Boisvert, journaliste et ancien rédacteur de la revue *Front Ouvrier*), "Haro sur la France", *Cité Libre*, décembre 1955, pp.37-38.

politique française en Algérie: "les dénonciations universelles dont la France est victime nous sont pénibles à nous aussi"<sup>194</sup>. L'auteur précise qu'il faut dissocier les politiques des gouvernements français "qui ont souvent péché lourdement en Algérie, au Maroc, etc."<sup>195</sup> de la population française qui n'a pas voulu cette guerre et qui effectivement dès 1956 choisissait à 58% la négociation pour l'indépendance plutôt qu'une guerre de répression<sup>196</sup>.

Le journaliste ne fait guère preuve d'originalité puisqu'il reprend les commentaires de la revue française *Esprit*<sup>197</sup> sur ceux qui, comme les États-Unis, l'Angleterre et les Soviétiques, critiquent la politique coloniale française oubliant de balayer devant eux<sup>198</sup>. Le ton mêle la condamnation de ce qui semble bien être une guerre mais

---

<sup>194</sup> *Ibid.*, p.38.

<sup>195</sup> *Ibid.*, p.37

<sup>196</sup> Charles-Robert Ageron, "L'opinion française devant la guerre d'Algérie", *Revue française d'Histoire d'Outre-Mer*, no 231 (1976), pp.262-263.

<sup>197</sup> La revue *Esprit* fondée en 1932 par le philosophe et politicien Emmanuel Mounier, instigateur d'un catholicisme ouvert à la gauche et de la théorie du personnalisme qui plaçait l'homme au centre du monde, publia en novembre 1955 un numéro spécial consacré à la guerre d'Algérie: "Arrêtons la guerre d'Algérie" s'inspirant d'une prémonition d'Emmanuel Mounier qui prévoyait en 1947 une guerre prochaine en Algérie dans une série d'articles intitulés "Prévenons la guerre d'Afrique du Nord". La revue est dirigée jusqu'en 1950 par Emmanuel Mounier, puis à sa mort par Albert Beguin (1950-1957), puis par Jean-Marie Domenach (1957-1976).

<sup>198</sup> Réginald Boisvert cite un passage de l'éditorial d'*Esprit*: "Une affaire intérieure", novembre 1955, pp.1641-1648.

aussi la sympathie envers le peuple français qui:

*"N'a rien fait que n'ont fait les autres (dites, comment est mort Louis Riel) et qui, plus que les autres, s'efforce de voir clair en lui-même, de démasquer l'hypocrisie de ses propres gouvernements<sup>199</sup>".*

Tout comme l'équipe d'*Esprit* qui prend, dans un premier temps, prudemment parti pour: *"Une issue politique, mais une seule: remplacer un système politique et économique fondé sur la suprématie raciale par une association librement débattue et librement consentie<sup>200</sup>".*

L'influence des mentors<sup>201</sup> de *Cité Libre* peut expliquer cette position qui cherche à ménager la France mère patrie tout en reconnaissant le besoin de liberté de tout peuple et les piètres

---

<sup>199</sup> Réginald Boisvert "Haro sur la France", *loc.cit.*, p. 38

<sup>200</sup> Éditorial, *Esprit*, novembre 1955, p.1648

<sup>201</sup> "Ce que nous avons emprunté au personnalisme et à la revue *Esprit*? Je suis tenté de répondre: tout et rien. Nous nous sommes imbibés du personnalisme en lisant Mounier, Landsberg et leurs collaborateurs", Gérard Pelletier dans Yvan Lamonde, *Cité Libre, une anthologie*, Québec, Stanké, 1991, p.10. Sur les liens, bien connus maintenant, d'*Esprit* et de *Cité Libre* voir Bernard Fournier, *Mouvements de jeunes et socialisation politique. La dynamique de la JEC à l'époque de G. Pelletier*, maîtrise (histoire), Université Laval, 1988; C.Roy, "De La Relève à *Cité Libre*: Avatars du personnalisme au Québec", *Vice Versa*, no 17 (décembre 1986/janvier 1987), pp.14-16; Lee S.Rotherdam, "Quebec's Loudhailers: a Conflict of Nationality in the Journal *Esprit*", *British Journal of Canadian Studies*, 8,2, (1993) pp.191-210 et sur le syndicalisme; Simon Lapointe, *L'influence de la gauche catholique française sur l'idéologie de la CTCC-CSN 1948-1963*, maîtrise (histoire), Université de Montréal, 1995, 194 p.

performances d'une certaine gauche au pouvoir en France. La position d'*Esprit*, revue catholique de gauche, était très critique en 1955 vis-à-vis de la politique répressive du socialiste Pierre Mendès-France en Algérie:

*"Si l'Algérie n'est pas la France, c'est d'abord parce que la France n'est plus elle-même. L'autorité de l'Etat est descendue, ces derniers temps aux plus bas degrés de l'incohérence: ministres comploteurs, généraux insoumis, un gouvernement clandestin...<sup>202</sup>".*

*Cité Libre* s'intéresse timidement à la guerre d'Algérie pendant cette période et il semble que l'influence de la revue *Esprit* motive un article sur le sujet. La création en 1956 du Rassemblement<sup>203</sup> et le positionnement à gauche de *Cité Libre*, occupent toute l'énergie des membres. On comprend donc la place restreinte des événements extérieurs au profit de la lutte contre "le conservatisme étouffant imposé par M.Duplessis et son Union nationale<sup>204</sup>".

---

<sup>202</sup> "Une affaire intérieure", *Esprit*, *loc.cit.*, p. 1641.

<sup>203</sup> Le Rassemblement est une sorte de groupe d'études et de réflexions sur une "société vraiment démocratique" et n'est pas un parti politique. Comme l'écrit Léon Dion : "*Le Rassemblement dédouble en quelque sorte l'Institut canadien des affaires publiques, institution de réflexion sans souci d'action, dont il n'atteint jamais le haut niveau d'excellence intellectuel, ni la souplesse de fonctionnement, ni surtout l'audience*", *Les intellectuels et le temps de Duplessis*, *op.cit.*, p. 287.

<sup>204</sup> Gérard Pelletier, *Cité Libre une anthologie*, *op.cit.*, p.8.

## 2) Les nationalistes québécois contre la gauche

La revue *L'Action nationale* consacre très peu d'articles à la guerre d'Algérie (un seul en 1961) et aborde l'événement parfois de façon indirecte<sup>205</sup>. Cependant en 1952, avant le déclenchement de la guerre, Jean-Marc Léger<sup>206</sup> y consacre deux grands articles reportages<sup>207</sup>. Ces articles présentent le bilan positif de la présence française en Algérie: "*Dans ce carrefour d'influences, cependant, celle de la France s'affirme comme la plus forte: de toutes les présences affirmées ici,*

---

<sup>205</sup> Revue créée en 1933 par Edras Minville, organe de la Ligue d'action nationale et inspirée par le nationalisme de Lionel Groulx. L'arrivée d'André Laurendeau comme directeur (1937-1942 et 1948-1954) contribue à renouveler le nationalisme traditionnel et à jeter les bases d'un néo-nationalisme modéré et dans un premier temps autonomiste. Certains journalistes du *Devoir* dans les années 1950, écrivaient également dans *L'Action nationale* et critiquaient sévèrement l'autoritarisme de Maurice Duplessis. Voir Pierre Trépanier, "*L'Action nationale*", *Encyclopédie du...*, *op.cit.*, p. 13 et Robert Comeau & Lucile Beaudry, *André Laurendeau: un intellectuel d'ici*, Québec, P.U.Q, 1990, 310 p.

<sup>206</sup> A l'époque journaliste au journal *La Presse* (de 1950 à 1956) et spécialisé dans la couverture de l'actualité internationale. Jean-Marc Léger sera par la suite journaliste au *Devoir*, puis haut fonctionnaire (sous-ministre adjoint à l'époque du gouvernement de René Levesque en 1984), il a toujours été très impliqué dans le rayonnement du fait français au Québec et dans le renouveau du nationalisme québécois.

<sup>207</sup> Jean-Marc Léger, "Images d'Algérie", *L'Action nationale*, septembre-octobre 1952, pp.68-76 et décembre 1952, pp.242-250.

*la sienne aura été la plus féconde<sup>208</sup>".*

L'auteur reflète la vision que de nombreux Français et hommes politiques se faisaient de la situation en Algérie à savoir que l'Algérie reste un pays pauvre mais:

*"Entre Français de la métropole et Algériens, la relation est celle d'égal à égal. (...) Elle a permis de fortifier l'indispensable climat de confiance et de coopération dont l'Algérie a un pressant besoin pour résoudre un ensemble de problèmes ardues et qui sont de tous les ordres<sup>209</sup>".*

La grandeur de la France et son oeuvre en Algérie, paraissaient pour le journaliste "ne laisser place ni à l'hésitation, ni à l'inquiétude<sup>210</sup>" car:

*"Arracher ces gens à la misère et à l'ignorance, leur faire abandonner, sans rien compromettre, des traditions et habitudes souvent déplorables, telle est l'oeuvre que le gouvernement français a voulu entreprendre<sup>211</sup>".*

---

<sup>208</sup> Jean-Marc Léger, "Images d'Algérie", *L'Action nationale*, septembre-octobre 1952, p.71.

<sup>209</sup> *Ibid.*, p. 75.

<sup>210</sup> Jean-Marc Léger, "Images d'Algérie II", *L'Action nationale*, décembre 1952, p.249.

<sup>211</sup> *Ibid.*, p.248.

Ces propos qui avec le recul paraissent très idéalistes<sup>212</sup>, témoignent cependant du prestige dont la France bénéficiait encore sur la scène internationale au début des années 1950. Peut-être est-ce là une des raisons pour lesquelles *L'Action nationale* semble s'être désintéressée de la question algérienne lorsque la guerre a éclaté. Relater les déboires de la France et l'échec de sa politique colonisatrice en Algérie ne représentait peut-être pas un atout pour valoriser le fait français au Québec. D'ailleurs, ceci pourrait expliquer la différence entre la grande place accordée par le journal *Le Devoir* (dont André Laurendeau, directeur de *L'Action nationale*, était aussi le rédacteur en chef de 1948 à 1958) aux informations sur la guerre d'Algérie en 1954 et le peu d'analyse dans *L'Action nationale*.

Les articles du *Devoir* pendant les quinze premiers jours de novembre 1954, lors du déclenchement des affrontements franco-algériens, retiennent l'attention par leur régularité et leur place à la une. Il s'agit pour la plupart des cas d'articles de l'agence de presse Reuter, on retrouve ainsi le même article que dans *The Gazette* du 8 novembre 1954, que l'équipe du *Devoir* a titré: "*En Algérie la police examine des masses de documents: on recherche les responsables*

---

<sup>212</sup> Particulièrement la dernière phrase de l'article: "*Leur fraternelle collaboration (la France et l'Algérie) et leur commune marche vers le progrès constituent pour l'ensemble de l'Union française une vivante leçon et un grand espoir*", *Ibid.*, p.250. Il faut dire que manifestement Jean-Marc Léger revenait d'un voyage "guidé" en Algérie où il s'était entretenu avec les représentants officiels français.

du terrorisme"<sup>213</sup>. A la différence des autres journaux, comme *La Presse* par exemple, le *Devoir* consacre à cet article, et à plusieurs autres au cours de ces quinze jours, les six colonnes à la une (sur 8 colonnes que contient alors la une du *Devoir*) et le corps de l'article de Reuter couvre également six colonnes à la une.

Seul le journal de Québec, *Le Soleil*, concurrence *Le Devoir* pour le nombre d'articles accordés aux débuts de la guerre d'Algérie et pour la place des titres sur la guerre d'Algérie qui occupent souvent les 8 colonnes à la une. Mais l'intérêt du *Soleil* vis-à-vis de la guerre d'Algérie est clairement sensationnaliste. Pour reprendre la même journée du 8 novembre 1954, alors que *The Gazette* et *Le Devoir* orientaient la nouvelle sur le travail de recherche des soldats français, *Le Soleil* titrait ainsi la nouvelle : "*Offensives à finir contre les rebelles en Algérie*"<sup>214</sup> insistant volontairement sur l'aspect dramatique. *Le Soleil* avait d'ailleurs cherché à montrer, contrairement aux journaux anglophones, que depuis le début de la crise algérienne la situation semblait échapper au contrôle des dirigeants français et qu'elle se détériorait de jour en jour<sup>215</sup>.

---

<sup>213</sup> *Le Devoir*, 8 novembre 1954, p.1.

<sup>214</sup> *Le Soleil*, 8 novembre 1954, pp.1 et 12.

<sup>215</sup> "Autres épreuves de forces pour Mendès-France", *Le Soleil*, 3 novembre 1954, p.1 ; "La situation se détériore en Algérie", *Le Soleil*, 4 novembre 1954, p.1 et 15 ; "La situation demeure très tendue en Algérie", *Le Soleil*, 6 novembre 1954, p.1.



Malheureusement, l'information distillée dans *Le Devoir* et les autres journaux émanait directement de sources françaises<sup>216</sup> et présentait par conséquent peu de critiques sur la politique française. Il faut attendre 1958, pour que le contenu de l'information sur l'Algérie et le ton des articles, surtout au *Devoir*<sup>217</sup>, changent.

En poussant l'hypothèse plus loin on pourrait penser que ce silence autour de la guerre d'Algérie a coïncidé avec le renouvellement de la pensée nationaliste de *L'Action nationale* et même à la poursuite de la redéfinition des "attitudes" face à la France. D'ailleurs en 1956, un article intitulé "Deux attitudes à l'égard de notre destinée française" soulève la nécessité d'un nouveau regard face à la France mère patrie:

*"Une distinction entre les "deux Frances", la France "de tous les temps" et celle dont les nouvelles nous parviennent au jour le jour (...) Cette distinction a rejeté un très grand nombre de ces Canadiens (français) au culte du seul passé idéalisé de ce*

---

<sup>216</sup> Jean-Marc Léger relate cette "pauvreté" des sources d'informations: "*Je dois confesser que venant de La Presse, abonnée à toutes les grandes agences de presse où nous étions quatre ou cinq à traiter l'information étrangère, et bien que je fusse préparé à la diminution des moyens, j'éprouvais un choc en découvrant que Le Devoir n'était alors (début 1957) abonné en tout et pour tout qu'au "fil français" de la Presse canadienne.*", Jean-Marc Léger, "*Le Devoir et l'actualité internationale*" dans Robert Comeau et Luc Desrochers éd. *Le Devoir. Un journal indépendant (1910-1995)*, Québec, PUQ, 1995, p.302.

<sup>217</sup> Sylvie Guillaume a étudié quelques-uns de ces articles dans *Les Québécois et la vie...*, *op.cit.*, pp.226-228.

pays et de ses projections dans le présent<sup>218</sup>".

Ce renouveau devait débarrasser de ses oripeaux:

"Une certaine tradition nationaliste qui entretient au Québec une façon de concevoir notre "fidélité française" qui ne peut servir qu'à nous garder plus sûrement de tout rapprochement réel avec la France vivante d'aujourd'hui<sup>219</sup>".

La jeune revue *Laurentie* créée à l'automne 1957 par Raymond Barbeau<sup>220</sup> opte de son côté pour "l'indépendance de la Province de Québec et la création de la République de Laurentie<sup>221</sup>". Un journaliste ironise sur le fait qu'il est : "Surprenant de voir dans le monde à quel point on s'intéresse au Canada français, surtout au Québec. C'est d'Alger, de France (...), c'est de partout qu'on cherche à connaître notre nation québécoise<sup>222</sup>".

---

<sup>218</sup> Pierre de Grandpré, "Deux attitudes à l'égard de notre destinée française", *L'Action nationale*, septembre 1956, p.43.

<sup>219</sup> *Ibid.*, p. 47.

<sup>220</sup> Alors jeune professeur de lettres qui dirige aussi le groupuscule indépendantiste de l'Alliance laurentienne créé quelques mois auparavant le 25 janvier 1957 et qui s'inspire des écrits de l'abbé Wilfrid Morin sur la souveraineté nationale. Voir l'avertissement de Raymond Barbeau à la réédition de *L'indépendance du Québec. Le Québec aux Québécois* de Wilfrid Morin, Paris, Nouvelles éditions Latines, 1960 (1938), pp.9-10 et sur l'historique de la revue *Laurentie*, Carole Page, *Décolonisation et question nationale québécoise*, maîtrise (science politique), UQAM, 1978, pp.34-41.

<sup>221</sup> "Manifeste", *Laurentie*, septembre 1958, p.227.

<sup>222</sup> Gérard Gauthier, "Révolution nationale", *Laurentie*, novembre 1957, p.128.

Mais l'intérêt des étrangers pour le Québec n'implique pas la réciproque chez les nationalistes laurentiens qui se démarquent dès 1957 de l'ambiance "internationale"; pour eux le nationalisme est incompatible avec un mouvement de libération internationale: "*l'Internationale est l'ennemie de la nation laurentienne*<sup>223</sup>". Le nationalisme catholique et blanc chez ces nationalistes n'a rien à voir avec un mouvement "*a-social et athée*<sup>224</sup>" et le journaliste n'utilise pas les termes droite-gauche, pourtant au coeur de la discussion alors, mais plutôt des synonymes manichéens: "*qu'il s'agisse soit de l'Internationale capitaliste, soit de l'Internationale syndicaliste prolétaire*<sup>225</sup>". Tout ce qui représente l'étranger, Ottawa ou d'autres pays, n'influence pas dans un premier temps les Laurentiens.

Les revues francophones s'intéressent timidement aux débuts de la guerre d'Algérie de 1954 à 1957. Leurs analyses ne dépassent généralement pas le stade du soutien prudent à la France mère patrie. Cependant, même dans la relative unanimité à soutenir la France, des différences surgissent déjà quant aux raisons de ce soutien. Les citélibristes désirent clairement s'ancrer à gauche et, bien qu'ils reconnaissent le peu de résultats de la politique de Mendès-France en Algérie, refusent de jeter la pierre à la gauche française. Les

---

<sup>223</sup> *Ibid*, p. 129.

<sup>224</sup> *Ibid*.

<sup>225</sup> *Ibid*.

nationalistes préfèrent voir dans la guerre d'Algérie une occasion ratée d'étendre la colonisation française qui avait tout pour donner de bons résultats.

L'intérêt que certains Québécois portent à la France et aux événements algériens entre 1954 et 1957 les amène à porter un regard de spectateur désengagé face à cette guerre. Nous n'avons pas retrouvé de division si nette, souvent présentée à travers l'étude de la presse quotidienne, entre francophones et anglophones à propos de leur vision de la France. Les anglophones très intéressés par l'OTAN et la politique internationale font une large place dans leur revues aux débuts de la crise mais, contrairement à ce que nous pouvions croire, ne présentent pas de front commun ni de critique homogène face à la France. Cet intérêt des revues anglophones explique la différence retrouvée dans les données quantitatives tirées des seuls journaux: le peu de place (la mise en forme) accordée à l'événement mais une place de choix (la mise en valeur). Il convient donc de se méfier des études quantitatives approximatives sur les journaux qui, dans ce cas ci, pourraient conclure à un manque d'intérêt des anglophones pour l'événement. Les francophones assistent impuissants aux prémises de la guerre d'Algérie mais ne poussent guère l'analyse et certains soulignent déjà les erreurs de la politique française.

A titre de comparaison, on a vu qu'en France à la même époque, les Français ont assisté sans vraiment y croire aux débuts de cette guerre et que la réaction des médias et des intellectuels n'est

intervenue qu'à partir de 1956-1957. Les réactions québécoises, par leur diversité, témoignent donc de l'attention que le Québec de la "grande noirceur" portait à la France et à une guerre qui, à priori, ne le concernait pas directement. Comment alors, de spectateurs désengagés, certains Québécois s'engagent-ils beaucoup plus dans l'analyse du conflit franco-algérien pour en faire, à partir de 1958, une source d'inspiration ?

DEUXIEME PARTIE

NAISSANCE D'UNE INSPIRATION: 1958-1960

## INTRODUCTION

De 1958 à 1960, les intellectuels québécois s'intéressent singulièrement à la guerre d'Algérie. Les événements français contribuent, bien-sûr, à centrer l'attention sur la France. Le retour du général de Gaulle au pouvoir constitue un fait majeur de la politique européenne de l'époque et les projecteurs de la presse mondiale et québécoise sont braqués en 1958 sur la France. Rappelons brièvement les événements qui entourent la guerre d'Algérie jusqu'en 1960.

Après les échecs successifs des gouvernements de la IV<sup>ème</sup> République à pacifier l'Algérie, la France entre dans une crise politique majeure en 1958. Une mission anglo-américaine doit étudier le problème algérien et l'image internationale de la France s'est encore détériorée avec le bombardement d'un village tunisien, pro-FLN, en février 1958. Manifestations, émeutes à Paris et en Algérie réunissent les pieds-noirs et l'armée qui exigent une politique cohérente du gouvernement français. La prise de contrôle du pouvoir en Algérie par les généraux Salan et Massu, qui réclament le retour du général de Gaulle, sonne le glas de la IV<sup>e</sup> République. Le 1er juin 1958, l'Assemblée nationale investit de Gaulle et les Français votent le 28 septembre 1958 pour une nouvelle constitution, la V<sup>e</sup> République, qui assure au Président des pouvoirs renforcés et une stabilité pour sept ans (durée du mandat présidentiel). Le général de Gaulle effectue un voyage en Algérie en juin 1958 et lance aux Français d'Algérie, "je

vous ai compris" et "vive l'Algérie française", ce qui suscite joie et espoir pour les partisans de l'Algérie française et qui laisse perplexe les Algériens.

En 1959, de Gaulle met un terme aux louvoisements de sa politique algérienne lorsque dans son célèbre discours télévisé le 16 septembre 1959, il déclare: "*je considère comme nécessaire que le recours à l'autodétermination soit aujourd'hui proclamé*". Il mécontente à la fois les Français d'Algérie, chez qui la peur s'installe face aux slogans "la valise ou le cercueil", et le FLN qui est divisé sur les négociations avec la France et qui n'a pas apprécié le nettoyage du général Challe en Kabylie et dans les Aurès.

L'année 1960 s'ouvre sur un article du journal *Le Monde* relatant la situation des camps d'internements en Algérie<sup>226</sup> qui fit scandale. Alors que les intellectuels de gauche se polarisent autour de la cause algérienne dans des manifestations, pétitions<sup>227</sup>, inspirés peut-être par la révolution cubaine de 1959, les Français d'Algérie et l'armée

---

<sup>226</sup> Benjamin Stora, *Histoire de la guerre d'Algérie*, Paris, La Découverte, 1993, p.54.

<sup>227</sup> Notamment "le manifeste sur le droit à l'insoumission" dans lequel 121 personnalités françaises soutiennent la cause algérienne et le refus de se battre contre les Algériens. Quelques mois plus tard d'autres publieront "le manifeste des intellectuels français" soutenant la France contre "une minorité de rebelles fanatiques, terroristes et racistes", voir Jean-François Sirinelli, "Guerre d'Algérie, guerre des pétitions" dans Jean-Pierre Rioux et Jean-François Sirinelli, *La guerre d'Algérie et les intellectuels...*, op. cit., pp.265-306.



montent aux barricades. 1960, comme l'écrit Jean-François Sirinelli est:

*"à la charnière des deux décennies, le conflit algérien se radicalisant, le débat, sans forcément quitter le terrain moral, se teintera davantage de politique et d'idéologie. A la dénonciation viendra s'ajouter l'énonciation de solutions politiques: soit la défense de l'Algérie française, soit la mise en avant des thèses de l'indépendance<sup>228</sup>".*

De Gaulle obtient, en février, les pleins pouvoirs et les membres du "réseau Jeanson" en France, accusés de soutenir activement le FLN, sont arrêtés et emprisonnés. L'année 1960 se termine par un voyage du général de Gaulle en Algérie où émeutes et manifestations hostiles au gouvernement font craindre le pire: *"l'affrontement franco-français se prépare<sup>229</sup>".*

Il n'est donc guère surprenant de constater la très grande place consacrée à l'information française dans les journaux du Québec. Par contre la guerre d'Algérie suscite des articles et des réflexions, dans les revues, dans les livres et parfois à la télévision, beaucoup plus surprenants pendant ces trois années où le Québec prépare fébrilement sa Révolution tranquille. En effet, la dernière année de notre période, en juin 1960, les Québécois croient "qu'il est temps que ça change" et élisent un gouvernement libéral émancipateur avec Jean Lesage comme premier ministre. Malgré tout, l'événement international que représente la guerre d'Algérie ne semble plus nourrir uniquement un besoin

---

<sup>228</sup> *Ibid.*, p.288.

<sup>229</sup> Benjamin Stora, *op.cit.*, p.56.

d'information sur la "mère patrie" mais une réflexion profonde sur le nationalisme au Québec ou sur la théorisation de l'oppression. Le soutien aux Algériens devient quasi unanime et certains intellectuels entament la comparaison entre Québécois et Algériens qui luttent pour leur libération nationale. Comment et pourquoi la guerre d'Algérie prend-elle cette ampleur au Québec à partir de 1958 ?

## I- L'ALGERIE A LA RESCousse DES NATIONALISTES.

La guerre d'Algérie commence à être rattachée, pour certains Québécois, à la défense du nationalisme, qu'il soit sociologique comme pour les laurentiens ou économique pour d'autres.

### A. Le nationalisme sociologique de Laurentie.

La revue *Laurentie*, dont l'objectif principal est d'éveiller la conscience indépendantiste de ses lecteurs et de soutenir la création d'un Québec ou d'une Laurentie indépendante, place le thème du colonialisme et de la décolonisation au centre de ses articles particulièrement à partir de sa deuxième année d'existence, en 1958.

## 1) "Le Québec aux Québécois".

Carole Page<sup>230</sup> a montré que la référence principale de Raymond Barbeau, en 1957, pour justifier l'indépendance du Québec est l'exemple de la décolonisation de l'empire colonial britannique après la Deuxième Guerre mondiale<sup>231</sup>. L'accession à l'indépendance de la Birmanie, de la Palestine, du Soudan, de la Jordanie, du (futur) Ghana, semble montrer la voie aux Québécois: "*Combien de temps encore le Québec subira-t-il le joug britannique?*"<sup>232</sup>". Ainsi, de façon générale, les laurentiens place la "libération" du Québec dans un mouvement mondial de décolonisation. Cette contradiction apparente avec la profession de foi du premier numéro de *Laurentie* qui proclamait que toute forme d'internationalisme était l'ennemi des laurentiens peut s'expliquer par le caractère sociologique ou ethnique du nationalisme de Raymond Barbeau.

Ainsi, en mars 1958, alors que la France se débattait dans la crise algérienne, un article particulièrement pessimiste prédisait ce qui arriverait si les Canadiens-français, comme d'ailleurs les autres peuples, ne réagissaient pas face aux ravages du capitalisme, aux menaces du communisme et de l'anarchisme, bref si le "corporatisme

---

<sup>230</sup> Carole Page, *op.cit.*, pp.87-90.

<sup>231</sup> Raymond Barbeau, "Nécessité de la Laurentie", *Laurentie* (1957), p.28.

<sup>232</sup> Raymond Barbeau, "Possibilité de la Laurentie", *Laurentie* (novembre 1957), p.117.

communautaire" ne sortait pas vainqueur de la libération nationale. La guerre d'Algérie est utilisée pour servir d'exemple à ce scénario catastrophe:

*"C'est seulement après la perte de l'Europe que nous verrons la fragilité de nos institutions en face de l'offensive des forces occultes (...). A la faveur d'attentats organisés, il est possible que les Noirs exigent la formation d'un Etat nègre indépendant afin qu'ils se sentent à l'abri des ségrégations des Blancs. A quelque chose près, une sorte "d'affaire d'Algérie" pourrait fort bien se répéter aux Etats-Unis(...). Les États-Unis entraîneront le Canada dans leur chute<sup>233</sup>".*

Le nationalisme laurentien représente donc à la fois un choix économique, un Etat corporatiste qui soutiendra l'organisation des métiers, prolongement de la famille<sup>234</sup>, mais aussi un choix moral et politique: *"notre enchaînement politique à Ottawa conditionne notre asservissement économique au monde anglo-saxon<sup>235</sup>".*

La guerre d'Algérie représente pour les laurentiens l'exemple d'un pays où des blancs catholiques (les Français) se font bouter hors de leur territoire par des hommes de couleur (les Arabes). Le journaliste poursuit en précisant que cela risque d'être encore pire

---

<sup>233</sup> Alexandre Séguin, "La mystification de l'économie libérale", *Laurentie* (mars 1958), p.212.

<sup>234</sup> "Dans l'Etat corporatif, la corporation est responsable devant la justice du minimum de bien-être et de l'amélioration spirituelle de ses membres; ces derniers ont des devoirs envers la corporation", *ibid.*, p.210.

<sup>235</sup> Raymond Barbeau, "Urgence de la Laurentie", *Laurentie* (mars 1958), p.191.

pour l'Amérique car: *"Cette fois, les nègres peuvent être assurés de l'appui de deux milliards d'hommes de couleur"*<sup>236</sup>.

A première vue, cette analyse par les termes raciaux qu'elle met en avant, est raciste<sup>237</sup> et pour le moins confuse. Cependant, nous pensons que l'exemple de la guerre d'Algérie et plus généralement des pays décolonisés, a servi d'une certaine façon à la revue *Laurentie* pour préciser son idée "sociologique" du nationalisme. La préférence nationale a, certes, une place importante dans l'idéologie du nationalisme sociologique (qu'on appelle d'ailleurs parfois nationalisme ethnique) mais pour plusieurs laurentiens il semble que l'exclusion et le racisme soient clairement rejetés. Le nationalisme étant, pour les laurentiens, le seul moyen de garantir la survie d'un pays, contre toutes les formes modernes de désagrégation: le communisme, le capitalisme et l'éclatement du pays en communautés raciales ou religieuses. La décolonisation est donc un "outil" que la revue *Laurentie* considère avec attention et en 1959, un article dressait la liste des pays décolonisés. L'auteur écrivait: *"Le nombre sans cesse croissant des peuples qui s'émancipent du joug colonial depuis bientôt deux siècles constitue une exemple que le Canada*

---

<sup>236</sup> Alexandre Séguin, *loc.cit*, p.212.

<sup>237</sup> Ce que suggérerait Carole Page, suite à quelques articles de collaborateurs de la revue (G. Gauthier et A. Pinel): *"Il n'est pas rare de relever dans Laurentie certains sous-entendus plus ou moins racistes, lorsqu'on fait allusion par exemple au caractère peu "évolué" des Etats "nègres" décolonisés, alors que la "colonie blanche" du Québec pourrait encore sous la férule britannique"*, Carole Page, *op.cit.*, p.97.

français ne peut ignorer<sup>238</sup>»

## 2) Raymond Barbeau et la décolonisation

La décolonisation représente donc un événement positif, qu'il soit finalement le fait d'Arabes, de Noirs, d'Irlandais ou d'autres peuples, c'est un exemple à suivre pour les Québécois<sup>239</sup>. En 1960, alors que l'Algérie intéresse de plus en plus les intellectuels québécois et que les positions de chacun se définissent publiquement, Raymond Barbeau lève le voile sur la position de Laurentie vis-à-vis de la guerre d'Algérie:

*"On a aussi beaucoup entendu parler depuis quelques années même au Canada français de l'Algérie aux Algériens. Par exemple, M. André Laurendeau a réclamé à plusieurs reprises l'auto-détermination pour l'Algérie mais il écrit non moins souvent que la souveraineté du Québec est une évasion, une utopie!"<sup>240</sup>*

---

<sup>238</sup> Pierre Guilmette, "La fin du colonialisme", Laurentie (septembre 1959), p.345.

<sup>239</sup> Ce qui différencie Raymond Barbeau des représentants de la droite française, comme Raymond Bourguine qui publiait en 1958-1959 des articles soutenant l'Algérie française et les Français d'Algérie, considérant qu'en Algérie comme en Afrique du Sud s'opposer à l'indépendance ou soutenir l'apartheid "c'est faire le bien des noirs. L'Afrique noire est une mosaïque de minorités qu'il faut protéger les unes des autres", voir Michel Jamais, "L'Algérie française de Raymond Bourguine" dans Jean-Pierre Rioux et Jean-François Sirinelli, *La guerre d'Algérie et les intellectuels...*, op. cit., p.146.

<sup>240</sup> Raymond Barbeau, "Le Québec aux Québécois", Laurentie (janvier 1960), p.373.

"Le Québec aux Québécois" n'a donc rien d'anachronique et "il est normal que les laurentiens adoptent, eux aussi, la même formule qui est acceptée partout dans le monde<sup>241</sup>". Cette solidarité avec les revendications des autres peuples sert en fait à Raymond Barbeau pour réfuter les accusations de racisme<sup>242</sup>:

*"Soutenir que nous devons exiger exclusivement le Québec aux Canadiens français soulèverait une véritable tempête contre Laurentie(...). Le Laurentien est (sic) tout citoyen du Québec ou d'ailleurs qui accepte de vivre en Laurentie, quelles que soient sa culture, sa religion ou son origine raciale<sup>243</sup>".*

La guerre d'Algérie n'intéresse les nationalistes laurentiens que parce qu'elle fait référence à une libération nationale, aucun intérêt n'est manifesté à l'événement comme tel, à la France ou aux destinées des Algériens. La France "mère patrie" semble déjà très loin pour ces

---

<sup>241</sup> *Ibid.*, p.374.

<sup>242</sup> Notamment celle de l'abbé Gérard Dion, sociologue et professeur à l'Université Laval et célèbre pourfendeur du duplessisme et de l'abbé Louis O'Neill dans un essai qui fit grand bruit et qui fut publié dans *Le Devoir* les 7 et 14 août 1956: "L'immoralité politique dans la province de Québec". Voir Léon Dion, *Les intellectuels...*, *op.cit.*, pp.362-363. Pierre E. Trudeau a aussi en 1958 lancé ses flèches contre "des alliances qui s'étendent depuis les intégristes jusqu'aux feuilles jaunes, depuis les fascistes jusqu'aux laurentiens(...). Comme curiosité historique une certaine prose est à feuilleter(...), ce genre de revue contient des choses tellement énormes qu'on ne sait plus quoi citer" dans "Un manifeste démocratique", *Cité Libre* (octobre 1958), p.13.

<sup>243</sup> Raymond Barbeau, "Le Québec aux...", *loc.cit.*, p.374

jeunes nationalistes, marginaux il est vrai<sup>244</sup>. Comme nous allons le voir, d'autres nationalistes s'intéressent également à la guerre d'Algérie entre 1958 et 1960 .

### B) Les Québécois "pas plus bêtes que les Arabes".

La guerre d'Algérie devient plus qu'un simple événement international pour certains intellectuels québécois à partir de l'arrivée du général de Gaulle au pouvoir. La quantité d'articles de revues mais aussi de journaux et surtout l'extension du réseau de communications à la télévision contribue à faire connaître les enjeux de la guerre d'Algérie à ceux qui n'y étaient pas encore sensibilisés. Deux grands intellectuels nationalistes ont particulièrement contribué à rendre la guerre d'Algérie "populaire" au Québec: René Lévesque et André Laurendeau.

#### 1) René Lévesque et la guerre d'Algérie.

René Lévesque, jeune journaliste, s'intéresse assez tôt aux événements étrangers et aux reportages sur le terrain. D'abord aux côtés de Judith Jasmin où:

---

<sup>244</sup> "*Quand à Laurentie de R. Barbeau, elle (la revue) était doublement marginalisée par ses positions de droite et franchement indépendantistes*", Sylvie Renaud, *Cahiers de Nouvelle-France et Nouvelle-France. La droite catholique face à la Révolution tranquille 1957-1964, maîtrise (histoire)*, Université de Montréal, 1993, p 220.



"On mit sur pied un service dit de reportages dont la direction m'échut(...). Mais quel coeur à l'ouvrage dans cette petite équipe où l'on commença par meubler quotidiennement un magazine radiophonique intitulé "Carrefour"<sup>245</sup>"

La télévision de Radio-Canada lui commande finalement, à l'automne 1956, une émission qui deviendra le célèbre *Point de mire*. Pour attiser la curiosité des téléspectateurs sur les événements mondiaux, René Lévesque dit clairement qu'il choisit la voie de la comparaison avec le Québec:

"Ces Québécois dont on prétendait en effet qu'ils étaient trop repliés sur eux-mêmes, trop systématiquement isolés par le régime et leurs élites pour se préoccuper du reste du monde, on les découvrait au contraire curieux comme des belettes, non seulement ouverts à autrui mais singulièrement capables de se mettre dans sa peau"<sup>246</sup>.

La guerre d'Algérie captive rapidement René Lévesque et "A *Point de mire*, il fait de la guerre d'Algérie son grand dossier"<sup>247</sup>". Durant l'année 1957, plusieurs émissions sont consacrées à l'événement mais, bien qu'il s'ingénue à poser des questions "embarrassantes" à ses invités, il reste dans le cadre assez neutre des "interviews" (tel que l'écrivait René Lévesque) d'homme politique français, comme Guy Mollet

---

<sup>245</sup> René Lévesque, *Attendez que je me rappelle...*, Montréal, Québec-Amérique, 1988, p.160.

<sup>246</sup> *Ibid.*, p.193.

<sup>247</sup> Pierre Godin, *René Levesque. Un enfant du siècle*, Montréal, Boréal, 1994, p.315. Dans sa biographie, Pierre Godin consacre d'ailleurs un chapitre entier à René Lévesque et la guerre d'Algérie: "Interdit de séjour en Algérie", pp.315-325.

par exemple<sup>248</sup>. Mais en 1958-59, le journaliste fait place à l'homme politique et ses émissions, à l'image de ses idées, sont beaucoup plus engagées comme le lui fait remarquer A. Laurendeau: "Savez-vous qu'en vous écoutant j'ai l'impression que vous vous en allez tout droit vers la politique?"<sup>249</sup>. La grève à Radio-Canada (décembre 1958- mars 1959), pour la syndicalisation des cadres, achève de convaincre René Lévesque de "l'immobilisme systématique du gouvernement fédéral"<sup>250</sup> et déclenche en lui la fibre nationaliste<sup>251</sup>.

Parmi les six *Points de mire* consacrés à l'Algérie, celui du 6 octobre 1958, mérite une attention particulière. D'abord parce que nous connaissons bien les détails entourant sa réalisation<sup>252</sup>, mais aussi

---

<sup>248</sup> *Point de mire* du 3 mars et du 9 juin 1957, Radio-Canada.

<sup>249</sup> Cité par René Lévesque dans, *Attendez que...*, *op. cit.*, p.205.

<sup>250</sup> *Ibid.*

<sup>251</sup> "Je vous regarde aller, vous êtes en train de vous transformer en nationaliste, ça peut vous mener loin..." lui aurait dit André Laurendeau, cité par Pierre Godin, *op.cit.*, p.353.

<sup>252</sup> Voir notamment Pierre Godin, "Interdit de séjour en Algérie" dans *René Lévesque...*, *op.cit.*, pp. 318-320, ainsi que le témoignage du réalisateur de *Point de mire*, Claude Sylvestre, "René Lévesque au temps de *Point de mire*" dans Pierre Godin, *op.cit.*, pp. 55-59 et le témoignage de René Lévesque, "Prophète en son pays" dans *Attendez que...*, *op.cit.*, pp. 189-193. Enfin, l'émission elle-même qui est une des rares émissions de *Point de mire* sur l'Algérie que le public peut consulter dans les médiathèques ou dans les collections rééditées par Radio-Canada. Le dossier de l'émission, "documentation-dossier SRC" et la fiche du fichier de Radio-Canada, sont de plus relativement détaillés.

pour ce que René Lévesque veut montrer de la guerre d'Algérie. Sa sympathie à la cause algérienne lui vaut un refus de visa des autorités françaises pour aller tourner en Algérie lors du référendum de septembre 1958. Il s'entête et réussit à faire des entrevues en France avec des Français, qui ne sont guère optimistes face à la paix en Algérie, sans omettre de préciser qu'on ne l'a pas autorisé à aller en Algérie. Le côté dramatique de la situation française est accentué par des images de policiers armés de mitraillettes au coin des rues de Paris, ainsi que par l'explication de l'émergence du nationalisme chez 9 millions d'Algériens dirigés par 1 million d'Européens. Le ton et la qualité des interventions nous font apprécier, avec le recul, la grande qualité de l'émission.

Des personnalités sont invitées à s'exprimer sur la situation au micro de René Lévesque, le journaliste Jacques Fauvet du *Monde* et Germaine Tillion que l'on présente comme "spécialiste de l'Algérie". En effet cette ethnologue de renom publia en 1957 aux éditions de Minuit : *L'Algérie en 1957*, dans lequel elle dresse un bilan nuancé de la situation et appelle à la redéfinition du rôle de la France en Algérie. Bien que refusant de signer le célèbre *manifeste des 121* contre la guerre d'Algérie, elle prend la défense des signataires au

nom de la liberté d'expression<sup>253</sup>.

L'émission se termine sur son témoignage à propos de la signification de l'indépendance pour le FLN et les Algériens en général. Le ton posé et nuancé, il ne s'agit pas pour Germaine Tillion d'encourager l'indépendance à tout prix, indique clairement que les revendications des Algériens ne sont pas à prendre à la légère et que pour beaucoup le général de Gaulle représente un espoir de voir leurs demandes satisfaites. Une analyse qui tranche avec les traditionnels reportages du reporter de Radio-Canada à Paris Dostaler O'Leary "*qui, sur la question algérienne, a un langage coulé dans le béton du communiqué officiel*"<sup>254</sup>. René Lévesque ne laisse donc rien au hasard dans sa présentation sur la guerre d'Algérie et en présentant aussi le côté algérien du problème à travers les requêtes des Algériens, il sort de la froide neutralité habituelle.

Il publie quelques temps plus tard, en mai 1960, un article dans

---

<sup>253</sup> "*L'Union des Écrivains pour la liberté, autour de Germaine Tillion et de David Rousset, proteste contre les mesures prises à l'égard des signataires (du manifeste des 121)*", Marc Heurgon, *Histoire du PSU...*, *op.cit.*, p.165, voir aussi Anne Simonin, "Les Editions de Minuit et les Editions du Seuil, deux stratégies éditoriales face à la guerre d'Algérie" dans Jean-Pierre Rioux & Jean-François Sirinelli dir. *op.cit.*, pp. 219-245.

<sup>254</sup> Pierre Godin, *op.cit.*, p.316.

*Cité libre*<sup>255</sup> où il approfondit sa comparaison entre Arabes et Québécois à propos de la nécessaire indépendance économique. Le titre ambiguë "Pas plus bêtes que les Arabes" est vite clarifié par René Lévesque: "évidemment les Arabes ne sont pas bêtes"<sup>256</sup> et les Québécois ne sont pas plus bêtes que les Arabes. Il base sa comparaison sur l'exploitation par des étrangers, la Anglo-Iranian, du pétrole iranien et la révolution que tenta Mossadegh en 1951.

*"Donc, les Arabes d'aujourd'hui sont des pauvres. Comme nous. Ils sont, au fond de la Méditerranée, des pauvres à burnous et turban, et nous des pauvres à veston et feutre mou au bord du Saint-Laurent"*<sup>257</sup>.

Mais les Arabes ont eu un Mossadegh qui leur a ouvert la voie, avec l'expropriation de l'Anglo-Iranian et l'imposition de la règle du 50/50 pour les bénéfices avec les compagnies étrangères. Au contraire, au Québec:

*"n'a surgi aucun Mossadegh(...). Ce qui fait aussi qu'après 15 ans, dans tous les secteurs les plus anciens d'exploitations (or, amiante, forêts), nous sommes toujours inexistantes comme*

---

<sup>255</sup> Sur sa collaboration occasionnelle à *Cité libre* il écrivit: "Remorqué par Pelletier, qui allait le rejoindre (Pierre E. Trudeau) à la cafétéria de Radio-Canada, j'avais offert à Trudeau une collaboration occasionnelle. D'accord, dit-il sur ce ton baveux qu'il affectionnait, mais simple question: est-ce-que vous savez écrire? On aura deviné que déjà il n'y avait guère d'atomes crochus entre nous". René Lévesque, *Attendez...*, op.cit., p.202.

<sup>256</sup> René Lévesque, "Pas plus bêtes que les Arabes", *Cité Libre* (mai 1960), p.17.

<sup>257</sup> *Ibid.*

*devant*<sup>258</sup>».

La comparaison avec le monde arabe, même s'il ne s'inspire pas ici de la guerre d'Algérie, sert à René Lévesque à prouver qu'il est possible pour un peuple dominé économiquement de reprendre les rênes de son économie et notamment, pour le Québec, de l'hydro-électricité: "*l'Hydro-Québec, créée par l'administration Godbout, n'a pas avancé d'un pouce additionnel vers la reprise en main de nos richesses hydro-électriques*<sup>259</sup>».

Il utilise donc, lui aussi, l'exemple international des différentes revendications économiques et/ou politiques d'autres peuples pour inspirer les Québécois. Bernard Landry, professeur universitaire et ministre péquiste à partir de 1976, dira même: "*Du social, il est passé au national et c'est un peu à travers les deux qu'il est finalement passé à l'économique: la dimension internationale réconciliant le tout*<sup>260</sup>».

*Point de mire* s'arrête à l'automne 1959 et même si nous savons maintenant que le succès populaire de l'émission a été gonflé à

---

<sup>258</sup> *Ibid.*, p.18.

<sup>259</sup> *Ibid.*

<sup>260</sup> Bernard Landry, "René Lévesque et ses rapports à l'économie" dans Yves Bélanger & Michel Lévesque, *René Lévesque...*, *op.cit.*, p.299.

l'époque<sup>261</sup>, l'émission contribua à faire connaître à plusieurs les enjeux de la guerre d'Algérie.

## 2) André Laurendeau et l'Algérie.

André Laurendeau n'a pas écrit d'articles de fond, dans des revues québécoises, directement sur la guerre d'Algérie. Néanmoins, il a consacré de nombreux éditoriaux et articles au journal *Le Devoir* sur la guerre d'Algérie et son analyse allait plus loin qu'un simple article informatif. Les mois de mai et juin 1958 que nous avons dépouillés, en raison de la crise politique que l'Algérie a créé en France et du retour du général de Gaulle au pouvoir en juin 1958, sont particulièrement fournis en articles à la une. *Le Soleil* consacre chaque jour, entre le 14 mai 1958 et le 7 juin 1958, son gros titre (8 colonnes à la une) avec un article et souvent une photo dramatique de la violence en Algérie ou d'"un cagoulé à Alger"<sup>262</sup>, à la situation française. *La Presse* couvre également l'événement avec 8 ou 6 colonnes à la une, la majorité des articles sont informatifs et tirés de l'Agence France presse (L'AFP). L'équipe de *La Presse* reproduit avec fidélité les articles "épurgés" par la censure française de l'époque.

---

<sup>261</sup> *Point de mire* ne se classait que sixième parmi toutes les émissions d'affaires publiques d'alors selon les sondages et "c'était la moins suivie de toutes les émissions passant à une heure aussi tardive", Pierre Godin, *op.cit.*, p.323.

<sup>262</sup> *Le Soleil*, 16 mai 1958, p.1.

Ainsi, le 27 mai 1958, alors que la violence commence à devenir quotidienne en Algérie et que les efforts français semblent manifestement ne déboucher sur aucun compromis avec les Algériens, *La Presse* publie un article de l'AFP intitulé: "La réaction musulmane étonne même les Français d'Algérie"<sup>263</sup>. Cet article, pour le moins optimiste, explique que les musulmans d'Algérie sont en fait pro-Français et qu'ils soutiennent dans leur grande majorité la politique de la France en Algérie.

Par contre, le journal *Le Devoir* qui consacre également ses grands titres à la situation française et algérienne, tente d'analyser la situation, parfois dans la rubrique "aux quatre coins du monde" ou dans les éditoriaux d'André Laurendeau. Cet effort d'analyse débouche d'ailleurs au *Devoir* sur une évolution de l'appréciation de la guerre d'Algérie, évolution que l'on ne retrouve pas vraiment dans les autres journaux francophones qui suivent seulement la trame événementielle. Nous trouvons donc intéressant de comprendre comment, André Laurendeau, qui incarnait le renouveau du nationalisme québécois analysait la crise franco-algérienne notamment dans *Le Devoir*.

C'est principalement à partir de 1958-1959 qu'André Laurendeau, rédacteur en chef du *Devoir* depuis 1957, adopte un ton plus personnel dans ses éditoriaux. On se souvient de son célèbre éditorial de 1958,

---

<sup>263</sup> *La Presse*, 27 mai 1958, p.4.



"La théorie du Roi nègre"<sup>264</sup>, dans lequel il critiquait le silence des anglophones face à l'expulsion d'un journaliste du *Devoir* d'une des conférences de Maurice Duplessis. Les journalistes anglophones, disait André Laurendeau, "se comportent comme les Britanniques au sein d'une colonie d'Afrique.(...) Ils entourent le roi nègre mais ils lui passent ses fantaisies" et André Laurendeau eut cette formule incisive qui fit les délices de plusieurs néo-nationalistes: "Le roitelet (Maurice Duplessis) viole les règles de la démocratie? On ne saurait attendre mieux d'un primitif..."<sup>265</sup>.

A la fin des années 1950, André Laurendeau a mûri sa conception du nationalisme, qu'il a d'abord longuement élaborée au sein de la revue *l'Action nationale*<sup>266</sup>. Même si les références et les liens de sa pensée sont encore très attachés à ceux de Lionel Groulx<sup>267</sup> notamment sur la thèse des deux nations, il envisage à cette période le

---

<sup>264</sup> André Laurendeau, "La théorie du Roi nègre", *Le Devoir*, 4 juillet 1958, p.4.

<sup>265</sup> *Ibid.*

<sup>266</sup> Comme l'a étudié Félix Bouvier dans *André Laurendeau et la question nationale canadienne-française entre 1947 et 1968*. Maîtrise (histoire), UQAM, 1993, 107 p.

<sup>267</sup> Voir, C. Vallerand, "De Groulx à Laurendeau: l'héritage nationaliste" dans Robert Comeau et Lucille Beaudry, *André Laurendeau, op.cit.*, pp.163-168.

nationalisme comme une forme "d'autonomisme humaniste"<sup>268</sup>. Cette voie moyenne fera dire à certains qu'il a pris un virage à gauche et à d'autres, plus tard qu'il est devenu fédéraliste. Réfractaire à toute solution violente pour régler le besoin d'autonomie des Canadiens-français, il refuse la solution plus radicale de l'indépendantisme car *"il n'est pas dit que cela (le nationalisme) doive conduire à un chambardement politique"*<sup>269</sup>.

C'est dans cet esprit qu'il aborde la question de la guerre d'Algérie, dans plusieurs éditoriaux ou articles du "bloc notes" au *Devoir*. André Laurendeau ne soutient pas les revendications nationalistes des Algériens prenant, dès 1958, le parti de la France et de de Gaulle. Il souligne, comme beaucoup, l'instabilité de l'Etat français jusqu'à l'arrivée du général de Gaulle et les efforts de son gouvernement pour entamer des négociations avec le FLN, alors que *"l'influence du lobby algérien se faisait menaçante"*<sup>270</sup>.

---

<sup>268</sup> *"Le nationalisme moderne doit, à son avis accepter les changements sociaux et surtout, être ouvert sur le monde. (...) la pierre angulaire de sa pensée constitutionnelle est la défense de l'autonomie provinciale"*, Denis Monière, "André Laurendeau et la vision du Canada" dans Robert Comeau & Lucille Beaudry, op.cit., pp.193-194, voir aussi la biographie de Denis Monière, *André Laurendeau et le destin d'un peuple*, Montréal, Québec-Amérique, 1983, 347 p.

<sup>269</sup> André Laurendeau, "Bloc notes", *Le Devoir*, 14 janvier 1960, p.4

<sup>270</sup> André Laurendeau, "Vers la paix algérienne", *Le Devoir*, 24 octobre 1958, p.4.

Tout au long de l'année 1959 il se montre sceptique face à l'indépendance de l'Algérie et quelques jours après le discours de de Gaulle, le 16 septembre 1958, sur "le nécessaire recours à l'autodétermination", alors que les journaux québécois publient des articles enthousiastes<sup>271</sup>, il publie un éditorial intitulé "Mieux que la guerre" dans lequel il écrit que "*les propositions du général de Gaulle ont de quoi effrayer tous les camps(...) mais qu'elles valent mieux que la guerre*"<sup>272</sup>.

Il comprend et ressent la peur et l'angoisse de milliers de Français d'Algérie qui "*y ont pris racine depuis un siècle: ils s'y sentent chez eux comme nous nous sentons chez nous au Canada*". Le FLN et "*ses rebelles nationalistes*" ont gonflé le conflit "*de toutes les rancoeurs anticolonialistes*"<sup>273</sup>. Et lorsque les négociations sont entamées entre la France et le FLN, il semble considérer que leur succès dépend plus "*des circonstances et de l'autorité personnelle*"<sup>274</sup> du général de Gaulle plus que d'une destinée historique. La lutte pour l'indépendance, qu'elle soit québécoise ou algérienne ne l'enthousiasme

---

<sup>271</sup> Ainsi à *La Presse*, "*des proposition courageuses aussi, puisqu'elles vont jusqu'à la possibilité d'indépendance complète que réclame le FLN, claires et nettes, courageuses et généreuses, les propositions de M. de Gaulle*", *La Presse*, 19 septembre 1959.

<sup>272</sup> André Laurendeau, "Mieux que la guerre", *Le Devoir*, 18 septembre 1959, p.4.

<sup>273</sup> *Ibid.*

<sup>274</sup> André Laurendeau, "Bloc Notes" sur les négociations franco-algériennes, *Le Devoir*, 21 novembre 1959, p.4.

pas et tous ses articles soulignent que le prix à payer paraît rédhibitoire: "Mais que de tâtonnements en perspective - et que de précautions chaque état-major doit prendre avec les siens<sup>275</sup>". Même en 1960, alors que la perte de l'Algérie par la France semble évidente et que de Gaulle est décidé à donner leur indépendance aux Algériens, un article à la une du *Devoir* se réjouit de voir la fin prochaine des combats et de "la générosité (de la France) de ses propositions aux rebelles algériens". Mais il précise: "On aura remarqué aussi l'optimisme manifesté par de Gaulle au sujet de l'avenir de la France et de la Communauté, en dépit des problèmes qui ont surgi ces temps derniers<sup>276</sup>".

Contrairement aux autres nationalistes, la guerre d'Algérie n'inspire pas réellement André Laurendeau. Souvent évoquée, sa rencontre avec Emmanuel Mounier<sup>277</sup> et l'équipe d'*Esprit* dans les années 1930, ne l'a pas influencé au point d'adopter leur soutien à la cause algérienne, comme le font les intellectuels de *Cité libre*.

Alors que le scandale autour de l'utilisation de la torture par l'armée française en Algérie éclate à partir de 1958, avec la mise en vente et la saisie par le gouvernement français en février du livre-

---

<sup>275</sup> *Ibid.*

<sup>276</sup> *Le Devoir*, "Algérie: de Gaulle convie le FLN à une discussion sans conditions", 15 juin 1960, pp.1 et 8.

<sup>277</sup> Voir Denis Monière "André Laurendeau, retour d'Europe", *L'Action nationale*, 73-4 (décembre 1983), pp. 295-313.

récit de Henri Alleg (membre du parti communiste algérien), *La Question*, de nombreux intellectuels s'insurgent contre la cruauté française. Simone de Beauvoir publie, en 1960, un article dans *Le Monde*: "Pour Djamina Boupacha", dans lequel elle dénonce l'utilisation de la torture pour obtenir les aveux d'une jeune algérienne. L'affaire fit grand bruit en France et André Laurendeau y consacre son "Bloc notes" du 11 juin 1960. Il s'indigne de telles pratiques et y voit l'honneur de la France mis en cause dans cet irrespect de la dignité humaine. Mais, alors que la majorité des intellectuels français de l'époque, qui étaient de gauche, n'insistaient guère sur les pratiques tout aussi cruelles du FLN, André Laurendeau écrit: "*Bien-sûr, il y a des horreurs dans tous les camps et les excès du FLN dépassent, au moins en étendue, ceux qu'on reproche à certains militaires français*"<sup>278</sup>.

La personnalité nuancée de André Laurendeau se retrouve dans son analyse de la guerre d'Algérie de 1958 à 1960. Bien qu'il accorde une place de choix aux événements dans son journal<sup>279</sup> et qu'il s'y intéresse

---

<sup>278</sup> André Laurendeau, "Bloc notes" sur "La torture, l'Algérie, la France", *Le Devoir*, 11 juin 1960, p.4.

<sup>279</sup> Nous n'avons étudié, par choix, que ses éditoriaux mais de nombreux articles à la une émanant des agences de presse garnissent *Le Devoir*, confirmant ainsi le témoignage de Jean-Marc Léger: "Je peux témoigner de l'importance qu'il (André Laurendeau) attachait à la qualité et à la place de l'information internationale dans le journal, et cela se reflétait dans la part que lui-même faisait aux grands événements et aux grands courants du monde dans ses propres articles", Jean-Marc Léger, "L'engagement et la distance" dans Robert Comeau & Lucille Beaudry, *André Laurendeau...*, op.cit., p.244.

manifestement de près, son analyse ne tourne pas autour de la nécessaire libération des peuples ou du développement du nationalisme à l'échelle mondiale, comme chez d'autres intellectuels québécois, mais plutôt autour des dangers et des souffrances que peut engendrer l'accession à l'indépendance.

C'est en ce sens qu'il faut comprendre sa vision des événements français et son soutien à tous ceux qui en souffrent, qu'ils soient Algériens ou Français<sup>280</sup>. Il veut démontrer en quelque sorte, à travers l'exemple algérien, que le nationalisme est légitime mais pas à n'importe quel prix et que celui de l'indépendance de l'Algérie est beaucoup trop cher aussi bien pour les Algériens que pour la France. Pour d'autres, par contre, le soutien à ceux qui combattent la guerre est plus direct, c'est le cas de la revue *Liberté*.

### 3) Liberté et le soutien aux 121

La revue *Liberté* est créée en 1959 par un groupe d'écrivains, poètes et de journalistes de Radio-Canada:

*"Alors qu'auparavant la revue Cité libre avait revendiqué et*

---

<sup>280</sup> Il n'y a donc rien de "contradictoire" dans ses positions face à tous ceux qui peuvent freiner le retour au calme et à la paix, qu'ils s'agissent à un moment donné d'Algériens ou de Français. Voir, Sylvie Guillaume: *"Les jugements portés sur les Européens d'Algérie sont très contradictoires. Ainsi André Laurendeau(...) la sympathie fait place à l'indignation"*, Sylvie Guillaume, *Les Québécois et la vie...*, op.cit., p.227.

*pratiqué la liberté dans l'espace politique, Liberté entendait exercer celle-ci dans l'espace littéraire et culturel, s'avérant lieu de création, de critique, de confrontation d'idées et de discussion<sup>281</sup>."*

Liberté ne se définit pas comme une revue nationaliste ou indépendantiste, mais nous l'insérons quand même parmi la réflexion des intellectuels nationalistes car beaucoup de membres de la revue l'étaient, comme le rappelle Jean-Marcel Paquette:

*"La revue est acquise au double versant de la Révolution tranquille: son discours, lorsqu'il est politique, sera toujours axé dans le sens de l'indépendance, favorisant tout de même les aspects plus proprement culturels de cette indépendance, tel le débat linguistique<sup>282</sup>."*

En 1959, dans un numéro consacré à une enquête menée auprès d'une cinquantaine d'intellectuels québécois sur "L'intellectuel et la politique", plusieurs répondants faisaient référence à l'Algérie. Raymond Barbeau de *Laurentie*, à la question: "les intérêts de l'intellectuel coïncident-ils avec ceux de la majorité ?", répondait que cela devrait mais que malheureusement au Québec "*nos grands esprits règlent tous les problèmes mondiaux, bien assis, comme des bourgeois, dans leurs fauteuils<sup>283</sup>*". Il dénonçait ceux qui soutenaient l'indépendance algérienne mais pas l'indépendance du Québec.

---

<sup>281</sup> Madeleine Ducrocq-Poirier, "Présentation" dans Madeleine Ducrocq-Poirier & al. *La revue Liberté*, Montréal, L'Hexagone, 1990, p.7.

<sup>282</sup> Jean-Marcel Paquette, "Le discours politique à *Liberté*" dans Madeleine Ducrocq-Poirier, *op.cit.*, p.74.

<sup>283</sup> *Liberté*, no 6 (novembre-décembre 1959), p.375.

Le même genre de réflexion se retrouve dans la réponse de l'écrivain Yves Préfontaine:

*"Il faudrait que nos intellectuels prennent conscience des problèmes(...) qui rongent leur propre nation(...). Qu'ils en prennent conscience au lieu de ne saliver que sur l'indépendance de l'Algérie, le révisionnisme hongrois ou la grandeur chinoise<sup>284</sup>".*

L'affaire algérienne est donc bien connue en 1959 par le milieu intellectuel québécois et l'écrivain Jacques Godbout n'hésite pas à engager l'équipe de *Liberté* dans le soutien aux 121 signataires français du manifeste contre la guerre d'Algérie. En effet, lors de cette guerre, qui fut aussi celle des pétitions, particulièrement en 1960, *Le Monde* publia le 6 septembre de la même année, la liste de 121 écrivains, universitaires et artistes, parmi lesquels Jean-Paul Sartre, l'équipe des *Temps modernes*, mais aussi Marguerite Duras, Simone Signoret, Alain Resnais etc., représentatifs de *"tous les secteurs et courants de la gauche intellectuelle<sup>285</sup>"*. Cette pétition, déclenchée par l'arrestation et le procès des membres français et arabes du réseau Jeanson, accusés d'aider le FLN, soutenait que: *"la cause du peuple algérien, qui contribue de façon décisive à ruiner le système colonial, est la cause de tous les hommes libres<sup>286</sup>"*. Ce manifeste créa des remous

---

<sup>284</sup> *Ibid.*, p.386.

<sup>285</sup> Marc Heurgon, *Histoire du PSU, op.cit.*, p.160.

<sup>286</sup> Jean-François Sirinelli, "Guerre d'Algérie, guerre des pétitions?", dans Jean-Pierre Rioux et Jean-François Sirinelli dir. *La guerre d'Algérie et les intellectuels...*, *op.cit.*, p.289.



parmi le milieu intellectuel français qui contribuèrent à accentuer le fossé entre ceux qui envisageaient l'indépendance de l'Algérie comme solution irrémédiable et les autres plus attachés à la mission française en Algérie.

Jacques Godbout réagit contre des écrivains qui auraient critiqué les 121, mais nous n'avons pu cependant retrouver leur trace:

*"Il s'est trouvé des écrivains canadiens que je respecte, pour blâmer les 121 de leur prise de position, en France. Cela au nom du bon ordre, et persuadés qu'ils sont que le plus grand bien c'est l'Etat et que l'anarchie seule peut naître d'une telle opposition<sup>287</sup>".*

Le soutien accordé aux signataires français se fait au nom de la liberté de l'individu contre l'Etat tout puissant, surtout lorsque celui-ci couvre des actions comme la torture et qu'il met en jeu la vie "de milliers de jeunes Algériens et Français<sup>288</sup>". On l'aura compris, ce n'est pas tant l'indépendance algérienne que soutient l'équipe de *Liberté*, que le droit "de l'intellectuel d'avoir tort, aux yeux de la majorité" et d'être libre d'exprimer toutes ses critiques car "des écrivains apprivoisés ne sont toujours que de tristes serviteurs de leur nation<sup>289</sup>". C'est aussi une marque de solidarité envers ceux qui sont encore, d'une certaine façon, les mentors de la nouvelle

---

<sup>287</sup> Jacques Godbout, "notes éditoriales", *Liberté*, no 11 (septembre-octobre 1960), p.235.

<sup>288</sup> *Ibid.*

<sup>289</sup> *Ibid.*

génération littéraire québécoise<sup>290</sup>.

La guerre d'Algérie commence donc, entre 1958 et 1960, à motiver des réflexions qui dépassent la simple réaction à un événement international, chez certains nationalistes québécois. Il semble, qu'à la veille de la Révolution tranquille, certains cherchent des exemples pour appeler à plus de liberté et à un meilleur contrôle des richesses économiques. Il ne faut pas attendre 1960 pour que l'internationalisation du discours nationaliste, c'est-à-dire la comparaison avec d'autres pays ou événements mondiaux comme la guerre d'Algérie, se développe au Québec. Certains nationalistes, comme les laurentiens, qui semblaient réfractaires à toute comparaison avec les revendications de Noirs ou d'Arabes, ont été emportés dans le débat comparatif.

## II. LA REVUE SOCIALISTE, L'ALGERIE ET L'OPPRESSION DU QUEBEC.

Un groupe dirigé par Raoul Roy et sa *Revue Socialiste*, que nous

---

<sup>290</sup> Jean-Guy Pilon rappelle que "les poètes de ma génération se tournaient aussi vers les grands poètes français. Non seulement nous les lisions avec ferveur, en discussions longuement, comparant nos lectures et nos commentaires, mais aussi nous voulions communiquer avec eux. C'est dans cet esprit que je rencontrai Pierre Jouve et Pierre Reverdy(...)", "Fondation et débuts de la revue" dans Madeleine Docrocq-Poirier, *La revue Liberté*, op.cit., p.15.

pourrions qualifier de nationaliste d'extrême-gauche, vu ses revendications révolutionnaires pour l'établissement d'un Etat socialiste au Québec et considérant *Cité libre* comme la gauche libérale, se sert de l'Algérie comme exemple principal pour l'analyse de l'oppression des Québécois.

En 1959, paraît le premier numéro de la *Revue Socialiste* créée par Raoul Roy<sup>291</sup>. Assez peu connue des chercheurs, elle représente cependant une influence significative chez certains étudiants et intellectuels de gauche à l'époque qui "ont fait leurs premières armes théoriques en prenant connaissance des thèses de Raoul Roy<sup>292</sup>". La revue, d'abord trimestrielle, devient annuelle à partir de 1960 et compte de 50 à 80 pages et, comme beaucoup de revues à l'époque, fonctionne surtout par abonnements qui ne devaient pas dépasser la

---

<sup>291</sup> Raoul Roy est né en 1914, il est membre jusqu'en 1947 du parti communiste canadien et rend sa carte en 1947 suite à une scission de certains francophones. Il adhère ensuite au Parti socialiste démocratique jusqu'en 1959 et, déçu du peu d'enthousiasme des partis de gauche pour l'indépendance du Québec, décide de créer *La Revue Socialiste* et, en 1960, l'*Action socialiste* pour l'indépendance du Québec. A la mort de *La Revue Socialiste* en 1965, il participe à la revue *L'indépendantiste* (1963-1968) et aux *Cahiers de la décolonisation du Franc-Canada*. Il publie aussi plus d'une dizaine d'ouvrages dans lesquels il justifie progressivement son abandon du socialisme.

<sup>292</sup> Roch Denis et Luc Racine, "La conjoncture québécoise depuis 1960", *Socialisme québécois*, no 21-22 (avril 1971), p.56. Il inspirera aussi la revue *Parti pris* (1963-1967), "nous devons à R. Roy l'usage des termes de décolonisation et de révolution", Paul Chamberland, "Bilan d'un combat", *Parti pris*, 2-1 (septembre 1964), p.22. Marc Laurendeau ira encore plus loin en affirmant que Raoul Roy fut "un véritable théoricien et père naturel du FLQ" dans *Les Québécois violents*, Montréal, Boréal Express, 1974, p.53.

centaine<sup>293</sup>.

L'objectif de la revue était d'abord la réalisation de l'indépendance du Québec, le sous-titre indiquant "Pour l'indépendance absolue du Québec et la libération prolétarienne-nationale des Canadiens français". Des collaborateurs aussi bien de gauche que de droite se joignaient parfois à la revue comme, Jean-Marc Léger, Raymond Barbeau, René Lévesque pour discuter du nationalisme québécois.

Le thème de la décolonisation et de l'analogie entre l'Algérie et le Québec couvre plus de 30% des huit numéros de *la Revue Socialiste*. Ce chiffre est un des plus élevés par rapport aux autres publications de l'époque (15% à *Cité libre*, par exemple). En 1959 et 1960, de nombreux thèmes ressortent des articles de *la Revue Socialiste* à propos de l'oppression dont sont victimes les Québécois et de la nécessité d'une révolution libératrice, nous nous concentrerons principalement sur l'apport de l'exemple de la guerre d'Algérie. L'exemple algérien sert d'abord à prouver que le Québec est une sous-colonie et à critiquer la gauche qui ne réagit pas à l'aliénation nationale du Québec.

---

<sup>293</sup> A titre de comparaison, *Cité libre* comptait plusieurs centaines d'abonnés et tirait en moyenne 1500 exemplaires, en 1962 l'équipe exultait d'avoir tiré 1900 exemplaires. *Cité libre*, no 49 (août-septembre 1962), p.32.

### A- Le Québec est une sous-colonie

Le but "final" de l'équipe de Raoul Roy est en quelque sorte l'indépendance du Québec francophone, cette idée d'un Québec par et pour les francophones devient d'ailleurs une idée forte dans les années 1960. La droite nationaliste en fait son thème central et la gauche l'utilisera aussi. La pensée de Marcel Rioux, par exemple, qui crée en 1964 la revue *Socialisme*, resta empreinte de cette idée que le Québec ne pouvait être que francophone. Si la majorité des Québécois soutient en 1960 la Révolution "tranquille" de Jean Lesage, une minorité revendique une révolution plus radicale. L'équipe de la *Revue Socialiste* s'intègre dans cette minorité et veut prouver que pour le Québec, comme pour l'Algérie, le temps de la libération est venu.

#### 1) Similitudes chez les colonisateurs

La minorité coloniale, en Algérie comme au Québec, est hétérogène. En effet, en Algérie, Français, Espagnols, Italiens, Maltais forment les "Européens d'Algérie", par contre ils deviennent homogènes dans leur lutte contre les Arabes. Au Québec aussi, explique Roland Cousineau, la minorité colonialiste est hétérogène (Anglais, Irlandais, Juifs), avec "ses groupes satellites"<sup>294</sup>, mais solidaire contre les francophones. De plus dans les deux pays, les colonisés sont

---

<sup>294</sup> Roland Cousineau, "L'Algérie et le Québec", *Revue Socialiste*, no 2 (automne 1959), p.42.

considérés comme une race inférieure, ou sous-race. En Algérie, les Français imposent une civilisation supérieure et une langue plus riche que les dialectes arabes. Au Québec, les anglophones imposent la langue anglaise contre le "patois québécois".

Il existe aussi un dédain démographique similaire, les Canadiens français comme les Algériens courent à leur perte, selon les colonisateurs, en ayant un taux de natalité élevé. Le journaliste développe son idée en critiquant le livre, que nous avons déjà cité, de Germaine Tillon, *Algérie 57* où elle fait référence au taux de natalité élevé des Algériens comme un des problèmes fondamentaux. Mais elle fait également référence aux Canada français où le surpeuplement n'a pas eu lieu à cause "des grands espaces canadiens", ce qui irrite particulièrement le journaliste qui voit dans l'émigration américaine la vraie raison de cette non-surpopulation:

*"Ce qu'il y avait d'espace vital dans les provinces de l'ouest, il a été attribué aux immigrants de l'Europe centrale pendant que nous devons émigrer comme le font les Arabes algériens qui vont chercher en France un peu de travail pour apaiser leur faim et celle de leurs familles<sup>295</sup>".*

"L'intégration forcée" offre un autre exemple, selon *la Revue Socialiste*, de similitude avec l'Algérie. Le discours tenu par le gouvernement français et une partie de la gauche chrétienne est "l'Algérie c'est la France et les Algériens sont des Français". Au

---

<sup>295</sup> *Ibid.*, p.43.

Québec, les impérialistes outaouais "proposent l'intégration "lucide" du Québec au reste de la confédération "Kannadienne" alors que les députés algériens et la délégation québécoise n'ont aucun pouvoir dans leurs métropoles respectives<sup>296</sup>. L'intégration n'est qu'un moyen pour les impérialistes de détourner le peuple colonisé de son véritable destin: l'indépendance, car au même titre que les colonies d'Afrique ou que l'Algérie, le Québec a été une sous-colonie avant d'être une colonie.

## 2) La sous-colonie devenue colonie

Dans un article fleuve, Raoul Roy précise en 1959 ce qu'il entend par sous-colonie. Nous nous en tiendrons ici aux grandes lignes de son raisonnement. Il se base en fait sur les idées que les penseurs nationalistes du Québec ont déjà élaborées à propos du colonialisme et de l'assujettissement des francophones. Il s'inspire notamment du livre de Michel Brunet, *Canadiens et Canadiens*<sup>297</sup>, dans lequel il prend l'idée que le Québec, avant l'octroi du statut de Westminster au Canada en 1931 par l'Angleterre, était déjà une sous-colonie: la colonie

---

<sup>296</sup> *Ibid.*

<sup>297</sup> Michel Brunet, historien et professeur à l'Université de Montréal, a été un des tenants de l'école historique nationaliste de Montréal qui prétendait que la conquête anglaise du Canada français a "décapité" la société francophone de ses élites et a contribué aux retards de la société québécoise francophone. Voir, Jean Lamarre, *Le devenir de la nation québécoise selon M. Séguin, G. Frégault et M. Brunet*, Québec, Septentrion, 1993, 562p.

d'Ottawa, elle-même colonie de Londres. En 1931, le Québec est donc simplement promu du rang de sous-colonie à celui de colonie et rejoint le sort des autres colonies du Tiers-monde. Bien qu'il cite abondamment, Lionel Groulx, François-Xavier Garneau, Paul Gérin-Lajoie, Robert Rumilly etc., pour donner une base historique à ses idées, il les critique quasiment tous car il ne voit pas chez eux d'appel révolutionnaire à la lutte indépendantiste. Le Québec est, pour Raoul Roy, une colonie de fait, de droit et s'intègre donc parfaitement à la définition qu'il donne d'une colonie: "*une colonie (entre autres), c'est une nation enchaînée à un autre peuple qui prend toutes les décisions importantes avec ou sans son consentement*<sup>298</sup>".

Les Canadiens-français forment un peuple prolétarisé, colonisé et opprimé<sup>299</sup> à la fois par les capitalistes anglais, anglo-canadiens mais aussi par les Américains<sup>300</sup>. Pour l'équipe de *La Revue Socialiste*, il n'existe pas de bourgeoisie canadienne-française. Même si quelques francophones parviennent à s'intégrer dans la classe bourgeoise, ils passent automatiquement, par nécessité ou par choix politique, du côté des anglophones. Roch Denis et Luc Racine remarquent que "*cette constatation, exprime avant l'heure la "théorie" du peuple-classe ou*

---

<sup>298</sup> Raoul Roy, "Le Québec une sous-colonie", *Revue Socialiste*, no 3 (hiver 1959-1960), p.18.

<sup>299</sup> Raoul Roy, "100 propositions", *Revue Socialiste*, no 1 (printemps 1959), p.13.

<sup>300</sup> *Ibid.*, p.14.



de la "classe ethnique" des sociologues Dofny ou Rioux<sup>301</sup>". La situation coloniale du Québec n'est guère différente de celle des autres peuples opprimés, comme l'Algérie: "Et l'on pourrait continuer longuement à énumérer tout ce qui fait que l'Algérie se trouve à combattre pour des buts identiques à ceux des "indépendantistes" québécois<sup>302</sup>". Le dernier thème de comparaison avec l'Algérie se retrouve dans le rejet quasi généralisé à gauche que suscite l'alliance du nationalisme et du socialisme.

#### B- Critique de la "pseudo-gauche"

La *Revue Socialiste* présente, dans ses premiers numéros, des idées relativement structurées pour analyser la situation coloniale québécoise et pour se différencier de la gauche canadienne, car "la pseudo-gauche pan-canadienne est le suppôt d'un centralisme outaouais britannisé", et de la gauche francophone "pseudo-gauche canadienne-française qui va jusqu'à collaborer avec les forces occupantes (anglophones) du Québec<sup>303</sup>". Afin de démontrer que les Québécois sont un peuple opprimé et une sous-colonie, l'exemple algérien semble s'imposer pour l'équipe de la revue.

---

<sup>301</sup> Roch Denis et Luc Racine, "La conjoncture québécoise...", *loc. cit.*, p.55.

<sup>302</sup> Roland Cousineau, "L'Algérie et le Québec", *loc. cit.*, p.44.

<sup>303</sup> Raoul Roy, *Revue Socialiste*, no 2 (automne 1959), p.1.

## 1) L'influence de Frantz Fanon

Un journaliste de la *Revue Socialiste*, Roland Cousineau, reprend dès le deuxième numéro la critique contre la pseudo-gauche, c'est-à-dire les libéraux de *Cité libre* et les partis comme le PSD (parti social démocratique, qui est à l'époque la branche québécoise de la CCF) québécois, commencée par Raoul Roy avec ses cent propositions du premier numéro. La critique principale formulée contre la gauche canadienne est sa mollesse face aux impérialistes (le gouvernement fédéral d'Ottawa) et son peu d'enthousiasme à concevoir l'indépendance du Québec:

*"La Revue Socialiste sera le point de rencontre à tous les socialistes qui désirent une véritable émancipation qui ne peut être obtenue que dans un Etat national indépendant dans l'aire francophone nord-américaine<sup>304</sup>".*

L'article de Raoul Roy se termine sur le constat qu'il n'existe au Québec, ni parti de gauche, ni groupe organisé, la revue essayera d'en faire naître un: l'ASIQ (l'Action socialiste pour l'indépendance du Québec). Même s'il est vrai qu'il faut attendre 1961 et 1963 pour voir apparaître des branches québécoises du NPD, Raoul Roy exagère

---

<sup>304</sup> Raoul Roy, *Revue Socialiste*, no 1 (printemps 1959), p.2.

quant à l'inexistence de la gauche au Québec<sup>305</sup>. On commence maintenant à mieux cerner la place des différents courants de gauche dans l'histoire du Québec. L'idéologie communiste n'a pas connu un grand succès au Québec pour différentes raisons<sup>306</sup>, comme d'ailleurs en Amérique du nord, mais des études récentes ont permis de faire ressortir les particularités et le dynamisme de la gauche chrétienne ou libérale (que l'on nommerait aujourd'hui sociale démocrate) au Québec tout au long du XXe siècle, que ce soit au sein du mouvement syndical (qui opte pour le socialisme démocratique, comme la FTQ en 1957 et plus tard la CSN en 1966<sup>307</sup>), ou encore chez certains

---

<sup>305</sup> Le parti socialiste canadien CCF (Cooperative Commonwealth Federation) créé en 1932 fusionna, entre autres, avec plusieurs syndicats canadiens pour créer le NPD (Nouveau parti démocratique) membre de l'Internationale socialiste. A partir de là, certaines tentatives furent faites, sans grand succès, pour implanter des sections au Québec. Voir André Lamoureux, *Le NPD et le Québec 1958-1985*, Montréal, éd. du Parc, 1985, 230p; Bernard Mataigne, *Le mouvement socialiste au Québec 1965-1970*, maîtrise (science politique), UQAM, 1979, 133 p; Gilles Bourque et Gilles Dostaler, *Socialisme et indépendance*, Montréal, Boréal Express, 1980, 223 p; Walter D. Young, *The Anatomy of a Party: the National CCF 1932-1961*, Toronto, UTP, 1969.

<sup>306</sup> Voir Marcel Fournier, *Communisme et anti-communisme au Québec 1920-1950*, Montréal, Albert St-Martin, 1979, 165p et Robert Comeau et Bernard Dionne, *Histoire des communistes au Québec de la Première Guerre mondiale à la Révolution tranquille*, Québec, VLB, 1989, 542 p. Pour la période antérieure à notre étude voir Andrée Lévesque, *Virage à gauche interdit: les communistes, les socialistes et leurs ennemis au Québec 1929-1939*, Montréal, Boréal Express, 186 p.

<sup>307</sup> Voir Jacques Rouillard, *Histoire du syndicalisme québécois des origines à nos jours*, Montréal, Boréal, 1989, chapitre 4: L'institutionnalisation.

intellectuels québécois<sup>308</sup>. Ainsi se met en place :

*"La genèse du mouvement socialiste au Québec(...). Ce mouvement va d'abord se développer comme un mouvement d'idées axé autour de la création de revues politiques. Il va ensuite donner lieu à la mise sur pied de groupes organisés où les actions entreprises vont venir alimenter le débat théorique et réciproquement<sup>309</sup>".*

Mais l'effort de différents membres socialistes ou communistes de ces organisations ou de ces partis, pour formuler de nouvelles idées sur l'autonomie québécoise, trouve peu d'échos au sein de la gauche<sup>310</sup>.

Au cours des années 1960:

*"alors que la majorité des sociaux-démocrates québécois (à l'époque, au PSD, section québécoise de la CCF) s'opposent à*

---

<sup>308</sup> Roch Denis et Luc Racine "La conjoncture québécoise depuis 1960" dans *Socialisme québécois*, no 21-22 (avril 1971), pp.17-79 et Michael Behiels, *Prelude to Quebec's Quiet Revolution: Liberalism vs Neo-Nationalism 1945-1960*, McGill Queen's University Press, 1985, 365 p. Des assertions comme "la grande noirceur avait réussi à étouffer l'opposition socialiste et communiste. Chasse aux sorcières, loi du cadenas, répression dans les syndicats, guerre froide menée à chaud, vont faire le vide politique à gauche" ne sont plus justifiées, Bernard Mataigne, *op.cit.*, p.1.

<sup>309</sup> Roch Denis et Luc Racine, "La conjoncture...", *loc.cit.*, p.52.

<sup>310</sup> Ainsi, à l'origine de la scission entre des membres francophones du Parti communiste en 1947 (dont Raoul Roy faisait partie) se trouvait la revendication de l'autonomie provinciale alors que la majorité soutenait le fédéralisme canadien comme garant de l'unité dans la lutte prolétaire pan-canadienne. Voir, M. Fournier, "Histoire et idéologie du groupe canadien-français du parti communiste 1925-195" dans *Socialisme* 69, no 16 (1969), p.70 et Robert Comeau et Bernard Dionne, *op.cit.*, p.32.

*l'indépendance nationale, quelques intellectuels isolés s'emploient à démontrer le contenu "décolonisateur" du socialisme québécois<sup>311</sup>.*

Raoul Roy situe son action dans cette optique et pense qu'il est temps pour la gauche québécoise de créer un mouvement qui allie à la fois l'idée de révolution prolétarienne du Parti communiste et le nationalisme indépendantiste d'une partie des sympathisants de gauche.

Frantz Fanon a inspiré la critique de la gauche traditionnelle à l'équipe de *la Revue Socialiste* et a donné des modèles de comparaison au journaliste Roland Cousineau dans un article de 1959. Frantz Fanon, médecin psychiatre, dirigea de 1953 à 1957 l'hôpital psychiatrique de Blida en Algérie et est déjà connu pour ses ouvrages sociologiques sur l'Algérie<sup>312</sup>. Il a été arrêté et expulsé d'Algérie pour son soutien au FLN et il publie en 1959, dans la célèbre revue française *Les Temps modernes*, un article où il critique la mollesse de la gauche française à soutenir l'indépendance algérienne:

*"Les forces de gauche n'existent pas et même le parti communiste algérien pendant longtemps s'est cantonné dans un réformisme type union française(...). Les communistes algériens ont dénoncé les "terroristes" nationalistes<sup>313</sup>".*

---

<sup>311</sup> Roch Denis et Luc Racine, *loc.cit.*, p.53.

<sup>312</sup> Il a écrit en 1952, *Peau noire, masques blancs* et en 1959, *L'an V de la révolution algérienne*. Il sera surtout connu pour son livre de 1961, *Les damnés de la terre*.

<sup>313</sup> Frantz Fanon, cité par Roland Cousineau, "L'Algérie et le Québec", *Revue Socialiste*, no 2 (automne 1959), p.40.

Le sous-titre de l'article de la *Revue Socialiste* indique clairement le but de cette comparaison: "En Algérie comme au Canada français, la pseudo-gauche "règle" le problème de l'indépendance nationale en niant son existence". En Algérie comme au Québec, la gauche est "dévouée aux idéaux et aux intérêts de l'impérialisme" français en Algérie et anglophone au Québec. La critique est dirigée contre *Cité Libre* où:

*"nos gauchistes ou centristes qui sont de tout cœur avec le FLN algérien mais se réfugient dans l'attitude confortable de négation magique du problème de la délivrance du Canada français du joug colonial"<sup>314</sup>,*

La critique s'adresse également au parti socialiste canadien, qui est prêt à soutenir les Algériens et le FLN dans une "démangeaison arabophile" qui témoigne surtout d'un fond de sentiment anti-France, selon le journaliste. Il conclut sur la nécessité d'intégrer la question nationale dans la réflexion sur l'impérialisme: "*Messieurs du PSD, comme en Algérie, il y a ici une occupation qui n'est pas seulement économique, comme vous le prétendez, mais encore politique et même militaire*"<sup>315</sup>.

Au Québec comme en Algérie, selon la *Revue Socialiste*, la gauche refuse d'intégrer ce que l'évolution historique du discours sur la décolonisation a développé au cours du XXe siècle, à savoir que

---

<sup>314</sup> *Ibid.*, p.44.

<sup>315</sup> *Ibid.*

question coloniale et question nationale sont liées<sup>316</sup>. Il faut donc prouver, pour l'équipe de la revue, que le Québec est opprimé et définir qui en sont les oppresseurs, là encore l'exemple algérien est largement utilisé.

## 2) La rupture avec la pseudo-gauche

L'entreprise la plus délicate pour *la Revue Socialiste* est de parvenir à prouver que le nationalisme indépendantiste québécois est compatible avec le socialisme révolutionnaire et l'ébauche de cette idée, qui sera développée surtout à partir de 1961, passe par une rupture avec les partis de gauche au sujet de l'Algérie.

Jacques Ferron<sup>317</sup>, dans un article de 1960, raconte dans quelles circonstances, il fit ses adieux au Parti social démocrate (qui deviendra le NPD plus tard). Il raconte qu'au cours des derniers congrès de la CCF, on vota une résolution contre la politique française en Algérie. La majorité du congrès était canadienne-française (il s'agissait d'un congrès des membres québécois de la CCF) et Jacques Ferron ironise sur le fait qu'en condamnant la France, leur mère

---

<sup>316</sup> Voir l'analyse de Carole Page, *Décolonisation et question nationale québécoise*, *op.cit.*, pp.23-33.

<sup>317</sup> Ecrivain, dramaturge et médecin, Jacques Ferron a déjà publié, en 1960, plusieurs livres et est membre du Parti social démocrate. Il se fera remarquer en 1963 en fondant le Parti Rhinocéros "dont l'arme principale la dérision, s'acharne à dénoncer le pouvoir de plus en plus dominateur du gouvernement central", P. Cantin dans *L'Encyclopédie du Canada*, *op.cit.*, p.737.

patrie, "la majorité (des membres) démontrait sa pureté<sup>318</sup>" vis-à-vis de l'Internationale socialiste. Il décide donc de pousser la logique jusqu'au bout et d'en profiter pour faire passer une proposition soutenant l'indépendance du Québec, au même titre que la majorité du congrès avait soutenu les Algériens contre la France. La réaction ne se fit pas attendre: "Je revois encore cette meute de rouquins et de gueules carrées après mon discours(...). Une condamnation autoritaire, sans argument, bête, sauvage pour ne pas dire bestiale<sup>319</sup>".

Bref, le congrès refusa sa proposition et même Pierre Vadeboncoeur, jeune écrivain et collaborateur à *Cité libre*<sup>320</sup> présent au congrès, "se tint coi". L'union du nationalisme et du socialisme n'est pas une association que tous acceptaient et, selon Raoul Roy, le parti communiste et le parti socialiste canadien faisaient une mauvaise lecture de la situation québécoise en ne considérant que la colonisation par le capital étranger et pas la colonisation politique d'Ottawa. Au cours des années suivantes, l'équipe de la revue tentera de préciser ce qu'elle peut emprunter à la théorie marxiste révolutionnaire dans le cas de la décolonisation du Québec.

---

<sup>318</sup> Jacques Ferron, "Adieu au PSD", *Revue Socialiste*, no 4 (été 1960), p.8.

<sup>319</sup> *Ibid.*, p.14.

<sup>320</sup> Pierre Vadeboncoeur critiqua très sévèrement en 1958, sa propre revue, *Cité libre*, et la société en général pour le vide idéologique à gauche dans "Voilà l'ennemi", *Cité libre*, no 19 (janvier 1958), pp.29-37. Pierre Vadeboncoeur est avocat et membre du conseil national et du comité exécutif provincial du PSD.



*La Revue Socialiste* en comparant la situation du Québec à celle des peuples colonisés y trouve de troublantes similitudes. La guerre d'Algérie, par son actualité et par l'incompréhension des partis de gauche français à admettre le pendant nationaliste de l'indépendance algérienne, sert de point de départ au constat d'un Québec francophone colonisé et opprimé.

La radicalisation des idéologies politiques, que l'on situe généralement au Québec dans les années 1970, commence pour les membres de l'Association socialiste pour l'indépendance du Québec (L'ASIQ) dès 1959. L'idéologie de "gauche", c'est-à-dire les valeurs de progrès sociaux, le refus du nationalisme traditionnel, le laïcisme etc., a été récupérée à la fin des années 1950 par les partis dominants. Les différences sont ténues entre le discours des néo-libéraux et celui des néo-nationalistes, peut-être n'existe-t-il plus ni droite, ni gauche? C'est en tous cas ce que semble penser l'équipe de *la Revue Socialiste* pour qui la gauche doit radicaliser son discours en optant pour l'indépendance et la révolution et ainsi se démarquer des autres mouvements contestataires.

La réaction face à la guerre d'Algérie se situe surtout par rapport à la lutte de libération que mènent les Algériens et qui devient une inspiration pour l'équipe de *la Revue Socialiste* qui critique implicitement la France, même si *la Revue Socialiste* ne prête

guère d'attention au gouvernement français. D'autres Québécois tout aussi critiques face à la France, lors de la guerre d'Algérie, le sont cependant pour des raisons différentes.

### III. LES MOTIVATIONS DE LA CONDAMNATION DE LA FRANCE ET DU SOUTIEN AUX ALGERIENS.

Les anglophones et certains francophones, notamment l'équipe de *Cité libre*, réagissent eux-aussi de plus en plus à la guerre d'Algérie. L'événement, qui fait la une de nombreux journaux et d'émissions de télévision au Québec, commence à devenir l'enjeu d'une sorte de surenchère à celui qui fera preuve du plus grand humanisme, de la plus grande ouverture sur la tragédie des autres peuples, et de finesse intellectuelle dans l'analyse de la situation.

#### A. Les médias et l'Algérie: présence accrue.

La présence renforcée de la guerre d'Algérie dans les journaux (que nous avons mise en évidence lors de l'analyse quantitative) se retrouve aussi dans les revues, qui consacrent un plus grand nombre de pages à l'analyse de l'événement et également à la radio et à la

télévision où les émissions d'affaires publiques font une large place à l'événement.

#### 1) Les revues québécoises et l'Algérie 1958-1960.

Nos analyses statistiques avaient révélé une mise en valeur (la qualité et la place à la une de l'événement) assez forte de la guerre d'Algérie dans les journaux à partir de 1958 aussi bien chez les francophones que chez les anglophones. Cependant, un essoufflement chez les anglophones se faisait sentir au niveau de la mise en forme de l'information (le pourcentage de surface donné à l'événement) créant ainsi un fossé avec les francophones. Ceci donnait l'impression que la presse anglophone s'intéressait peu à la guerre d'Algérie, lui consacrant de gros titres lors d'événements, sans cependant lui accorder des articles fournis. Mais, si un écart se creuse entre les journaux anglophones et les francophones sur la taille des articles, ce n'est pas par manque d'intérêt des anglophones car la place qu'ils accordent à la guerre dans leurs revues est supérieure à celle des revues francophones.

En effet, entre 1958 et 1960, 29 articles de revues sont consacrés à la guerre d'Algérie, dont 16 anglophones contre 13 francophones et le nombre de pages est égal avec une moyenne de trois pages par articles (46 pages au total pour les anglophones et 38 pour les francophones). L'intérêt pour l'événement progresse donc dans toutes les revues et sa présence à la télévision confirme nos analyses.

## 2) La télévision et la guerre d'Algérie 1958-1960.

Il existe une "orgie" d'informations, sur ce qui se passe dans le monde à partir de 1958 dont Jean-Marc Léger témoigne:

*"L'ensemble de nos moyens d'informations accordèrent alors une place éminente à l'actualité internationale: ce fut sans doute la période (de 1958 au début des années 1960) où ils y ont été le plus sensibles<sup>321</sup>".*

On la retrouve aussi à la télévision et la radio où de nombreuses émissions d'informations mais aussi d'affaires publiques<sup>322</sup> s'intéressent à la guerre d'Algérie. Nous avons constaté qu'entre 1958 et 1960, presque toutes les émissions d'informations à la télévision et à la radio ont présenté de façon plus ou moins régulière la guerre d'Algérie. Les émissions anglophones comme *Close-up* de Ross McLean (1957-1963), *Document*, mais surtout les émissions francophones, ont fait une large place à la guerre d'Algérie. Le tableau 4 résume les résultats de nos recherches pour les émissions francophones. Nous avons séparé les émissions informatives des magazines, même si souvent un magazine peut seulement présenter des informations sur l'Algérie.

---

<sup>321</sup> Jean-Marc Léger, "Le Devoir et l'actualité internationale", *loc. cit.*, p.303.

<sup>322</sup> Voir leur analyse dans, Gérard Laurence, "Le début des affaires publiques à la télévision québécoise 1952-1957", *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 36-2 (septembre 1982), pp.213-239.

Tableau 4 : Emissions francophones sur la guerre d'Algérie 1958-1960.

	Radio *	Télé **	Durée moyenne
Emissions d'information	5	26	11.5 mn
Magazines	5	10	28 mn
Total	10	36	

\* : Les magazines: *Fémina*, *politique française* et l'émission d'information, *La revue de l'actualité*.

\*\* : Les magazines: *Point de mire*, *Conférence de presse*, *Premier plan*, et les émissions d'information *Caméra*, *L'actualité*, *Les actualités internationales*.

Nous avons délimité en "magazine", les émissions à fort contenu, soit par les invités (des hommes politiques français comme Jacques Soustelle à *Premier plan* (successeur de *Point de mire*), le 27 mars 1960, avec René Lévesque, ou François Mauriac à la même émission le 1er novembre 1959 mais avec Gérard Pelletier), soit par un numéro spécial (les *Points de mire* de René Lévesque sur l'Algérie ou encore l'émission de radio *Fémina* du 1er octobre 1959 où Louise Simard interroge sur l'Algérie André Patry, professeur de droit public et futur sous-ministre québécois de l'immigration chargé des affaires arabes). Nous

avons classé dans l'information les émissions d'actualités avec reportages filmés et commentaires des journalistes, comme les émissions *Caméra* 57, 58, 59.

On constate donc qu'un nombre non-négligeable d'émissions de télévision et de radio présentent aux Québécois l'affaire algérienne même si la représentativité du fichier de Radio-Canada est très inégale: 40% des émissions de radio ont été conservées et 70% des émissions de télévision<sup>323</sup>. Le contenu des magazines que nous avons consultés est cependant assez décevant. Règle générale, peu de critiques ou d'analyses autres que celle présentées par les invités, c'est-à-dire des membres du gouvernement français, ne ressortent. Il faut attendre 1961, pour que le micro soit tendu à des Algériens ou à des témoins plus engagés dans le conflit.

Néanmoins, cet intérêt médiatique pour la guerre d'Algérie ne représente pas une tendance isolée et parallèlement, la réaction des néo-libéraux et de certains anglophones à l'événement, est attisée par les intellectuels nationalistes qui désirent, comme nous l'avons vu, amener le débat sur le terrain, jugé glissant, de la comparaison entre Algériens et Québécois ou sur l'actualité de la question nationale. Il apparaît cependant que le débat idéologique, proposé par les nationalistes, ne soit pas la motivation principale qui pousse les

---

<sup>323</sup> Selon l'estimation de l'archiviste de Radio-Canada, Carlos Gomez. De nombreuses émissions n'étaient pas enregistrées et d'autres ont été simplement jetées.

autres intellectuels à réagir à la guerre d'Algérie jusqu'en 1960.

B- Cité Libre et l'Algérie: la nécessaire démocratie.

Quelques articles de *Cité libre* présentent l'analyse de plusieurs intellectuels sur la guerre d'Algérie. Les citélibristes évitent cependant soigneusement jusqu'en 1961, de rentrer dans le débat de la comparaison Québec-Algérie, ni même de répondre aux attaques à peine voilés de leur adversaires sur leurs articles passés. Une critique assez mitigée du gouvernement français, mais surtout de ceux qui rêvent encore d'une Algérie française, se dessine dans le ton des articles et, à l'instar de Pierre E. Trudeau, c'est plutôt la sauvegarde de la démocratie qui les fait réagir.

1) La démocratie et les ultras d'Alger.

Une des cibles principales des citélibristes pendant la période 1958-1960 sont les Français qui défendent l'Algérie française et particulièrement certains Français d'Algérie, les ultras d'Alger, qui se préparent à renverser le pouvoir démocratique en Algérie pour conserver l'Algérie française et qui cherchent à rallier l'armée française à leur cause.

Pierre E. Trudeau<sup>324</sup> jette les bases d'une réflexion sur la création, au Québec, d'un Etat démocratique dans son article "un manifeste démocratique"<sup>325</sup>. Il s'insurge contre les nationalistes et leur obsession de l'ordre moral mais "*un peuple qui ne croit pas à la démocratie n'a pas de raison de vivre une morale démocratique*"<sup>326</sup>. Le nationalisme, dans la mesure où il fait passer la nation avant l'individu, n'est pas la meilleure solution pour Pierre E. Trudeau. Il écrit de plus:

*"Le nationalisme chez nous n'est plus une force idéologique. Depuis que les nationalistes ont commencé de s'accuser les uns les autres d'être de gauche et de droite, nous avons enfin la preuve qu'il n'est plus possible de définir adéquatement ses idéologies politiques par seul référence à la nation"*<sup>327</sup>.

De là à montrer que l'extrémisme guettent les ardents défenseurs de la nation et que, malgré leurs discours pacifistes, ils pourraient facilement tomber dans l'antidémocratie, il n'y a qu'un pas.

Ce pas sera franchi par plusieurs collaborateurs de *Cité libre*

---

<sup>324</sup> Il est déjà connu en 1958 pour ses articles dans *Cité libre*, en particulier "Idéologie et crise de conscience du Canada français", *Cité libre*, no 14 (décembre 1955) et son livre sur la grève de l'amiante au Québec: *La grève de l'amiante. Une étape de la révolution industrielle au Québec*, Montréal, Editions Cité libre, 1956, 430 p.

<sup>325</sup> *Cité libre*, no 22 (octobre 1958), pp.1-32.

<sup>326</sup> *Ibid.*, p.14.

<sup>327</sup> *Ibid.*, p.12.



en prenant l'exemple de la guerre d'Algérie. Le journaliste Guy Cormier, dans un article de 1958, reprend des commentaires de Jean-Marc Léger sur *"la méfiance et l'hostilité de certains Québécois à l'égard de la majorité des Français"*<sup>328</sup> pour développer l'idée d'une francophobie québécoise. Les Canadiens-français restent attachés à une France idéale dont le clergé a attisé le souvenir, lui qui pourtant *"a su conquérir très vite son autonomie à l'égard du clergé de France"*<sup>329</sup>. Si une comparaison doit être faite entre l'Algérie et le Québec, Guy Cormier la situe entre *"la parenté spirituelle de la collectivité canadienne-française dans son expression la plus constante et les ultras d'Alger"*<sup>330</sup>. Selon lui, si la conquête de 1760 n'avait pas eu lieu, les Canadiens-français auraient fait *"tôt ou tard leur coup d'Alger"* contre la France. De plus, les ultras d'Alger, comme les Canadiens-français, sont:

*"Plus ou moins séparatistes, parlent des Français de France avec une pointe de mépris, reprochent à la France son abandon, les éléments les plus extrémistes se recrutent chez les anciens sympathisants de Pétain"*<sup>331</sup>.

La comparaison n'est guère flatteuse et l'exemple de l'Algérie sert à piquer les jeunes nationalistes qui tentent de moderniser le

---

<sup>328</sup> Jean-Marc Léger "France and French Canada", numéro spécial sur le Canada français, *McGill Daily*, 10 mars 1958.

<sup>329</sup> Guy Cormier, "Les intermédiaires", *Cité libre*, juillet 1958, p.43.

<sup>330</sup> *Ibid.*

<sup>331</sup> *Ibid.*

nationalisme québécois en passant, entre autres, par une vision plus critique et détachée vis à vis de la France que celle qu'avait le clergé<sup>332</sup>. C'est le cas de Michel Brunet dans son livre *Canadiens et Canadiens*, que Guy Cormier présente ainsi; "*Tel maître à penser qui manie allégrement l'insulte à l'endroit de l'Europe et qui truffe son livre de 20 citations d'auteurs français*"<sup>333</sup>.

Nous pensons qu'il faut replacer cette critique dans le débat de la fin des années 1950 autour d'une vision pessimiste de la société québécoise que certains développent<sup>334</sup>. Des historiens nationalistes,

---

<sup>332</sup> L'année suivante, en novembre 1959, les célèbres lettres signées d'un "frère un tel" sont publiées dans *Le Devoir* par A. Laurendeau sous le titres "Les insolences du frère untel" dans lesquelles on trouve, entre autres, une critique des autorités religieuses qui briment clercs et laïcs. Voir, Alain Fournier, *Un best-seller de la Révolution tranquille*, Laval, Centre de recherche en littérature québécoise, 1988, 159 p., et Léon Dion, *Les intellectuels et le temps...*, *op.cit.*, pp.221-227.

<sup>333</sup> Guy Cormier, "Les intermédiaires", *loc.cit.*, p.44.

<sup>334</sup> André-J. Bélanger a étudié, au sein même de *Cité libre*, un courant anticitélibriste qui pêchait parfois par excès de pessimisme. Ainsi, Pierre Vadeboncoeur qui "*insiste sur notre incapacité chronique généralisée qui serait refus à l'origine d'un vécu intériorisé (...). C'est l'individu québécois et sa culture qui se trouvent remis en questions*", André-J. Bélanger, *Ruptures...*, *op.cit.*, p.110.

comme Michel Brunet et particulièrement Maurice Séguin<sup>335</sup>, auraient de l'histoire et de l'avenir des Canadiens-français une vision très négative et peu encourageante. Ainsi, en 1958-1959, *Cité Libre* critique dans ses numéros les problèmes de l'éducation au Québec, l'obscurantisme ambiant, le contrôle et les "vexations du gouvernement". Léon Dion, alors jeune professeur, met en garde les universitaires "spécialistes de la crise intellectuelle chez les Canadiens-français" contre la tentation pessimiste et les idées négatives (anti-canadianisme, anti-duplessisme etc.)<sup>336</sup>.

L'exemple algérien n'est donc pas au centre de la réflexion de *Cité Libre* à l'époque, comme il peut l'être pour *la Revue Socialiste*, mais sert à critiquer le manque de modernité et d'ouverture des Canadiens-français aux changements de leur propre société mais aussi à l'évolution de leur mère patrie la France. Guy Cormier publie d'ailleurs un article quelques années plus tard, dans lequel il confirme les limites de la comparaison entre le Québec et les pays étrangers:

---

<sup>335</sup> La thèse de doctorat de Maurice Séguin, *La nation canadienne et l'agriculture*, soutenue en 1947 à l'Université de Montréal, développait notamment l'idée du repli des Canadiens-français sur eux-mêmes après la conquête et de la décapitation des meilleurs éléments de l'élite canadienne-française qui ont préféré émigrer. La thèse fit beaucoup de remous, Lionel Groulx a critiqué sévèrement son jeune collègue: "un pauvre refoulé, qui ne pourra jamais secréter qu'un pessimisme foncier et total", voir Jean Lamarre, *Le devenir de la nation...*, op.cit., p.325.

<sup>336</sup> Voir, André-J. Bélanger, *Ruptures ...*, op.cit., pp.76-79.

"Le Québec est un pays sous-instruit. S'il existe une analogie entre la situation du Québec et les pays sous-développés, elle est là. Fonder une action sur tout autre postulat serait courir à l'anarchie<sup>337</sup>".

La même critique, de ces Français qui sont prêts à tout en Algérie et en qui des Québécois se reconnaissent, se retrouve dans un article de Jacques Hébert<sup>338</sup>, qui à travers l'histoire d'Alexandre Guillet fustige la droite québécoise, "*dernier champion des valeurs morales*", et qui semble accorder peu d'importance aux valeurs démocratiques. Jacques Hébert se régale de l'histoire assez mouvementée du journaliste français Alexandre Guillet quand: "*L'incompréhension du gouvernement de Gaulle et les menaces qui pesaient sur sa bonne bouille de collabo le décidèrent à se réfugier au Canada*<sup>339</sup>".

Au Canada il reçoit un accueil fraternel des "*pétainistes de serre-chaude, de nos fascistes frustrés et de nos nationalistes sirupeux*", bref il s'installe au Québec et devient professeur à l'Institut Pie-XI et journaliste-pigiste à ses heures. Il prend parti pour la France et pour les Français d'Algérie, comme beaucoup de

---

<sup>337</sup> Guy Cormier, "Fortune nouvelle du nationalisme", *Cité Libre*, no 36 (avril 1961), p.5

<sup>338</sup> Journaliste globe-trotter, il collabore au *Devoir* (1951-1953), puis crée la revue *Vrai* (1954-1959), assez proche de *Cité libre* la revue se consacre particulièrement à la politique montréalaise et à la critique de la corruption municipale. En 1958, il participe à *Cité libre*, il sera aussi écrivain, éditeur et nommé sénateur en 1983.

<sup>339</sup> Jacques Hébert, "Alexandre le paphlagonien", *Cité libre*, avril 1960, p.21.

Français à l'époque, lors des débuts de la guerre d'Algérie et publie quelques articles où il dénonce "les horreurs des fellaghas (combattants algériens)". Le retour du général de Gaulle en 1958, réclamé par les Français d'Algérie incite Alexandre Guillet à aller en Algérie soutenir ses amis car:

*"Plus rien n'empêchait Alexandre Guillet de rentrer en France, d'aller humer cette politique de grandeur, de retrouver la vraie France, celle du Maréchal Pétain que les ultras d'Alger venaient de confier... au général de Gaulle<sup>340</sup>".*

Jacques Hébert dénonce le pseudo-pacifisme d'Alexandre Guillet qui "le jour de la révolte (la semaine des barricades) était là, sur la barricade...". Voilà en quelque sorte où mène le pacifisme des gens de droite et le genre de parallèle que faisait Alexandre Guillet avec les Français d'Algérie qui comme les Canadiens-français, "ont planté la croix en terre païenne(...) et enfin les Canadiens- français-catholiques comprenaient le problème algérien<sup>341</sup>".

L'épisode "Alexandre Guillet" donne donc des armes à Jacques Hébert pour critiquer les nationalistes, tel Robert Rumilly, qui reprochent aux hommes de gauche d'être des anarchistes dénués de tout sens moral de l'autorité. Il en faudrait peu pour qu'Alexandre Guillet revienne au Québec après son épisode malheureux d'Alger (il fut démit de ses fonctions à la télévision française) "paré de l'auréole de

---

<sup>340</sup> *Ibid.*

<sup>341</sup> *Ibid.*

martyre". D'autres collaborateurs de la revue s'inquiètent du risque de perte de contrôle de Gaulle en Algérie et compare l'Algérie, non pas au Québec, mais à l'Irlande.

## 2) Scepticisme face à de Gaulle.

La journaliste Adèle Lauzon<sup>342</sup> écrit, en 1960, un article sur "le problème algérien" dans lequel elle indique que la semaine des barricades à Alger a donné lieu "*à une crise si grave que l'on a cru le général de Gaulle dépassé par les événements*<sup>343</sup>". Elle explique qu'en Algérie la population française est derrière les insurgés et ne se contentera pas de cette défaite dans sa lutte à finir avec le gouvernement français. L'arrestation des meneurs de la rébellion et l'épuration, au sein du gouvernement français, des sympathisants aux ultras d'Alger, ne suffira pas selon elle, "*à régler le problème algérien, source de presque toutes les difficultés avec lesquelles la France est au prise*<sup>344</sup>". Elle donne l'impression que seule une solution radicale, comme l'indépendance, pourrait sauver la France.

On retrouve également la critique du manque d'esprit démocratique

---

<sup>342</sup> Journaliste pigiste et grand reporter pour plusieurs revues (*Cité libre, Le Maclean*).

<sup>343</sup> Adèle Lauzon, "le problème algérien", *Cité libre*, no 25 (mars 1960), p. 25.

<sup>344</sup> *Ibid.*, p.26.

dont font preuve l'armée et les Français d'Algérie. Elle est convaincue que:

*"ni les colons ni l'armée n'accepteraient que les Musulmans décident librement (de leur avenir). Ils (les colons et l'armée) refuseront le referendum car ils sont tous persuadés que les Musulmans opteraient non pas pour l'intégration, mais pour l'indépendance<sup>345</sup>".*

La reporter adopte un ton beaucoup moins incisif que les journalistes de *Cité libre* vis-à-vis des Français d'Algérie qui sont souvent appelés, par les journalistes de *Cité libre*, les ultras d'Alger laissant croire que tous les Français d'Algérie forment le groupuscule ultra. Néanmoins, son analyse fait ressortir un certain scepticisme face à la politique du général de Gaulle et renforce la ligne directrice de *Cité libre* sur les dangers, en Algérie comme au Québec, d'un manque de démocratie dans les décisions d'un gouvernement. La même année, en 1960, *Cité libre* publie un article du journaliste Georges Dufresne, dans lequel d'une part les chances de réussite de la politique gaullienne semblent minces et, d'autre part, on compare l'Algérie, non pas au Québec, mais à l'Irlande.

Georges Dufresne explique que, lors de l'insurrection de janvier 1960 (la semaine des barricades à Alger), le gouvernement anglais a accordé "*une sympathie anxieuse et assez inusitée<sup>346</sup>*" à de Gaulle. La

---

<sup>345</sup> *Ibid.*

<sup>346</sup> Georges Dufresne, "L'Algérie et l'Angleterre", *Cité libre*, no 26 (avril 1960), p.13.

première raison à ce soutien, selon le journaliste, c'est d'éviter une guerre civile en France et les risques de déstabilisation du bloc OTAN que cette guerre pourrait impliquer.

Mais, Georges Dufresne, après avoir consulté plusieurs ouvrages dont l'*Encyclopaedia Britannica* et des articles du *Montréal Star* de 1914, présente une autre raison à ce rapprochement anglais. En effet, une fraternité dans l'épreuve unie les Anglais à la France, car l'Angleterre a connu, elle aussi, une insurrection militaire en Irlande, en 1914, et ajoute-t-il:

*"comme l'armée française se résout mal aujourd'hui à imposer aux colons français de l'Algérie l'auto-détermination; de même, en 1914, l'armée anglaise se refusait à imposer le Home Rule aux colons anglais d'Irlande<sup>347</sup>".*

Il compare également le rôle de l'opposition parlementaire française, de droite, qui bloque le processus d'autonomie de l'Algérie, à celui joué par la Chambre des Lords contre l'autonomie irlandaise. La crise qui éclata en Irlande du nord où *"les colons anglais qui sont en plus grand nombre (comme les Français sur le littoral algérien) constituent un gouvernement provisoire<sup>348</sup>"*, les scandales et les démissions qui suivirent ressemblent aussi à la situation algérienne. Le journaliste ne s'intéresse pas directement aux Algériens, source de comparaison pour *la Revue Socialiste*, mais uniquement à la comparaison

---

<sup>347</sup> *Ibid.*, p.14.

<sup>348</sup> *Ibid.*



entre colons anglais et français. L'article se termine sur le peu d'espoir que suscite une auto-détermination qui pourrait aboutir à une partition comme en Irlande:

*"La division de l'Irlande ressemble au plan de fédération qui a été proposé par certains pour l'Algérie. Elle n'a pas été très heureuse dans une Irlande adossée à l'Atlantique; elle le serait bien probablement beaucoup moins encore dans l'Algérie entourée de pays arabes<sup>349</sup>".*

Les citélibristes condamnent, d'une certaine façon, l'attitude des Français d'Algérie qui refusent d'accepter toute idée d'autonomie ou d'indépendance de l'Algérie. Cette prise de position peut s'expliquer par la volonté des citélibristes de revendiquer plus de démocratie dans leurs propres institutions, (politiques, cléricales etc.), mais aussi à l'étranger. Refuser l'autodétermination, proposée par de Gaulle en janvier 1960, montre l'antidémocratie des Français d'Algérie, représentant la droite selon *Cité libre*, et donne des armes aux citélibristes pour critiquer les Québécois qui se sentent encore des liens avec ces Français là.

La comparaison entre la situation des Québécois et des Algériens qui pourrait amener le débat autour de la question nationale au Québec,

---

<sup>349</sup> *Ibid.* Lors de la Première Guerre mondiale, la question irlandaise resurgit lorsque les extrémistes nationalistes catholiques créèrent une armée clandestine l'Irish Republican Brotherhood. Terrorisme, guérillas et insurrections se développèrent alors en Irlande et ce n'est qu'en 1921, avec le traité de Londres qui partagea l'Irlande en deux, que cessa, pour quelques années, la guerre civile.

est soigneusement évitée et seule la comparaison avec l'Irlande est évoquée. La position des intellectuels francophones face à la politique gaullienne, jusqu'en 1960, paraît beaucoup moins enthousiaste que ce que certains journaux laissaient croire<sup>350</sup>. Les anglophones tiennent un discours en général plus critique face à la politique française, même si en 1958 "l'effet de Gaulle" apaise, chez certains, les commentaires négatifs.

### C- La méfiance anglophone face à de Gaulle

De nombreux articles anglophones présentent, entre 1958 et 1960, les rebondissements de la guerre d'Algérie à leurs lecteurs. L'OTAN et la stabilité du bloc européen de l'ouest font toujours partie des préoccupations de l'analyse anglophone, mais l'arrivée du général de Gaulle sur la scène politique française, en juin 1958, donne lieu à d'intéressants revirements d'idées chez les anglophones. Ils passent d'une certaine sympathie face à "l'homme providentiel" de 1958 à une vision parfois caricaturale du dictateur de Gaulle.

---

<sup>350</sup> Sylvie Guillaume affirmait notamment: "*lorsque l'affaire algérienne prend une ampleur que les journalistes ne soupçonnaient pas (après 1958), ils veulent tous croire que le général de Gaulle est capable de la résoudre dans les meilleurs délais, tout en émettant parfois des doutes (...)*", Sylvie Guillaume, *Les Québécois et...*, op.cit., p.226.

## 1) 1958: état de grâce pour de Gaulle

La majorité des articles anglophones sur l'Algérie et la France sont publiés en 1958. Le *Canadian Forum* en publie cinq assez fournis sur la guerre d'Algérie et/ou sur la politique française. La revue progressiste, qui avait soutenu les efforts des gouvernements socialistes de la IV<sup>e</sup> République en Algérie, semble trouver en de Gaulle le sauveur du moment.

En janvier 1958, sa correspondante en France explique que le principal danger de la guerre d'Algérie est l'affaiblissement financier français et surtout: "(The war) *discredits the Western powers by proving to Africans, Arabs and Asians alike that imperialism dies hard*<sup>351</sup>". L'aide de la Tunisie et de l'Égypte, apportée au FLN, inquiète les observateurs qui ne voudraient pas voir le conflit s'étendre à toute l'Afrique du nord ce qui risquerait de briser la coexistence pacifique qui dure entre les deux grands depuis 1956<sup>352</sup>.

Le ton de la journaliste se fait plus critique face aux derniers

---

<sup>351</sup> Patricia Van D. Esch, "The War in Algeria", *The Canadian Forum* (janvier 1958), p. 224.

<sup>352</sup> Une recherche récente a d'ailleurs montré que le Canada avait soutenu, secrètement, la France entre 1950 et 1960 dans la lutte contre les Algériens. Le Canada a envoyé pour plus de 128 millions de dollars d'équipement militaire à la France en munitions, camions, dynamite, mitraillettes, obus et entraînements aériens. Robin S. Gendron, "A Question of North Atlantic Security: Canada and Algeria's War for Independence", communication non-publiée, *Congrès de la Société Historique du Canada*, juin 1998, pp.23-24.

efforts ratés du gouvernement français pour "pacifier" l'Algérie, et le commentaire est beaucoup plus favorable à l'indépendance de l'Algérie que dans les précédents articles:

*"The Algerians may not like the methods of the rebels from which they also suffer, but after a hundred years of colonization and association with the ideas of the West they certainly support the object of independence<sup>353</sup>".*

En avril, un article d'un jeune professeur d'histoire de l'Université de Toronto, John C. Cairns, critique la France pour son bombardement du village tunisien de Sakiet en février 1958 qui "*created a wave of fury against France in the hearts of Asians, Europeans and Americans<sup>354</sup>*". L'article reste malgré tout assez neutre et tente d'expliquer que le FLN et la France sont en train de perdre, tous les deux, cette guerre. L'auteur a suivi les réactions des intellectuels français, notamment les prises de positions, en 1957-1958, de Jean-Paul Sartre, Françoise Sagan etc., contre la guerre, alors que de nombreux intellectuels québécois ne s'y sont pas intéressés. Mais, les cris de quelques intellectuels français ne pèsent pas lourd dans la balance et il n'est pas tendre avec les écrivains français qui ont chanté les louanges de la France colonisatrice et de sa mission civilisatrice et qui maintenant: "*just pack up their bag of literary tricks and walk*

---

<sup>353</sup> Patricia Van D. Esch, "The War in Algeria", *The Canadian Forum* (janvier 1958), p. 224.

<sup>354</sup> John C. Cairns, "Algeria Again: Progress of a War", *The Canadian Forum* (avril 1958), p. 4.

off<sup>355</sup>".

La guerre d'Algérie, par ses enjeux, semble sans issue, les Algériens luttant pour la liberté et les Français pour la civilisation, le prestige et le pétrole<sup>356</sup>. John C. Cairns écrit aussi, la même année, un article dans l'*International Journal*, une revue publiée par le Canadian Institute of International Affairs, dans laquelle de nombreux universitaires font part de leur analyse sur l'histoire internationale. Dans cet article, il présente un long exposé des origines de l'affaire algérienne. La tragédie algérienne semblait prévisible car la France a vécu au-dessus de ses moyens depuis la Seconde Guerre mondiale, en particulier avec ses visées internationales. Malgré le fait que la France soit devenue une nation de second plan, les Français s'obstinent à faire: "*the same old "bourrage de crâne": speeches and articles wildly unreal in their estimate of the power and place of France*"<sup>357</sup>".

La guerre d'Algérie marque donc l'aboutissement d'une sorte d'irréalisme politique français face à la décolonisation dont "*the process has been incomparably more bloody for them than for the British or the Dutch*"<sup>358</sup>". Si de Gaulle parvient à opter pour une politique

---

<sup>355</sup> *Ibid.*, p.5.

<sup>356</sup> *Ibid.*

<sup>357</sup> John. C. Cairns, "De Gaulle à (sic) Pouvoir: Some Reflections", *International Journal*, no 13 (été 1958), p. 180.

<sup>358</sup> *Ibid.*, p.180.

réaliste, c'est-à-dire accorder l'indépendance, John C. Cairns pense que la France pourra se relever de cette crise. L'analyste anglophone reste toutefois sceptique quant aux capacités du général à lâcher l'Algérie, car comme par le passé: "*it was hardly less certain that he would never abandon a policy of prestige*<sup>359</sup>".

Cette attitude dubitative face aux péripéties françaises en Algérie et face à la crise majeure que le gouvernement français traverse en mai-juin 1958, se retrouve dans les articles du journal *The Gazette*. Un certain optimisme transparait cependant dans les titres et les articles à la une de la *Gazette*, ainsi le 16 mai le journal titre au sujet de la crise que doit affronter le nouveau président du Conseil: "Pflimlin asks state of emergency. De Gaulle says *I'm ready*". Au début du mois de juin, alors que de Gaulle a été rappelé au pouvoir en France et que certains doutent d'un règlement rapide de la guerre d'Algérie, *The Gazette* souligne les efforts du général et met l'accent lors de ses articles sur les diverses tentatives françaises pour résoudre la guerre d'Algérie: "De Gaulle tells Algeria to integrate completely"<sup>360</sup>, "De Gaulle appeals anew. Moslems reject plea"<sup>361</sup>, "I will run Algeria"<sup>362</sup>. Mais malgré les tentatives françaises pour trouver une forme de compromis en Algérie, le journal reconnaît, comme la plupart

---

<sup>359</sup> *Ibid.*, p.183.

<sup>360</sup> *The Gazette*, 5 juin 1958, p.1.

<sup>361</sup> *The Gazette*, 6 juin 1958, p.1.

<sup>362</sup> *The Gazette*, 7 juin 1958, p.1 et 6.

des médias, que la complexité de la "crise" algérienne représente un obstacle majeur à tout règlement rapide.

Cette idée, d'une guerre d'Algérie inéluctable, est reprise dans plusieurs revues et les connaissances des journalistes sur la situation économique et juridique de l'Algérie se précisent. Un article du *Canadian Business* fait ressortir l'enjeu économique que représente l'Algérie pour la France: son pétrole mais aussi son vin, des ressources minérales (le fer) etc. Edgar McInnis voit d'un oeil assez sympathique les Européens d'Algérie qui "*have done much to contribute to Algerian development*"<sup>363</sup>. Son analyse reprend le leitmotiv officiel de la presse anglophone sur le danger que la France fait peser sur l'OTAN avec l'impasse algérienne. A l'inverse de l'Angleterre, qui a su accorder l'indépendance à ses colonies, la France ne semble pas vouloir s'y résoudre.

Le *Financial Post*, hebdomadaire de Toronto, présente un bilan beaucoup plus nuancé de la crise coloniale française et il fait preuve d'une singulière francophilie. Un économiste américain écrit, en 1958, que la France : "*after World War II, set out to do what in terms of common sense is impossible to achieve*"<sup>364</sup>, c'est-à-dire maintenir son empire colonial et assurer le développement de son industrialisation.

---

<sup>363</sup> Edgar McInnis, "French Colonial Troubles Become a Nato Problem", *Canadian Business* (février 1958), p.98.

<sup>364</sup> Melchior Palyi, "France: Can Democracy Last?", *The Financial Post*, 18 janvier 1958, p.7.

Mais la guerre d'Algérie coûte cher à la France, selon l'économiste, et l'inflation qui sévit en France risque bien d'avoir des répercussions sur les autres pays européens car : "*as France goes, so goes most of Europe*<sup>365</sup>". Il s'agit donc d'une vision beaucoup moins sévère sur la politique coloniale de la France, l'auteur signalant même que la France, à la différence de l'Angleterre et de l'Allemagne, est "virtuellement" autosuffisante en produits alimentaires et qu'elle peut même se payer le luxe d'en exporter.

Mais les articles les plus francophiles du *Financial Post*, émanent d'un journaliste chevronné, J. B. McGeachy. Il s'intéresse lui aussi au débat entourant l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle en mai 1958 et y voit une bonne occasion de mettre un terme à la quasi anarchie de la politique française. Le journaliste ne partage pas l'opinion de certains anglophones qui ont souvent insisté sur la "légende noire" du général "dictateur" qui voulait imposer aux autres nations son idée sur la grandeur de la France<sup>366</sup>: "*the general is a very queer fish indeed but an authentic great man, not at all the unpleasant fascist, man-on-horseback and black reactionary of some people's bad dreams*<sup>367</sup>".

---

<sup>365</sup> *Ibid.*

<sup>366</sup> Il cite un politicien du Kentucky qui aurait déclaré que le général de Gaulle se prenait pour Jeanne d'Arc...

<sup>367</sup> J. B. McGeachy, "Anarchy Just Won't Work", *The Financial Post*, 24 mai 1958, p.7.



Il analyse la guerre d'Algérie comme une conséquence de la faiblesse de la France : "*France has not been strong enough to keep Moslem Algerians in order while introducing them to home rule and the comforts of modern life*<sup>368</sup>". La France n'a pas "le devoir", comme certains le pensent, de quitter l'Algérie et d'abandonner ses 250 000 Européens et la voie de la négociation semble, pour le journaliste, la meilleure. Il émet, pour la forme, quelques réserves sur de Gaulle, notamment le danger que représentent les communistes de son gouvernement, mais le ton est globalement favorable à de Gaulle, le seul capable de réconcilier les différentes parties en Algérie.

L'arrivée du général de Gaulle en juin 1958, représente donc un nouvel espoir pour tenter de régler pacifiquement le conflit, et comme l'écrit un politologue: "*The National assembly had no choice but to invest de Gaulle*<sup>369</sup>". De Gaulle représente une sorte d'alternative à une situation de crise selon le *Canadian Forum* car: "*only de Gaulle has enough moral authority to make France, and in particular the army, accept a solution other than integration*<sup>370</sup>". Les journalistes semblent s'accommoder des projets flous d'intégration et de référendum que de Gaulle propose à son arrivée au pouvoir, car il ne faut pas oublier que ce sont les Français d'Algérie qui ont réclamé le plus ardemment son retour.

---

<sup>368</sup> *Ibid.*

<sup>369</sup> Jean A. Laponce, "From the Fourth Republic to de Gaulle", *The Canadian Forum* (juillet 1958), p.47.

<sup>370</sup> *Ibid.*, p.75.

La constitution de la Ve République inquiète les anglophones qui considèrent qu'elle: "*gives the President enormous powers*<sup>371</sup>" mais les émeutes en Algérie les ont rétrospectivement plus effrayés. De Gaulle est capable de surmonter cette crise, et les anglophones rappellent souvent son rôle dans la Seconde Guerre mondiale: "*if the policy of integration in Algeria were to fail, de Gaulle would probably be the only French politician able to seek other solutions successfully*<sup>372</sup>".

Un article de John Gellner<sup>373</sup> reflète aussi, en 1959, cet accueil sympathique à de Gaulle. Le titre "This de Gaulle - he's right, you know" ne laisse aucun doute sur l'orientation de l'article. L'auteur, ancien militaire, explique que pour les Algériens, le choix du nouveau président français est limité et qu'il est inconcevable que la France laisse les Français d'Algérie: "*to the small mercies of the FLN, who*

---

<sup>371</sup> Patricia Van D. Esch, "Recent Events in France", *The Canadian Forum* (novembre 1958), p.172.

<sup>372</sup> Jean A. Laponce, "The Constitution of the V. Republic of France", *The Canadian Forum* (novembre 1958), p. 192.

<sup>373</sup> John Gellner journaliste et politologue, a servi lors de la Seconde Guerre mondiale dans l'aviation royale canadienne qu'il quittera en 1958. Il se consacre ensuite à l'étude des relations internationales et écrit de nombreux articles. Norman Hillmer écrit qu'il en est venu "*à la conclusion que seule la force peut empêcher les peuples de se faire la guerre*", ses théories influencèrent la politique de défense du gouvernement canadien au début des années 1960. Il sera professeur de science politique à l'Université York et directeur de la revue *Canadian Defence Quarterly*. Voir Norman Hillmer, *Encyclopédie du Canada*, op. cit., p.806.

*have a horrifying record of savagery*<sup>374</sup>". Il est, de plus, un des rares à ne pas croire en l'avenir d'une Algérie indépendante qui tomberait, tôt ou tard, aux mains des Soviétiques: "*Considering our past experiences in the Middle East, we would be foolish to be starry-eyed about the political and military consequences of a "liberation" of Algeria*<sup>375</sup>".

John Gellner reconnaît que le soutien des Etats-Unis à la Tunisie et les réactions de l'ONU, qui a condamné la politique répressive de la France en Algérie, ont de quoi irriter de Gaulle: "*In the United Nations, its stand on the Algerian question has been equivocal at first, but is frankly anti-french now*<sup>376</sup>". La guerre d'Algérie présente, selon l'auteur, toutes les caractéristiques d'une épreuve de force entre quelques arabes irréductibles et la France. John Gellner s'inspire des *Mémoires de guerre* de Charles de Gaulle pour expliquer que le général est l'homme de la situation et que: "*France has what the West needs most in the present politico-military situation in Europe: strong ground forces*<sup>377</sup>".

L'attention des intellectuels anglophones se porte vers le nouveau régime français et chacun exprime plus ou moins le même

---

<sup>374</sup> John Gellner, "This de Gaulle - he's right, you know", *Saturday Night*, 18 juillet 1959, p.44.

<sup>375</sup> *Ibid.*

<sup>376</sup> *Ibid.*

<sup>377</sup> *Ibid.*

sentiment de soulagement à l'arrivée du général de Gaulle. Ce relatif enthousiasme s'explique par l'intérêt que les anglophones portent à la stabilité de la France dans l'OTAN et assez peu finalement au sort des Algériens. Le premier enthousiasme passé, certains anglophones ont, à partir de 1959, une toute autre vision de la politique algérienne de de Gaulle et une division assez nette apparaît au sein de la communauté anglophone sur sa vision de la France.

## 2) La guerre d'Algérie au centre de la controverse anglophone.

John C. Cairns ouvre en quelque sorte les hostilités avec son article, à la fin de 1959, sur le bilan de la première année de la cinquième République. L'auteur passe du scepticisme à la critique en règle du général de Gaulle et l'affaire algérienne lui sert d'exemple pour expliquer l'irréalisme et les contradictions des choix de celui qui "*was no dictator in the totalitarian sense*" mais qui en approchait par le culte de la personnalité dont il faisait l'objet. John C. Cairns s'attaque d'abord aux fondements de la Ve République:

*"The immense dignity and royal prerogatives of the President, however, signified something more important than the nature of the man: that the political foundation of the Fifth Republic was less democratic than authoritarian<sup>378</sup>".*

---

<sup>378</sup> John C. Cairns, "The Fifth Republic's First Years", *International Journal* (automne 1959), p.273.

On a tort, selon l'auteur, de croire que la nation française toute entière est derrière de Gaulle. En réalité, de Gaulle n'était en 1958 "no more than *une heureuse ressource*". Cependant, il a de la difficulté à trouver dans la politique "intérieure" française, des exemples de l'échec de la politique gaullienne. Il critique les éditoriaux français qui glorifient tellement de Gaulle qu'ils en deviennent ridicules: "*day after day, month after month, the front pages chronicled his comings and goings, his audiences and projected moves, his planned conferences with the world's great*<sup>379</sup>".

Malgré ce concert d'éloges, la politique française en Algérie n'avance guère et les élections de 1958 en Algérie ont été une véritable farce selon John C. Cairns "*what could, given the state of Algerian literacy and education, have been a very dubious process at best*<sup>380</sup>". De Gaulle a essayé de calmer les peurs et les revendications des Européens d'Algérie et, en même temps, de suggérer aux leaders algériens que s'ils rendaient les armes, une grande place leur serait faite au sein du gouvernement algérien. Or, en fait de Gaulle "*tried to do all these things, and he succeeded fully in none*<sup>381</sup>". On retrouve d'ailleurs cette critique de la politique française ainsi que le peu d'espoir de voir en de Gaulle "l'homme providentiel" dans le journal *The Star*. Un article du 17 mai 1958 ironisait sur le mystère entourant

---

<sup>379</sup> *Ibid.*

<sup>380</sup> *Ibid.*, p.275.

<sup>381</sup> *Ibid.*, p.278.

Le retour possible du général de Gaulle au pouvoir: "De Gaulle, the french enigma that refuses to fade away"<sup>382</sup>. Au début du mois de juin, alors que l'ensemble des journaux québécois semblaient laisser une chance à de Gaulle pour ramener le calme en Algérie, *The Star* publiait une série d'articles avec des titres à la une assez négatifs vis-à-vis du général de Gaulle insistant sur les échecs répétés de ses tentatives: "Moslem group rejects du Gaulle terms"<sup>383</sup>, "Algeria Firebrands pose new threat"<sup>384</sup>.

Il faut rappeler qu'entre 1958 et 1960, de Gaulle est passé de l'idée de "l'Algérie française" à celle de l'autodétermination nécessaire, pour finir en mars 1960 à "l'Algérie algérienne", ce qui donne l'occasion à John C. Cairns de relever le peu de cohérence de la politique gaullienne. Il se fait aussi l'écho du scandale autour de la dénonciation de la torture, utilisée par l'armée française en Algérie, déclenché par une minorité de Français et même là:

*"what would not be so readily understood was that so few voices(...) were raised in France to condemn less the tortures themselves(...) than the act of denying them without any investigation and seeking to supress the evidence"*<sup>385</sup>.

---

<sup>382</sup> *The Star*, 17 mai 1958, p.7.

<sup>383</sup> *The Star*, 5 juin 1958, p.1. L'article se poursuit aux pages 2, 12, 13 et est accompagné d'une caricature symbolisant "De Gaulle and french problems".

<sup>384</sup> *The Star*, 7 juin 1958, p.1.

<sup>385</sup> *Ibid.*, p.281.

La guerre d'Algérie fournit l'exemple que la politique gaullienne n'est basée que sur des velléités et que "*frenchmen had lived with one of the most atrocious colonial wars of all time*<sup>386</sup>".

Cette critique de la politique française en Algérie se retrouve également dans le populaire *Maclean's Magazine* qui décide, en 1960, de consacrer plusieurs articles à cette guerre d'Algérie si populaire dans les médias. L'événement semble être suffisamment important pour que le rédacteur en chef de la revue, Blair Fraser<sup>387</sup>, consacre un long article à la politique française et à l'Algérie. De retour d'une visite en France, Blair Fraser se sert des divers commentaires qu'il a entendu sur de Gaulle pour le qualifier de quasi-dictateur et pour comparer certaines de ses déclarations sur son "incarnation de la France pendant 20 ans" à celles d'Hitler: "*to some, this kind of talk sounds merely absurd. To others, remembering how Hitler used to talk at the Nuremberg rallies, it sounds faintly but ominously familiar*<sup>388</sup>".

Les pleins pouvoirs que de Gaulle a demandé en février 1960, sa politique économique (la dévaluation du franc, etc) sont autant de

---

<sup>386</sup> *Ibid.*, p.280.

<sup>387</sup> Blair Fraser dirige comme rédacteur en chef le *Maclean's* de 1943 à 1960, il s'intéresse particulièrement aux questions internationales et est selon Jack L. Granatstein "*l'un des journalistes les plus influents des années 1950 et 1960*", Jack L. Granatstein, *Encyclopédie du Canada, op.cit.*, p.786.

<sup>388</sup> Blair Fraser, "Will de Gaulle Blow up our Chances for Peace ?", *Maclean's Magazine*, 23 avril 1960, p.16.

signes que *"de Gaulle is seventy years old, an increasingly tired man"*. Le journaliste explique que la politique suivie par de Gaulle en Algérie, loin de faire l'unanimité, a réussi à déclencher la rébellion de ceux qui le soutenaient: les colons d'Algérie. Il s'étonne, d'ailleurs, de trouver parmi ces européens d'Algérie des gens "modérés" qui lui expliquent que les Algériens ont raison de vouloir plus de justice: *"this is not the sort of talk I expected to hear from a French Algerian - they normally sound more like fascists"*<sup>389</sup>.

Les récents essais nucléaires de la France et le bras de fer que de Gaulle tente avec l'OTAN au sujet de l'autonomie de la défense française, contribuent à convaincre Blair Fraser que, décidément, *"for all these reasons, sober observers here (en France) believe that democracy in France is still in grave danger"*<sup>390</sup>.

La liberté de parole en France et la pétition des 121 intellectuels contre la guerre d'Algérie, font l'objet d'un article dans le *Maclean's* quelques mois plus tard. La correspondante à Paris explique que les signataires de cette pétition, de grands intellectuels comme Jean-Paul Sartre, risquent 5 ans de prison car: *"by signing the petition they had all committed a deliberate act of defiance of French*

---

<sup>389</sup> *Ibid.*, p.60.

<sup>390</sup> *Ibid.*, p.64.



*security regulations*<sup>391</sup>."

Elle relie cette affaire au scandale du livre de Henri Alleg sur la torture, au soutien de Simone de Beauvoir à l'algérienne Djamila Boupacha, au procès du réseau Jeanson et s'interroge sur: "*can freedom of speech in 1960 be stretched to allow individuals to get away with deliberate incitement to mutiny and desertion*<sup>392</sup>". Elle fait la comparaison avec le gouvernement canadien qui emprisonna le maire de Montréal Camilien Houde, entre 1940 et 1944, pour avoir appelé les Canadiens-français à refuser l'enregistrement national. Mais "*he (Camilien Houde) remained in custody without trial until the end of the war was in sight. The end of the Algerian war is not in sight yet*<sup>393</sup>". La France traverse donc, selon la journaliste, une sérieuse crise de conscience au sujet de l'Algérie et de Gaulle, malgré sa politique répressive, n'est pas capable de la résorber.

Les revues anglophones ne sont pas unanimes dans la critique de la politique gaullienne en Algérie. John Gellner, dans le *Saturday*

---

<sup>391</sup> Leslie F. Hannon, "Another Crisis of Conscience in France about Algeria", *Maclean's Magazine*, 22 octobre 1960, p.12.

<sup>392</sup> *Ibid.*, p.90.

<sup>393</sup> *Ibid.*

*Night* et dans une nouvelle revue, le *Canadian Commentator*<sup>394</sup>, soutient toujours de Gaulle et les tentatives françaises en Algérie. En septembre 1960, il expose dans le *Commentator* ses réflexions sur le FLN au retour d'un voyage en Algérie. Il dresse un portrait sans concession du double-jeu des leaders du FLN, qui d'un côté, font semblant de s'intéresser aux propositions françaises de négociations et qui, de l'autre côté, avec l'aide des pays voisins et lointains comme la Chine communiste, continuent à perpétrer des massacres de Français: "*The leaders of the FLN engage, in fact, in a continuous game of being Dr. Jekyll on one occasion, and Mr. Hyde on the next*<sup>395</sup>". De Gaulle a réussi à mettre un terme à la guerre et le journaliste fait remarquer qu'en 1960, il n'y a plus vraiment de guerre en Algérie car "*the FLN lost much of support it used to get from the population*<sup>396</sup>". De Gaulle a fait une offre honnête aux Algériens, le choix entre l'indépendance, un statut de dominion ou l'intégration et le journaliste termine en expliquant que de nombreux Algériens haïssent le FLN et semblent favorables à la France. Cette analyse des tensions internes et des divisions au sein de la population algérienne et surtout du FLN, se retrouve dans ses articles pour le *Saturday Night*.

---

<sup>394</sup> Revue politique et culturelle créée en 1957 à Toronto. Elle s'adresse à un public éduqué et fait appel à de grands intellectuels canadiens comme le philosophe Charles Taylor qui est correspondant à Londres, Dora Mavor Moore comédienne de théâtre et professeure dans son école, la New Play Society, qui s'occupe de la section art de la revue. Marcus Long est le rédacteur en chef en 1960.

<sup>395</sup> John Gellner, "Algerian Revolt", *Canadian Commentator* (septembre 1960), p.21.

<sup>396</sup> *Ibid.*

En août 1960, il poursuit l'idée que le nationalisme algérien n'est pas une idée "algérienne", mais qu'il a été attisé par les leaders du mouvement pan-arabe et que les partisans de l'intégration sont nombreux en France comme en Algérie<sup>397</sup>. Il ne voit pas pourquoi de Gaulle n'arriverait pas: "*to reconcile the idea of a French Algeria with his own of an Algerian Algeria*"<sup>398</sup>. Les grands perdants de la guerre d'Algérie, selon lui, sont les colons et agriculteurs algériens qui sont les otages "*of over-heated African nationalism and communist expansionism playing on a few power-hungry men who are trying to "liberate" their unfortunate country (...)*"<sup>399</sup>.

Il admire, d'une certaine façon, l'armée française qui:

*"has done more in this past two years to lift educational and health standards, and to improve living conditions in the underdeveloped regions of Algeria that preceding civil administrations have done in the last hundred"*<sup>400</sup>.

John Gellner est manifestement partisan de l'Algérie française même s'il ne le dit pas clairement, et s'il s'intéresse à l'avenir des Algériens, c'est aux côtés des Français qu'il l'envisage le mieux.

---

<sup>397</sup> John Gellner, "Africa Today: Outside Influences in Algeria", *Saturday Night*, 20 août 1960, pp.16-20.

<sup>398</sup> *Ibid.*, p. 17.

<sup>399</sup> *Ibid.*, p.20.

<sup>400</sup> John Gellner, "Africa Today: The Rebel Defeat in Algeria", *Saturday Night*, 6 août 1960, p.17.

La position des anglophones et des néo-libéraux de *Cité libre* face à la guerre d'Algérie paraît beaucoup moins uniforme qu'au premier abord. Si le sort des Algériens et des Français d'Algérie motive parfois la condamnation de la politique "étapiste" du général de Gaulle, des considérations plus québécoises et canadiennes rentrent aussi en jeu. La défense de la démocratie et le rejet du nationalisme extrémiste, comme celui des Français d'Algérie, poussent certains citélibristes à s'impliquer dans l'analyse du conflit. La sécurité de l'OTAN et du Canada, la peur d'un dérapage du pouvoir présidentiel en France ou encore le souvenir des efforts de guerre communs lors de la Seconde Guerre mondiale amènent certains anglophones à commenter la guerre d'Algérie.

De 1958 à 1960, la guerre d'Algérie commence donc à inspirer certains Québécois. Les nationalistes utilisent l'exemple algérien pour justifier leurs idées d'un nationalisme sociologique et prouver que le colonialisme n'est pas uniquement le lot des Noirs ou des Arabes. Les néo-nationalistes analysent la guerre d'Algérie dans le cadre d'une domination économique et certains font le rapprochement avec le Québec. D'autres se servent de l'exemple algérien dans la réflexion sur l'autonomie ou l'indépendance. La liberté n'a pas de prix, dit-on, mais l'exemple algérien, pour André Laurendeau notamment, a prouvé que les souffrances endurées en Algérie semblaient un prix trop cher à payer

pour sa libération. L'extrême-gauche québécoise utilise de façon singulière l'exemple algérien pour bâtir sa théorie d'un nationalisme révolutionnaire indépendantiste. La guerre d'Algérie semble même être l'élément déclencheur de la rupture avec la gauche libérale. Enfin, les néo-libéraux et les anglophones, même s'ils sont encore réticents à s'impliquer dans le débat entamé par les francophones, accordent une place de choix à la guerre d'Algérie. Les valeurs démocratiques bafouées, en Algérie et à l'encontre des intellectuels français, inspirent leurs réactions. En 1961, l'inspiration fait place à l'appropriation de l'exemple algérien et l'analogie Québec-Algérie embrase le milieu intellectuel québécois.

TROISIEME PARTIE

APPROPRIATION ET POLARISATION AUTOUR DE LA GUERRE D'ALGERIE:

1961-1964

## INTRODUCTION

La période 1961-1964 constitue l'aboutissement de l'effort d'analyse, entrepris par les Québécois depuis 1954, autour de la guerre d'Algérie. Le Québec a effectué sa Révolution tranquille et l'urgence d'une réflexion sur les réformes politiques et sociales au Québec s'atténue, les "années d'impatience" ou encore "la crise d'adolescence" sont terminées et comme l'écrit le politologue Léon Dion: "*dès 1960, une fraction de la génération montante d'intellectuels franchit le pas ultime: la province de Québec possède toutes les conditions nécessaires pour devenir un Etat indépendant*"<sup>401</sup>. La création de courants indépendantistes structurés comme le Rassemblement pour l'Indépendance Nationale (RIN) en 1960, la création de la revue *Parti Pris* en 1963 et la parution de plusieurs livres autour de l'indépendance du Québec et de sa situation coloniale procurent des tremplins supplémentaires pour analyser la guerre d'Algérie.

De plus, les réformes du gouvernement libéral de Jean Lesage visent à moderniser le Québec dans de nombreux secteurs (l'économie, l'éducation, la santé, etc.) et à doter la province d'un Etat-providence capable de rattraper "le retard" des Québécois dans plusieurs domaines. Les relations politiques du Québec avec l'étranger ont également subi, pendant cette période, d'importantes transformations. Le gouvernement québécois inaugure, en 1961, sa

---

<sup>401</sup> Léon Dion, *Les intellectuels...*, *op.cit.*, p.303.

première délégation générale du Québec à Paris et montre ainsi son désir de contrôler lui-même ses relations extérieures avec certains pays, malgré la prérogative du gouvernement fédéral canadien en matière de politique étrangère. La création, en 1961, du ministère des Affaires culturelles du Québec, contribua à officialiser l'ouverture du Québec sur le monde et c'est ainsi par exemple que de nombreuses "ententes" franco-québécoises seront signées à partir de 1964.

Mais, même si le contexte politique peut expliquer, en partie, l'appropriation de l'exemple algérien et le débat assez virulent à partir de 1961 sur l'analogie Québec - Algérie, il reste insuffisant pour comprendre l'intérêt que les Québécois portaient à l'événement. Des raisons plus profondes, dont nous avons déjà trouvé la trace depuis 1954, rendent l'analyse de la guerre d'Algérie captivante pour certains Québécois et même, comme nous allons le voir, utile.

La période 1961-1962 constitue une année particulièrement riche dans l'analyse québécoise de la guerre d'Algérie. Elle constitue l'aboutissement, en quelque sorte, du processus d'analyse entrepris depuis plusieurs années et non une ouverture magique des Québécois aux théories de la décolonisation. Le débat politique entre nationalistes et néo-libéraux atteint son paroxysme au sujet de la "libération" de l'Algérie et de l'analogie à faire avec le Québec.

L'année 1962, qui marque la fin de la guerre et l'indépendance de l'Algérie, ne constitue pas pour autant la disparition de l'affaire



algérienne de la scène québécoise. Au contraire, des conséquences directes de la guerre d'Algérie touchent les Québécois, le débat sur l'émigration des pieds-noirs vers le Québec étant l'exemple le plus concret. Mais, les réflexions issues de la guerre d'Algérie sont aussi présentes dans l'idéologie politique et la littérature québécoise. Ainsi, l'idée d'un Québec colonisé, largement répandue après 1962, s'inspire directement des théories de Frantz Fanon et d'Albert Memmi que la guerre d'Algérie a contribué à faire connaître. Enfin, la guerre d'Algérie a contribué à la redécouverte de la France pour certains Québécois.

#### I- LE PAROXYSMES DU DEBAT AUTOUR DE LA GUERRE D'ALGERIE: 1961-1962.

L'année 1961 s'ouvre, en France, sur le référendum du 8 janvier par lequel de Gaulle fait approuver sa politique d'autodétermination pour l'Algérie. Les Français votent majoritairement "Oui" à de Gaulle, mais le fossé s'agrandit avec l'armée et les Français d'Algérie. En avril 1961, un événement sans précédent confronte de Gaulle à un putsch de généraux de l'armée française en Algérie qui ne se résignent pas à l'indépendance de l'Algérie. Le gouvernement français mata la rébellion de l'armée mais l'organisation de l'armée secrète (l'OAS) entreprit un "contre-terrorisme" violent, en Algérie et en France, contre les terroristes du FLN et le gouvernement français (tentative d'assassinat

du général de Gaulle au café-restaurant du Petit-Clamart en août 1962).

La guerre d'Algérie se terminait dans une atmosphère de violence et de haine, entre le FLN qui tentait de récupérer le pouvoir parmi les musulmans, les Français d'Algérie, les pied-noirs et les harkis (les Algériens qui ont choisi la France contre l'indépendance algérienne) qui devaient quitter un pays qu'ils aimaient et qu'ils croyaient français pour toujours. Le 18 mars 1962, la France signe avec le Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) dirigé par le FLN, les accords d'Evian reconnaissant la souveraineté de l'Etat algérien sur les départements de l'Algérie et du Sahara.

La fin tragique de la guerre d'Algérie contribue à attirer l'attention des médias et des intellectuels québécois sur ces événements. Le débat autour de l'analogie, que certains Québécois font entre le Québec et l'Algérie, embrase le milieu intellectuel en 1961 et 1962. Chacun choisit son camp: pour ou contre l'analogie entre le Québec et l'Algérie. Néo-libéraux et anglophones refusent l'analogie et se lancent activement dans le débat. Les nationalistes, de la *Revue Socialiste* à l'*Action nationale*, soutiennent la logique d'une telle analogie et proposent une nouvelle lecture des *Damnés de la terre*. Enfin, en 1962, des retombées "concrètes" de la fin de la guerre d'Algérie secouent le Québec avec un débat sur l'immigration des pieds-noirs au Québec,

## A. Les Néo-libéraux et l'Algérie: refus d'une analogie québécoise

La revue *Cité Libre*, attaquée de toute part par les autres revues québécoises pour son mépris vis-à-vis du nationalisme, plonge en 1961 au coeur du débat politique entourant l'analogie entre le Québec et l'Algérie. L'élément déclencheur est le constat que beaucoup font, de Jean-Marc Léger à Raoul Roy, d'une gauche "nécessairement" nationale. La guerre d'Algérie est l'exemple qui revient le plus souvent dans ce débat dans lequel toutes nos revues se jettent, y compris le nouveau magazine *Maclean* en langue française.

### 1) *Cité Libre*, le nationalisme et la décolonisation

Les dissensions au sein de l'équipe de *Cité Libre* sur le nationalisme, qui seront plus tard une des causes de l'éclatement de la revue<sup>402</sup>, apparaissent nettement dans plusieurs articles de 1961 au sujet de l'analogie algérienne.

En janvier, le sociologue Marcel Rioux réfléchit sur l'appartenance ethnique et considère que "canaliser" la fierté nationale des Québécois devrait être le nouvel objectif de la gauche<sup>403</sup>.

---

<sup>402</sup> Voir, Léon Dion, *Les intellectuels...*, *op.cit.*, pp. 297-309 et André J. Bélanger, *Ruptures...*, *op.cit.*, pp. 109-124.

<sup>403</sup> Marcel Rioux, "Socialisme, cléricisme et nouveau parti", *Cité Libre* (janvier 1961), pp.4-8.

En février 1961, Jean-Marc Léger, de l'*Action nationale* publie un article dans *Cité Libre*<sup>404</sup> dans lequel il dénonce l'imposture d'une gauche anti-nationale. L'équipe de *Cité Libre* riposte et le nationalisme algérien sert de cas type des mauvaises comparaisons auxquelles se livrent les nationalistes.

Pierre E. Trudeau résume ainsi la position de *Cité Libre*, en 1961, face au nationalisme:

"Le nationalisme nous apparaissait(...) comme une forme d'aliénation, puisqu'il aliénait en hostilités et récriminations l'énergie intellectuelle et physique qui était vitalement requise à notre propre réhabilitation nationale<sup>405</sup>".

Guy Cormier entreprend un mois plus tard, en avril 1961, la délicate tâche d'expliquer pourquoi le nationalisme algérien, ou la décolonisation en général, n'a aucun rapport avec le Québec. Il reconnaît que :

"Le nationalisme a acquis de nouvelles lettres de créance chez nous à la faveur de la décolonisation et de l'anticolonialisme. Si paradoxale que l'affirmation puisse paraître, c'est finalement aux intellectuels de gauche que le nationalisme doit sa résurrection<sup>406</sup>".

---

<sup>404</sup> Jean-Marc Léger, "Urgence d'une gauche nationale", *Cité Libre* (février 1961), pp.12-13.

<sup>405</sup> Pierre E. Trudeau, "L'aliénation nationaliste", *Cité Libre* (mars 1961), p.4.

<sup>406</sup> Guy Cormier, "Fortune nouvelle du nationalisme", *Cité Libre* (avril 1961), p.3.

Mais le combat anticolonialiste de la gauche québécoise, par rapport à l'Algérie, est selon lui purement symbolique car si les Européens d'Algérie avaient pu venir au Québec, ils auraient été accueillis les bras ouverts en disant: "*La France nous abandonne en Algérie, comme elle vous abandonna naguère sur les bords du Saint-Laurent*"<sup>407</sup>. Guy Cormier considère qu'il n'y a pas d'oppression au Québec mais plutôt des "*inégalités parfois cruelles*" donc il n'y a pas lieu de parler de décolonisation comme en Algérie, puisque le Québec n'est pas une "colonie". Il ne pousse cependant pas très loin l'analyse et préfère railler les nationalistes: "*engagements qui finalement n'engagent à rien du tout, sinon à être engagé, on risque fort, à la longue, d'être étranglé par ses propres principes*"<sup>408</sup>.

Un autre collaborateur tente de faire la différence entre le patriotisme positif, que la gauche pourrait adopter, et le nationalisme négatif que la gauche doit rejeter. Selon lui, au Québec:

*"Le problème n'est plus le nationalisme(...) mais le patriotisme, c'est-à-dire la défense des intérêts du peuple et des classes moyennes contre la trahison des classes dirigeantes"*<sup>409</sup>.

Il refuse l'idée que le Québec (ou le Canada, il utilise souvent

---

<sup>407</sup> *Ibid.*, p.4.

<sup>408</sup> *Ibid.*

<sup>409</sup> J-G. Guay, "Echo à l'urgence d'une gauche nationale", *Cité Libre* (juin-juillet 1961), p.19.

indifféremment les deux mots) soit une colonie "ou même une semi-colonie", comme l'a développé Raoul Roy dans la *Revue Socialiste*, car il a dépassé le stade de sa révolution industrielle.

L'auteur utilise habilement l'ambiguïté du terme "gauche nationale" qui, sous la plume de Jean-Marc Léger, s'adressait à la gauche québécoise, mais qu'il applique à la gauche canadienne déplaçant de ce fait le problème. Ainsi, l'argument économique n'est pas recevable selon le journaliste de *Cité Libre*, qui explique que "notre pays" exporte des capitaux au pays sous-développés "ce qui est la forme moderne du colonialisme!<sup>410</sup>", et il poursuit: "le Canada est donc incontestablement un pays souverain" ce que les nationalistes ne lui contesteraient sûrement pas. Il reprend l'idée, déjà presque dépassée même à gauche, d'une lutte des classes commune, entre anglophones et francophones, au Canada et au Québec. Il ne s'intéresse pas à la possible existence de classes "ethniques", mais se contredit, plus loin, en y faisant malgré tout référence:

*"Quant au CCF ou PSD, il n'a aucune chance de succès dans le Québec, car sa direction et le gros de ses forces sont hors de cette province et appartiennent à la collectivité anglophone dont il reflète les préoccupations"<sup>411</sup>.*

Un malaise ressort de ces articles où l'on voit déjà que quelques

---

<sup>410</sup> *Ibid.*, p.18.

<sup>411</sup> *Ibid.*, p.20.

collaborateurs sont attirés par certains éléments du nationalisme, le patriotisme n'est-il pas finalement une composante nécessaire au nationalisme? Plusieurs membres de l'équipe de Cité Libre continuent cependant à voir dans l'idée nationale une tradition folklorique "*une injustice vécue et exposée de façon réaliste est supérieure à mille légendes de temps révolus*"<sup>412</sup>. Leur refus de parler d'une décolonisation du Québec au même titre que la décolonisation de l'Algérie, par exemple, se précise et Pierre E. Trudeau, dans son célèbre article "la nouvelle trahison des clercs", se lance aussi dans le débat, critiquant au passage les derniers livres des nationalistes indépendantistes<sup>413</sup>.

Pierre E. Trudeau rejette l'idée d'une nation nécessairement "souveraine" et, puisque le Québec n'est pas un Etat, mais une province, parler de son indépendance est "*un pur sophisme*"<sup>414</sup>. Il se sert de plusieurs exemples, dont l'Algérie, pour faire la différence entre une nation, telle la nation canadienne-française et un Etat, tel le Canada. Ainsi, les nouveaux Etats décolonisés, en Afrique ou en Inde, se composent de nombreuses ethnies "nationales". Mais "*on y chercherait en vain des Etats-nations, c'est-à-dire des Etats dont les*

---

<sup>412</sup> *Ibid.*, p.23.

<sup>413</sup> En 1961, Raymond Barbeau publie *J'ai choisi l'indépendance*, Montréal, Ed. de l'Homme, 1961, 127 p. Marcel Chaput (chimiste, militant à l'Alliance laurentienne et un des fondateurs du RIN en 1960) publie *Pourquoi je suis séparatiste ?*, Montréal, Editions du jour, 1961.

<sup>414</sup> Pierre E. Trudeau, "La nouvelle trahison des clercs", *Cité Libre* (avril 1962), p.3.

frontières auraient obéi à des impératifs ethniques ou linguistiques<sup>415</sup>". Il dresse la même constatation au sujet de l'Algérie:

*"Pour ce qui est de l'Algérie du GPRA, que nos indépendantistes citent toujours en exemple(...), on a prétendu que tout anti-colonialiste sincère, qui veut l'indépendance pour l'Algérie, devrait aussi la vouloir pour le Québec. Ce raisonnement postule que le Québec est une dépendance politique, ce qui est bien mal connaître son histoire constitutionnelle<sup>416</sup>".*

Pierre E. Trudeau continue en expliquant que les séparatistes devraient donc revendiquer l'indépendance des Kabyles, des Bengalis en Inde etc., *"que voilà beaucoup de séparations en perspective!"*. Le nationalisme algérien ressemblerait plus, finalement, au nationalisme canadien, par les différentes composantes ethniques qu'il englobe. Le séparatisme, même de gauche, n'a donc aucune justification au Québec car: *"un gouvernement vraiment démocratique ne peut pas être "nationaliste", car il doit poursuivre le bien des citoyens sans égard à leur origine ethnique<sup>417</sup>".*

Cité Libre utilise l'exemple algérien pour prouver que le nationalisme en Algérie et au Québec ne revêt pas les mêmes réalités et ne concerne pas les mêmes groupes. En n'accordant qu'une valeur ethnique, francophone, au nationalisme et au séparatisme québécois,

---

<sup>415</sup> *Ibid.*, p.4

<sup>416</sup> *Ibid.*

<sup>417</sup> *Ibid.*, p.11.



Pierre E. Trudeau tente de démontrer son caractère réactionnaire et refuse l'idée d'un Etat-nation. Tous les articles de *Cité Libre* concernant la guerre d'Algérie, jusqu'en 1962, ne sont pas aussi polémiques. Certains collaborateurs préfèrent critiquer de Gaulle, plutôt que les indépendantistes québécois, pour son autoritarisme dans la répression de ses opposants et pour sa mollesse à donner rapidement l'indépendance aux Algériens.

Adèle Lauzon et Alice Poznanska, journalistes-reporters, s'intéressent de très près à la fin du conflit algérien et livrent dans *Cité Libre* des articles assez sévères vis-à-vis du général de Gaulle. Le référendum du 8 janvier 1961 demandait aux Français une sorte de plébiscite sur la politique gaullienne en Algérie car la question posée ne concernait pas directement l'indépendance de l'Algérie<sup>418</sup>. Adèle Lauzon s'interroge sur le sens du "oui" à de Gaulle et critique ce référendum qui "n'a pas rapproché la solution du conflit algérien (...)"<sup>419</sup>. Elle souligne aussi que de Gaulle a changé plusieurs fois d'avis sur l'Algérie, depuis 1958, et que:

"en acceptant l'autodétermination et sa conséquence,

---

<sup>418</sup> La question assez complexe, car elle comportait deux volets, était la suivante: "Approuvez-vous le projet de loi soumis au peuple français par le Président de la République, concernant l'autodétermination des populations algériennes et l'organisation des pouvoirs publics en Algérie avant l'autodétermination?". Le "Oui" l'emporte à 55,91 %.

<sup>419</sup> Adèle Lauzon, "Drôle de Oui à de Gaulle", *Cité Libre* (février 1961), p.15.

*l'indépendance de l'Algérie, il persiste à en faire une affaire française, alors que les événements en font de plus en plus une affaire uniquement algérienne<sup>420</sup>."*

Elle reproche également à de Gaulle de ne pas vouloir négocier d'égal à égal avec le FLN et son gouvernement provisoire (le GPRA): "*si la France refuse de s'entendre avec les rebelles pendant qu'il est encore temps, elle risque de tout perdre<sup>421</sup>."* L'article indique, de façon indirecte, que le seul avenir de la France et de l'Algérie c'est l'indépendance et tout ce qui freine sa réalisation doit être condamné.

La charge contre le gouvernement français se poursuit avec une nouvelle dénonciation, quelque mois plus tard, du manque de liberté d'expression en France. Il ne s'agit plus du bâillement des intellectuels français (la pétition des 121) mais de la population française dans son ensemble:

*"En 1961(...), les Français ont appris à se taire et à éluder la majorité des questions qui ont trait à la politique(...). Demander à un Français ce qu'il pense du problème algérien, notamment, veut dire obtenir une réponse vague<sup>422</sup>."*

L'explication de ce mutisme des Français, selon la journaliste, n'est pas la peur des représailles mais la confiance aveugle des

---

<sup>420</sup> *Ibid.*, p.17.

<sup>421</sup> *Ibid.*, p. 17.

<sup>422</sup> Alice Poznanska, "La liberté ne supporte pas d'ornières", *Cité Libre* (octobre 1961), pp. 15 et 16.

Français en de Gaulle qui leur fait oublier le droit au désaccord. Ainsi, malgré le piètre contenu des propositions du général sur l'avenir de l'Algérie et leur "ambiguïté parfaitement étanche", les Français les acceptent. Mais, l'histoire jugera sévèrement de Gaulle et "aura peine à lui pardonner d'avoir réduit les Français au rôle de spectateurs passifs<sup>423</sup>".

Le début de l'année 1962, qui laisse présager un règlement rapide du conflit (la France signe les accords d'Evian en mars 1962), n'inspire pas de changements dans l'attitude des citélibristes au sujet du gouvernement français. Les critiques s'adressent également aux Français et Européens d'Algérie qui sont associés aux exactions de l'OAS et au climat de violence qui sévit en Algérie pendant les deux dernières années de la guerre d'Algérie.

Le journaliste François Piazza consacre un article au rappel de l'histoire de la guerre, dans lequel il donne clairement raison aux Algériens qui se sont un jour réveillés de "130 ans de rage et d'humiliation accumulées<sup>424</sup>". Il explique que l'inégalité a toujours existé en Algérie, que "la faim a toujours régné avec les Français en Algérie<sup>425</sup>", et que le combat est vite devenu un combat plus économique, d'Algériens chômeurs et dépouillés de leur terre, qu'un combat

---

<sup>423</sup> *Ibid.*, p. 16.

<sup>424</sup> François Piazza, "Algérie An VIII ou l'âge de raison d'une plaie", *Cité Libre* (janvier 1962), p.23.

<sup>425</sup> *Ibid.*

politique nationaliste. La France, de plus, n'a jamais considéré le problème humain de la guerre d'Algérie et de Gaulle a multiplié les "acrobaties" politiques ne sachant pas maîtriser les extrémistes de toute part. Le journaliste insiste donc sur la responsabilité du général de Gaulle dans cette guerre interminable et dans le sort des pieds-noirs, "*véritables desperados(...) qui sont prêts au pire pour survivre*<sup>426</sup>".

Le ton de *Cité Libre* est beaucoup moins cinglant que dans les articles précédents, au sujet des Européens d'Algérie qui s'apprêtent à vivre des jours dramatiques. Les répercussions du conflit algérien sont déjà, en février 1962, envisagées par la journaliste Alice Poznanska. Elle consacre un article aux Algériens qui vivent en France et dénonce le "taxage" que le FLN impose aux ouvriers algériens, pour soutenir l'action clandestine. Décidément, que ce soit la population française en Algérie, ou algérienne en France, l'avenir ne semble pas rose. De nombreuses difficultés attendent les travailleurs immigrés algériens en France: trouver un logement, un travail, cohabiter en habitation à loyer modique (HLM):

*"Immanquablement, les immeubles mis à la disposition des Musulmans finissent par abriter une population homogène et vivant en vase clos ce qui favorise notablement le travail des agents du FLN"*<sup>427</sup>.

---

<sup>426</sup> *Ibid.*, p. 24.

<sup>427</sup> *Ibid.*, p.15.

On retrouve la même condamnation de la politique des autorités françaises qui semblent incapables de protéger les Français et les Algériens, de la haine et des attentats, et "*qui risquent de payer très cher les raisons d'Etat que l'histoire désavouera peut-être au cours des années à venir*<sup>428</sup>". Cette guerre laisse donc un goût amer à la fois aux Algériens, nationalistes ou non, et aux Français d'Algérie ou de France et le prix à payer pour la décolonisation de l'Algérie paraît chaque jour plus lourd. Le nouveau *Magazine Maclean*, en français, propose le même genre d'analyse en publiant les articles de plusieurs collaborateurs de *Cité Libre*.

## 2) Le magazine Maclean et l'OAS

En 1961, la revue anglophone *Maclean's* décide de publier une version francophone du magazine, le *Magazine Maclean* avec ses propres sujets et journalistes, qui s'adresse à tous les Canadiens de langue française<sup>429</sup>. Le magazine, qui s'adresse au grand public, publie dès ses premiers numéros des articles relativement longs (de 3 à 5 pages, avec des photos "chocs") sur la fin de la guerre d'Algérie. L'Organisation de l'armée secrète (dirigée par des militaires français qui refusent

---

<sup>428</sup> *Ibid.*

<sup>429</sup> Le magazine durera jusqu'en 1967, mais ne réussit pas à faire la percée que la direction de Maclean Hunter espérait chez les francophones. Voir, J-C. Beau, *Le magazine Maclean et le nationalisme au Canada de 1961 à 1967*, Maîtrise (science politique), Université de Montréal, 1969, p.7.

l'indépendance de l'Algérie) captive l'attention des journalistes du *Maclean* qui dénoncent le "fascisme" de certains Français.

Le *Maclean* a choisi son camp pour l'analyse de la guerre d'Algérie, ce sera celui de *Cité Libre*, dont de nombreux collaborateurs écriront pour le *Maclean*, et de la gauche française, comme Jean-Marie Domenach d'*Esprit* et de l'*Express*. Le numéro d'avril 1961 contient plusieurs articles sur l'Algérie. Gérard Pelletier, un des fondateurs de *Cité Libre* et animateur, à l'époque, de l'émission télévisée *Premier Plan*, se trouvait en Algérie avec Rita Martel (scripte de *Point de Mire*) pour un reportage. Il publie un éditorial dans le *Maclean* quelques jours avant le putsch des généraux français d'Alger. Son article, assez optimiste, fait ressortir les chances d'une paix prochaine en Algérie: "*il semble bien quand même que cette fois-ci sera la bonne*<sup>430</sup>". Il se base sur les changements survenus en Algérie depuis quelques temps, le revirement des Européens d'Algérie qui "*afficheraient une mine piteuse*" persuadés que "*l'Algérie est foutue*" et le fait que la police française s'intéresse, enfin, aux terroristes de l'OAS qui assassinent sans être arrêtés:

*"Ce réveil de la justice, cette rigueur contre le terrorisme européen, qui bénéficiait jusqu'ici d'une extraordinaire tolérance face aux exécutions de rebelles musulmans, cela est encore très nouveau*<sup>431</sup>".

---

<sup>430</sup> Gérard Pelletier, "Malgré le terreur qui continue, la paix serait-elle proche ?", *Le Magazine Maclean* (avril 1961). p.4.

<sup>431</sup> *Ibid.*

Deux articles "témoignages" avec des photos de la guerre (une opération pour surprendre des "rebelles") présentent l'Algérie aux prises avec les violences de l'OAS et les Algériens comme un peuple désenchanté. Le journaliste Jean Tainturier, qui a fait la guerre d'Algérie dans l'armée française<sup>432</sup>, raconte sa guerre et les différentes opérations contre les Fellaghas. On pourrait s'étonner que le magazine *Maclean* publie un article d'un soldat français racontant les horreurs auxquelles se livrent les terroristes du FLN. Mais le journaliste veut surtout montrer l'absurdité de cette guerre et le fait que l'armée française n'est pas la seule à blâmer dans l'escalade de la violence. Il explique que :

*"D'un machiavélisme défiant toute imagination, les ultras ont travaillé en profondeur les chefs militaires qu'ils rencontraient(...) et l'armée se laissant convaincre (...) a souligné la nécessité d'une intégration inconditionnelle"<sup>433</sup>.*

L'attitude des Européens d'Algérie augure mal pour l'avenir d'une Algérie indépendante, ce qui semble évident pour le journaliste: *"Puisque la paix ne s'acquerra qu'avec l'indépendance"<sup>434</sup>*. Les Algériens ont droit en quelque sorte à leur indépendance et les Français

---

<sup>432</sup> Il a fait son service militaire en France et il a servi pendant deux ans en Algérie. Il a notamment, pendant cette période, été correspondant de guerre au journal de l'armée française *Le Bled*. Il est en 1961, journaliste au *Devoir*.

<sup>433</sup> Jean Tainturier, "La haine, la mort, prix de la liberté", *Le Magazine Maclean* (avril 1961), p.18.

<sup>434</sup> *Ibid.*, p.20.

d'Algérie ne pourront faire autrement que de l'accepter. Ce témoignage d'un ex-soldat vient donner plus de poids à l'analyse que les néo-libéraux font généralement de la guerre d'Algérie, une guerre stupide dont les responsables ne sont pas les populations mais de Gaulle.

Un deuxième témoignage insiste sur la nécessaire indépendance de l'Algérie et sur le rôle ambigu des Français d'Algérie qui malgré leur amour pour l'Algérie ne veulent pas qu'elle soit un pays libre et indépendant. Le sous-titre attire l'oeil du lecteur sur un pays plus victime que responsable de son destin: "*Une jeune Canadienne-française découvre les multiples visages d'un malheureux pays bouleversé par le choix de son destin*"<sup>435</sup>". La journaliste, en visite en Algérie, avec un groupe de Canadiens "*pour un rassemblement international de la jeunesse(...) de jeunes passionnés de politique*"<sup>436</sup>", livre ses impressions sur l'Algérie. La comparaison qu'elle fait avec le Québec se situe surtout au niveau du:

*"Caractère unique, dynamique et presque insolite de la nationalité canadienne-française, dans un pays qui est à feu et à sang parce qu'il refuse plus longtemps d'appartenir à la France"*<sup>437</sup>.

Les Canadiens-français sont donc choyés au Canada et surtout ils sont libres de garder ou non leurs "attaches" françaises. Elle cite une

---

<sup>435</sup> Helène Pilotte, "L'Algérie que j'ai vue", *Le Magazine Maclean* (avril 1961), p.20.

<sup>436</sup> *Ibid.*

<sup>437</sup> *Ibid.*



femme algérienne qui lui a dit : "*mais vous (les Canadiens-français) restez Français parce que vous le voulez bien. On ne vous l'impose pas (...) nous, nous voulons seulement être indépendants*<sup>438</sup>". La journaliste dresse un bilan assez négatif de l'armée française en Algérie assoiffée de sang et raciste<sup>439</sup>. Le bilan n'est guère plus reluisant pour les conditions de vie des Algériens car "*rien n'a été fait depuis cent vingt ans*". Les Européens ont une grosse part de responsabilité, selon la journaliste, car ils ont contribué à véhiculer des préjugés sur les Musulmans, paresseux, voleurs etc.

Ces articles du magazine *Maclean* ne sont pas tendres avec le gouvernement français et avec les Français d'Algérie. Les billets de Jean-Marie Domenach, directeur de la revue française *Esprit* de 1957 à 1976 et collaborateur à *L'Express*, publiés par le *Maclean* sèment aussi une certaine ambiguïté sur le bilan de la politique gaullienne en Algérie. Cette critique a d'autant plus de poids que Jean-Marie Domenach a, pendant longtemps, été partisan du général de Gaulle. Il a ainsi refusé de signer la fameuse pétition des 121 préférant une pétition réclamant l'indépendance négociée de l'Algérie, se plaçant dans le courant de la gauche "modérée" face à la condamnation de la

---

<sup>438</sup> *Ibid.*, p.65.

<sup>439</sup> Elle rapporte une discussion avec un capitaine de l'armée française à Alger qui lui dit "*Je n'aime pas tuer des blancs(...). Les blancs, j'essaye de ne pas les toucher. Mais les Musulmans, les Africains, les Vietnamiens, ce sont des gars qui n'en valent pas la peine*", *Ibid.*, p.62.

guerre d'Algérie<sup>440</sup>. Mais, en 1961, il s'interroge sur la capacité politique du général de Gaulle à arrêter la guerre civile: "*il (de Gaulle) prétend résumer et assumer dans sa personne des traditions inconciliables*<sup>441</sup>".

La critique principale du *Maclean*, qui s'accroît en 1962, contre de Gaulle est d'avoir laissé le champ libre aux terroristes de l'OAS. L'éditorial de Pierre de Bellefeuille<sup>442</sup> stigmatise la "*droite fascisante qui manifeste de nouveau la force qu'elle n'a jamais vraiment perdue. Elle a joué, non sans hésitation, la carte de Gaulle*<sup>443</sup>". L'OAS est responsable de la crise politique qui règne en 1961-1962 en France et il fait une comparaison avec la Deuxième Guerre mondiale pendant laquelle, au moins, la gauche française faisait front commun contre l'ennemi. Mais "*les communistes croupissent dans un dogmatisme désuet, et la gauche modérée(...) n'a pas l'oreille de de*

---

<sup>440</sup> Il le dira d'ailleurs plus tard: "*le clivage a été important entre intellectuels modérateurs, politiques et au fond progauillistes, et intellectuels extrémistes, à la Sartre, à la Fanon, pour qui de Gaulle, c'était Franco*", Jean-Marie Domenach, "Un souvenir très triste" dans Jean-Pierre Rioux et Jean-François Sirinelli dir. *La guerre d'Algérie et les intellectuels...*, op.cit., p.355.

<sup>441</sup> Jean-Marie Domenach, "La guerre civile", *Le Magazine Maclean* (juillet 1961), p.52.

<sup>442</sup> Journaliste au journal *Le Droit*, puis rédacteur du *Maclean* de 1960 à 1964, il sera député du Parti Québécois de 1976 à 1984 et président du Parti Indépendantiste de 1986 à 1989.

<sup>443</sup> Pierre de Bellefeuille, "Nous sommes très loin en nous-mêmes avec la France dans les bras", *Le Magazine Maclean* (mars 1962), p. 6.

*Gaulle*<sup>444</sup>, bref on est loin des principes de liberté de 1789 selon le journaliste.

Le constat catastrophique des conséquences de la politique gaullienne en Algérie est repris par la journaliste Adèle Lauzon dans un article d'août 1962 après pourtant la signature des accords d'Evian. Elle envisage ce que pourrait être la VIe République française car de Gaulle "est à la merci d'une crise cardiaque"<sup>445</sup>. Elle envisage, sérieusement, l'imminence d'une grande crise fasciste en France et ce n'est que débarrassée de "la grandeur mythique de Gaulle" que la France pourra s'en sortir. Tout dépendra en fait de la puissance réelle de l'OAS et de celle de l'armée, des pieds-noirs et de certains Français. Elle rapporte dans son article les propos de plusieurs leaders syndicaux français (Marcel Gonin de la CFTC, Germaine Guillet de la CGT, Charles Veillon de FO) qui tentent de justifier le peu d'enthousiasme de certains mouvements ouvriers français de gauche à s'impliquer dans la lutte contre la guerre d'Algérie. Il ressort de l'article un bilan sombre de l'avenir de la France et du régime anti-démocratique du général de Gaulle, grand responsable de la montée de l'extrême droite en France et de l'OAS.

La même analyse se retrouve dans les deux articles du magazine anglophone *Maclean's Magazine*. Un reportage, digne de la chasse aux

---

<sup>444</sup> *Ibid.*

<sup>445</sup> Adèle Lauzon, "Et après de Gaulle?", *Le Magazine Maclean* (août 1962), p.10.

Nazis, paraît en février 1962, dans lequel le journaliste du *Maclean's* traque aux Iles Canaries les chefs de l'OAS, Pierre Lagailarde, Joseph Ortiz, Antoine Argout et Charles Lacheroy. Ils acceptent finalement une interview, de laquelle il ne sort pas grand chose sinon qu'ils sont toujours soutenus financièrement par des Français. Le journaliste termine son article par cette prévision: "*It seemed the four Frenchmen of LaPalma (îles Canaries) might not have long to wait (for the civil war to begin)*"<sup>446</sup>.

En mars 1962, le *Maclean's* préfère encore insister sur les exactions de l'OAS et les manifestations anti-OAS en France, plutôt que sur les accords de paix imminents. L'article se fait l'écho des journaux canadiens: "*By morning, Canadian headlines were shouting that France was on the brink of anarchy*"<sup>447</sup>. Ce n'est qu'en septembre 1962, plusieurs mois après les accords sur l'indépendance de l'Algérie, que le *Maclean's* consacre un long article de huit pages du journaliste-reporter Peter Stollery sur l'Algérie indépendante, sa fragile situation politique et la vie quotidienne dans les villages désertés par les Français<sup>448</sup>.

---

<sup>446</sup> "The Fairly Secret Policemen on the Trail of the OAS", *Maclean's Magazine* (10 février 1962), p.51.

<sup>447</sup> "Paris, February 8: A Murderous March", *Maclean's Magazine* (24 mars 1962), p.62.

<sup>448</sup> Peter Stollery, "The Last Days of the French in Algeria", *Maclean's Magazine* (22 septembre 1962), pp. 21 et 42-49.

### 3) Les anglophones, la France et l'Algérie.

Les autres revues anglophones perçoivent, à l'inverse du *Maclean's*, d'un assez bon oeil la fin du conflit algérien et sont prêtes à nuancer leurs propos au sujet de la politique française, l'OAS ne représentant qu'un des nombreux sujets de leurs reportages. Une dizaine d'articles d'anglophones présentent la fin de la guerre d'Algérie et l'accès à l'indépendance d'un pays épuisé par la guerre.

Les revues anglophones refusent de s'impliquer dans le débat sur l'analogie entre le Québec et l'Algérie, mais leur vision de la France, à travers la crise algérienne, évolue et le rapport systématique avec le rôle stratégique de la France dans l'OTAN s'estompe au profit d'explications plus "humaines". De Gaulle ne représente sûrement pas encore pour eux le modèle du chef d'Etat. Mais, son offre d'indépendance à l'Algérie est accueillie avec soulagement et encourage les anglophones à dresser un bilan assez nuancé, dans l'ensemble, de la situation en Algérie et en France.

Cependant, les journaux anglophones dressent, en mars 1962, après la signature des accords d'Evian, un portrait relativement chaotique de la situation en Algérie. Ils s'intéressent surtout à la guerre civile qui fait rage en Algérie entre les quelques Européens de l'OAS qui ont décidé de rester en Algérie coûte que coûte et les Algériens soutenus par les forces françaises chargées de faire respecter la transition politique en Algérie. Ainsi, le 23 mars 1962, *The Star*

titre: "Showdown threatened in Algeria" et *The Gazette* consacre son article aux terroristes européens qui font régner la terreur en Algérie: "Heavy terrorist attacks hit Algeria gendarmes". Malgré la signature de l'indépendance de l'Algérie, de Gaulle ne semble pas avoir réussi à faire accepter par tous la nouvelle indépendance de l'Algérie.

Les deux articles de John C. Cairns dans l'*International Journal* présentent une image beaucoup moins sévère du général de Gaulle et de sa politique que ses articles précédents ainsi que certains articles de journaux. Il développe l'idée que le conflit algérien est une des causes, mais pas la seule, de la chute de la IVème République et que la politique algérienne du général de Gaulle a été aussi dictée par "other reasons, external reasons, too, for acting"<sup>49</sup>. L'intérêt de l'Union Soviétique pour le tiers-monde, les pressions de l'ONU et des Etats-Unis sur de Gaulle et le rôle des pays frontaliers de l'Algérie dans le conflit, sont autant de pièces du puzzle algérien. De Gaulle a fait des erreurs mais son intention d'accorder l'indépendance à l'Algérie est une bonne décision. John C. Cairns présente une vision assez optimiste de l'avenir de l'Algérie à condition que la France et l'Algérie soient prêtes à tirer avantage d'une future collaboration. Il est temps aussi, selon lui, de s'intéresser au fait que: "now that the fate of Algeria was practically regulated it was easier to

---

<sup>49</sup> John C. Cairns, "Algerian Progress: Toward Reality and Negotiation", *International Journal*, no 16 (printemps 1961), p.164.

*comprehend the tragedy of these European exiles*<sup>450</sup>".

Le *Saturday Night* et le *Financial Post*, qui présentent les articles de deux journalistes certainement parmi les plus francophiles, insistent sur le drame humain que représente pour les Français, et moindrement pour les Algériens, l'indépendance de l'Algérie. J. B. McGeachy, qui avoue clairement qu'il est un "*unreformed francophile and have admired de Gaulle since I first saw and heard him in 1940*"<sup>451</sup> déplore que les Français établis depuis si longtemps en Algérie doivent quitter leur pays. Il compare la situation à celles des Canadiens, pendant longtemps moins nombreux que les Indiens au même titre que les Français étaient moins nombreux que les Arabes en Algérie, qui ont pu rester au Canada. John Gellner pour le *Saturday Night* écrit plusieurs articles dans lesquels il s'intéresse également à la tragédie européenne et à l'humiliation française de perdre ses colonies car "*They are proud people, and they have reason to be proud of their achievements, in the past and today*"<sup>452</sup>".

Un journaliste du *Canadian Forum* cherche à expliquer la montée de l'OAS et la compare avec le terrorisme anti-indépendantiste de

---

<sup>450</sup> John C. Cairns, "Algeria: the Last Ordeal", *International Journal*, no 17 (printemps 1962), p.94.

<sup>451</sup> J. B. McGeachy, "France in Algeria for 132 Years Enriched it but not Fast Enough", *Financial Post* (31 mars 1962), p. 7.

<sup>452</sup> John Gellner, "A Nation Examines its Conscience", *Saturday Night*, 22 juillet 1961, p.23. Voir aussi, "France says "Yes, but..." *Saturday Night*, 12 mai 1962, p.10.

l'Irlande et de la Palestine. Que pouvait donc faire de plus de Gaulle, sinon d'attendre avant d'intervenir contre l'OAS alors que "*it was Algiers that put de Gaulle in power, and later threatened Paris with paratroops*<sup>453</sup>".

Les deux seuls articles "sensationalistes" au sujet du terrorisme de l'OAS se trouvent dans le *Canadian Commentator*, qui tente manifestement de recruter des lecteurs avec des sujets plus "chauds" que ses articles habituels. Les reporters annoncent, en 1962, que la guerre civile a commencé en Algérie et qu'elle est sur le point de commencer aussi à Paris. L'anarchie guette la France et les responsables sont ces: "*Petits blancs, they compete with the laboring Moslem, as the poor whites in Arkansas do with the negro*<sup>454</sup>", chacun voulant un morceau de l'Algérie.

Les revues anglophones commencent à s'intéresser aux tragédies humaines de la guerre d'Algérie, particulièrement celles des Européens d'Algérie et de l'OAS, plus qu'au calendrier politique du gouvernement français et à ses répercussions sur la politique européenne et l'OTAN. Une sorte de "rapprochement" avec la population française se développe chez les anglophones, autour des souffrances endurées par les soldats et les civils français en Algérie. Certains anglophones sont mêmes

---

<sup>453</sup> L. F. S. Upton, "The Next Phase in Algeria", *The Canadian Forum* (mars 1962), p.269

<sup>454</sup> James Minife, "Algeria, the War has Begun", *Canadian Commentator* (fevrier 1962), p.13.



sceptiques face au bien fondé et à l'avenir économique de la future Algérie indépendante.

Néo-libéraux et anglophones se rejoignent dans le refus d'une importation au Québec du discours de décolonisation en 1961-1962. Le Québec n'est pas l'Algérie et *Cité Libre* refuse de considérer les ressemblances que certains nationalistes voient entre le colonialisme au Québec et en Algérie. La guerre d'Algérie leur sert, cependant, à confirmer le danger du nationalisme "ethnique" et à prouver, à travers le terrorisme de l'OAS et du FLN, que l'association entre la décolonisation et le nationalisme ne peut que mener à des extrêmes. Le nationalisme canadien, basé sur des valeurs "patriotiques" plus que nationales ou ethniques, paraît donc plus intéressant. L'analyse que les anglophones font de la guerre d'Algérie a également évolué. Ils délaissent la politique internationale pour s'intéresser beaucoup plus aux événements humains que la fin de la guerre génère et en particulier au sort des Français d'Algérie.

#### B. Les nationalistes et l'analogie Québec-Algérie

Les nationalistes québécois, séparatistes ou non, répondent énergiquement de 1961 à 1962, aux analyses que font les néo-libéraux et les anglophones sur la guerre d'Algérie. Les nationalistes utilisent la guerre d'Algérie pour critiquer la mauvaise foi et le manque de connaissance historique du colonialisme de leurs adversaires

politiques.

Les nationalistes autonomistes critiquent la francophobie ambiante des néo-libéraux qui se servent de la guerre d'Algérie pour dénigrer la France. Les nationalistes séparatistes fourbissent leurs armes, avec l'exemple de l'Algérie, pour proposer une nouvelle lecture du livre choc des années 1961-1962, *Les damnés de la terre* de Frantz Fanon. *La Revue Socialiste* s'attaque à la nécessaire alliance du socialisme révolutionnaire et du nationalisme au Québec comme en Algérie.

### 1) Les nationalistes contre l'analyse francophobe de la guerre d'Algérie.

André Laurendeau, dans deux éditoriaux du *Devoir*, livre ses réflexions sur la guerre d'Algérie et sur la violence de cette "guerre d'extermination" entre le FLN et l'OAS. Il vient de publier son essai sur *La crise de la conscription* (1962) et semble particulièrement sensible aux problématiques et aux horreurs entourant la guerre. Il dénonce la violence aveugle et pour lui, "*aucune cause - pas plus l'Algérie algérienne que l'Algérie française - ne justifie ce recours à l'extermination*<sup>455</sup>". C'est la France qui a le plus à perdre et il ne

---

<sup>455</sup> André Laurendeau, "Une guerre d'extermination", *Le Devoir*, 6 mars 1962, p.4.

comprend pas que "pour sauver une province, des patriotes soient prêts à ensanglanter et saccager la métropole". L'indépendance de l'Algérie a donc "un goût amer<sup>456</sup>", même si elle représente la seule solution "du bon sens" pour la France.

Jacques Poisson adopte un ton plus polémique, dans *l'Action nationale* et dans *Liberté*, critiquant la propagande anti-française à laquelle se livrent, selon lui, *Cité Libre*, Radio-Canada et le *Magazine Maclean*, dans leur sympathie pour les Algériens:

"Je doute qu'un intérêt soudain pour les Berbères d'Algérie et leurs anciens conquérants, les Arabes, puise toute son énergie aux sources les plus pures de la charité chrétienne<sup>457</sup>".

Il dénonce les collaborateurs de la revue, Hélène Pilotte et surtout Jean Tainturier qui, dans le *Maclean*, racontait sa guerre en Algérie et qui "fournit au tribunal de l'Inquisition anticolonialiste une nouvelle pièce au dossier(...): la torture<sup>458</sup>". Jacques Poisson reproche surtout au *Maclean* de vouloir donner des leçons de supériorité morale aux Français et de profiter des horreurs de la guerre d'Algérie pour salir l'image de la France, mais: "il est heureux que l'on puisse se désintoxiquer en revenant à des auteurs comme Camus (*Actuelles III*),

---

<sup>456</sup> André Laurendeau, "Une paix amère", *Le Devoir*, 20 mars 1962, p.4.

<sup>457</sup> Jacques Poisson, "Francophobie, chauvinisme culturel américain et assimilation (suite II)", *L'Action nationale* (juin 1961), p.941.

<sup>458</sup> *Ibid.*, p.943.

Germaine Tillion (*L'Algérie 1957*), ou à quelques historiens<sup>459</sup>”.

Radio-Canada est également passée au crible et l'émission télévisée *Premier plan* qu'anime Gérard Pelletier contribue à "l'information propagande". Le 17 avril 1961, Gérard Pelletier a consacré, en effet, une émission entière sur l'Algérie<sup>460</sup>. Jacques Poisson critique la présentation manichéenne de Gérard Pelletier qui explique que la France n'avait rien à faire en 1830 en Algérie et qui, sous prétexte de vulgarisation, véhicule l'image "des méchants colonisateurs français et des bons colonisés algériens"<sup>461</sup>”.

Les citélibristes préfèrent soutenir les nationalismes étrangers que l'émancipation de leur propre province et de telles émissions, qui critiquent ouvertement la politique française, desservent "les solidarités indispensables du Québec avec les autres nations francophones"<sup>462</sup>”. L'année suivante, alors que les accords d'Evian viennent d'être signés, Jacques Poisson utilise l'exemple algérien pour dénoncer l'article de Pierre E. Trudeau dans *Cité Libre* "la nouvelle

---

<sup>459</sup> *Ibid.*, p.944.

<sup>460</sup> Intitulée: "Les arguments de la raison, témoignage du nouveau gouvernement provisoire d'Algérie: le FLN", et dans laquelle Gérard Pelletier avait interviewé lors de son séjour en Algérie: Ferhat Abbas et Mohammed Yazid ( du GPRA), Germaine Tillon, un curé français pro-FLN et Jules Roy (écrivain mais aussi ancien colonel de l'armée française). Radio-Canada, service des archives.

<sup>461</sup> Jacques Poisson, *loc. cit.*, p.946.

<sup>462</sup> *Ibid.*, p.949.

trahison des clercs": "toute l'équipe de Cité Libre me paraît dégoûtante de fidélité: fidélité à Esprit, fidélité à l'Express(...), fidélité au cauchemar d'un Québec libre à la Bruegel<sup>463</sup>". Plus de cinq pages, sur les treize que contient son article, sont consacrées à l'Algérie. Il critique l'idée de peuple et de nation que Pierre E. Trudeau réduit "à un simple groupement ethnique" et il ironise sur l'effort que Pierre E. Trudeau doit faire pour justifier le nationalisme algérien:

"Vous seriez passé de l'arabesque à l'arabisme, puis de l'arabisme à l'algérisme, et enfin (de) l'algérisme au nationalisme(...) ayant un beau matin pris la route de l'internationalisme<sup>464</sup>".

Il souligne l'erreur de croire que "l'Algérie, en devenant indépendante, ne fait que suivre le bon exemple de la Confédération canadienne et franchir à son tour l'étape de Westminster<sup>465</sup>".

Le nationalisme algérien qui, selon Jacques Poisson, se définit par rapport à la métropole, à la décolonisation et au panarabisme, est beaucoup plus complexe que la présentation polémique qu'en fait Pierre E. Trudeau. Cependant, Jacques Poisson ne veut pas franchir la limite "séparatiste" qui le différencie des nationalistes indépendantistes et

---

<sup>463</sup> Jacques Poisson, "Le loyalisme", *Liberté*, no 23 (mai 1962), p.326.

<sup>464</sup> *Ibid.*, p.329.

<sup>465</sup> *Ibid.*, p.332.

il explique que: "Au Québec les points de comparaison sont faussés ou trop restreints<sup>466</sup>". Cette analogie avec l'Algérie, les nationalistes indépendantistes la revendiquent haut et fort.

## 2) Pour l'indépendance au Québec et en Algérie.

L'idéologie indépendantiste est en pleine effervescence au Québec en 1961-1962. Des ouvrages sont publiés sur l'indépendance du Québec et une nouvelle mouvance indépendantiste, le RIN, dont plusieurs membres fondateurs militaient auparavant à l'Alliance laurentienne<sup>467</sup>, est sur le point de devenir un parti politique, Mais jusqu'où aller dans les revendications de l'indépendance québécoise? La guerre d'Algérie constitue manifestement un champ d'étude important pour le choix que feront les indépendantistes québécois entre l'indépendance révolutionnaire ou l'indépendance "étapiste", dont on parle d'ailleurs encore aujourd'hui. A l'image du nationalisme algérien qui a su être canalisé par un parti révolutionnaire, le FLN, le nationalisme québécois sera-t-il lui aussi révolutionnaire? Les débuts du tiers-mondisme inspirent particulièrement l'équipe de la *Revue Socialiste* dans sa théorie de la révolution, alors que les laurentiens choisissent la voie moins violente de "procéder, par des voies démocratiques et

---

<sup>466</sup> *Ibid.*, p.337.

<sup>467</sup> Voir le tableau des membres fondateurs que dresse André D'Allemagne dans *Le RIN de 1960 à 1963, étude d'un groupe de pression au Québec*, Montréal, L'Étincelle, 1974, p.137.

légales, à l'instauration de la République de Laurentie<sup>468</sup>».

Un article paru dans le journal *Le Droit* en 1960, attaque les laurentiens qui s'acharnent à comparer l'Algérie et le Québec et qui préconise "un référendum de même farine (qu'en Algérie) pour le Québec<sup>469</sup>". Raymond Barbeau réplique et développe sa pensée à propos de l'exemple algérien. Les laurentiens comme les Algériens veulent l'émancipation, la décolonisation politique, économique et sociale. Ils veulent la fin de l'aliénation du peuple québécois<sup>470</sup>. Raymond Barbeau s'étonne "En dessous de votre compte-rendu se trouvait un article réclamant l'indépendance de l'Algérie, curieux hasard!<sup>471</sup>".

Raoul Roy développe en 1962, dans un article fourni, le lien que les Québécois doivent faire entre nationalisme indépendantiste et révolution socialiste. Selon lui:

*"Seul l'anticolonialisme justifie les hommes de gauche de lutter pour l'indépendance de la nation. Et un homme de gauche ne peut lutter pour l'indépendance de sa nation que, évidemment, si elle est colonisée(...). Et le nationalisme chez un peuple non*

---

<sup>468</sup> Raymond Barbeau, "Aliénés et aliénation", *Laurentie* (janvier 1961), p.539.

<sup>469</sup> Jean-Marc Poliquin, "L'indépendance du Québec", *Le Droit*, 5 novembre 1960.

<sup>470</sup> Raymond Barbeau, "Aliénés...", *loc.cit*, p.537.

<sup>471</sup> *Ibid.*, p.538.

*colonisé est un mouvement de droite*<sup>472</sup>”.

Raoul Roy s'attaque ici à un sujet particulièrement délicat et au coeur même du conflit entre marxistes et tiers-mondistes. Karl Marx n'a jamais théorisé sur la question nationale et, à part une étude sur l'Irlande, favorable à son autodétermination, il a montré peu d'intérêt pour le sujet<sup>473</sup>. La raison principale réside dans sa théorie de l'internationalisation de l'économie par le capitalisme et l'interdépendance universelle, ainsi créée, ne laisse pas de place au nationalisme<sup>474</sup>. De plus, selon Arieï Yaari, Marx considérait que le colonialisme est un "épiphénomène du régime capitaliste, la lutte prolétarienne dans les Etats industriels doit se voir accorder la priorité absolue"<sup>475</sup>. "Les prolétaires n'ont pas de patrie" explique clairement Le manifeste du parti communiste de Marx et Engels. Le conflit éclate d'ailleurs entre Staline et Lénine en 1922 sur les droits nationaux de la Géorgie.

---

<sup>472</sup> Raoul Roy, "L'indépendantisme sera anticolonialiste ou s'évanouira", *La Revue Socialiste*, no 6 (automne 1962), p. 7.

<sup>473</sup> Voir Michael Löwy, *Patries ou planètes? Nationalismes et internationalismes de Marx à nos jours*, Lausanne, Ed. Cahiers Libres, 1997, "Question nationale et marxisme: synthèse", pp.43-59.

<sup>474</sup> Ce que Michael Löwy résume par: "le déclin imminent du nationalisme et de l'Etat-nation, rendus anachroniques par la mondialisation de l'économie", *op.cit.*, p.56.

<sup>475</sup> Arieï Yaari, *Le défi national*, vol II, Paris, Anthropos, 1979, p.166.



Tout au long du XXe siècle, les socialistes et les leaders des mouvements ouvriers dans le monde auront du mal à admettre que la décolonisation est aussi une question de libération nationale<sup>476</sup>. La Deuxième Guerre mondiale dresse une barrière solide entre question nationale, nationalisme et socialisme. Benito Mussolini était membre du parti socialiste italien et sa théorie fasciste faisait une large place à la "révolution nationale". Le national-socialisme d'Hitler a également prouvé, aux socialistes encore hésitants, que socialisme et nationalisme ne font décidément pas bon ménage.

Ce qu' Henry Milner appelle "left-wing nationalist movement of decolonization" se développe au Québec dans les années 1960. Il constate que ce n'est pas un hasard de l'histoire si: *"it is the paralleling of class division by ethnic and language divisions which aggravates and exposes the social class divisions among population"*<sup>477</sup>. La réflexion des groupuscules de gauche au Québec a été nourrie et inspirée du grand théoricien du tiers-mondisme, Frantz Fanon. Son

---

<sup>476</sup> Arieh Yaari fait remarquer que *"jusqu'à l'heure de la décolonisation, les socialistes français poursuivront le débat sur la question coloniale"* et que *"le mouvement (de gauche) américain n'a pas été exempt de divergences. Dans les cercles socialistes, la vocation civilisatrice et progressiste de l'expansion impérialiste sera couramment admise"* dans *Le défi national*, vol I, Paris, Anthropos, 1978, pp.89 et 91.

<sup>477</sup> Henry Milner, *The Decolonization of Quebec*, Toronto, McClelland & Stewart, 1973, p.232.

influence au Québec, comme ailleurs<sup>478</sup>, a permis à la *Revue Socialiste* de se débarrasser de l'idée marxiste de révolution pour insister sur la décolonisation nationale du Québec<sup>479</sup>. Frantz Fanon a en effet démontré que la lutte des classes marxiste, expurgée de toute notion nationale ou régionale, ne pouvait pas s'appliquer aux pays coloniaux, notamment l'Algérie. Le prolétariat est "rural" et non urbain, la culture nationale est une donnée fondamentale de la lutte de libération des pays colonisés, ce que les marxistes ont toujours dénoncé comme une valeur bourgeoise<sup>480</sup>.

La *Revue Socialiste* reprend les idées de Fanon à l'automne 1962 et les adapte au Québec. Le sous-titre de l'article l'indique d'ailleurs clairement: "*La bible de la décolonisation telle que vue par un représentant de la nouvelle jeunesse indépendantiste et socialiste du Québec*"<sup>481</sup>. André Major est plus nuancé que Raoul Roy et déclare sur la comparaison des colonisateurs en Algérie et au Québec:

---

<sup>478</sup> La grande revue américaine *Foreign Affairs* consacrait en septembre-octobre 1997, un numéro spécial à "*the most significant books of the last 75 years*" du monde entier, toutes catégories confondues et, parmi les 80 livres cités, il y avait celui de Frantz Fanon, *Les damnés de la terre*, de 1961.

<sup>479</sup> André Major, journaliste et romancier "Les damnés de la terre et nous", *La Revue Socialiste*, no 6 (automne 1962), pp.45-47.

<sup>480</sup> Voir, Horace B. Davis, *Toward a Marxist Theory of Nationalism*, New York, Monthly Review Press, 1978, "The Theory of National Liberation: Frantz Fanon", pp.209-220 et Arieah Yaari, vol II, *op. cit.*, pp.174-176.

<sup>481</sup> André Major, *loc.cit.*, p.45.

*"Disons que le régime colonial français d'Algérie était grossier parce que violent; alors que la confédération canadienne, au sein de laquelle nous ne savons même pas comment lutter, est subtile au point qu'elle dissimule les rapports réels entre colonisateurs et colonisés<sup>482</sup>".*

Il reprend notamment un thème de Fanon, qui a toujours été présent chez les nationalistes québécois, soit l'importance de la culture nationale dans l'idée de nation qui deviendra une idée phare du mouvement de décolonisation. André Major, l'écrivain, est sensible au rôle de combat que Fanon attribue à la littérature. Il est aussi sensible, comme beaucoup d'intellectuels du tiers-monde, au pragmatisme de l'idéologie de Fanon et à l'adaptation que chacun peut en faire par rapport à ses propres "damnés de la terre". Il trouve aussi, un lien logique entre nationalisme et internationalisme chez Fanon: *"C'est au coeur de la conscience nationale que s'élève et se vivifie la conscience internationale. Et cette double émergence n'est, en définitive, que le foyer de toute culture<sup>483</sup>".*

Cette réflexion de Fanon autour de la décolonisation inspire aussi Raoul Roy qui décide d'abandonner le mot "nationaliste" de son discours car cela donne lieu à trop de débats "lexicologiques". Il écrit: *"Plusieurs d'entre nous, à l'ASIQ, préférons nous définir plutôt comme socialistes indépendantistes ou anticolonialistes<sup>484</sup>".* Il insiste

---

<sup>482</sup> *Ibid.*

<sup>483</sup> Frantz Fanon, cité par André Major, *loc.cit.*, p.47.

<sup>484</sup> Raoul Roy, "L'indépendantisme sera anticolonialiste...", *loc.cit.*, p.9.

par contre, comme Frantz Fanon, sur l'urgence de la décolonisation et sur la violence que les colonisés peuvent utiliser. Raoul Roy écrit: "*L'anticolonialisme justifie toute action d'épuration nationale, et toute action, aussi violente qu'elle puisse être, pour rendre à un peuple tout ce qui lui appartient*"<sup>485</sup>

Le FLN a utilisé cette violence "libératrice", comme plusieurs mouvements de libération nationale dans le monde à l'époque, et le FLQ (Front de libération du Québec) s'en inspirera au Québec dès la fin des années 1960<sup>486</sup>.

La théorie de Frantz Fanon donne la possibilité "morale", aux socialistes révolutionnaires de la *Revue Socialiste*, de délaisser la théorie marxiste, comme le dira plus tard Raoul Roy: "*Nous avons bien l'impression que le marxisme-léninisme n'était pas la méthode d'étude*

---

<sup>485</sup> *Ibid.*, p.7.

<sup>486</sup> L'idéologie felquistes justifiera la violence, pas tant comme une révolution marxiste mais plus comme une base de décolonisation: "*Optant pour la révolution spontanée (psychologiquement déterminée) plutôt que pour la révolution historique (conditionnée par la maturité des conditions économiques et sociales)(...), ils se trouvaient, au départ, à inscrire leur action dans la voie de l'hérésie (marxiste)*", Marc Laurendeau, *Les Québécois violents*, op.cit., p. 62. De plus tous avaient lu *Les Damnés de la terre* de Frantz Fanon et *Le portrait du colonisé* d'Albert Memmi, alors que peu avaient lu *Le manifeste du parti communiste*. Georges Schoeters, un des terroristes, préfère d'ailleurs à son procès jurer sur le livre de Fanon plutôt que sur la Bible..., voir Marc Laurendeau, op.cit., p.121-122. De nombreux terroristes du FLQ iront d'ailleurs s'entraîner, lors de la crise d'Octobre, en Jordanie mais aussi en Algérie.

adéquate pour le phénomène de la décolonisation<sup>487</sup>". La guerre d'Algérie, par les réflexions qu'elle a suscitées autour de l'anticolonialisme et de la lutte nationale en 1961-1962, a contribué à faire évoluer la pensée de l'extrême-gauche québécoise sur les différentes possibilités, dont la violence, de réaliser l'indépendance du Québec. Mais la guerre d'Algérie a également eu, au Québec, des retombées plus concrètes en 1962.

#### C- Les Québécois et l'arrivée des pieds-noirs au Québec.

Les accords d'Evian, en mars 1962, sonnent le glas pour les Européens qui n'ont pas encore quitté l'Algérie et qui doivent le faire dans des conditions dramatiques. Le départ est souvent synonyme de pertes totales pour les colons et les commerçants qui doivent laisser leurs biens aux mains des Algériens. Quelques pieds-noirs décident cependant de répondre à l'appel du FLN et de rester dans cette Algérie indépendante qui n'aura plus grand chose à voir avec celle qu'ils ont toujours connue. Mais, la majorité des Européens choisissent le chemin de l'exil vers la France ou d'autres pays européens. Les journaux francophones relatent d'ailleurs, en 1962, comme les journaux anglophones, la violence qui éclate en Algérie entre l'OAS et les Algériens. *Le Devoir* titre sur huit colonnes: "Algérie: Les terroristes

---

<sup>487</sup> Raoul Roy, "Pourquoi la Revue Socialiste a été fondée", *L'Indépendantiste*, no 3 (printemps 1968), non paginé.

européens attaquent en trois lieux différents"<sup>488</sup>, *La Presse* reprend les paroles du général de Gaulle: "De Gaulle: La révolte sera brisée sans pitié"<sup>489</sup>. Les journaux, en 1962, sortent de leur traditionnelle réserve en matière d'analyse d'événement étranger et se lancent dans le débat sur l'avenir des pieds-noirs.

Commence en effet, pour ceux que l'on appelle souvent "les rapatriés d'Algérie", une traversée du désert, psychologique et matérielle qui, encore aujourd'hui, est toujours présente. Déracinés, spoliés de terres et de biens qu'ils considéraient comme les leurs depuis plusieurs générations, les pieds-noirs sont, parmi les différents groupes qui composaient les Européens d'Algérie, ceux pour qui le drame algérien est le plus cruel. Si certains ont réussi à quitter l'Algérie avant 1962 en revendant ou conservant leurs biens, il semble que les petits colons et commerçants ont cru jusqu'au bout que l'Algérie resterait toujours française.

Les Québécois ont toujours été divisés sur l'opinion à avoir face aux Européens d'Algérie, alors que le consensus était souvent obtenu pour le soutien aux Algériens. En 1962, les revues et les journaux québécois ont vent d'une possible immigration massive au Québec de pieds-noirs d'Algérie. Le débat s'installe entre les pro-pieds-noirs et les anti-pieds-noirs.

---

<sup>488</sup> *Le Devoir*, 23 mars 1962, p.1.

<sup>489</sup> *La Presse*, 23 mars 1962, p.1.

*Cité Libre* et les anglophones ne veulent pas entendre parler de l'immigration de ces pieds-noirs fascistes au Québec. Un article du *Commentator*, en février 1962, rapportait les paroles d'un pied-noir juif qui disait haut et fort: "I am for the OAS. All the Jews in Oran are for the OAS"<sup>490</sup>. Michel Van Schendel écrit dans *Cité Libre* que Jean-Marc Léger, par ses déclarations sur la nécessaire immigration francophone au Québec, a "tout seul déclenché une campagne d'opinion, en faveur de l'immigration de colons européens d'Algérie tout à fait contraire à l'intérêt du Québec"<sup>491</sup>. Il explique que les pieds-noirs sont liés à la colonisation et que la majorité d'entre eux appuient l'OAS, par conséquent le Québec n'a rien à attendre, sinon de l'agitation nationaliste, de ces immigrants. Le *Saturday Night*, habituellement plus favorable aux Français, réagit très violemment à l'immigration de ces "terroristes"<sup>492</sup>. L'association de tous les Européens d'Algérie avec l'OAS est une évidence pour le journaliste et il a peur de voir arriver au Québec de 50 000 à 300 000 Européens selon ses chiffres.

Le *Montreal Star* ne prend pas position et relate en 1963 que, chaque jour, quarante formulaires d'immigration pour la Canada sont demandés en France. 75% de ces demandes viennent de pieds-noirs

---

<sup>490</sup> James Minife, *Canadian Commentator*, loc.cit., p.13.

<sup>491</sup> Michel Van Schendel, "Les pieds-noirs", *Cité Libre* (mars 1962), p.15.

<sup>492</sup> Peter Worthington, "A Welcome for Terrorists ?", *Saturday Night*, 7 juillet 1962, p.21.

"small businessmen, mechanics and other craftsmen", selon un fonctionnaire de l'ambassade canadienne en France. En 1962, 2265 visas canadiens ont été émis pour des pieds-noirs, ce qui n'est pas négligeable pour l'époque<sup>493</sup>.

Le *Devoir* reste nuancé, même s'il est favorable à l'arrivée d'immigrants francophones au Québec, face aux pieds-noirs extrémistes. Jean Tainturier relate que le comité des Français du Maroc, section Montréal, a fait parvenir une dépêche sur la possible immigration de pieds-noirs au Québec. Mais le journaliste ne pense pas que cette immigration soit si massive que cela<sup>494</sup> et que, mises à part les précautions formelles à prendre afin d'éviter l'arrivée de terroristes de l'OAS parmi les pieds-noirs: "*on ne peut nier qu'une immigration francophone vers le Québec soit une bonne chose pour la minorité canadienne-française*"<sup>495</sup>.

Mais il semble que son article n'ait pas été encore assez favorable, car le lendemain il fait état de menaces anonymes qu'il a reçues et qu'il attribue à l'OAS<sup>496</sup>.

---

<sup>493</sup> "Refugees from Algeria seek Canadian Visas", *The Montreal Star*, 17 août 1963.

<sup>494</sup> Jean Tainturier, "Immigration possible mais très prudente", *Le Devoir*, 28 mars 1962, p.1.

<sup>495</sup> *Ibid.*, p.2.

<sup>496</sup> Jean Tainturier, "Des méthodes intolérables ici...!", *Le Devoir*, 29 mars 1962, p.1.



Le RIN sympathise avec les pieds-noirs et est d'accord pour les accueillir au Québec, même si le gouvernement fédéral ne les acceptera sûrement pas<sup>497</sup>. Même si les Québécois veulent favoriser l'arrivée de pieds-noirs, Ottawa ne verra sûrement pas d'un bon oeil l'arrivée d'un fort contingent de francophones d'Algérie ou d'ailleurs. Malheureusement, le Québec n'a de toute façon aucun pouvoir décisionnel en matière d'immigration, rappelle le communiqué du RIN.

L'immigration des pieds-noirs a également été suivie d'assez près par le Congrès Juif Canadien (CJC). En effet, les juifs constituent une forte composante de la communauté pied-noir d'Algérie, environ 125 000 personnes (dont 100 000 francophones) selon les chiffres du CJC<sup>498</sup>.

Le bulletin mensuel francophone du congrès, le *Bulletin du cercle juif*, a consacré d'ailleurs plusieurs articles en mars, octobre et novembre 1962, au bon accueil que les juifs du Québec (environ 104 000) devaient faire au pieds-noirs. Le congrès suivait avec intérêt le déplacement des populations juives d'Algérie et a participé à une mission conjointe avec d'autres organismes juifs mondiaux, *Jewish Appeal*, *United Israel Appeal* et *Rescue and Survival Fund*, afin d'amasser de l'argent pour aider l'évacuation et l'émigration des juifs

---

<sup>497</sup> "Immigrants d'Algérie, le RIN y voit l'opposition d'Ottawa", *La Presse*, 28 mars 1962.

<sup>498</sup> Archives du Congrès juif Canadien, boîte 84, dossier 386: "Algeria, 1962-1964". Voir sur l'histoire de l'immigration juive au Québec, Pierre Anctil et Gary Caldwell, *Juifs et réalités juives au Québec*, Québec, IQRC, 1984, 371 p.

d'Algérie. Une somme très importante de 4 115 000 dollars a été récoltée<sup>499</sup>. Les juifs québécois, à travers le réseau de la société d'aide aux immigrants juifs, ont aidé les pieds-noirs qui voulaient immigrer au Québec dans leurs démarches administratives. Le 11 avril 1962, le journal québécois *Le Nouveau Journal* faisait état de 20 000 juifs pieds-noirs francophones qui désiraient immigrer au Québec, mais le CJC n'a jamais confirmé ce chiffre.

Les juifs francophones se sentent manifestement beaucoup plus concernés par cette immigration que les anglophones qui attendent décembre 1962 pour publier un article sur les pieds-noirs dans le bulletin canadien anglophone, *The Congress Bulletin*. Cette immigration viendrait renforcer la culture francophone au Québec que les juifs francophones du Québec soutiennent en 1962:

*"Il semble nécessaire de donner une vitalité nouvelle à la culture française au Canada(...) La défense et la promotion de la culture française au Québec, voilà un impératif qui nous paraît indiscutable<sup>500</sup>".*

Le sort des pieds-noirs a donc fait couler l'encre québécoise et l'arrivée de ces nouveaux immigrants n'est pas passée inaperçue au

---

<sup>499</sup> *Ibid.*, rapport de mission, 27 juin 1962.

<sup>500</sup> "Éditorial", *Le Bulletin du cercle juif* (novembre 1962), p.2.

Québec<sup>501</sup>. De façon moins directe, la fin de la guerre d'Algérie a également contribué au débat entre néo-libéraux et nationalistes autour de l'idéologie nationale de la décolonisation. L'apparition des premiers ouvrages tiers-mondistes, notamment ceux de Frantz Fanon, a marqué le discours de la gauche nationaliste qui a vu, qu'en Algérie comme au Québec, les "damnés de la terre" avaient le droit d'être de gauche tout en revendiquant une révolution "nationale". Cette transformation sera fondamentale pour l'évolution du mouvement nationaliste révolutionnaire au Québec. La guerre d'Algérie a encore des répercussions au Québec après 1962. Une nouvelle revue indépendantiste naît au Québec, *Parti Pris* et, dès les premiers articles, les conséquences de la guerre d'Algérie sont abordées. La violence, perceptible dans le discours de la *Revue Socialiste*, éclate avec une vague d'attentats à la bombe du FLQ en 1963.

Guy Bouthillier pense que la découverte du discours de la décolonisation et des penseurs du colonialisme a contribué à une indifférence ou à une vision obstruée des indépendantistes québécois vis-à-vis de la France: "*Il était difficile, en effet, de s'abreuver à Albert Memmi et à Frantz Fanon(...) et de s'inspirer du même souffle*

---

<sup>501</sup> Bien qu'en général cette question ait été peu étudiée: "*Après les accords d'Evian, les problèmes de la réintégration des Européens en France ou des conséquences immédiates de l'indépendance en Algérie ne font l'objet d'aucun commentaire*", Sylvie Guillaume, *Les Québécois et la vie politique...*, op.cit., p.231.

*des discours du Général*<sup>502</sup>". Nous pensons que même si de Gaulle ne fait pas l'unanimité en 1963 au Québec, la guerre d'Algérie a permis une redécouverte de la France "moderne" par les Québécois.

## II. LA REDECOUVERTE DE LA FRANCE A TRAVERS LA GUERRE D'ALGERIE

A partir de 1963, une redécouverte de la France par les intellectuels québécois ressort de leurs réactions par rapport aux conséquences de l'indépendance algérienne. Nous pensons que la guerre d'Algérie a été le déclencheur de ce renouveau, à côté de facteurs plus contextuels. Le Parti libéral du Québec est réélu lors des élections provinciales de 1962 et le Québec poursuit sa marche vers la modernisation et l'autonomie provinciale en nationalisant l'électricité au Québec.

A côté des bouleversements économiques, la réflexion autour de ce que doit être le Québec "moderne" se poursuit. L'idéologie nationaliste se présente en plusieurs tendances, séparatiste, violente,

---

<sup>502</sup> Guy Bouthillier, "Les indépendantistes québécois et le général de Gaulle", *l'Action nationale* (décembre 1990), p.1424.

autonomiste etc. Mais, ce qui ressort particulièrement, c'est la généralisation du discours "décolonisateur" au Québec. Tous, ou presque, s'accordent à reconnaître que le Québec doit se décoloniser. Chacun entrevoit une forme de décolonisation différente, la décolonisation culturelle pour certaines revues littéraires et l'annonce de ce qui deviendra la "québécoïté", la décolonisation économique pour *Cité Libre*, la décolonisation culturelle et politique pour *Parti Pris*. Le passage de Jacques Berque au Québec et surtout son article sur "les révoltés du Québec" a contribué à renouer l'amitié entre les gauches québécoise et française, mise à mal lors des débuts de la guerre d'Algérie. Les Québécois redécouvrent également un visage plus moderne de la France qui s'éloigne de son passé colonisateur et de l'image que le début de la guerre d'Algérie a véhiculée.

#### A- La redécouverte de la gauche française

La fin de la guerre d'Algérie en 1962 et le consensus de la population française pour donner l'indépendance aux Algériens<sup>503</sup>, encouragent la gauche québécoise à voir autre chose qu'un peuple français impérialiste et colonisateur. La gauche française, qui a souvent été montrée du doigt pour sa lenteur à intervenir dans le meilleur des cas, et pour son soutien à l'oeuvre coloniale

---

<sup>503</sup> Les accords d'Evian ont été ratifiés lors d'un référendum en France le 8 avril 1962 à 90,7 %.

civilisatrice dans le pire, connaît depuis l'oeuvre de Frantz Fanon, un regain d'intérêt au Québec. Un événement sans précédent a lieu, en 1963, lorsque le grand arabisant, professeur au Collège de France et sympathisant à la cause algérienne, Jacques Berque, s'intéresse à l'indépendance du Québec.

### 1) Les espoirs "français" de la Revue Socialiste

En 1962, Jacques Berque est reçu par le département d'anthropologie de l'Université de Montréal comme professeur invité<sup>504</sup>. Auteurs de plusieurs livres sur le Maghreb et le Haut-Atlas et sur la colonisation avec *La dépossession du monde*, il participe activement à la démythification du monde arabe en France. Homme de gauche qui a soutenu l'indépendance algérienne, il est membre du PSU français. De retour en France, le 10 octobre 1963, il publie dans l'hebdomadaire de gauche *France-Observateur* un article sur "les révoltés du Québec", qui sera publié intégralement dans *Parti Pris*<sup>505</sup> et dans la *Revue Socialiste* où il fait l'objet d'un dossier nourri.

L'article de Jacques Berque est un baume pour l'équipe de Raoul Roy qui se décrit comme "nationaliste anticolonialiste". Jacques Berque

---

<sup>504</sup> Voir, "Chroniques", *Parti Pris*, no 3 (décembre 1963), p.48.

<sup>505</sup> *Ibid.*, p.48-51.

explique au public français que sa méconnaissance du Québec et sa vision folklorique du peuple canadien-français l'empêchent de voir que *"tout change, depuis la Seconde Guerre mondiale, dans ce pays qui s'interroge<sup>506</sup>"*. Les changements sur lesquels s'attarde Jacques Berque concernent l'élan de décolonisation entrepris par certains Québécois contre l'impérialisme canadien. Il précise que, même si l'impérialisme anglais n'a pas connu:

*"Les mêmes rigueurs(...) ou la même façon grossière que sur d'autres territoires(...), il a fait place à des formes plus insidieuses: alibi confédéral, piège du prétendu bilinguisme, pression de l'économie et de la technique, envahissement financier, menace démographique<sup>507</sup>"*.

Jacques Berque appelle donc les Français à soutenir l'effort des Québécois qui, comme d'autres peuples colonisés, ont droit au soutien international dans leur lutte pour l'indépendance. Il précise, pour finir de convaincre la gauche française, que loin d'épouser la cause des colons, dont on les rapproche quelquefois, par le plus perfide des contresens selon lui, les Québécois ont soutenu celle du FLN. La guerre d'Algérie vient donc cautionner, de la plume même d'un intellectuel français, le rapprochement entre les Québécois et les Français, ou tout au moins entre les gauches.

Ce texte généreux recèle cependant une allusion assez ambiguë au

---

<sup>506</sup> *La Revue socialiste*, no 7 (hiver 1963-1964), p.6.

<sup>507</sup> *Ibid.*

"joual", que les intellectuels québécois se garderont bien de développer ou de critiquer, ne voulant pas briser cet inespéré consensus: *"la dialectalisation de la langue, devenue dans les couches incultes ce patois qu'on nomme le joual, n'est que le signe le plus apparent de la dérive sociale (du colonisé)<sup>508</sup>"*.

Les conséquences de cet article sur l'équipe de la *Revue Socialiste* sont immédiates. Raoul Roy et ses collaborateurs demandent et obtiennent une entrevue en France avec Jacques Berque et reproduisent l'entretien dans leur revue. On apprend que l'article de Jacques Berque aurait été une réponse à l'affirmation de l'écrivain juif québécois, Naim Kattam, que les Québécois seraient les pieds-noirs du Canada. Jacques Berque répond à Raoul Roy que *"vous êtes les Algériens de l'Amérique et non ses colons<sup>509</sup>"*.

La discussion fait ressortir la nécessité pour le Québec de devenir indépendant et le danger qu'il peut y avoir pour un groupe socialiste à parler de nationalisme, sans en préciser l'orientation "anti-colonialiste". Il prêche en quelque sorte un convaincu et Raoul Roy s'exclame: *"Quant à nous de l'ASIQ, nous rejetons violemment ce qualificatif de nationalistes. D'ailleurs nous avons horreur du*

---

<sup>508</sup> Jacques Berque, "Les révoltés du Québec" dans *Parti Pris, loc.cit.*, p.50.

<sup>509</sup> Raoul Roy, "Une lutte réelle de décolonisation, entrevue avec Jacques Berque", *La Revue Socialiste*, no 7, (hiver 1963-1964), p.1.



*nationalisme*<sup>510</sup>". Jacques Berque fait aussi allusion à la popularité, au Québec, de l'idée d'indépendance et demande à un membre du parti socialiste du Québec, Jacques-Victor Morin, présent lors de l'entrevue, si l'idée d'une indépendance "socialiste" progresse dans les masses. Jacques-Victor Morin lui répond: "*oui, mais des opportunistes essaient de prendre les devants*<sup>511</sup>", visant ainsi les indépendantistes du RIN<sup>512</sup>. Jacques Berque met en garde les Québécois contre un référendum au Québec et ne semble pas convaincu que les Québécois soient prêts pour l'indépendance rapidement:

*"Rien de plus suspect qu'un référendum(...). Il faut que vous soyez sûrs que toutes les couches de votre population aient pris conscience de la nécessité de la décolonisation politique avant d'accepter un référendum*<sup>513</sup>".

Le thème fondamental de l'ordre à suivre lors d'une révolution, la décolonisation économique d'abord ou la décolonisation politique, est abordé avec Jacques Berque. Les intellectuels québécois citent l'exemple de Jean Lesage qui pense qu'être "maîtres chez soi"

---

<sup>510</sup> *Ibid.*, p.5.

<sup>511</sup> *Ibid.*, p.3.

<sup>512</sup> Raoul Roy développe sa critique de l'idéologie du RIN et de Marcel Chaput qui, dans son livre de 1961, *Pourquoi je suis séparatiste?*, met de côté la question de l'aliénation nationale des francophones. Raoul Roy trouve que le RIN fait trop de concessions aux Anglais en déclarant que les francophones veulent seulement être leurs égaux et pas leurs ennemis. "Le RIN face au colonialisme", *La Revue Socialiste*, no 7 (hiver 1963-1964), p.15.

<sup>513</sup> *Ibid.* p.4

économiquement rendra inutile l'indépendance politique. Jacques Berque répond en utilisant l'exemple algérien: si pendant longtemps la gauche a cru au miracle des changements économiques (Guy Mollet, par exemple), l'histoire a prouvé que: *"il n'y a guère d'exemples, dans le monde, de libération économique et sociale qui n'ait dû passer par l'indépendance politique<sup>514</sup>"*.

La lune de miel entre la *Revue Socialiste* et Jacques Berque se confirme lorsque ce dernier annonce qu'il a parlé du Québec au héros socialiste de la révolution algérienne et président de la République algérienne en 1963, Mohamed Ben Bella: *"J'ai parlé de votre mouvement à Ben Bella. Il y est sympathique. Il sait qu'en général, vous avez été favorables à l'indépendance algérienne<sup>515</sup>"*.

La *Revue Socialiste* envisage donc la possibilité d'un appui de la France à l'indépendance du Québec. Raoul Roy explique que l'indifférence et la méconnaissance entre Québécois et Français sont le résultat *"des efforts constants qu'a faits le colonialiste anglais pour tenir le rideau de fer baissé entre la France et la Nouvelle France<sup>516</sup>"*. Mais la situation a changé, la guerre d'Algérie a sensibilisé les Français aux luttes pour la décolonisation et Raoul Roy espère que la gauche française s'intéressera un peu moins aux Noirs

---

<sup>514</sup> *Ibid.*

<sup>515</sup> *Ibid.*

<sup>516</sup> Raoul Roy, "La France et notre indépendance", *La Revue Socialiste*, no 7 (hiver 1963-1964), p.53.

américains et un peu plus aux "Blancs québécois". Il ne se fait pas d'illusions cependant sur le travail qu'il reste à faire pour convaincre la majorité de la gauche française de l'urgence de l'indépendance québécoise. Il utilise l'exemple des rapatriés d'Algérie, dont le sort n'intéresse pas grand monde en France à part quelques "réactionnaires impénitents", pour expliquer le peu d'enthousiasme de certains Français à la cause québécoise:

*"Dans cette atmosphère, il ne faut surtout pas présenter la cause des Canadiens francophones comme celle d'un groupe de la famille française à rescaper, mais comme celle d'un peuple colonisé à libérer<sup>517</sup>".*

Raoul Roy critique aussi la mauvaise publicité que les nationalistes de droite ont faite à la cause indépendantiste québécoise. Raymond Barbeau, de l'Alliance laurentienne, a ainsi donné plusieurs articles à des revues de "droite" comme *Aspects de la France* ou *Nation française* et donc, souvent, "ceux qui ont parlé de l'indépendance du Québec en France sont considérés non seulement de droite, mais d'extrême droite<sup>518</sup>". Il sera donc plus difficile aux socialistes québécois de convaincre les Français que l'indépendance du Québec est bien une idée de gauche.

L'effort entrepris par le gouvernement du Québec d'ouvrir une délégation générale du Québec à Paris ne semble pas impressionner Raoul

---

<sup>517</sup> *Ibid.*, p.55.

<sup>518</sup> *Ibid.*, p.56.

Roy. Même s'il reconnaît l'intérêt du projet, il critique le fait qu'aucun centre de documentation sur le Québec n'y soit créé<sup>519</sup>. Comment les Français pourront-ils vraiment s'intéresser à un pays qu'ils ne connaissent pas ? Une meilleure information sur la situation du Québec permettra certainement, selon Raoul Roy, à la gauche française en général de soutenir, comme Jacques Berque, la décolonisation du Québec.

## 2) Parti pris et le tiers-mondisme français

La jeune revue *Parti Pris* s'intéresse aussi, à travers l'exemple algérien et l'article de Jacques Berque, au thème qui devient très populaire, la décolonisation. La revue, à la fois littéraire et politique, est fondée par un groupe de poètes et d'écrivains pour la plupart, dont le poète québécois Paul Chamberland et l'écrivain Pierre Maheu<sup>520</sup>. Elle connaît un succès plus étendu que la *Revue Socialiste* qui s'éteint en 1964 et dont elle reprend certains thèmes. *Parti pris* préconise l'indépendance, le socialisme, le laïcisme et la théorie de la décolonisation est au centre des analyses de la revue comme le dira Pierre Maheu: "*Dans ce retour aux origines, nous avons à traverser la*

---

<sup>519</sup> *Ibid.*, p.57.

<sup>520</sup> Voir sur le discours politique de *Parti pris*, P. Saint-Amand, *La revue Parti pris et le nationalisme socialiste, maîtrise (sociologie)*, Université Laval, 1976, 143 p, André-J. Bélanger, *Ruptures...*, *op.cit.*, pp.139-193. Pour l'analyse littéraire de *Parti Pris*, Lise Gauvin, *Parti pris littéraire*, Montréal, PUM, 1975.

nuit; notre aventure, c'est celle d'Orphée: descendre aux enfers de l'aliénation coloniale<sup>521</sup>".

*Parti pris* publie, à son tour, l'intégralité de l'article de Jacques Berque et précise dans la présentation:

"Son article, très positif, pourra éveiller enfin la sympathie de la gauche française à l'égard du Québec. Il nous semble important de faire connaître à nos lecteurs ce document important<sup>522</sup>".

La décolonisation, véritable "catharsis personnelle", comme l'écrit Pierre Maheu<sup>523</sup>, s'inspire, à *Parti pris*, des modèles proposés par Frantz Fanon mais surtout Jacques Berque. Le poète québécois Jan Depocas acquiesce à l'idée émise par Jacques Berque que malgré les points communs entre les colonisés d'Algérie et les colonisés du Québec, la situation est différente. Jacques Berque affirmait, dans son livre *La dépossession du monde*, que les colonisés étaient "possédés comme d'un démon", ce à quoi Jan Depocas répond: "*Que nous voilà loin de la Dépossession du monde? Non point: chacun ses démons, voilà tout*<sup>524</sup>". Le Québec possède sa propre situation coloniale, originale, et ne peut donc rentrer dans des schémas classiques de la

---

<sup>521</sup> Pierre Maheu, *Un parti pris révolutionnaire*, Montréal, éd. Parti pris, 1983, p.39.

<sup>522</sup> "Chroniques", *Parti pris*, loc,cit., p.48.

<sup>523</sup> Pierre Maheu, *Un Parti pris...*, op. cit., p.13

<sup>524</sup> Jan Depocas, "Zâr nilotique à notre bizarre colonie", *Parti pris*, no 7 (avril 1964), p.56.

décolonisation marxiste ou algérienne. Il cite encore l'Algérie: "créer ici des Cuba ou des Algérie artificiels(...) ce ne serait là ni avoir lu Fanon ni nous décoloniser: ce ne serait que fânonner et décolonialiser (sic)<sup>525</sup>".

Un long article de Paul Chamberland développe également cette idée d'adaptation du discours décolonisateur à la situation québécoise. Alors que la gauche française semble comprendre, la gauche libérale québécoise "petite bourgeoise" de *Cité Libre* ne comprend pas:

"Lorsque nous nous sentons, nous nous vivons comme colonisés, nous ne voulons pas signifier que notre situation est identique à celle de l'Algérie ou du Congo, mais que cette situation participe de traits communs avec ceux des pays colonisés<sup>526</sup>".

Il semble que la prise de conscience de l'urgence de l'indépendance et du socialisme au Québec et de "l'identification, à la fois psychologique et intellectuelle aux Damnés de la terre<sup>527</sup>", de certains Québécois, se soit inspirée d'une découverte des penseurs français de la décolonisation tiers-mondiste. A côté de cette lune de miel idéologique, d'autres intellectuels québécois étaient prêts à

---

<sup>525</sup> Jan Depocas, "Le complexe à Maria Chapdelaine", *Parti pris*, no 9-10-11 (été 1964), p.37.

<sup>526</sup> Paul Chamberland, "De la damnation à la liberté", *Parti pris*, nos 9-10-11 (été 1964), p.84. Il avait déjà en 1963, écrit un article dans la revue *Liberté* où il expliquait, citations de Frantz Fanon à l'appui, que l'intellectuel québécois était colonisé et qu'il devait s'imposer "par devers-soi" une décolonisation. Paul Chamberland, "L'intellectuel québécois, intellectuel colonisé", *Liberté*, no 26 (mars-avril 1963), pp.119-130.

<sup>527</sup> Guy Bouthillier, *loc.cit.*, p.1424

redécouvrir une France moderne qu'ils avaient espéré trouver pendant le conflit algérien.

#### B- La redécouverte de la France "moderne"

La conjonction entre les premières prémises des échanges culturels franco-qubécois et une attitude globalement favorable des intellectuels québécois face à la France qui a enfin réglé le conflit algérien, contribue à un accueil très favorable des manifestations de la modernité française.

##### 1) L'exposition française de 1963

André Malraux, alors ministre d'Etat chargé des affaires culturelles de la France, arrive à Montréal en septembre 1963 pour l'inauguration de la grande exposition industrielle française au Palais du commerce. Il a été un des instigateurs des premiers échanges franco-qubécois des années 1960<sup>528</sup> et effectue, au Québec, une visite plus

---

<sup>528</sup> Voir, André Patry, *Le Québec dans le monde*, Montréal, Lemeac, 1980, pp.54-66, et Luc Roussel, *Les relations culturelles du Québec avec la France*, op.cit.

longue que la dernière du général de Gaulle en 1960 au Canada. Cette exposition présente l'aspect moderne de la France, ses dernières réalisations dans les domaines technique, artistique et industriel. Elle impressionna beaucoup les Québécois et dans ses mémoires Georges-Emile Lapalme, alors ministre des Affaires culturelles du Québec, la place au centre du renouveau franco-québécois<sup>529</sup>.

*Cité Libre* consacre le premier article de son numéro de décembre 1963 à cette exposition et le journaliste est particulièrement enthousiaste. Il critique d'abord les accusations de certains anglophones qui voyaient en Malraux un suppôt du communisme et qui pensaient qu'il venait au Québec avec des intentions "annexionnistes"<sup>530</sup>. Il voit avec satisfaction que la France offre au monde un visage, économique, résolument moderne et ce fut fait "avec un rare bonheur". Il pense que "L'accroissement de nos échanges avec la France permettrait de desserrer quelque peu l'étreinte économique des Etats-Unis"<sup>531</sup>.

Il ne peut s'empêcher de faire référence à la guerre d'Algérie, même si cela paraît loin du thème économique de son article. Il explique que les Français ont encore beaucoup à apprendre du Québec et

---

<sup>529</sup> Georges-Emile Lapalme, *Mémoires*, Vol II, Montréal, Leméac, 1971, p.238-239.

<sup>530</sup> Guillaume de Maillard, "La France et le Québec", *Cité Libre* (décembre 1963), p.2.

<sup>531</sup> *Ibid.*, p.2.



du Canada et que Montréal ne représente pas le Canada dans son ensemble, mais écrit-il:

*"Les Français, c'est bien connu, ont de tout temps été faibles en géographie: ne leur a-t-il pas fallu sept ans de guerre pour finalement admettre que l'Algérie(...) n'était pas composée de départements français?<sup>532</sup>"*.

La France retrouve donc, avec cette exposition, un peu du prestige qu'elle avait perdu avec les premières années de la guerre d'Algérie. Les anglophones ne se sont pas tous arrêtés au passé politique d'André Malraux et le *Financial Post* consacre, lui aussi, un long dossier enthousiaste à la France. Le journaliste compare *"the mood in France today is very like that in Canada during the middle 1950s<sup>533</sup>"*. Il rapporte que le sentiment qui domine, lors de cette exposition, est que la France est, à nouveau, un pays riche et plein d'avenir alors que *"after all, only six years ago (that) the country was on the brink of civil war<sup>534</sup>"*.

La France évolue et même si de Gaulle a contribué, à sa façon, à son évolution, la France moderne s'éloigne de celle du général. D'ailleurs, le journaliste rapporte quelques blagues peu flatteuses que beaucoup de Français font maintenant au sujet du général de Gaulle. Les

---

<sup>532</sup> *Ibid.*

<sup>533</sup> Clive Baxter, "France", *The Financial Post*, 28 septembre 1963, p.59.

<sup>534</sup> *Ibid.*

Québécois s'intéressent aussi au discours français de certains intellectuels qui, méditant sur la guerre d'Algérie, pensent que les changements sociaux ou politiques ne doivent pas suivre la voie de la violence révolutionnaire.

## 2) La France et le Québec contre la tentation révolutionnaire

Les intellectuels séparatistes de gauche, de *Parti pris* et de la *Revue Socialiste*, comme on l'a vu, se sont inspirés des intellectuels français tiers-mondistes qui ont formulé après la guerre d'Algérie, une nouvelle théorie de la décolonisation. La gauche libérale reçoit également avec beaucoup d'intérêt ce nouveau discours, et y puise, principalement, son réquisitoire contre la violence (au coeur du débat politique au Québec, en 1963, avec les premiers gestes violents des indépendantistes du FLQ et l'apparition en octobre 1963 du journal *La Cognée*, organe du FLQ).

Le poète québécois Fernand Ouellette, dans un article qui faisait suite à la dénonciation des violences du FLQ en 1963, utilise la guerre d'Algérie pour expliquer que la violence n'est pas une solution pour se libérer. Il écrit que:

"Les nouveaux écrivains (québécois) se sont éveillés à l'histoire, en pleine guerre d'Algérie(...). La guerre d'Algérie et la révolution de Cuba les ont alors fascinés, parce qu'ils étaient ardents<sup>535</sup>".

Mais cette fascination est morbide, selon Fernand Ouellette, qui refuse de comparer les Québécois à ceux qui ont subi "*la torture, la fusillade et la faim*" en Algérie. Loin de bouder les écrivains tiers-mondistes, il les utilise comme Pierre E. Trudeau, pour y chercher un appel à la libération plus qu'à la révolution. Fernand Ouellette est plus sensible au pacifisme d'Aimé Césaire<sup>536</sup> qui a toujours préféré aux fusils, "des armes miraculeuses". Le poète québécois s'inspire de l'action de Césaire qui est devenu député et qui "*a plus aimé son peuple qu'il a haï le colonialisme*<sup>537</sup>".

Pierre E. Trudeau utilise le même argument et, piqué au vif par l'équipe de *Parti pris* qui lui conseillait de relire Frantz Fanon<sup>538</sup>, il s'en inspire pour y puiser l'idée que le nationalisme révolutionnaire n'est en fait qu'une contre-révolution. Il cite longuement un passage des *Damnés de la terre* dans lequel il relève

---

<sup>535</sup> Fernand Ouellette, "Violence, révolution et terrorisme", *Liberté* (mai-juin 1963), p.232.

<sup>536</sup> Ecrivain et poète français martiniquais. Il est le grand théoricien français de la négritude. Il a écrit notamment, *Cahier d'un retour au pays natal* en 1947 et vient de publier en 1963: *La tragédie du roi Christophe*.

<sup>537</sup> *Ibid.*, p.233.

<sup>538</sup> Paul Chamberland, "De la damnation à la liberté", *Parti Pris*, *loc.cit.*, p.83.

toutes les allusions au danger d'une révolution bourgeoise nationale. Pierre E. Trudeau conclue "*La séparatisme, une révolution? Mon oeil. Une contre-révolution; la contre-révolution nationale-socialiste*<sup>539</sup>".

La popularité des penseurs tiers-mondistes chez les intellectuels québécois s'étend donc à un large spectre de tendances politiques. Le philosophe et homme de gauche anglophone Charles Taylor (qui deviendra vice-président du NPD), s'inspire lui aussi de ces idées et de la situation en Algérie pour critiquer la violence et le globalisme de la pensée de *Parti pris*: "*pour l'équipe de Parti pris, il n'est rien qui vaille la peine de se faire hors de l'indépendantisme socialiste et laïque*<sup>540</sup>". La violence, peut-être nécessaire en Algérie car le pouvoir économique mais surtout politique était aux mains des colonisateurs français, n'a aucune justification au Québec où la pratique de la démocratie politique ne se compare pas à celle des pays coloniaux africains.

### 3) La guerre d'Algérie dans la mémoire québécoise

Les "retombées" de la guerre d'Algérie s'étendent aussi à la

---

<sup>539</sup> Pierre E. Trudeau, "Les séparatistes: des contre-révolutionnaires", *Cité Libre*, no 67 (mai 1964), p.6.

<sup>540</sup> Charles Taylor, "La révolution futile ou les avatars de la pensée globale", *Cité Libre* (août-septembre 1964), p. 11.

mémoire québécoise qui, bien après 1962, continue à célébrer le courage de la France qui tourne le dos à un passé colonisateur et le courage de la nouvelle Algérie indépendante. Les Québécois n'ont plus nécessairement besoin de prendre le parti de la France "contre" l'Algérie ou celui de l'Algérie contre la France.

Le magazine *Maclean* présente les articles très favorables à la nouvelle Algérie indépendante de la journaliste Adèle Lauzon. Son arrestation par le service des renseignements français à Paris et son "interrogatoire", lors de son retour d'un séjour en Algérie, ne lui fait pas regretter que l'Algérie soit enfin indépendante<sup>541</sup>. Deux articles, aux titres évocateurs: "Maintenant, nous sommes chez nous"<sup>542</sup> et "Mohammed, maquisard algérien"<sup>543</sup> présentent la réalité de la vie quotidienne dans l'Algérie indépendante de Ben Bella.

Même si tout n'est pas rose, selon la journaliste, les Algériens sont heureux de leur indépendance et "*en période de crise, la population algérienne a donné la preuve de sa maturité politique instinctive*". Elle souligne d'ailleurs l'influence de cette guerre sur la pensée politique: "*Algérie... Un mot autour duquel tourbillonnent les idéologies, concepts et théories, de tous les maîtres - grands et*

---

<sup>541</sup> Adèle Lauzon, "Que veut la police française", *le Magazine Maclean* (mai 1963), p.1-2.

<sup>542</sup> Adèle Lauzon, "Maintenant, nous sommes chez nous", *le Magazine Maclean* (mai 1963), pp. 33-35 et 63-64.

<sup>543</sup> Adèle Lauzon, "Mohammed, maquisard algérien", *le Magazine Maclean* (juin 1963), pp.38 et 50-53.

*petits - de la pensée politique*<sup>544</sup>.".

Le grand héros de la révolution algérienne et surtout de l'économie socialiste algérienne, Ben Bella, intéresse les Québécois. D'ailleurs en 1965, un article de *Parti pris* cite en exemple le modèle de socialisme autogestionnaire développé par Ben Bella en Algérie<sup>545</sup>.

Mais les difficultés que le président Ben Bella rencontre économiquement, mais aussi au sein de ses propres troupes (il sera évincé en 1965), retient aussi l'attention du *Maclean*. L'indépendance algérienne est dans la réalité difficile à gérer et l'aide de la France paraît nécessaire et jusqu'à un certain point "généreuse", même si les Algériens voient plutôt cela comme "des concessions inévitables"<sup>546</sup>". L'aspect économique retient aussi l'attention du journaliste du *Commentator*: "The revolutionary leaders won the war in Algeria but now they find they have economic problems almost as overwhelming"<sup>547</sup>".

Le *Canadian Forum* et le *Financial Post*, tirent des leçons de la guerre d'Algérie et indiquent que la France du général de Gaulle n'est plus qu'un souvenir. La guerre d'Algérie a mis un terme aux idées

---

<sup>544</sup> *Ibid.*

<sup>545</sup> "Algérie, An III", *Parti pris* (mai 1965), p.59.

<sup>546</sup> "Algérie: conflit entre le rêve socialiste et les servitudes économiques", *le Magazine Maclean* (juin 1963), p.93.

<sup>547</sup> James Lorimer, "In Algeria, Peace but not Progress", *Canadian Commentator* (janvier 1963), p.14.

démesurées de grandeur coloniale de la France et les Français souhaitent maintenant se tourner vers la modernité et le développement. Ils ont la sympathie des journalistes anglophones qui prennent des paris sur le départ ou la mort prochaine du général de Gaulle<sup>548</sup>

Les Québécois francophones continuent également à parler de l'Algérie et la journaliste Judith Jasmin consacre le 26 octobre 1963, une émission d'une heure de *Champ libre* à Radio-Canada, à l'Algérie. Sa vision est très positive de l'Algérie indépendante, elle écrira d'ailleurs à un ami: "C'est l'un des pays où j'aimerais vivre"<sup>549</sup>. Le reportage s'intéresse à Ben Bella et aux espoirs des paysans algériens<sup>550</sup> et les dirigeants de Radio-Canada ont beaucoup hésité à le diffuser le trouvant trop pro-algérien<sup>551</sup>. A la même époque, l'Office national du film du Canada à Montréal sort une série de sept films de 30mn sur l'Afrique et l'Algérie. De plus, le 31 mai 1964, l'émission télévisée *Conférence* est consacrée à l'attitude de la France vis-à-vis du tiers-monde. Le journaliste Brian Crozier du journal *The Economist* de Londres vient présenter l'analyse des erreurs de la politique

---

<sup>548</sup> Mark Archer, "De Gaulle's Imperial Grandeur Will Be Changed Only by Death", *The Financial Post*, 6 avril 1963, p.36, et John C. Cairns, "A Few Thoughts On President de Gaulle", *The Canadian Forum* (janvier 1963), pp.220-222.

<sup>549</sup> Cité par Colette Beauchamp dans *Judith Jasmin, de feu et de flamme*, Montréal, Boréal, 1992, p.273.

<sup>550</sup> Voir le texte de l'émission reproduite dans Colette Beauchamp, *Judith Jasmin. Défense de la liberté*, op.cit., pp.117-146.

<sup>551</sup> Colette Beauchamp, *Judith Jasmin* (biographie), op.cit. p.274.

coloniale gaullienne, mais aussi les aspects plus positifs des relations culturelles à venir entre la France et les pays du tiers-monde.

La guerre d'Algérie reste donc, plusieurs années après les accords d'Evian, dans la mémoire des Québécois. La redécouverte de la France par les Québécois contribuera encore, en 1967, à la sortie d'un livre en France, aux éditions conjointes Maspero et Parti Pris, sur les Québécois et leurs aspirations<sup>552</sup>.

Le paroxysme du débat autour de l'analogie entre le Québec et l'Algérie a pris, comme nous l'avons montré, des proportions importantes à partir de 1961. Ceux qui étaient encore réticents à s'intéresser, en terme de comparaison, à la guerre d'Algérie et au nationalisme indépendantiste se sont lancés dans le débat. *Cité Libre* a réagi vigoureusement à la comparaison du nationalisme en Algérie et au Québec. Les citélibristes ont cependant fait quelques concessions aux nationalistes sur la constatation que le Québec était colonisé. Mais, si certains citélibristes conduiront la revue à son éclatement en décidant de franchir la barrière du nationalisme, la plupart des néo-libéraux ont confirmé, grâce ou par l'exemple algérien, que la

---

<sup>552</sup> Jacques Berque, éd. *Les Québécois*, Paris, Maspero-Parti Pris, 1967, 297p. Tous les articles sont des reprises d'articles de journalistes de *Parti pris* et la "révolte" des Québécois y tient une large place.



"décolonisation" du Québec n'avait rien à voir avec celle des pays colonisés.

De plus, l'exemple algérien a nourri, au long de nombreuses pages, le débat sur l'utilisation de la violence pour se libérer. Les intellectuels québécois ont cherché des éléments de comparaison et des arguments pour analyser et parfois condamner l'apparition de la violence terroriste au Québec. Nombre d'écrivains, de poètes, de journalistes et d'apprenti-politiciens ont participé au débat.

L'engagement politique autour de la guerre d'Algérie a également contribué à la redécouverte de la France. Principalement par le nouveau discours progressiste des intellectuels de gauche français et par les grands noms de l'idéologie tiers-mondiste. Une nouvelle France plus moderne, celle qui a donné l'indépendance aux Algériens, suscite la sympathie pour certains et les espoirs d'encouragement, pour d'autres. La guerre d'Algérie, en tant qu'événement dramatique, mais aussi comme symbole d'un grand débat au Québec, est entrée dans la mémoire des intellectuels québécois.

## CONCLUSION

*"Les frontières de nos rêves ne sont plus les mêmes"*, écrivait déjà en 1947, Paul-Emile Borduas. L'attention que certains Québécois ont portée à la guerre d'Algérie, événement lointain, aux enjeux parfois inconnus, témoignent de l'élargissement des frontières géographiques mais aussi politiques des rêves de certains Québécois.

Nous n'envisagions pas une étude sur la perception et la réaction des Québécois face à la guerre d'Algérie sans une analyse quantitative, même très simplifiée par rapport aux analyses en communication ou en statistiques qui demandent des années de travail. Ainsi, nous avons pu démontrer, avec notre méthode statistique, que nous pouvions chiffrer, à travers les médias, l'intérêt que les intellectuels québécois portaient à la guerre d'Algérie. Le volume d'articles de journaux, de revues, d'émissions, consacré à la guerre d'Algérie nous a particulièrement intrigué. Nous avons dressé la liste des raisons "techniques" ou conjoncturelles, comme par l'exemple l'attention des médias pour les événements spectaculaires et violents tels la guerre d'Algérie, pour expliquer cet intérêt. Mais, il semblait manifeste que ces raisons n'expliquaient pas grand chose et que des motivations plus originales poussaient plusieurs Québécois à suivre de très près la guerre d'Algérie.

Ainsi, les journaux, mais surtout les revues, se font l'écho, dès 1954, des événements en Algérie. Nous avons constaté, par l'étude quantitative de nos sources, que trois périodes se dessinaient dans la réaction des Québécois face à la guerre d'Algérie: 1954-1957, 1958-1960 et 1961-1964. Cette périodisation était d'autant plus intéressante qu'elle ne correspondait pas, à priori, aux périodisations courantes de l'histoire des relations internationales du Québec. De plus, les deux premières périodes fragmentaient en deux parties distinctes ce que plusieurs historiens Québécois s'accordent maintenant à décrire comme la pré-Révolution tranquille. L'étude qualitative de nos sources nous a permis de constater que cette périodisation n'était pas le fruit d'un "mirage statistique", mais d'une évolution significative de l'intérêt des intellectuels québécois au sujet de la guerre d'Algérie.

Les intellectuels québécois assistent comme spectateurs désengagés aux premiers soubresauts de ce qui n'était que des "événements algériens" entre 1954 et 1957. Pendant cette période, la guerre d'Algérie n'inspire pas encore les intellectuels québécois, mais éveille plutôt leur intérêt. Malgré le faible volume d'articles, entre 1954 et 1957, faiblesse que l'on retrouve également chez les intellectuels français pourtant plus concernés que des Québécois, les débuts de la guerre d'Algérie ne laissent pas indifférents certains Québécois. L'étude des articles de revues, anglophones et francophones, nous a permis d'expliquer plusieurs constatations issues de la presse quotidienne.

Notamment, les raisons de l'intérêt des anglophones vis-à-vis de l'événement. Les considérations stratégiques viennent au premier plan des préoccupations des anglophones qui écrivent dans des revues conservatrices, comme le *Saturday Night* ou le *Canadian Business*. La guerre d'Algérie pourrait entraîner la France sur une pente dangereuse pour l'équilibre de l'OTAN et des pays y participant, comme le Canada. La participation de communistes français à plusieurs gouvernements de la Quatrième République attise également l'inquiétude et les critiques des anglophones canadiens et québécois.

Cependant, nous avons constaté qu'il n'y avait pas d'homogénéité dans l'attitude des anglophones par rapport à la guerre d'Algérie, si ce n'est l'accord de principe avec les revendications de certains Algériens au sujet de leurs droits politiques et économiques. Nous avons montré que la revue anglophone de gauche, le *Canadian Forum*, rompait avec les analyses des autres anglophones. Les préoccupations stratégiques ne sont pas au centre des réactions des journalistes du *Canadian Forum*. Loin de condamner les gouvernements français, cette revue présente un bilan plutôt nuancé de la situation algérienne et surtout encourage le président du Conseil, le socialiste Guy Mollet, qui tente sans succès, d'éviter la guerre. Il n'existe pas de "tir groupé" anglophone contre la France lors de cette période.

Les francophones s'intéressent plus timidement aux premiers déboires de la France en Algérie. Les raisons qui les poussent à

consacrer plusieurs articles à l'événement sont assez variées et témoignent d'une même hétérogénéité que chez les anglophones. Les citélibristes suivent le sillon d'*Esprit*, une des grandes revues françaises de la gauche chrétienne, et reprennent les mêmes commentaires à propos du changement nécessaire des conditions de vie des Algériens, mais refusent de condamner en bloc tout le passé colonial français. Les nationalistes québécois, de *Laurentie* ou de *l'Action nationale*, s'intéressent encore assez peu à l'événement et les quelques commentaires sont surtout dirigés contre la "gauche", française ou québécoise, qui présente un bilan beaucoup trop négatif de la présence française en Algérie.

De spectateurs désengagés, les intellectuels québécois deviennent beaucoup plus réceptifs à la guerre d'Algérie à partir de 1958. Le nombre d'articles et de prises de positions dans les médias augmente considérablement et l'étude des analyses que font les intellectuels québécois révèle la naissance d'une inspiration autour de l'exemple de la guerre d'Algérie. Certains facteurs conjoncturels ont facilité cette inspiration. La télévision, à partir de 1957-1958, est présente dans une majorité de foyers au Québec et multiplie ses émissions d'informations et d'affaires publiques dans lesquelles la guerre d'Algérie est très présente. D'autre part, la crise du régime français et l'arrivée du général de Gaulle au pouvoir en 1958 accentuent l'intérêt pour l'événement. Ces raisons pourraient, peut-être, suffire

à expliquer la place de la guerre d'Algérie dans les médias québécois, mais pas l'inspiration que certains Québécois y puisent.

Nous avons constaté que les nationalistes québécois, de *Laurentie* au *Devoir*, utilisaient l'exemple de la décolonisation des Algériens comme modèle de comparaison et de justification d'une volonté de libération. Les nationalistes indépendantistes de *Laurentie*, par exemple, trouvent dans l'exemple algérien une justification historique à l'indépendance du Québec. Selon eux, il n'est pas anachronique en 1960 de vouloir devenir un pays indépendant car l'évolution historique mondiale place la décolonisation au centre des revendications de nombreux peuples. Nous pensons que l'utilisation, entre autres, de l'exemple algérien a été très importante dans le processus de "respectabilité" que certains nationalistes québécois de droite cherchaient à donner à leur idéologie. Au même titre que de nombreux peuples colonisés, blancs ou noirs, ils voulaient leur indépendance nationale. Si l'on acceptait "l'Algérie algérienne", on pouvait bien admettre "le Québec aux Québécois". Il serait d'ailleurs intéressant de poursuivre une étude plus systématique du rôle de la décolonisation, en général, chez les nationalistes québécois de "droite".

L'idéologie nationaliste n'avait ainsi plus grand chose à voir avec les tristes expériences de la Seconde Guerre mondiale selon les nationalistes québécois. Les nationalistes souverainistes ou autonomistes utilisent aussi l'exemple algérien pour préciser ou

justifier leur idéologie nationale. René Lévesque est sensible aux enjeux économiques de la décolonisation des pays arabes et insiste sur l'intérêt d'une province québécoise autonome économiquement. André Laurendeau se sert, lui aussi, de l'exemple de la guerre d'Algérie pour montrer les dangers que les nationalistes algériens font courir à leur pays au nom de l'indépendance. Le refus de toute forme de violence l'emporte chez André Laurendeau. Il refusera longtemps l'idée d'indépendance du Québec, en partie pour éviter de cautionner une "guerre" de libération comme en Algérie. Enfin, la jeune revue *Liberté*, qui compte une majorité de collaborateurs nationalistes, n'hésite pas à soutenir les intellectuels français de gauche, signataires de la pétition pro-algérienne des 121, condamnés par le gouvernement français. L'exemple algérien est utilisé pour soutenir la nécessaire liberté d'expression de l'intellectuel et le rôle de gardien de sa propre culture nationale.

La *Revue Socialiste* s'inspire, dès ses premiers numéros, de la comparaison entre la situation des Algériens colonisés et celles des Québécois, également colonisés. Les membres de cette revue qui prônent une révolution socialiste au Québec, s'inspirent de l'exemple algérien pour redéfinir les termes "modernes" de colonie, colonisés et colonisateurs au Québec. Ils puisent également dans la situation algérienne, l'inéluctabilité de la faillite de la gauche libérale qui est incapable, en Algérie comme au Québec, de soutenir une révolution nationaliste. D'ailleurs, nous avons démontré qu'une des principales

causes de la rupture "officielle" de la *Revue Socialiste* avec la gauche québécoise du PSD, était une querelle inspirée de l'Algérie. La gauche québécoise se portait à la défense de la libération algérienne, mais refusait de soutenir la lutte pour l'indépendance du Québec. Les membres de l'ASIQ de Raoul Roy sont, ainsi, parmi les premiers à radicaliser leur discours autour de l'indépendance du Québec et sont également les premiers, au XXe siècle, à tenter le pari d'une idéologie de gauche, révolutionnaire et nationaliste. La question nationale québécoise est donc clairement reliée, pour la *Revue Socialiste*, à tout commentaire autour de la guerre d'Algérie.

Les libéraux québécois, francophones et anglophones, évitent consciemment de se laisser entraîner dans le débat sur la question nationale québécoise et ses analogies avec d'autres pays qui se "décolonisent". Les citélibristes se libèrent, en quelque sorte, de l'image idéale de la France "mère patrie" à travers leurs critiques des Français d'Algérie, incapables d'accepter l'indépendance de l'Algérie. Ce visage antidémocratique et de "droite" de la France ne correspond pas à ce que les citélibristes attendent d'une société moderne. C'est également au nom de la démocratie, que plusieurs citélibristes restent sceptiques face à la politique gaullienne en Algérie.

Les anglophones portent toujours une attention particulière à la guerre d'Algérie. La décolonisation algérienne les intéressent moins,



dans un premier temps, que l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle et l'espoir d'un retour à la stabilité de la France. Une relative unanimité dans la sympathie accordée à de Gaulle, le sauveur des situations désespérées, ressort des analyses anglophones en 1958, bien que, déjà, plusieurs anglophones émettent des réserves face au renforcement des pouvoirs présidentiels au sein de la Cinquième république. Mais nous avons montré qu'une fois "l'effet de Gaulle" disparu, à partir de 1959, un débat secoue les anglophones au sujet de la guerre d'Algérie. Un intérêt plus émotif, mettant en relief le drame humain des Algériens pour certains ou celui des Français ou des pieds-noirs pour d'autres, provoque une controverse. Le *Maclean's* et des intellectuels anglophones comme John C. Cairns condamnent la politique dictatoriale du général de Gaulle et le peu de succès qu'il rencontre en Algérie. Leur vision de la France se radicalise face au danger que l'instabilité de la guerre d'Algérie fait peser, encore en 1960, sur l'OTAN.

Le comportement des Français d'Algérie, qui annoncent clairement leur désir de résistance contre l'indépendance à partir de 1960, inspire également les critiques des anglophones. Cette vision négative de la France et du général de Gaulle chez une partie des anglophones, que l'on retrouve souvent dans les études franco-canadiennes et qui permet d'expliquer "l'explosion" de haine anglophone lorsqu'en 1967 de Gaulle a crié sur un balcon: "Vive le Québec libre", a souvent été surexploitée. L'attitude de certains anglophones, dans le *Saturday*

*Night* ou dans le *Canadian Commentator*, témoigne d'une francophilie à toute épreuve dans les commentaires au sujet de la guerre d'Algérie. Le drame de la France qui doit abandonner un pays qu'elle a contribué à développer et les efforts du général de Gaulle pour résoudre cet imbroglio, attirent la sympathie que certains décrivent même comme "inconditionnelle".

La découverte à partir de 1954 de la guerre d'Algérie par certains Québécois et l'inspiration que l'événement suscite à partir de 1958, indique clairement que "l'ouverture au monde" du Québec n'a pas eu lieu pour tous en 1960. La diversité des réactions et les différentes raisons qui poussent les intellectuels québécois à suivre l'évolution de la guerre d'Algérie aboutissent à partir de 1961 à une réelle appropriation de l'événement.

La guerre d'Algérie est intégrée, très souvent, à partir de 1961 à la réflexion et aux débats sur le nationalisme québécois. Chacun y puise ses espoirs ou ses peurs et la réaction de certains Québécois, à la rumeur d'une arrivée massive de pieds-noirs au Québec, démontre que la guerre d'Algérie n'est plus un événement étranger.

Nous avons mis en évidence le débat entre néo-libéraux et nationalistes autour de l'analogie Québec-Algérie. La guerre d'Algérie sert souvent d'exemple dans les discussions autour du séparatisme, de

l'utilisation de la violence, du socialisme "nationaliste", etc. Les citélibristes et les anglophones refusent toute analogie entre la situation des Algériens et celle des Québécois et la décolonisation ne saurait être une idée "importable" au Québec. Mais, au sein des anglophones très critiques vis-à-vis de la France, la fin de la guerre d'Algérie est accueillie avec des commentaires positifs. L'image de la France devient, à leurs yeux, plus respectable.

Les nationalistes autonomistes dénoncent la campagne anti-française de *Cité Libre* et du magazine *Maclean* qui profitent de la guerre d'Algérie pour dénigrer la France. L'indépendance n'est cependant pas la solution au Québec même si elle semble l'être pour l'Algérie. Les nationalistes indépendantistes québécois, de *l'Action nationale* à *Parti pris*, poursuivent leur réflexion autour des différentes formes que pourrait prendre l'Etat indépendant du Québec. La guerre d'Algérie a nourri le débat autour de la condamnation de la violence révolutionnaire, en Algérie et au Québec. Elle a également servi, à travers la découverte du discours tiers-mondiste français, à débarrasser l'extrême-gauche de sa filiation marxiste révolutionnaire et à opter pour la création d'un Etat national et socialiste.

La rumeur d'une éventuelle immigration des pieds-noirs francophones au Québec, en 1962, a déclenché une tempête médiatique. Les néo-libéraux et les anglophones refusent l'idée d'accueillir ces Français extrémistes et dangereux pour la démocratie canadienne. Les

nationalistes, favorables à cette immigration francophone, ne demandent cependant pas de traitement de faveur pour l'acceptation de ces nouveaux immigrants. Nous n'avons pas trouvé trace d'immigration massive et organisée de pieds-noirs au Québec même si plusieurs sont effectivement venus s'y installer. Ce débat révèle l'aspect émotif que la guerre d'Algérie suscite chez plusieurs Québécois.

La fin de la guerre d'Algérie et les accords d'Evian ont permis une redécouverte de la France pour certains Québécois. Libérée de cette guerre, que les Québécois condamnaient majoritairement, la France présentait un visage plus moderne, politiquement en acceptant la décolonisation et économiquement en présentant en 1963 au Québec ses innovations industrielles. La gauche québécoise et la gauche française ont ainsi renoué, grâce à la guerre d'Algérie, des liens qui s'étaient distendus. Nous avons constaté, qu'après 1964, alors que la guerre d'Algérie n'est plus le centre de nombreux débats, elle existe encore dans la mémoire québécoise.

La guerre d'Algérie a donc été un événement important pour de nombreux intellectuels québécois, francophones mais aussi anglophones. Ils se sont, consciemment, appropriés l'événement et l'ont utilisé très souvent pour justifier plusieurs de leurs idées. Nous pourrions dire que leurs réactions lors de la guerre d'Algérie ont été à la fois un aboutissement et un révélateur de leur attitude face à la France. Aboutissement, car depuis la Seconde Guerre mondiale, plusieurs

intellectuels québécois avaient soif d'émancipation y compris vis-à-vis de la France, nous l'avons vu dans les premières réactions parfois négatives face à la guerre d'Algérie. Révélateur, car la redécouverte de la France, à la fin de la guerre d'Algérie, coïncide avec l'établissement d'échanges culturels soutenus entre le Québec et la France.

Liste des tableaux et figures

Tableau 1: articles des revues de 1954 à 1964	42
Tableau 2: détail des articles anglophones de 1954 à 1964	43
Figure 1: nombre de pages par année des revues anglophones	45
Tableau 3: détail des articles francophones de 1954 à 1964	46
Figure 2: nombre de pages par année des revues francophones	48
Figure 3: mise en forme de la surface des journaux consacrée à la guerre d'Algérie (moyenne 1954-1964)	51
Figure 4: mise en forme francophone et anglophone de la place de la guerre d'Algérie dans les journaux	53
Figure 5: mise en valeur des titres sur l'Algérie par journal (1954, 1958, 1962)	54
Figure 6: mise en valeur moyenne francophone et anglophone des titres sur l'Algérie	56
Figure 7: moyenne des indices de mise en forme et de mise en valeur de 1954 à 1964	66
Figure 8: % de la surface des articles de journaux et % du nombre d'articles de revues	84
Tableau 4: émissions francophones sur la guerre d'Algérie	163

## BIBLIOGRAPHIE

## I. SOURCES

1) Télévisions, Archives Radio-Canada.

## A) Télévision Radio-Canada francophone (dates consultées)

- \*Conférence de presse (1954-1964)
- \*Caméra 1957, 1958, 1959
- \*Point de mire (1956-1959)
- \*Les actualités internationales(1960)
- \*Restrospective
- \*Tribune libre (1961)
- \*L'Actualité (1958)
- \*Premier plan (1959-1961)
- \*Carrefour (1962)

## B) Emissions de radio francophones Radio-Canada

- \*Rond point (1961-1962)
- \*Politique française (1957-1958)
- \*Place publique (1961)
- \*Revue de l'actualité (1957)
- \*Fémina (1959)

## C) Emissions de télévision anglophones Radio-Canada

(répertoriées, voir Archives des émissions, demandes des APC: 1939-1985, mais non visionnées)

- \*Background
- \*Close-up
- \*Explorations
- \*Citizen's forum
- \*Document

## D) Emissions de radio anglophones Radio-Canada

- \*Trans-Canada matinée

## E) ONF Montréal. 7 Films de 30mn sur l'Afrique et l'Algérie (1963)

2) Journaux et périodiques (\*)

\* : Les dates inscrites correspondent au dépouillement effectué, elles ne correspondent pas forcément aux dates de création des journaux ou magazines. Nous n'avons gardé que les journaux et revues dans lesquels la guerre d'Algérie était présente significativement.

## A) Journaux francophones

*La Presse* (1954-64), *Le Devoir* (1954-64), *Le Soleil* (1954-64).

## B) Périodiques francophones

*L'Action nationale* (1954-1964), *Cité Libre* (1954-64), *Liberté* (1959-63), *Laurentie* (1957-62), *Parti pris* (1963-64), *La Revue Socialiste* (1959-64), *Le magazine Maclean* (1961-1964)

## C) Journaux anglophones

*The Gazette* (1954-64), *The Montreal Star* (1954-64).

## c) Périodiques anglophones

*Maclean's* (1954-64), *The Canadian Forum* (1954-64), *Saturday Night* (1963-64), *International Journal* (1954-64), *Canadian Business* (1954-1964), *Canadian Commentator* (1957-1964), *The Financial Post* (1954-1964).

3) Archives: Congrès Juif de Montréal. Dossier "Algeria 1962-1964", Les Bulletins du cercle juif (1954-1964) et The Congress Bulletin (1954-1964).



## II. OUVRAGES

1) Dictionnaires et ouvrages généraux

BEAULIEU, André & al. *La presse québécoise des origines à nos jours*, Québec, P.U.L, 10vol.

COURNOYER, Jean. *Le petit Jean*. Dictionnaire des noms propres du Québec, Stanké, 1993. 951p.

DESBARATS, Peter. *Guide to Canadian News Media*. Toronto, H.B.J, 1990. 274p.

DUMONT, Fernand et al. *Idéologies au Canada français 1940-1970*. Ste-Foy, PUL, 1981. V1:"La presse, la littérature", 360p. V3: "Les partis politiques, l'église", 360p.

HENRY, G. *Répertoire des périodiques québécois*. Montréal, Ministère des Affaires culturelles, 1974. 249p.

LAMONDE, Yvan. *Je me souviens: la littérature personnelle au Québec 1860- 1980*. Québec, I.Q.R.C, 1983. 275p.

LANGLOIS, Simon. *La société québécoise en tendance 1960-1990*. Québec, I.Q.R.C, 1990. 667p.

*L'Encyclopédie du Canada*. Montréal, Stanké, 1987. 3 volumes.

LINTEAU, Paul-André, René Durocher et al. *Histoire du Québec contemporain*. Montréal, Boréal Compact, 1989. T1:" De la confédération à la crise", 758p et T2:" Le Québec depuis 1930",

MARTIN, Jean. *Lexique de la colonisation française*. Paris, Dalloz, 1988. 395p.

- MONIERE, Denis. *Le développement des idéologies au Québec: des origines à nos jours*. Montréal, Québec-Amérique, 1977. 381p. 834p.
- RIOUX, Jean-Pierre. *La France de la IVe république. Tome 2: L'expansion et l'impuissance 1958-1958*. Paris, Seuil, 1983. 382p.
- SOTIRON, M. *Une bibliographie annotée des ouvrages portant sur les quotidiens Canadiens 1914-1983*. (sans lieu), Sotiron, 1987. 288p.
- VINCENTHIER, G. *Histoire des idées au Québec*. Montréal, V.L.B, 1983. 338p.

## 2) Méthodologie et historiographie en relations internationales

- Actes du 113ème Congrès International des Sociétés Savantes. *Presse, radio et histoire*. Paris, éd. du CTHS, 1989, T1. 355p.
- ARIES, Philippe. "L'histoire des mentalités". *La nouvelle histoire*, Jacques Le Goff dir. Paris, Retz-Cepl, 1978. pp 402-423.
- BARDIN, Laurence. *L'analyse de contenu*. Paris, P.U.F, 1977. 233p.
- Colloque de l'école française de Rome. *Opinion publique et politique extérieure 1945-1981*. Milan, 1985, T3. 314p.
- COOPER, H et G. Robinson. *How to Study Mass Media Effects*. Montréal, McGill University, 1974. 38p.
- GRENON, Michel. *L'image de la révolution française au Québec: 1789-1989*. Québec, Hurtubise H.M.H, 1989. 269p.
- HALLORAN, John D. *The Effects of Mass Communication: With Special Reference to Television*. Leicester University Press, 1964. 83p.

- KAYSER, Jacques. *Le quotidien français*. Paris, A.Colin, 1963. 167p.
- MILZA, Pierre. "Mentalités collectives et relations internationales". *Relations internationales*, 41 (1985). pp.93-109.
- OSKAMP, Stuart. *Attitudes and Opinions*. Londres, Prentice-Hall International, 1991 2ème éd. 499p.
- PADIOLEAU, Jean. *L'opinion publique: examen critique, nouvelles directions*. Paris, Mouton, 1981. 392p.
- PAPP, D. S. *Contemporary International Relations*. New-York, McMillan Publishing Company, 1991. 626p.
- RUSSETT, B et Al. *World Politics*. New-York, W H Freeman & Company, 1985. 617p.
- HASKINS, L et K Jeffrey. *Understanding Quantitative History*. Cambridge, 1990. 361p
- MUCCHIELLI, Alex. *Les mentalités: compréhension et analyse*. Paris, ESF, 1984. 56p.

### 3) Relations internationales du Canada et du Québec

- BEAUDOIN, Louise. *Les relations France-Québec 1855-1910, 1960-1972*. Thèse DES. (Histoire), Université Laval, 1974. 105p.
- BALTHAZAR, Louis & al. *Trente ans de politique extérieure du Québec 1960- 1990*. Laval, Ed. du Septentrion, C.Q.R.I,1993 412p.
- BERGERON, Gerard. "Le Canada français: du provincialisme à l'internationalisme". H. Keenleyside et al. *The Growth of Canadian Policies in External Affairs*. Durham, NC, 1960. pp. 99-130.

- BOUTHILLIER, Guy. "Les indépendantistes québécois et le général de Gaulle". *L'Action nationale*, (décembre 1990), pp.1417-1435.
- DIONNE, Stéphane. *La presse écrite canadienne-française et de Gaulle de 1940 à 1946*. Mémoire de M.A (Science politique), Université de Montréal, 1990. 141p.
- DUCHACEK, Ivo D, Daniel Latouche et Garth Stevenson. *Perforated Sovereignties and International Relations*. New York, Greenwood Press, 1988. 234p.
- GOBEIL, Jean. *L'affaire de Gaulle et la presse canadienne*. Ottawa, Université d'Ottawa.1969, microfilm.
- GOW, James I. "Les Québécois, la guerre et la paix 1945-1960". dans Jean-Yves Gravel éd. *Le Québec et la guerre*. Montréal, Boréal Express, 1974. pp. 133-167
- GRANATSTEIN, Jack L. *Canadian Foreign Policy Since 1945: Middle Power or Satellite?*. Toronto, Copp Clark Pub.Co., 1973. 246p.
- GUILLAUME, Sylvie. *Les Québécois et la vie politique française 1914-1969*. Thèse de Doctorat (Histoire), Bordeaux III, 1975. 292p.
- HAMELIN, Jean. "Québec et le monde extérieur 1867-1967". *Annuaire du Québec 1968-1969*. Québec, Editeur officiel du Québec, 1968. pp.2-36.
- LAURENCE, Gérard. "Le début des affaires publiques à la TV québécoise 1952-1957". *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 36 (septembre 1982). pp. 213-239.
- LETOURNEAU, Paul dir. *Le Canada et l'Otan après 40 ans 1949-1989*. Québec, C.Q.R.I, 1992. 216p.
- MORIN, Claude. *L'art de l'impossible: La diplomatie québécoise depuis 1960*. Montréal, Boréal Express, 1987. 470p.
- PAINCHAUD, Paul, dir. *Le Canada et le Québec sur la scène internationale*. Québec, P.U.Q, 1977. 643p.

- PAINCHAUD, Paul, dir. *De Mackenzie King à Pierre Trudeau*. Québec, P.U.L, 1989. 747p.
- PORTES, Jacques. *Le fait français et l'histoire du Canada XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup>s.* Paris, Société française d'outre-mer, 1990. 187p.
- PREVOST, Philippe. *La France et la Canada d'une après-guerre à l'autre*. Manitoba, Les Editions du Blé, 1994. 435p.
- ROUSSEL, Luc. *Les relations culturelles du Québec avec la France 1920-1965*. Thèse de PhD (Histoire), Université Laval, 1985. 460p.
- TAAFE, P. "The Influence of The French Catholic Left on Quebec 1945-1955". *The Registrar*, 4, 1, (mars 1983). pp. 53-74.
- THOMSON, Dale C. *De Gaulle et le Québec*. St-Laurent, Trécarré, 1990. 410p.

#### 4) Le Canada et le Québec 1950-1960

- BARBEAU, Raymond. *Le Québec est-il une colonie?* Montréal, Ed. de l'Homme, 1962. 158p.
- *J'ai choisi l'indépendance*. Montréal, Ed. de l'Homme, 1961. 127p.
- BEHIELS, Michael D. *Prelude to Quebec's Quiet Revolution*. McGill Queen's University Press, 1985. 365p.
- BELANGER, André. *Ruptures et constantes: quatre idéologies du Québec en éclatement*. Québec, Hurtubise H.M.H, 1977. 219p.
- BELANGER, Yves et Michel Lévesque. *René Lévesque, l'homme, la nation, la démocratie*. Québec, P.U.Q, 1992. 495p.

- BERQUE, Jacques et al. *Les Québécois*. Paris, Maspéro-Parti Pris, 1967. 297p.
- BOURQUE, Gilles et Jules Duchastel. *Restons traditionnels et progressifs: pour une nouvelle analyse du discours politique, le cas du régime Duplessis au Québec*. Montréal, Boréal Express, 1988. 399p.
- BOURQUE, Gilles et Gilles Dostaler. *Socialisme et indépendance*. Montréal, Boreal Express, 1980. 223p.
- BOUVIER, Félix. *André Laurendeau et la question nationale canadienne-française entre 1947 et 1968*. Mémoire de maîtrise (Histoire), UQAM, 1993. 107p.
- CALDWEL, Gary et Eric Waddell. *Les anglophones du Québec de majoritaires à minoritaires*. Québec, I.Q.R.C, 1982. 478p.
- COLEMAN, William D. *The Independence Movement in Quebec 1945-1980*. University of Toronto Press, 1984. 274p.
- COMEAU, Robert dir. *Jean Lesage et l'éveil d'une nation*. Sillery, P.U.Q, 1989. 367p.
- et Lucille Beaudry dir. *André Laurendeau, un intellectuel d'ici*. Québec, P.U.Q, 1990. 310p.
- et Bernard Dionne. *Histoire des communistes au Québec de la Première Guerre mondiale à la Révolution tranquille*. Québec, VLB, 1989. 542p.
- COUTURE, Claude. *Le mythe de la modernisation du Québec*. Montréal, Méridien, 1991. 152p.
- D'ALLEMAGNE, André. *Le colonialisme au Québec*. Montréal, RB, 1966. 191p
- Le R.I.N de 1960 à 1963. Montréal, L'Etincelle, 1974. 159p.

- DENIS, Roch et Luc Racine. "La conjoncture québécoise depuis 1960". *Socialisme québécois*, 21-22 (avril 1971), pp.17-79.
- DENIS, Serge. *Le long malentendu. Le Québec vu par les intellectuels progressistes au Canada anglais 1970-1991*. Montréal, Boréal, 1992. 199p.
- DESBARATS, Peter. *The State of Quebec: a Journalist's View of The Quiet Revolution*. Toronto, McClelland and Stewart, 1965. 188p.
- DION, Léon. *Les intellectuels et le temps de Duplessis*. Québec, P.U.L, 1993. 452p.
- FORTIN, Andrée. *Passage de la modernité: les intellectuels québécois et leurs revues*. Ste-Foy, P.U.L, 1993. 406p.
- FOURNIER, Marcel. *Communisme et anticommunisme au Québec 1920-1950*, Laval, Albert St-Martin, 179. 165p.
- GIROUX, Robert dir. *Littérature, histoire, idéologie (Québec-Haïti)*, Sherbrooke, Université de Sherbrooke, 1980. 267p.
- GUINDON, Hubert et al. *Tradition, modernité et aspiration nationale de la société québécoise*. Montréal, Editions St-Martin, 1990. 233p.
- HARVEY, Jean-Charles. *Pourquoi je suis antiséparatiste*. Montréal, Ed. de l'Homme, 1962. 123p.
- JOHNSON, W. *Anglophobie Made in Québec*. Montréal, Stanké, 1991. 477p.
- LAMARRE, Jean. *Le devenir de la nation québécoise selon M.Seguin, G.Frégault et M.Brunet*. Québec, Septentrion, 1993. 526p.
- LAMONDE, Yvan et Esther Trépanier. *L'avènement de la modernité culturelle au Québec*. Québec, I.Q.R.C, 1986. 319p.
- LAMOUREUX, André. *Le NPD et le Québec 1958-1985*. Montréal, Ed. du Parc, 1985. 230p.

- LAPALME, Georges-Emile. *Mémoires*. Montréal, Leméac, 1971, volume 2.
- LAURENDEAU, André. *Ces choses qui nous arrivent: chronique des années 1961-1966*. Montréal, HMH, 1970. 343p.
- LAURENDEAU, Marc. *Les Québécois violents*. Montréal, Boréal, 1990. 351p.
- LEGARE, Anne et Nicole Morf. *La société distincte de l'Etat: Québec-Canada 1930-1980*. Québec, Hurtubise H.M.H, 1989. 237p.
- LEMIEUX, Vincent. *Personnel et partis politiques au Québec*. Montréal, Boréal Express, 1982. 350p.
- LEVESQUE, René. *Attendez que je me rappelle*. Montréal, Québec-Amérique, 1988. 525p.
- MATAIGNE, Bernard. *Le mouvement socialiste au Québec 1965-1970*. Mémoire de maîtrise (Science politique), UQAM, 1979. 133p.
- McKILLOP, A. B. "Nationalism, Identity and Canadian Intellectual History". *Queen's Quarterly*, 81, 4, (1974). pp. 533-550.
- McROBERTS, Kenneth et Dale Postgate. *Développement et modernisation du Québec*. Montréal, Boréal Express, 1983. 350p.
- MATHIEU, Jacques. *Etude de la construction de la mémoire collective des Québécois au XXème siècle. Approches multidisciplinaires*. Ste-Foy, Cahiers du CELAT, 1986. 320p.
- MORIN, Wilfrid. *L'indépendance du Québec: le Québec aux Québécois*. Montréal, Alliance Laurentienne, 1960. 253p.
- PEARSON, Lester B. *Memoirs*. Toronto, Toronto University Press, T2:1948-1957, 1973. 344p et T3: 1957-1968, 1975. 338p.
- PELLETIER, Réjean. *Partis politiques et société québécoise: De Duplessis à Bourassa 1944-1970*. Montréal, Québec-Amérique, 1989. 397p.



- ROUILLARD, Jacques. *Histoire du syndicalisme québécois*. Montréal, Boréal, 1989. 535p.
- ROY, Jean-Louis. *La marche des Québécois. Le temps des ruptures 1945-1960*. Montréal, Leméac, 1976. 383p.
- RUDIN, Ronald. *Histoire du Québec anglophone 1759-1980*. Québec, I.Q.R.C, 1986. 332p.
- RUMILLY, Robert. *Le problème national des Canadiens français*. Montréal, Fides, 1961. 146p.
- SCOTT, Francis R. et Michael K. OLIVER. *Quebec States Her Case*. Toronto, Macmillan, 1964. 165p.
- SEGUIN, Maurice. *L'idée d'indépendance au Québec*. Montréal, Boréal Express, 1977. 66p.
- THOMSON, Dale C. *Jean Lesage et la Révolution tranquille*. St-Laurent, Trécarré, 1984. 615p.
- TREPANIER, Pierre. "Notes pour une histoire des droites intellectuelles canadiennes-françaises à travers leurs principaux représentants (1770-1970)", *Les Cahiers des Dix*, 48 (1993), pp. 119-164.
- TRUDEAU, Pierre E. *Le fédéralisme et la société canadienne*. Montréal, H.M.H, 1967. 227p.
- VADEBONCOEUR, Pierre. *La ligne du risque*. Montréal, HMH, 1963. 286p.
- WADDELL, Eric. *Les anglophones du Québec de majoritaires à minoritaires*. Québec, I.Q.R.C, 1982. 478p.

##### 5) Québec et décolonisation

- DENIS, Roch. *Luttes des classes et question nationale au Québec*. Montréal, presses socialistes internationales, 1979. 601p.

- GAY, Daniel. *Les élites québécoises et l'Amérique latine*. Montréal, Nouvelle optique, 1983. 341p.
- HERON, Craig and John Saul. *Imperialism, Nationalism and Canada*. Toronto, New Hogtown Press, 1977. 206p.
- LAFON, M. *Le parti communiste français dans la lutte contre le colonialisme*. Paris, Editions sociales, 1962. 217p.
- LAMONDE, Yvan. "Conscience coloniale et conscience internationale dans les écrits de Louis-Joseph Papineau". *Revue d'Histoire de l'Amérique Française*, 51, 1 (été 1997), pp. 3-37.
- MAHEU, Pierre. *Un parti pris révolutionnaire*. Montréal, Ed. Parti pris, 1983. 303p.
- MILNER, Henry. *The Decolonization of Quebec*. Toronto, McClelland & Stewart, 1973. 257p.
- PAGE, Carole. *Décolonisation et question nationale québécoise*. Mémoire de M.A (Science politique), UQAM, 1978. 154p.
- TREMBLAY, Marthe-Francine. *Culture colonisée et ethnocentrisme: Québec 1950-1975*. Mémoire de maîtrise (Histoire), UQAM, 1983. 333p.

## 6) Guerre d'Algérie et décolonisation

- AGERON, Charles-Robert. *L'Algérie des Français*. Paris, Point histoire, 1993. 371p.
- "L'opinion française devant la guerre d'Algérie" dans *Revue française d'histoire d'outre-mer*, 231 (deuxième trimestre 1976), pp.256-285.
- dir. *Les chemins de la décolonisation de l'empire français 1936-1956*. Paris, éditions du CNRS (I.H.T.P), 1986. 564p.

- BENOIT, Bertrand. *Le syndrome algérien. L'imaginaire de la politique algérienne de la France*. Paris, L'Harmattan, 1995. 191p.
- COINTET, Michel. *De Gaulle et l'Algérie française 1958-1962*. Paris, Perrin, 1995. 315p.
- COURRIERE, Yves. *La guerre d'Algérie: 1954-1957, les fils de la Toussaint, le temps des léopards*. Paris, R. Laffont, 1990 (1970). 950p.
- *La guerre d'Algérie: 1958-1962, l'heure des colonels, les feux du désespoir*. Paris, R. Laffont, 1990 (1970). 1202p.
- DAVIS, Horace B. *Toward a Marxist Theory of Nationalism*. New-York, Monthly Review Press, 1978. 294p.
- DROZ, Bernard et Evelyne Lever. *Histoire de la guerre d'Algérie 1954-1962*. Paris, Seuil, 1982. 375p.
- FANON, Frantz. *Les damnés de la terre*. Paris, Maspéro, (1961) 1968. 316p.
- FLEURY, Gérard. *La guerre en Algérie*. Paris, Payot, 1996(1993). 643p.
- GIRARDET, Raoul. *L'idée coloniale en France de 1871 à 1962*. Paris, La Table Ronde, 1972. 332p.
- HAMON, Hervé et Partick Rotman. *Les Porteurs de valises: la résistance française à la guerre d'Algérie*. Paris, Seuil Point histoire, 1982 (1979). 436p.
- HARBI, Mohammed. *La guerre commence en Algérie*. Paris, Ed. Complexe, 1984. 209p.
- HORNE, A. *Histoire de la guerre d'Algérie*. Paris, Albin Michel (a *Savage War of Peace*, 1977), 1987. 608p.
- LECONTE, Daniel. *Les Pieds-Noirs*. Paris, Seuil, 1980. 308p.

- LIAUZU, Claude. "Les intellectuels français au miroir algérien". *Cahiers de la Méditerranée*, 3 (1984), pp.1-179.
- LOWY, Michael. *Patries ou planètes? Nationalismes et internationalismes de Marx à nos jours*. Lausanne, Ed. Cahiers libres, 1997. 158p.
- LUARD, E. *A History of the United Nations. The Age of Decolonization 1955-1965*, vol 2. New York, St Martin's Press, 1989. 567p.
- MEMMI, Albert. *Portrait du colonisé*. Montréal, l'Etincelle, 1972. 146p.
- RIOUX, Jean-Pierre et Jean-François Sirinelli dir. *La guerre d'Algérie et les intellectuels français*. Bruxelles, Complexe, 1991. 405p.
- RIoux J-P  
----- dir. *La guerre d'Algérie et les Français*. Paris, Fayard, 1990. 700p.
- STORA, Benjamin. *Histoire de la guerre d'Algérie*. Paris, La découverte, 1993. 123p.
- *La gangrène et l'oubli, la mémoire de la guerre d'Algérie*. Paris, La découverte, 1991. 369p.
- *Les sources du nationalisme algérien*. Paris, L'Harmattan, 1989. 195p.
- THOBIE, Jacques et al. *Histoire de la France coloniale*. T2: "1914-1990". Paris, A.Colin, 1990. 654p.
- VIDAL-NAQUET, Pierre. "Une fidélité têtue. La résistance française à la guerre d'Algérie". *Vingtième siècle. Revue d'histoire*. 10 (avril-juin 1986), pp.3-18.
- *La raison d'Etat*. Paris, les Editions de Minuit, 1962. 330p.
- YAARI, Arie. *Le défi national*. Paris, Anthropos, 1978-1979, 2 volumes.

7) Les médias québécois et torontois.

BEAU, J-C. *Le magazine Maclean et le nationalisme au Canada de 1961 à 1967*. Mémoire de maîtrise (Science politique), Université de Montréal, 1969. 158p.

BEAUCHAMP, Colette. *Judith Jasmin de feu et de flamme (biographie)*. Montréal, Boréal, 1992. 425p.

----- *Judith Jasmin, défense de la liberté (textes)*. Montréal, Boréal, 1992. 234p.

BEAULIEU, André et Jean Hamelin. *Les journaux du Québec de 1764 à 1964*. Québec, P.U.L, 1965. 331p.

BONVILLE, Jean de. *Les quotidiens montréalais de 1945 à 1985: morphologie et contenu*. Québec, I.Q.R.C, 1995. 223p.

CARRIER, André. "L'idéologie politique de la revue *Cité Libre*". *Revue canadienne de science politique*, 1, 4 (décembre 1968), pp.415-428.

CARON, Anita et Lorraine Archambault, dir. *Thérèse Casgrain. Une femme tenace et engagée*. Québec, P.U.Q, 1993. 393p.

COMEAU, Robert et Luc Desrochers, dir. *Le Devoir, un journal indépendant (1910-1995)*, Québec, P.U.Q, 1995. 320p

DE LAGRAVE, Jean-Pierre. *Histoire de l'information au Québec*. Montréal, La Presse, 1980. 245p.

DAGENAIS, Bernard. *La crise d'octobre 1970 au Québec et les médias d'informations*. Thèse de doctorat 3ème cycle (Histoire), Paris EHESS, 1985. 620p.

DONNEUR, André P. "La presse du Québec et les pays étrangers". *Etudes internationales*, 2,3 (septembre 1971), pp.410-423.

- ELLIS, D. *La radiodiffusion canadienne: objectifs et réalités 1928-1968*. Ministère des Communications du Canada, Approvisionnement et services Canada, 1979. 94p.
- FELTEAU, Cyrille. *Histoire de la Presse. T2: 1916-1984*. Montréal, la Presse, 1984. 283p.
- GODIN, Pierre. *La lutte pour l'information: histoire de la presse écrite au Québec*. Montréal, Le Jour, 1981. 317p.
- ICEA. *Une semaine de télévision. Etude comparative de la programmation de CBFT, CFTM-TV, CFCM-TV, CKRS-TV en 1962*. Montréal, ICEA, 1963. 153p.
- KESTERTON, W. H. *A History of Journalism in Canada*. Ottawa, Carleton University Press, 1984 (1967). 304p.
- LAHAISE, Robert et al. *Le Devoir, reflet du Québec au 20<sup>e</sup> siècle*. Montréal, Hurtubise HMH, 1994. 504p.
- PEERS, F. W. *The Public Eye: Television and the Politics of Canadian Broadcasting 1952-1968*. Toronto, Toronto University Press, 1979. 459p.
- RABOY, Marc et André Roy. *Les médias québécois: presse, radio, télévision, câblodistribution*. Québec, G. Morin, 1992. 280p.
- RABOY, Marc. *Libérer la communication. Médias et mouvements sociaux au Québec 1960-1980*. Montréal, Nouvelle optique, 1983. 154p.
- ROGEL, Jean-Pierre. "La presse québécoise d'information sur la politique internationale". *Etudes internationales*, 5,4 (décembre 1974), pp. 693-711.
- RUTHERFORD, Paul. *The Making of the Canadian Media*. Toronto, McGraw-Hill Ryerson, 1978. 141p.
- ST-AMANT, P. *La revue Parti Pris et le nationalisme socialiste*. Mémoire de M.A (Sociologie), Université Laval, 1976, 143p.

SAVARD, Louis. "*Cité Libre. Une idéologie de transition: du nationalisme à une nouvelle définition du politique*". *Recherches sociographiques*, 4,2 (mai-août 1963), pp. 228-236.

STEWART, W. dir. *Canadian Newspapers. The Inside Story*. Edmonton, Hurtig Publishers, 1980. 256p.

VERONNEAU, Pierre. *La production canadienne-française à l'ONF du Canada de 1939 à 1964*. Thèse de doctorat (Histoire), UQAM, 1986. 754p.